



ARCHIVES DU SÉNAT

**ÉTAT DES PROCÈS-VERBAUX
DES COMMISSIONS SÉNATORIALES
RELATIVES À LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

SOMMAIRE

Sommaire	p. 3
Introduction	p. 5
Inventaire	p. 19
Annexe	p. 202
Table des matières	p. 205

INTRODUCTION

Avertissement

L'inventaire des procès-verbaux des commissions sénatoriales relatives à la Première Guerre mondiale s'inscrit dans le cadre de la numérisation et de la mise en ligne des travaux du Sénat dans la perspective de la commémoration de la Grande Guerre. Les procès-verbaux concernés recouvrent toute la période de la guerre jusqu'aux signatures des traités, ainsi que, pour certaines commissions, l'ensemble de leurs travaux jusqu'en 1940, dans la mesure où ils ont porté sur les conséquences de la guerre.

L'instrument de recherche présenté ici recense les documents mis en ligne sur le [site internet du Sénat](#). D'autres documents d'archives, produits à cette époque, mais qui n'ont pas été retenus pour ce projet, sont consultables à la division des Archives du Sénat.

I. PRÉSENTATION MATÉRIELLE DES FONDS

- Archives des commissions sénatoriales et groupes parlementaires relatives à la Première Guerre mondiale.
- Dates extrêmes : 1914-1940
- Niveau de description : article.
- Importance matérielle : 116 registres, 11 boîtes d'archives.

- Etat matériel

Les procès-verbaux des commissions sont des registres, manuscrits et/ou dactylographiés, auxquels s'ajoutent quelques auditions sur feuilles volantes et correspondances. Certains volumes ont fait l'objet de travaux de restauration visant à consolider les feuillets, notamment certains comptes rendus d'auditions devant la commission de l'armée suite à un dégât des eaux (69S 1-9).

- Modalité d'entrée : par versement à la Division des Archives. Pas de bordereau de versement, ni de registre d'entrées.

Les commissions et les Bureaux, une fois leurs travaux achevés, avaient l'obligation de verser leurs procès-verbaux aux Archives du Sénat. Il n'était pas tenu, à l'époque, de registre des entrées d'archives, ni établi de bordereau de versement. On peut néanmoins supposer que les procès-verbaux étaient versés aux Archives au fur et à mesure de la fin des travaux d'une commission, comme le prévoyaient les Règlements du Sénat de cette époque.

- Communicabilité : librement communicable.

Tous les documents sont communicables, en application de l'article XIX de l'*Instruction générale du Bureau du Sénat*.

Toutefois, certains fichiers numériques de substitution ou la consultation directe sur les pages internet du site du Sénat seront prioritairement proposés aux lecteurs lorsque les documents ont fait l'objet d'une numérisation, afin d'éviter un trop grand nombre de manipulations.

II. PRÉSENTATION DU FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SENATORIALES SOUS LA III^{ÈME} REPUBLIQUE

▪ Avant 1921

Les modalités d'examen d'un projet ou d'une proposition de loi par les commissions *ad hoc* sont fixées par le Règlement du Sénat de 1876, et prévalent jusqu'à la réforme du Règlement du Sénat en 1921. Tout sénateur appartient alors à l'un des neuf Bureaux, chargés, après une première discussion sur le texte à examiner, de désigner le(s)quel(s) de ses membres siègera(ont) à la commission *ad hoc*. La liste de ceux-ci est publiée au *Feuilleton*.

Chaque commission *ad hoc* est saisie d'un projet ou d'une proposition de loi déterminé. Dès la première réunion, la commission nomme son bureau, composé d'un président et d'un secrétaire. Le rapporteur n'est désigné qu'à la fin des travaux de la commission, avant l'examen en séance publique. On constate toutefois que d'autres projets de loi à examiner peuvent lui être renvoyés, dès lors que leur objet est proche.

Néanmoins, des commissions annuelles sont créées dans les années 1880, telles que la commission de l'armée ou la commission des douanes, sans que les versions successives du Règlement de l'époque ne les mentionnent. L'objet d'étude de ces commissions est thématique et leur sont renvoyés pour examen les textes entrant dans ce champs. Ces commissions sont nommées tous les ans, en début de session. Elles sont composées de 18 membres, nommés par les neuf Bureaux. La liste est publiée au *Feuilleton*.

▪ Évolution du fonctionnement des commissions durant la Première Guerre mondiale

La session ordinaire de 1914 est close le 15 juillet 1914. Une session extraordinaire est ouverte le 4 août 1914 alors que la guerre vient d'être déclarée. Les débats reprennent ensuite le 22 décembre 1914.

Si le principe de l'examen des textes par les commissions *ad hoc* perdure pendant la Première Guerre mondiale, on peut constater que le rôle des commissions annuelles se renforce.

Ainsi, le 28 janvier 1915, le Sénat décide de relever de 27 à 36 le nombre des membres des commissions de l'armée, de la marine et des chemins de fer. Puis, par une résolution du 27 janvier 1916, il proroge jusqu'à la fin des hostilités les pouvoirs des commissaires désignés par les Bureaux de janvier 1915 pour les commissions de l'armée, de la marine et des chemins de fer, et ceux désignés par les Bureaux de juin 1912 pour la commission des douanes¹. Ces

¹ PPR de MM. [LINTILHAC](#), [SAINT-GERMAIN](#) et [TOURON](#) tendant à proroger jusqu'à la fin des hostilités les pouvoirs des commissaires, désignés par les Bureaux de janvier 1915, pour les commissions de l'armée, de la marine, des chemins de fer et des affaires étrangères et ceux des commissaires désignés par les Bureaux de juin 1912 pour la commission des douanes, déposée en 1916 et déclarée d'urgence, et adoptée l'unanimité le 27 janvier 1916. Archives du Sénat : 124S 1720. PPR n° 6, déposée en 1916. Rapport de M. [MURAT](#) n° 19.

éléments sont repris dans le Règlement du Sénat de 1917. De même, l'article 16 précise désormais qu'un sénateur ne peut pas appartenir à plus d'une commission générale (armée, marine, affaires étrangères, chemin de fer).

C'est également à cette époque qu'est créée la commission des affaires étrangères.

On peut considérer que la Première Guerre mondiale marque un tournant dans le fonctionnement organisationnel des commissions sénatoriales. En effet, alors que depuis 1876, les commissions *ad hoc* constituaient le droit commun, même si certaines commissions thématiques et de longue durée s'étaient mises en place progressivement, les commissions générales y acquièrent en pratique un rôle prééminent. La réforme du Règlement en 1921 en tire les conséquences en prévoyant désormais la compétence de principe des commissions générales.

▪ Après 1921

La réforme du Règlement du Sénat de 1921 pose le principe de l'examen d'un projet de texte de loi par l'une des commissions générales, dont le champ de compétence est thématique. L'examen par une commission *ad hoc* est désormais l'exception.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 1921, douze commissions générales sont créées², composées chacune de 36 membres, renouvelés tous les ans au début de la session. Chaque sénateur ne peut appartenir à plus de deux commissions générales. Le Règlement de 1921 permet également la création de groupes politiques, dont la représentation est désormais proportionnelle dans chaque commission. Les listes des membres des groupes et des commissions sont publiées au *Feuilleton*.

A titre transitoire, les commissions *ad hoc* en activité à la fin de la session de 1920, peuvent poursuivre leurs travaux au-delà de l'entrée en vigueur des commissions générales, le temps de poursuivre et de clore l'examen du texte dont elles ont la charge.

Enfin, deux autres types de commissions sont autorisés : les commissions spéciales et les commissions « de large envergure » ou de « longue durée ». Ces dernières sont créées provisoirement ; leurs pouvoirs peuvent être prorogés d'une année sur l'autre si une PPR est déposée dans ce sens. Leur sujet d'étude est thématique. Les commissions spéciales, quant à elles, sont créées temporairement afin d'examiner un texte précis. Elles perdurent jusqu'à la promulgation de la loi ou le retrait du texte. Elles ne rendent que des avis. Elles sont régies par les articles 21 et 22 du Règlement de 1921.

² L'article 15 du Règlement de 1921 prévoit les commissions générales suivantes : armée ; marine ; affaires étrangères et politique générale des colonies et des protectorats ; douanes et conventions commerciales ; chemins de fer et transports et outillage national ; agriculture ; enseignement ; hygiène, assistance, assurance et prévoyance sociales ; législation civile et criminelle ; administration générale, départementale et communale ; commerce, industrie, travail et postes ; finances.

III. PRESENTATION DES PRODUCTEURS

Les commissions *ad hoc*

Durant la Première Guerre mondiale, plusieurs commissions *ad hoc* examinent des textes qui sont en relation avec le conflit³.

Nom de la commission <i>ad hoc</i>	Président
Commission chargée de l'examen du projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes. Nommée en 1909, elle se reforme en décembre 1915, jusqu'en 1920	Alexandre BERARD (1916-1920)
Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage. 1915-1916	Emile GOY
Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux inventions intéressant la défense nationale. 1915-1916	Eusèbe GAUVIN
Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre. 1916	Louis CORDELET
Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Louis MARTIN et un grand nombre de ses collègues tendant à la création dans chaque localité d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un Livre d'or des municipalités françaises. 1916-1919	Paul DOUMER
Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre. 1917-1919	Léon BOURGEOIS , puis Paul CUVINOT
Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre. 1916-1921 Dite « commission des loyers ».	Justin de SELVES
Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service. 1918-1921	Paul DOUMER , puis Paul STRAUSS
Commission pour l'examen de la proposition de loi de M. OURNAC et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires. 1919	Camille OURNAC

La commission chargée de l'examen du budget, dite « commission des finances »

L'organisation et la composition de la commission des finances sont régies par les articles 20 et 22 du Règlement du Sénat de 1876, qui fixent les attributions de cette commission chargée de l'examen de tous les projets de loi portant demande de crédits supplémentaires et extraordinaires afférents aux exercices courants, clos ou périmés, de tous les projets ou propositions de loi qui peuvent avoir pour effet de modifier la situation du Trésor, enfin de la loi des recettes et des dépenses. Alors que le principe de l'examen d'un projet de texte par une

³ La numérisation n'a pas concerné les travaux de toutes les commissions *ad hoc*, certaines ayant très peu débattu. Se reporter à l'instrument de recherche *Procès-verbaux des commissions de la IIIème République. Tome 1 : Bureaux (1876-1940), Commissions (1876-1920)*, Archives du Sénat, 2012

commission *ad hoc* prévaut jusqu'en 1921, elle est la seule commission spéciale alors prévue par le Règlement du Sénat.

Ses 36 membres sont nommés par les Bureaux (depuis la résolution du Sénat du 28 janvier 1915), au début de chaque session ; en pratique, elle est nommée après la distribution de l'exposé des motifs du projet de budget. Son bureau comprend un président, des vice-présidents et des secrétaires, ainsi qu'un rapporteur général qui se consacre de manière spécifique à l'examen des questions budgétaires. De fait, c'est la commission la plus importante par le nombre de ses membres et sa pérennité.

La réforme du Règlement du Sénat de 1921 crée la commission dite « des finances » en tant que commission générale, à l'article 15. Son champ de compétence (article 16) est modifié : elle est désormais saisie au fonds de tous les projets et propositions de loi intéressant les recettes et dépenses budgétaires et la Trésorerie de l'Etat, et, pour avis, de tous les autres textes ayant une incidence budgétaire. Ses 36 membres (article 15), nommés après la distribution de l'exposé des motifs du budget de chaque exercice, sont désignés proportionnellement à la représentation des groupes politiques (articles 19).

La commission de l'armée

Une première commission chargée de l'examen des projets de loi concernant l'armée s'est réunie informellement à partir de novembre 1885⁴, mais c'est par une résolution du Sénat du 22 janvier 1891, déposée par le Général [DEFFIS](#)⁵, que la commission chargée de l'examen de tous les projets de loi intéressant l'armée a été officiellement créée. Le Règlement du Sénat en mentionne l'existence dans son édition de 1898, à l'article 16.

Cette commission, initialement composée de 18 membres, est nommée par les Bureaux tous les ans au début de la session ordinaire. Lors de chaque renouvellement, elle élit son bureau, composé d'un président et de deux secrétaires. La liste des membres et la composition du bureau sont publiées au *Feuilleton*.

Durant la Première Guerre mondiale, les pouvoirs des 27 commissaires de la commission de l'armée désignés par les Bureaux de janvier 1915, sont prorogés jusqu'à la fin des hostilités par une résolution du Sénat du 27 janvier 1916. L'édition de 1917 du Règlement mentionne, dans son article 16, cette commission de vingt-sept membres chargée de l'examen de tous les projets et propositions de lois intéressant l'armée.

L'article 15 du Règlement du Sénat de 1921 prévoit également une commission générale de l'armée, nommée pour un an, et composée de 36 membres, répartis proportionnellement entre les groupes politiques.

Le fonds d'archives de la commission de l'armée comprend de nombreux documents produits lors de la Première Guerre mondiale : des comptes rendus d'audition (qui n'étaient pas joints aux procès-verbaux) et des rapports des sénateurs devant la commission. Les comptes rendus des 80 auditions ont la forme de carnets dactylographiés (répartis dans 7 boîtes d'archives, soit 0,84 ml) et les 180 rapports dactylographiés sont rassemblés dans 15 registres. Concernant les auditions, des lacunes ont été constatées.

⁴ Archives du Sénat : 69S 53

⁵ Impressions : Dépôt : I n° 3 ; Rapport du Général [DEFFIS](#) : I n° 7. Procès-verbal de la commission de la marine : Archives du Sénat, cote 69S 296

La commission de la marine

La commission chargée de l'examen de tous les projets de loi intéressant la marine a été créée par une résolution du 22 janvier 1891 (la même qui crée la commission de l'armée). Le Règlement du Sénat mentionne son existence dans son édition de 1898, à l'article 16. Cette commission, composée de 18 membres, est nommée par les Bureaux tous les ans en début de session ordinaire. Sa première réunion a lieu le 2 février 1891⁶. A chaque renouvellement, la commission élit son bureau, composé d'un président et de deux secrétaires. La liste de ses membres et la composition de son bureau sont publiées au *Feuilleton*.

Le fonds d'archives de la commission de la marine est lacunaire : les années 1914-1918 sont notamment manquantes. Il est en revanche avéré que cette commission s'est réunie pendant cette période puisque les *Feuilletons* mentionnent les nominations et convocations de la commission.

La commission des affaires étrangères

Un projet de résolution de M. [Jean DUPUY](#) tendant à nommer au commencement de chaque année une commission des affaires extérieures et coloniales a été déposé en 1907 mais n'a pas abouti⁷.

En 1913, la commission qui avait été chargée de l'examen de ce précédent projet de résolution est saisie de plusieurs projets de résolution⁸ visant à instituer une commission des affaires étrangères. Une discussion en séance publique a lieu le 18 décembre 1913. Elle aboutit à nouveau au rejet.

La commission des affaires étrangères est finalement créée par la résolution du Sénat du 28 janvier 1915, qui adopte la proposition de résolution de M. [Louis MARTIN](#) tendant à créer au Sénat une commission annuelle des affaires étrangères⁹. Elle n'est toutefois pas mentionnée dans le Règlement du Sénat de 1917.

La commission est composée de 36 membres, nommés par les Bureaux. Durant la Première Guerre mondiale, les pouvoirs des commissaires de la commission des affaires étrangères, nommés en janvier 1915, sont prorogés jusqu'à la fin des hostilités par la résolution du Sénat du 27 janvier 1916.

En même temps que sont déposées plusieurs propositions de résolution tendant à créer des commissions générales, M. [de SELVES](#) dépose une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission annuelle des affaires étrangères, adoptée le 20 janvier 1920.

⁶ Archives du Sénat : 69S 296

⁷ PPR de M. [Jean DUPUY](#), déposée en 1907, I. 100 ; rapport de M. [DECRAIS](#), I. 151, retiré ensuite par son auteur.

Archives du Sénat : 124S 1360 : procès-verbal de la commission chargée de l'examen du projet de résolution de MM. [MASCURAUD](#), [Jean DUPUY](#) et [Maxime LECOMTE](#), tendant à la nomination d'une commission annuelle de 18 membres chargée de l'examen de tous les projets de lois relatifs aux affaires extérieures et coloniales. 1907-1913

⁸ PPR de M. [Louis MARTIN](#) relative à l'institution d'une commission des affaires étrangères et coloniales. Déposée en 1910, I. 69. Rapport sommaire déposé en 1913, I. 53.

PPR de M. [Henry BERENGER](#) tendant à instituer une commission permanente des affaires extérieures, des protectorats et coloniales. Déposé en 1913, I. 1958.

PPR de M. [CHASTENET](#) tendant à compléter l'article 16 du Règlement du Sénat et à la création d'une grande commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies. Déposé en 1913, I. 7.

Toutes ces PPR sont examinées dans le rapport de M. [CHASTENET](#), en 1913, I. 251.

⁹ PPR de M. [Louis MARTIN](#), déposée en 1915, I. 7 ; rapport de M. [Louis MARTIN](#), I. 24.

Archives du Sénat : 124S 1693 : procès-verbal de la commission relative à la création d'une commission des affaires étrangères. 1915

Ainsi, la réforme du Règlement du Sénat de 1921 prévoit, à l'article 15, une commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats, composée de 36 membres, proportionnellement à la répartition des groupes. Cette commission perdure jusqu'au 20 décembre 1923. A cette date, elle est scindée en deux commissions : la commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats, et la commission des colonies.

Commission de l'administration générale, départementale et communale

La commission de l'administration générale, départementale et communale est une commission générale créée en 1921, régie par l'article 15 du Règlement du Sénat, après adoption d'une proposition de résolution de M. [MULAC](#) tendant à la création d'une commission de l'administration générale, départementale et communale¹⁰. Elle est composée de 36 membres, répartis proportionnellement entre les groupes politiques.

Commission d'Alsace-Lorraine

La proposition de résolution de M. Henry [BOUCHER](#) tendant à la nomination d'une commission de 27 membres chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine¹¹, est adoptée le 21 novembre 1918.

Une nouvelle proposition de résolution, présentée par M. [Paul DOUMER](#), tendant à la nomination d'une commission de 41 membres chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine¹², est adoptée le 27 février 1920, et conduit à la constitution de la commission d'Alsace-Lorraine le 8 mars 1920.

La réforme du Règlement du Sénat de 1921 conserve son caractère de commission spéciale à la commission d'Alsace-Lorraine. Son champ de compétence n'est pas limitatif ; toutefois, elle ne rend que des avis. La commission nommée en 1920 perdure ainsi jusqu'en 1925 (date de sa dernière réunion), après avoir vu ses pouvoirs prorogés les 16 mars 1923 et 19 février 1924.

Groupe parlementaire des départements envahis, puis des départements dévastés

Le groupe parlementaire des départements envahis est constitué lors d'une réunion le 21 octobre 1914, alors même que le Parlement ne siège pas¹³, par des sénateurs et des députés du Nord, de la Somme, de la Marne, des Ardennes, des Vosges, de la Meuse, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de l'Oise et de la Meurthe-et-Moselle, sous l'impulsion de [Léon BOURGEOIS](#) et [Paul HAYEZ](#). Il se donne pour objet « d'étudier les mesures nécessaires pour assurer la vie des habitants des régions envahies »¹⁴.

Le fonctionnement de ce groupe n'est pas défini par le Règlement du Sénat. En sont membres les parlementaires des départements concernés. Ils payent une cotisation. Matériellement, les réunions se tiennent au Palais du Luxembourg, le Sénat ayant mis à sa disposition une salle de réunion. Le groupe tient une comptabilité propre, qui est gérée administrativement par la

¹⁰ Session de 1920, dépôt : I. 13, rapport de M. [CAZELLES](#) du 19 novembre 1920, JO p. 1770.

¹¹ Session de 1918, dépôt : I. 451, rapport de M. [LINTILHAC](#), I. 408.

¹² Session de 1920, dépôt : I. 54, rapport de M. [JENOUVRIER](#), I. 55

¹³ Le Parlement a interrompu ses travaux entre juillet et décembre 1914.

¹⁴ Archives du Sénat, cote : 80S 30. Propos tenus par [Léon BOURGEOIS](#) lors de la réunion constitutive.

Caisse de la Chambre des députés. Il nomme dès novembre 1914 son propre questeur, le député de l'Oise [Félix BOUFFANDEAU](#), afin de permettre « l'accomplissement des décisions d'ordre économique et financier », alors qu'il commence à recevoir des dons suite à une souscription lancée en faveur des populations des départements envahis et des réfugiés.

Le groupe alerte les autorités et propose des solutions pour venir en aide aux populations des départements envahis, étudie les projets de textes de loi et rend des rapports (qui ne sont toutefois pas publiés). Il procède à des auditions, y compris de ministres. Il collecte également des dons d'institutions privées et publiques, dans le cadre de la souscription et les reverse aux comités de réfugiés et au Fonds de secours national géré par le ministère de l'Intérieur.

Lors d'un débat en séance publique consacré au salut aux régions libérées le 22 octobre 1918, la motion présentée par [Paul HAYEZ](#) au nom du groupe parlementaire des départements envahis, chargeant « les commissions des finances, de l'armée, de la marine et des affaires étrangères de désigner des délégués à l'effet de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ », est adoptée à l'unanimité¹⁵.

Lors de sa réunion du 3 décembre 1918, le groupe débat de l'opportunité de modifier sa dénomination en « groupe des départements libérés » et d'inclure dans son champ d'action les départements d'Alsace-Moselle. Toutefois, une commission des départements libérés est créée au Sénat en décembre 1918¹⁶, distincte de ce groupe. Le groupe parlementaire des départements envahis prend alors le nom de « groupe parlementaire des départements dévastés »¹⁷. La dénomination finalement retenue est celle du groupe interparlementaire des « régions dévastées ».

Le groupe poursuit ses travaux en faveur des régions dévastées, notamment lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de la loi sur les dommages de guerre du 17 avril 1919. Il prend également part, en 1924 et 1925, aux débats sur le projet de loi de finances pour 1924, dont certains articles concernent directement les régions dévastées. Le groupe nomme parmi ses membres une commission chargée d'étudier les dispositions de la loi de finances qui intéressent les régions libérées¹⁸, en lien étroit avec les commissions des régions libérées des deux assemblées (dont les présidents respectifs, le sénateur [Lucien HUBERT](#) et le député [Henri PHILIPPOTEAUX](#), sont membres du groupe), ainsi que les commissions des finances. [Henry MERLIN](#) rend un rapport le 8 septembre 1925 au nom du groupe, sur les articles 69 à 79 du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1926¹⁹. Le groupe nomme de même en janvier 1930, en son sein, une nouvelle commission chargée de s'entretenir avec le sous-secrétaire d'Etat aux régions libérées à propos du règlement des dommages de guerre²⁰.

Le groupe parlementaire des régions dévastées se dissout lors de sa dernière réunion le 25 juin 1935.

¹⁵ Séance du 22 octobre 1918, *JO* p. 712, intervention de M. [Paul HAYEZ](#).

Le même jour, une résolution tendant à la nomination d'une commission relative aux questions minières est également adoptée.

¹⁶ PPL de MM. [RIBOT](#), [BOURGEOIS](#), [DEVELLE](#) et [DOUMER](#) tendant à la nomination d'une commission de 36 membres, élue au scrutin de liste, chargée d'étudier les questions intéressant les départements libérés de l'invasion.

¹⁷ Dénomination mentionnée dans le procès-verbal du 17 janvier 1919. Archives du Sénat, cote : 80S 31.

¹⁸ Archives du Sénat, cote : 80S 19. Réunion du 13 novembre 1924.

¹⁹ MERLIN (Henry), *Rapport présenté le 8 septembre 1925 au groupe interparlementaire des régions dévastées sur les articles 69 à 79 du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1926*, Douai, Imp. Lefebvre-Lévêque, 1925

²⁰ Archives du Sénat, cote : 80S 19. Réunion du 30 janvier 1930.

Ni le Règlement du Sénat, ni le *Feuilleton*, ni les *Tables des débats* ne mentionnent les travaux du groupe.

Commission des départements libérés

En octobre 1918, les commissions de l'armée, de la marine, des affaires étrangères et des finances délèguent plusieurs de leurs membres pour aller visiter les régions libérées de l'invasion, « afin de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ »²¹. Ces délégués expriment le 21 novembre 1918, par l'intermédiaire d'[Alexandre RIBOT](#)²², leur désir de voir se constituer au Sénat une commission chargée d'examiner l'ensemble des questions intéressant les départements libérés. Composée de 36 membres élus au scrutin de liste, cette commission est nommée le 3 décembre 1918. Elle est chargée de se mettre en relation avec le Gouvernement pour lui prêter concours, et de saisir le Sénat des propositions qui lui paraîtront nécessaires et urgentes. C'est au nom de cette commission que [Georges REYNALD](#) rend son rapport le 27 mars 1919 sur les constatations des dommages faits par l'ennemi dans les régions envahies (I. 41).

Le Règlement du Sénat de 1921 transforme la commission des départements libérés en commission « de large envergure », mais non en commission générale, et lui donne un statut provisoire qui est prorogé en 1922 afin de lui permettre de poursuivre ses travaux. Elle peut alors être saisie au fond ou pour avis des textes qui lui sont renvoyés. En 1923, M. [Lucien HUBERT](#) dépose une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission de 27 membres chargée pour 1923, de l'examen des projets et propositions relatifs aux départements libérés de l'invasion. Il effectue la même démarche en 1924 et sa proposition est alors renvoyée à la commission, nommée en 1924, chargée de l'examen de la PPL de M. [Charles CHAUMET](#) tendant à modifier le Règlement du Sénat et à faire nommer par les Bureaux les membres des commissions générales²³. A partir de 1925, et jusqu'en 1934, une proposition ayant le même objet est déposée tous les ans, et renvoyée pour examen à cette même commission « du Règlement » désignée en 1924, qui examine notamment l'opportunité de poursuivre les travaux concernant les départements libérés.

Ses travaux s'achèvent en 1934, à l'expiration de ses pouvoirs, aucune proposition de loi relative à son renouvellement n'ayant été déposée en 1935. Les textes de loi alors en cours d'examen par la commission sont redistribués entre les commissions générales.

Commission des récompenses nationales

La commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. [FRANCOIS-SAINT-MAUR](#) tendant à supprimer le paragraphe 4 de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1923, modifié par la loi du 20 février 1925 sur les récompenses nationales, dite « commission des récompenses nationales », est nommée le 23 mars 1926.

²¹ Motion de MM. [HAYEZ](#) et [BERSEZ](#) adoptée en séance publique le 22 octobre 1918.

²² PPR de MM. [RIBOT](#), [BOURGEOIS](#), [DEVELLE](#) et [DOUMER](#) tendant à la nomination d'une commission de 36 membres, élue au scrutin de liste, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion (1918, I. 460).

²³ Archives du Sénat, cote : 124S 1858. Commission chargée de l'examen de la proposition de résolution de M. [Charles CHAUMET](#) et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des commissions générales. 1924-1940.

La commission dite « du Règlement » est nommée en 1924, et perdure jusqu'en 1940.

C'est une commission spéciale, dont la création est prévue par les articles 21 et 22 du Règlement du Sénat de 1921, et dont les neuf membres sont nommés par les Bureaux.

Lui sont renvoyés tous les projets et propositions de loi relatifs à la remise et aux contingents de récompenses civiles et militaires.

IV. PRESENTATION DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE

A. CLASSEMENT DES PROCÈS-VERBAUX

Les procès-verbaux, organisés généralement en registres, sont classés par commission, et par ordre chronologique. Seule la commission de l'armée a produit également des comptes rendus d'audition (qui ne sont pas inclus dans les procès-verbaux) et des rapports à la commission (qui ne font pas l'objet d'une « Impression parlementaire » avec un numéro de dépôt). Ces documents sont classés l'un après l'autre par ordre chronologique également.

Plusieurs lacunes ont été constatées dans les fonds. Ainsi, sont manquants les procès-verbaux suivants :

- Commission des finances : juillet 1916 - décembre 1919.
- Commission de la marine : 1914 - 1918.
- Commission des affaires étrangères : seuls les comptes rendus d'audition sont conservés mais pas les comptes rendus de réunions de la commission.
- Commission d'Alsace-Lorraine : 1920 - 1921.
- Groupe parlementaire des départements envahis, puis des départements dévastés : octobre 1919 - mars 1921 ; octobre 1921 - juin 1923.
- Commission des départements libérés : 1918 - 1921.
- Commission des récompenses nationales : juillet 1936 - 1940.

B. ORGANISATION DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE

L'instrument de recherche est organisé en chapitres, à raison d'un chapitre par commission.

Les éléments de cotation ne répondent pas d'une logique intellectuelle. Pour faciliter la lecture de l'instrument de recherche, celui-ci est présenté sous la forme d'un inventaire méthodique.

Chaque ordre de jour des réunions de commission a fait l'objet d'une analyse, ainsi que l'objet des auditions et des rapports de la commission de l'armée. Pour la commission de l'armée, lorsque le procès-verbal mentionne une audition, des indications figurant *en italique* dans l'analyse renvoient vers la cote de l'audition (ces deux types de documents étant matériellement séparés).

Les analyses archivistiques et les notices de description des producteurs respectent les normes ISAD(G) et ISAAR/CPF.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. SOURCES IMPRIMÉES

■ Sénat

✓ *Feuilleton*. 1876-1940

Archives du Sénat : 306S 1-66 : 1876-1920 ; 36S1-14 : 1921-1940

Les références des numéros du *Feuilleton* sont reprises dans les *Tables des débats*.

Les *Feuilletons* comportent également les *Annexes au Feuilleton* dans lesquelles est publié tout ce qui a trait aux pétitions (rôle, suivi de la pétition, réponse ministérielle le cas échéant).

✓ *Lois d'intérêt local : projets et rapports*. 1889-1920

Les volumes de fin d'année comportent une table alphabétique.

✓ *Impressions parlementaires*. 1876-1940

Les volumes de fin de session comportent une table alphabétique.

http://www.senat.fr/histoire/les_travaux_du_senat_de_la_troisieme_republique.html

✓ *Journal officiel des débats*. Sénat. 1876-1940

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34363182v/date>

✓ *Tables thématiques des débats*. 1876-1940

Archives du Sénat : usuels.

• *Tables nominatives des débats*. 1876-1940

Archives du Sénat : usuels.

Les tables nominatives sont accessibles à partir de la notice du sénateur :

http://www.senat.fr/senateurs-3eme-republique/senat.html#SEN_A

✓ Règlement du Sénat

Archives du Sénat : 385S 1-38 : 1880-2012

B. DOCUMENTS D'ARCHIVES DU SÉNAT

Le Sénat conserve l'ensemble de ses archives depuis la Troisième République²⁴.

■ BUREAUX ET COMMISSIONS

✓ 74S 1-22. Procès-verbaux des Bureaux. 1876-1940

✓ 124S 1-1951. Procès-verbaux des commissions *ad hoc*. 1876-1921

✓ 69S 1-293. Procès-verbaux des commissions permanentes. 1897-1940.

✓ 14S 1-142. Procès-verbaux de la commission des finances. 1876-1940

✓ 66S 1-198. Dossiers d'élections des sénateurs. 1876-1940

Ces dossiers sont étudiés par les Bureaux pour validation.

²⁴ Pour les époques antérieures, les fonds sont conservés soit aux Archives nationales ([série CC](#)), soit au Sénat.

■ GROUPES

✓ 80S 1-35. Groupes politiques et d'intérêts : procès-verbaux. 1876-1940

■ SÉANCE PUBLIQUE

✓ 5S 1-476. Dossiers de séance. 1876-1940

✓ 86S 3-7 : Comités secrets : notes sténographiques. 1916-1917

Les comptes rendus ont été publiés au *Journal officiel des débats* du 29 septembre 1968.

■ HAUTE COUR DE JUSTICE

✓ 41S 1-8. Procès en Haute Cour de Justice de Louis MALVY (1917-1918)

✓ 39S 1-44. Procès en Haute Cour de Justice de Joseph CAILLAUX (1919-1920)

C. BIBLIOGRAPHIE

■ Fonctionnement des Assemblées

PIERRE (Eugène), *Traité pratique du droit parlementaire*, Versailles, Cerf et fils éditeurs, 1878

Sur Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k58651348.langFR>

PRÉLOT (Marcel), *Droit parlementaire français*, photocopiés de cours donnés à l'IEP de Paris, 1957-1958

BUNIET (Christian), *Les Règlements des Assemblées parlementaires en France depuis 1871*, thèse de doctorat de l'université de droit et des sciences économiques de Paris, Lyon, Editions de l'A.G.E.L., 1967

■ Les commissions

BARTHELEMY (Joseph), *Essai sur le travail parlementaire et le système des commissions*, Paris, Delagrave, 1934

BOCK (Fabienne), *Un parlementarisme de guerre, 1914-1919*, Paris, Belin, 2002

BOUDON (Jacques-Olivier), art. « L'armée au Sénat », in *Les immortels du Sénat. 1875-1918 : les cent seize inamovibles de la Troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995

FIORENTINO (Karen), *La Seconde chambre en France dans l'histoire des institutions et des idées politiques (1789-1940)*, Paris, Dalloz, 2008

FOURCADE (Olivier), DUHAMEL (Eric), art. « Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France », in *Militaires en République, 1870-1962*, Actes du colloque des 4-6 avril 1996, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999

GARRIGUES (Jean), *Histoire du Parlement de 1789 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2007

MARICHY (Jean-Pierre), *La seconde Chambre dans la vie politique française depuis 1875*, thèse de droit de l'université de Toulouse, 1967

MAYEUR (Jean-Marie), *La vie politique sous la Troisième République*, Paris, Seuil, 1984

MAYEUR (Jean-Marie), CORBIN (Alain), CHALINE (Jean-Pierre), *Les parlementaires sous la Troisième République*, colloque des 18-19 octobre 2001, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003

NIESS (Alexandre), art. « Les régions libérées à la Chambre : des textes et des hommes », in *Revue Parlement[s]* consacrée à *La Guerre des mots, 14-18 dans les Parlements européens*, Paris, L'Harmattan, 2008, n° 2008-10

Sur Cairn.info : <http://www.cairn.info/revue-parlements-2008-2-page-46.htm>

ROUSSELIER (Nicolas), art. « Le Parlement français et la Première Guerre mondiale », in *Revue Parlement[s]* consacrée à *La Guerre des mots, 14-18 dans les Parlements européens*, Paris, L'Harmattan, 2008, n° 2008-10

Sur Cairn.info : <http://www.cairn.info/revue-parlements-2008-2-page-13.htm>

Etat des fonds réalisé par Cécile DAUSSUN, archiviste
Division des Archives, Sénat
Mai 2013

Mise à jour : Juin 2015

INVENTAIRE

I. COMMISSION DE L'ARMÉE

Durant la Première Guerre mondiale, les auditions de la commission de l'armée ne sont pas jointes aux procès-verbaux mais consignées dans des cahiers à part, à raison d'un cahier par séance. Les analyses des ordres du jour ci-dessous mentionnent, le cas échéant, la date de l'audition avec la mention « *Voir 69S x* », directement dans l'analyse.

De même, la mention « *sténographie manquante* » indique que l'audition est déficitaire dans le fonds. La mention « *sténographie non transcrite* » indique qu'il n'y a pas eu de transcription effectuée à l'époque.

A. PROCES-VERBAUX

69S 63 Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

19 décembre 1914 : audition de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur les munitions de 75, les explosifs, les canons de 75, les moyens de défense et le service de santé.

21 décembre 1914 : question de la censure ; audition de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur le service postal aux armées, le régime des transports commerciaux, la cavalerie, l'aéronautique, les ressources de recrutement et leur utilisation.

12 janvier 1915 : P.J.L. portant régularisation des décrets d'ordre militaire.

19 janvier 1915 : audition de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur l'utilisation des dépôts et les formations nouvelles.

25 janvier 1915 : audition de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur l'utilisation des dépôts et les formations nouvelles.

29 janvier 1915 : élection du bureau.

3 février 1915 : exposé des travaux de la précédente commission ; audition de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur les formations nouvelles, les munitions et les explosifs, le matériel d'artillerie et les fusils.

9 février 1915 : formations nouvelles ; munitions et matériels d'artillerie ; éclatements ; fusils ; explosifs.

16 février 1915 : formations nouvelles ; audition de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur la question du casernement, le régime des prisonniers français, la fabrication et les stocks d'obus, les éclatements, le matériel d'artillerie et le ravitaillement.

23 février 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur les formations nouvelles, le matériel d'artillerie, les fusils, les explosifs et les munitions de 75.

25 février 1915 : question des explosifs ; les fusils ; les formations nouvelles.

10 mars 1915 : rapport de M. BERENGER sur les explosifs ; rapport verbal de M. DOUMER sur l'armement.

12 mars 1915 : rapport de la sous-commission de l'armement sur la question des fusils.

13 mars 1915 : rapport sur la question des fusils (suite).

17 mars 1915 : rapport de M. HUMBERT sur le canon de 75 ; question des poudres et explosifs.

22 mars 1915 : rapport de M. JEANNENEY sur la croix de guerre ; rapport de M. CHERON sur le ravitaillement : défense du camp retranché de Paris ; service de santé ; articles de journaux contre le Parlement.

24 mars 1915 : articles de journaux (suite) ; rapport de M. HUMBERT sur l'artillerie lourde.

26 mars 1915 : rapport de M. de SELVES sur les formations nouvelles.

29 mars 1915 : rapport de M. DECKER-DAVID sur la remonte ; rapport de M. GERVAIS sur les munitions.

30 mars 1915 : service de santé.

1^{er} avril 1915 : question des fusils ; suite à donner aux travaux de la commission.

2 avril 1915 : P.J.L. sur le recensement classe 1917 ; rapport de M. MENIER sur l'aéronautique ; rapport de M. CAZENEUVE sur l'armement et les explosifs.

3 avril 1915 : rapport de M. GERVAIS sur le recensement de la classe 1917 ; audition de M. MILLERAND (ministre de la guerre).

9 avril 1915 : artillerie de campagne ; rapport de M. BERENGER sur la question des explosifs ; motion de M. CHERON sur la durée de la session.

21 avril 1915 : incident relatif à la visite des formations sanitaires ; rapport de M. CHERON sur le ravitaillement en viande.

26 avril 1915 : rapport d'ensemble sur les travaux des sous-commissions ; accidents de tir ; artillerie lourde.

3 mai 1915 : formations nouvelles ; avertissements avant la guerre.

4 mai 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur les fusils (*voir 69S 1*).

5 mai 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur l'artillerie de campagne (*voir 69S 1*).

8 mai 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur les éclatements (*voir 69S 1*).

10 mai 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur l'artillerie lourde (*voir 69S 1*).

11 mai 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur l'artillerie lourde (*voir 69S 1*).

12 mai 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) sur les munitions et l'aéronautique (*voir 69S 1*).

13 mai 1915 : rapport de M. CHERON sur les fusils (*suite du procès-verbal : voir 69S 64*).

1914 - 1915

69S 64 Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

13 mai 1915 : rapport de M. CHERON sur les fusils (*début du procès-verbal : voir 69S 63*).

17 mai 1915 : rapport de M. HUMBERT sur l'artillerie de campagne ; ordre du jour présenté par la commission spéciale des vice-présidents et des rapporteurs.

19 mai 1915 : délibérations du conseil supérieur de la guerre et de la défense nationale ; rapport de M. CHERON sur les facilités à donner à la commission pour l'exercice de ses missions de contrôle.

26 mai 1915 : PPL de M. BERENGER sur les engagements dans la Légion étrangère ; rapport de M. CHERON sur les fusils (*suite*) ; organisation du contrôle de la commission.

29 mai 1915 : rapport de M. BERENGER sur les poudres ; rapport de M. HUMBERT sur l'artillerie lourde.

31 mai 1915 : utilisation de la main-d'oeuvre ; rapport de M. JEANNENEY sur les éclatements des pièces d'artillerie.

2 juin 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) (*voir 69S 1*).

5 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI, MILLERAND (ministre de la guerre) et THOMAS (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre), sur l'artillerie lourde et la question du personnel (*voir 69S 1*).

8 juin 1915 : rapport de M. CHERON sur les mitrailleuses et les cartouches ; rapport de M. CAZENEUVE sur le ravitaillement en médicaments ; programme d'artillerie lourde ; envoi d'ouvriers spécialisés dans les établissements de l'Etat ; audition de M. VIVIANI ; facilités de contrôle de la commission.

10 juin 1915 : comptes rendus envoyés aux journaux ; rapport de M. de SELVES sur les formations nouvelles ; instructions relatives à la main-d'oeuvre.

17 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI, MILLERAND et THOMAS (*voir 69S 1*).

18 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI, MILLERAND et THOMAS (*voir 69S 1*).

19 juin 1915 : rapport de M. CHERON sur les embusqués ; discussion des déclarations du gouvernement.

22 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI et THOMAS (*voir 69S 1*).

23 juin 1915 : publicité du rapport de M. CHERON sur les embusqués ; discussion sur les déclarations du gouvernement ; ordre du jour présenté par M. DOUMER.

25 juin 1915 : réunion avec les bureaux des groupes (*sténographie manquante*).

29 juin 1915 : rapport de M. CHERON sur les mitrailleuses ; position de la

commission sur le vote des crédits supplémentaires.

30 juin 1915 : divulgation des travaux de la commission ; discussion sur le discours de M. MILLERAND (ministre de la guerre) ; audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) (*sténographie manquante*).

1^{er} juillet 1915 : discussion sur le discours de M. MILLERAND (*suite*).

2 juillet 1915 : contrôle des membres de la commission ; évacuation des blessés d'Orient ; rapport de M. CAZENEUVE sur l'hygiène aux armées et l'assainissement des tranchées ; déclaration proposée par la commission spéciale en réponse au discours du ministre de la guerre (*sténographie manquante*).

6 juillet 1915 : *procès-verbal manquant*.

7 juillet 1915 : communication aux sénateurs de la déclaration adoptée le 2 juillet ; note de M. HUMBERT sur la main-d'oeuvre et l'outillage industriels, le matériel d'artillerie et l'organisation du sous-secrétariat d'Etat ; rapport de M. DEBIERRE sur le service de santé ; PPR de M. CHABERT sur l'avancement et les décorations.

1915

69S 65

Commission de l'armée : procès-verbaux.

9 juillet 1915 : incident lors de la visite des places fortes de l'Est ; gaz asphyxiants ; mobilisation des postiers ; rapport de M. DECKER-DAVID sur le Corps expéditionnaire d'Orient (*voir 69S 113*) ; rapport de M. DEBIERRE sur le Corps expéditionnaire d'Orient (*voir 69S 113*).

13 juillet 1915 : audition de MM. MILLERAND (ministre de la guerre), AUGAGNEUR (ministre de la marine), THOMAS (sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie) (*sténographie manquante*).

15 juillet 1915 : rapport de M. CAZENEUVE sur les gaz asphyxiants ; méthode de travail de la commission.

16 juillet 1915 : audition de MM. VIVIANI (Président du Conseil) et MILLERAND (ministre de la guerre) (*sténographie manquante*).

17 juillet 1915 : rapport de M. LEBERT sur les conserves de viandes de l'armée ; rapport de M. CHERON sur l'organisation économique de la guerre.

20 juillet 1915 : visite de M. MILLIES-LACROIX à Marseille pour le contrôle des dépenses de certains services de guerre ; rapport de M. CHERON sur la PPL DALBIEZ.

21 juillet 1915 : discussion de la PPL de M. DALBIEZ assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables.

23 juillet 1915 : visite des places fortes de l'Est de la France ; discussion de la PPL DALBIEZ ; travaux avec les autres commissions ; rapport de M. CHERON sur l'organisation économique de la guerre.

27 juillet 1915 : auditions de MM. VIVIANI (Président du Conseil), MILLERAND (ministre de la guerre) et THOMAS (sous-secrétaire d'Etat à la guerre chargé des poudres et des munitions) sur la commission des poudres de Versailles, le personnel des usines, le camp retranché de Paris, les places fortes

de l'Est et leur inspection par la commission de l'armée (*voir 69S 2*) ; visite des places fortes.

29 juillet 1915, visite des places fortes ; PPL de M. DALBIEZ assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables.

1915

69S 66

Commission de l'armée : procès-verbaux.

6 juillet 1915 : compte rendu de l'entrevue du président de la commission avec M. VIVIANI (Président du Conseil) et M. POINCARE (Président de la République) ; fabrication du matériel de guerre et mobilisation industrielle ; rémunération des usines des ouvriers des usines de guerre ; communication de la lettre de la commission au Président du Conseil et au Président de la République ; rapport de la sous-commission du service de santé sur les formations sanitaires.

31 juillet 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil, *voir 69S 2*) ; rapport de M. CHERON sur la loi DALBIEZ.

3 août 1915 : conférence de délégués des grandes commissions du Sénat chargée d'examiner l'organisation économique de la guerre ; désignation ; rapport de M. CHERON sur la loi DALBIEZ (suite) ; camps dits « de représailles » en Allemagne ; rapport de M. MENIER au nom de la sous-commission de l'aéronautique ; rapport de M. CAZENEUVE au nom de la sous-commission de l'aéronautique ; programme des fournitures métallurgiques pour l'armée ; constitution d'une sous-commission des matières premières.

4 août 1915 : prochaine audition du Gouvernement ; rapport de M. BERENGER au nom de la sous-commission des explosifs ; rapport de M. CHERON au nom de la sous-commission de l'armement ; questions posées par la sous-commission du service de santé.

6 août 1915 : questions relatives à la défense du camp retranché de Paris ; situation d'ensemble de la guerre ; spéculation sur les cuivres vendus pour la fabrication des fusées et ceintures d'obus.

13 août 1915 : production des munitions d'artillerie ; observations sur l'éclatement des canons ; production de l'acier ; camps de représailles allemands ; préparation de la prochaine campagne d'hiver au point de vue de l'habillement, des moyens de campement et de chauffage ; répartition des accidents du travail survenus dans les usines de guerre ; rôle du comité des forges ; organisation et fonctionnement des sous-secrétariats d'État du ministère de la guerre.

19 août 1915 : situation des armements ; état des pertes ; audition de MM. MILLERAND (ministre de la guerre) et GODART (sous-secrétaire État du service de santé) (*voir 69S 2*).

21 août 1915 : audition de M. GODART (sous-secrétaire État du service de santé, *voir 69S 2*).

24 août 1915 : rapport de la délégation qui a visité les places fortes de l'est de la France et débat.

26 août 1915 : auditions de MM. VIVIANI, MILLERAND et GODART, sur les places fortes et le service de santé (*voir 69S 2*) ; production en munitions d'artillerie.

1^{er} septembre 1915 : visite de M. BERENGER des usines de la région lyonnaise, de la région des Alpes et de la région provençale ; rapport de M. CHERON sur la visite de la région du nord de la France et de la Belgique par la sous-commission du ravitaillement ; production de munitions d'artillerie ; question des places fortes de l'est de la France.

2 septembre 1915 : audition de M. THOMAS (sous-secrétaire État de l'artillerie et des munitions) sur la question du mortier de 370 ; rapport de M. CHERON sur la préparation de la campagne d'hiver au point de vue de l'habillement et du campement.

7 septembre 1915 : incidents de l'usine du Saut du Tarn ; contrôle des membres de la commission dans les gares régulatrices ; mortiers de 370 ; situation du camp retranché de Paris ; voies ferrées stratégiques ; question générale des transports ; régime des places fortes ; situation de la place de Dunkerque ; attaque de Lunéville, ville ouverte, par des avions allemands ; défense aérienne du Creusot et des autres usines de guerre ; récits parus dans la presse de visites à des usines de guerre.

9 septembre 1915 : rapport de M. GERVAIS sur les munitions de l'artillerie lourde ; circulaire adressée le 24 août 1915 aux industriels par le sous-secrétaire d'État de l'artillerie et des munitions ; visite de plusieurs membres de la commission à Bourges.

1915

69S 67 Commission de l'armée : procès-verbaux.

11 septembre 1915 : communication de M. GERVAIS relative aux obus des mortiers de 370 ; rapport de M. GERVAIS sur les munitions d'artillerie lourde ; contrôle de la fabrication des obus ; rapport de la délégation ayant visité les installations de l'aéronautique et de l'aviation aux armées de l'est de la France ; mission de contrôle de M. MILLIES-LACROIX dans l'est de la France.

14 septembre 1915 : rapport de M. CHERON sur la production des fusils, des mitrailleuses et des cartouches d'infanterie ; rapport de M. RICHARD sur la production du charbon ; rapport de M. BERENGER sur le P.J.L. relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons ; fonctionnement de la justice militaire dans les armées ; attribution abusive de la croix de guerre.

15 septembre 1915 : audition de M. THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions) (*voir 69S 2*) ; motion relative aux renseignements sur les opérations militaires.

17 septembre 1915 : audition de M. THOMAS (*voir 69S 2*) ; question des transports et des gaz asphixiants.

21 septembre 1915 : audition de M. THOMAS (*voir 69S 2*) ; rapport de M. LEBERT sur la consommation du cidre aux armées.

23 septembre 1915 : rapport de M. HUMBERT sur la fabrication de l'artillerie

lourde ; rapport de M. LE HERISSE sur sa visite au Corps expéditionnaire d'Orient (*voir 69S 119*).

24 septembre 1915 : rapport de M. CAZENEUVE sur les gaz asphyxiants et les obus suffocants et lacrymogènes ; rapport de M. CHERON sur les transports par voie ferrée ; rapport de M. CHERON sur la préparation de la campagne d'hiver ; observations et résolutions au sujet de la prochaine audition du Gouvernement, ordre du jour des prochaines réunions.

28 septembre 1915 : rapport de M. BERENGER sur la PPL relative aux obligations militaires des Sénégalais des communes de plein exercice de la colonie.

30 septembre 1915 : défense du camp retranché de Paris ; prochaine audition du Gouvernement, programme général de fabrication ; voyage de M. CLEMENCEAU en Champagne.

1^{er} octobre 1915 : observations au sujet de la prochaine audition du Gouvernement ; programme de fabrication de l'aviation ; audition de M. VIVIANI (Président du Conseil), de M. MILLERAND (ministre de la guerre) et de M. THOMAS (*voir 69S 2*).

5 octobre 1915 : doléances des engagés volontaires à la Légion étrangère ; programme général de fabrications ; relevé de la production ; camp d'aviation de Longvic.

8 octobre 1915 : rapport de M. DECKER-DAVID sur l'organisation du service de santé du Corps expéditionnaire d'Orient ; nomination de rapporteurs.

13 octobre 1915 : communication de M. DOUMER relative à la production en munitions d'artillerie, fusils, mitrailleuses, cartouches d'infanterie, canons de 75, explosifs et produits asphyxiants ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif au relèvement des soldes des brigadiers, caporaux et soldats.

19 octobre 1915 : questions à poser au Gouvernement au sujet de la situation sur notre front et sur le front balkanique ; rapport de M. CORNET au nom de la sous-commission de l'aéronautique sur la situation de l'aviation aux armées ; communication de M. CHERON relative à un marché pour la fourniture de fusils ; rapport de M. GERVAIS au nom de la sous-commission de l'armement sur les munitions d'artillerie ; constitution d'une sous-commission de la main-d'oeuvre.

22 octobre 1915 : recrutement des troupes indigènes dans l'Afrique occidentale française ; compte rendu de la visite de MM. STRAUSS et DEBIERRE dans les formations sanitaires des II^{ème} et IV^{ème} armées ; rapport de M. GERVAIS sur l'acier nécessaire à la fabrication de matériel de guerre ; question de l'exploitation des mines d'exploitations métallurgiques de Normandie pour les besoins de la défense nationale ; rapport de M. CAZENEUVE au nom de la sous-commission des poudres et explosifs et des matières premières sur les matières premières nécessaires à la fabrication des poudres, explosifs et produits chimiques de guerre ; prochaine audition du Gouvernement.

1915

Commission de l'armée : procès-verbaux.

26 octobre 1915 : communication de M. DOUMER relative à la production du matériel de guerre ; audition de M. DOUMERGUE (ministre des colonies) sur le recrutement des troupes indigènes ; mission de contrôle d'un membre de la Chambre en Afrique occidentale ; les opérations de guerre au Cameroun ; rapport de M. MENIER sur l'audition du sous-secrétaire d'Etat de l'aviation.

27 octobre 1915 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) et de M. MILLERAND (ministre de la guerre) (*voir 69S 2*).

4 novembre 1915 : démission de MM. de FREYCINET et BOURGEOIS ; allocution de M. CLEMENCEAU, élu président de la commission ; nomination d'une sous-commission sur les gaz asphyxiants et masques protecteurs ; échange de lettres entre M. BERENGER, le directeur général des poudres et le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie sur une mission en Angleterre ; défense des places fortes et notamment de Paris ; proposition de M. BERENGER de nommer une sous-commission chargée d'étudier les opérations militaires.

9 novembre 1915 : proposition de M. BERENGER (suite) ; audition du Général GALLIENI (ministre de la guerre) et de MM. THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions) et GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé, *sténographie manquante*) ; résolution au sujet de la création d'une sous-commission d'étude des faits de guerre, observations au sujet de l'usine de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle).

11 novembre 1915 : lettre de M. BERENGER au sujet du Corps expéditionnaire d'Orient ; échange de lettres sur la vente dans le commerce de masques protecteurs contre les gaz asphyxiants et les obus suffocants ou lacrymogènes ; rapport de M. CHERON sur l'exécution de la loi DALBIEZ.

13 novembre 1915 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil) sur l'emploi des gaz asphyxiants et la situation dans les Balkans ; rapports de M. HUMBERT sur l'artillerie légère et sur l'artillerie lourde ; rapport de M. GERVAIS au nom de la sous-commission de l'armement sur les engins de tranchée et l'artillerie d'infanterie.

17 novembre 1915 : emploi des gaz asphyxiants ; audition de M. BRIAND et du Général GALLIENI (ministre de la guerre, *voir 69S 2*) sur l'affaire de Salonique ; rejet d'une demande d'audience de M. LEVY ; échange de vues sur l'audition de MM. BRIAND et GALLIENI.

18 novembre 1915 : communication de M. BONNEFOY-SIBOUR sur les gaz asphyxiants et produits vénéneux ; examen et vote de l'ordre du jour sur la situation du Corps expéditionnaire d'Orient et l'attitude du Gouvernement ; rapport de M. GERVAIS sur la fabrication des munitions d'artillerie ; rapport de M. CHERON sur la fabrication des fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives ; prorogation des pouvoirs de la commission pour toute la durée de la guerre.

19 novembre 1915 : communication de M. BERENGER au sujet du Corps expéditionnaire d'Orient ; audition du Général GALLIENI et de M. THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, *voir 69S 2*) ; main-d'oeuvre spécialisée dans les usines de la défense nationale ; projets de réduction du programme des fabrications.

22 novembre 1915 : échange de lettres sur le rapport de M. CAZENEUVE sur les gaz asphyxiants ; rapports de M. HUMBERT sur projets de réduction du programme des fabrications.

26 novembre 1915 : compte rendu de la visite de MM. CHERON et LANGENHAGUEN à Tulle, Châtelleraut et Saint-Pierre; rapport de M. CAZENEUVE sur le P.J.L relative au débenzolage du gaz d'éclairage ; rapport de M. CAZENEUVE sur les gaz asphyxiants ; rapport de M. BERENGER sur le recrutement indigène.

1915

69S 69

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

1^{er} décembre 1915 : rapport de M. CHERON sur les fusils-mitrailleurs et cartouches ; audition de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur la situation militaire dans les Balkans (*voir 69S 3*).

3 décembre 1915 : suite du rapport de M. CHERON sur les fusils-mitrailleurs et cartouches (*sténographie manquante*).

7 décembre 1915 : rapport de M. BERENGER sur l'organisation de l'armée indigène ; état des pertes au 31 octobre 1915 ; rapport de M. STRAUSS sur l'hospitalisation des blessés et malades.

10 décembre 1915 : communication de M. BERENGER relative à la réunion du conseil supérieur de la défense nationale ; compte rendu de la visite de la commission dans trois armées afin de contrôler la distribution des effets chauds d'hiver ; exposé de M. GERVAIS sur l'incorporation de la classe 1917 ; rapport de M. DEBIERRE sur l'avancement et les décorations ; rapport de M. CAUVIN sur l'approvisionnement en charbon des usines de guerre ; rapport de M. CAZENEUVE sur les matières premières dérivées de la houille destinées à la fabrication des explosifs.

14 décembre 1915 : incident au sujet du rapport de M. CHERON sur les armes portatives ; échange d'observations sur les gaz asphyxiants et mission donnée à MM. CAZENEUVE et GERVAIS ; rapport de M. CHERON sur les mitrailleuses pour avions ; communication du relevé de la production en munitions d'artillerie et fusils ; exposé de M. BERENGER sur l'armée indigène (cadres et effectifs).

15 décembre 1915 : compte rendu de la visite de MM. CAZENEUVE et GERVAIS au sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, Albert THOMAS, sur les gaz asphyxiants, audition du ministre de la guerre, le Général GALLIENI, et du sous-secrétaire d'Etat du service de santé, M. Justin GODART (*voir 69S 3*).

17 décembre 1915 : communication de M. STRAUSS sur l'audition de M. Justin GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé), rapport de M. CAZENEUVE sur les gaz asphyxiants ; rapport de M. GERVAIS sur la production des munitions ; communication de M. LEBERT sur la crise des transports par voie ferrée.

18 décembre 1915 : rapport de M. CAZENEUVE (suite) ; différence de traitement entre les malades et blessés soignés dans les hôpitaux auxiliaires et

privés ; audition du Général GALLIENI (ministre de la guerre), de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie), de M. Justin GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé) et du colonel GIRAUD (chef du premier bureau de l'Etat major Général de l'armée) (*voir 69S 3*).

21 décembre 1915 : communication d'une lettre de M. MILLIES-LACROIX sur le renvoi à la commission de notes sur des questions militaires d'ordre technique ; compte rendu de la visite de M. CHERON au ministère de la guerre au sujet de l'armement des avions ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux troupes coloniales ; examen du PJJ relatif à l'incorporation de la classe 1917 ; rapport de M. CHERON sur la distribution des effets chauds ; rapport de M. MENIER sur l'aviation aux armées.

23 décembre 1915 : rapport de M. GERVAIS sur le PJJ relatif à l'incorporation de la classe 1917 ; compte rendu de la conférence entre les délégués de la commission, M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et le sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique ; lettre de M. CHERON relative à l'organisation de la défense du front.

27 décembre 1915 : audition de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), du Général GALLIENI (ministre de la guerre), de l'amiral LACAZE (ministre de la marine), de M. Gaston DOUMERGUE (ministre des colonies), de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions) sur l'armée indigène (*voir 69S 3*).

29 décembre 1915 : relevé de la production en canons de 75.

30 décembre 1915 : communication de M. STRAUSS sur l'état de l'hospitalisation sur le territoire ; communication de l'état numérique des pièces d'artillerie ; communication de M. GERVAIS sur l'état des tranchées ; communication de M. DOUMER sur l'état matériel et moral de l'armée russe ; communication de M. STRAUSS sur la récente attaque allemande du front anglais avec des gaz asphyxiants.

3 janvier 1916 : échange de vues sur le programme de l'aviation ; rapport de M. GERVAIS (suite) ; rapport de M. CHERON sur les effets chauds, les cantonnements et l'alimentation.

4 janvier 1916 : audition des généraux ARCHINARD et PENNEQUIN sur le recrutement des troupes indigènes ; observations à propos des récents événements militaires.

6 janvier 1916 : rapport de M. CHERON sur la situation de l'aviation.

12 janvier 1916 : avis de M. JEANNENEY sur les PJJ relatifs à la création de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre ; communication de M. CAZENEUVE relative à l'attaque allemande du 19 décembre avec gaz asphyxiants sur le front anglais ; pertes de l'armée française ; rapport de M. CHERON au nom de la sous-commission de l'armement sur la fabrication des fusils, des mitrailleuses et des cartouches, réduction des distributions de tabac dans les hôpitaux.

1915 - 1916

15 janvier 1916 : communication de M. CLEMENCEAU sur sa visite aux armées ; observations sur l'expédition de Salonique ; P.J.L. relatif à la transformation en corps réguliers des troupes auxiliaires marocaines ; relevé de la production en canons ; crise des transports maritimes dans ses relations avec la défense nationale ; nouvelle révision des ajournés et exemptés des classes 1916, 1917 ; P.J.L. relatif au matériel roulant des chemins de fer ; mesures contre le choléra et le typhus.

18 janvier 1916 : opérations militaires ; prochaine audition du Gouvernement sur l'expédition de Salonique et l'affaire de l'Hartmannswillerkopf ; état des pertes par opérations ; audition d'un médecin revenu d'Allemagne sur des questions d'oculistique ; défense de notre front par une double ligne de tranchées, et de notre frontière du côté de la Suisse ; défense contre les rats ; contrôle de l'administration de l'armée ; rapport de M. JEANNENEY sur le P.J.L. relatif aux sous-secrétaires d'Etat du ministère de la guerre ; rapport de M. CHERON pour la commission du ravitaillement sur les transports par voies ferrée et maritime ; rapport de M. POIRSON sur la P.P.L. concernant l'affichage de la liste des hommes d'âge mobilisables ; P.J.L. relatif aux anciens élèves de l'Ecole centrale et de l'Ecole des mines ; nouvelle révision des exemptés et des ajournés des plus jeunes classes appelées sous les drapeaux ; contrebande de guerre.

25 janvier 1916 : opérations militaires ; relevé de la production de canons, obus ; communication de M. CLEMENCEAU ; rapport de M. CHERON, pour la sous-commission des faits de guerre, sur l'exercice du droit de contrôle de la commission.

28 janvier 1916 : rapport de M. CHERON sur l'exercice du droit de contrôle de la commission ; lettre du ministre de la guerre sur les demandes de renseignements de la commission ; P.J.L. sur le service de l'état-major ; communication de M. BERENGER sur le P.J.L. relatif aux troupes auxiliaires marocaines ; P.P.L. sur les tribunaux militaires ; lettre de M. BERARD sur la discipline dans les dépôts ; réflexion sur l'application aux auxiliaires de la loi du 17 août 1915 ; rapport de M. GERVAIS, pour la sous-commission de l'armement sur la fabrication des obus en décembre 1915 ; présentation à la commission d'un obus destiné à l'aviation ; notes relatives aux établissements de Saint-Cyr ; communication de M. JEANNENEY sur le service militaire des ecclésiastiques ; P.P.L. de M. CORNET sur la communication des rapports de la commission à MM. de FREYCINET et BOURGEOIS.

29 janvier 1916 : audition de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) ; exercice du contrôle de la commission ; réflexion sur l'interdiction de rappeler les spécialistes présents au front pour travailler dans les usines.

1^{er} février 1916 : lacunes des communiqués envoyés à la commission ; communication de M. MENIER, pour la sous-commission de l'aéronautique, sur les incursions de zeppelins à Paris et en banlieue ; relevé de la production en canons, obus ; rapports de M. DEBIERRE, pour la sous-commission du service de la santé, sur les postes de secours, les abris de première ligne et sur les cantonnements de l'avant ainsi que sur les mutilés de guerre et la fabrication d'appareils prothétiques ; conférence des grandes commissions.

4 février 1916 : P.P.R. de M. TROUILLOT sur le matériel roulant des chemins de

fer ; observations sur l'attaque allemande dans la région de Frise et Dompierre ; P.J.L sur les officiers d'administration des services de l'intendance et de santé ; rapport de M. STRAUSS sur le P.J.L relatifs aux emplois à réserver aux militaires et marins réformés n°1 ou retraités pour suite de blessures ; rapport de MM. CHERON et MENIER, pour la sous-commission de l'aéronautique, sur l'incursion de zeppelins à Paris.

7 février 1916 : audition du ministre de la guerre et du sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique ; suivi des engagements du Gouvernement sur la défense aérienne de Paris ; communication de M. CHERON ; questions du réglage du tir contre les appareils ennemis et de l'école de tir contre les mêmes appareils.

10 février 1916 : note relative à la destruction de la seconde ligne de défense ennemie ; communication de M. DOUMER sur les effectifs de l'armée allemande et sur la portée du canon de 75 ; échange de lettres entre M. CAZENEUVE et le sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie sur la protection des troupes contre les gaz asphyxiants ; rapport de M. BERENGER, pour la sous-commission de l'armement, sur l'organisation des chemins de fer stratégiques et de campagne.

11 février 1916 : rapport de M. GERVAIS, pour la sous-commission de l'armement, sur les transports par automobiles ; rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie ; rapport de M. CAZENEUVE, pour la sous-commission du service de la santé, sur la protection des troupes contre les parasites.

14 février 1916 : P.J.L sur l'application aux vieilles colonies de la loi du 17 août 1915 ; observations sur les documents relatifs aux opérations militaires promis à la commission ; communication de M. DOUMER à ce sujet ; rapport de M. HUMBERT, pour la sous-commission de l'armement, sur les fabrications d'artillerie ; P.J.L sur les sous-secrétaires du ministère de la guerre ; étude sur la guerre navale et la défense des côtes ; emploi des gaz asphyxiants ; organisation des lignes successives de défense ; conférence des grandes commissions ; école de tir aérien de Cazaux.

15 février 1916 : audition de M. Hubert LYAUTEY (ministre de la guerre) sur l'organisation des chemins de fer stratégiques et de campagne ; enquête de sous-commission de l'armement à ce sujet ; P.J.L sur les sous-secrétaires du ministère de la guerre.

16 février 1916 : communication de M. CLEMENCEAU sur les transports en Orient ; affaire de Frise ; lignes de défense dans le secteur de Souchez ; relevé de la production de canons, obus ; rapports de M. GERVAIS sur le P.J.L relatif aux officiers d'administration des services de l'intendance et de santé, et, pour la sous-commission des effectifs, sur les effectifs des armées belligérantes.

1916

69S 71

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

18 février 1916 : blindage des cuirassés allemands ; opérations militaires ; rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie ; rapport de M. CHERON sur le P.J.L relatif aux exemptés, ajournés, des vieilles colonies.

19 février 1916 : rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie ; problème de la main-d'oeuvre dans les usines de guerre.

21 février 1916 : incident à propos de la publication récente d'un procès-verbal du groupe sénatorial de l'aviation ; production des ateliers d'aviation de Saint-Cyr ; utilisation des mitrailleuses allemandes récupérées ; note relative au débarquement et rembarquement au cap Hellès (péninsule de Gallipoli) ; expédition des Dardanelles ; rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie.

22 février 1916 : relevé de la production de canons, obus ; interrogation sur l'usage de gaz asphyxiants contre l'ennemi ; rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie.

25 février 1916 : rapports de M. CHERON, pour la sous-commission du ravitaillement, sur la production de l'alcool nécessaire à la fabrication des poudres de guerre et sur l'état de l'agriculture.

27 février 1916 : situation militaire ; communication à la presse ; démarche de la commission de l'armée de la Chambre des députés ; communication de M. DOUMER sur le camp retranché de Paris ; lettre du général commandant en chef sur la fabrication des mitrailleuses, transmise par M. CHERON ; attaque allemande aux gaz asphyxiants dans la Somme ; arrêt du conseil de guerre de Lyon.

28 février 1916 : situation militaire à Verdun ; rapport de M. GERVAIS sur le P.J.L. relatif au service d'état-major ; coupure du chemin de fer de Verdun à Sainte-Menehould à Aubréville ; rapport de M. CHERON, au nom des sous-commissions réunies, sur les cadres et effectifs, le contrôle de l'utilisation des effectifs et le recrutement des indigènes ; renvoi à la sous-commission de l'armement de l'examen d'un dispositif de transport de l'artillerie lourde ; chevaux de remonte ; P.P.L. relative aux anciens élèves de l'Ecole centrale et de l'Ecole des mines ; P.J.L. relatif à la nouvelle révision des exemptés des vieilles colonies.

29 février 1916 : rapport de M. CHERON, pour la sous-commission de l'armement, sur les fusils, cartouches et mitrailleuses ; communication de M. BERENGER sur la situation militaire ; rapport de M. GERVAIS, pour la sous-commission de l'armement, sur les engins de tranchées ; communication de M. DEBIERRE sur la préparation du terrain pour la défense à l'intérieur des lignes.

1916

69S 72

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

1^{er} mars 1916 : audition du Gouvernement sur les fabrications d'artillerie ; opérations militaires ; communication de M. CHERON sur la P.P.L. sur le fonctionnement des tribunaux militaires en temps de guerre.

2 mars 1916 : audition du Gouvernement sur les fabrications d'artillerie ; demande de communication du dossier relatif à la cession de canons de 105 à la Russie ; rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie.

4 mars 1916 : lettre de la commission de l'armée de la Chambre des députés ;

défense de la région lyonnaise ; situation militaire à Verdun ; audition du Gouvernement sur les fabrications d'artillerie.

6 mars 1916 : communication de M. STRAUSS sur l'évacuation des blessés à Verdun ; audition du Gouvernement sur les fabrications d'artillerie ; situation militaire à Verdun.

8 mars 1916 : réception du Président du Conseil et du sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie ; rôle de M. BERENGER dans la transmission des nouvelles militaires émanant du Gouvernement.

11 mars 1916 : P.J.L. relatif aux emplois à réserver aux militaires et marins réformés n°1 ou retraités par suite de blessures ou d'infirmités ; relevés de la production de munitions et de poudres ; correspondance entre M. BERENGER et le Gouvernement sur l'utilisation des prisonniers de guerre ; P.P.L. relative aux inscrits maritimes ; rapport de M. GERVAIS, pour la commission de l'armement, sur la fabrication des projectiles d'artillerie ; rapport de M. CHERON sur des questions renvoyées à la sous-commission du ravitaillement ; note de M. CAZENEUVE sur l'affaire de Frise et son rapport, pour la sous-commission du service de santé, sur les maladies contagieuses en 1915 et sur la lutte anti-infectieuse dans les armées ; opérations militaires de Verdun.

13 mars 1916 : lettre de la commission de l'armée de la Chambre des députés ; renvoi à la sous-commission des faits de guerre d'une lettre sur la situation de Frise avant l'attaque allemande ; ravitaillement des troupes à Verdun ; observations sur la prime fixe d'alimentation et sur l'éclairage des cantonnements ; enquête sur les conditions de transferts et de soins de blessés de Vichy à Rodez ; rapport de M. DECKER-DAVID, pour la commission du ravitaillement, sur l'effectif et l'utilisation des chevaux aux armées ; P.P.L. sur les tribunaux militaires en temps de guerre ; absence prolongée du ministre de la guerre.

18 mars 1916 : audition du sous-secrétaire d'Etat à l'intendance sur les rapports de la sous-commission du ravitaillement ; compte rendu de M. HUMBERT sur son voyage à Verdun.

20 mars 1916 : rapport de M. BOUDENOOT pour la commission des poudres et explosifs, sur les établissements des Bouches-du-Rhône ; rapport de M. BERENGER, pour la commission des poudres et explosifs, sur l'état général de nos fabrications dans ce domaine ; relevé de la production d'obus, canons, pièces d'artillerie.

22 mars 1916 : décès de M. LABBE ; problème du silex des briques réfractaires servant à construire les fours Martin ; appel d'une fraction de la classe 1888 ; compte rendu par M. CORNET de sa visite au front occupé par les troupes anglaises ; rapport de M. CHERON, pour la sous-commission de l'armement, sur les fusils, mitrailleuses et cartouches ; observations sur l'emploi contre les Allemands de gaz asphyxiants, d'obus suffocants et de liquides enflammés.

24 mars 1916 : audition de MM. FLANDIN (rapporteur de la commission spéciale des conseils de guerre), VIVIANI (Garde des Sceaux) et ROQUES (ministre de la guerre) sur la P.P.L. relative au fonctionnement des tribunaux militaires en temps de guerre ; communication de M. MENIER et observation de M. CORNET sur les torpillages par des sous-marins allemands dans la rade du

Havre ; rapport de M. CAZENEUVE sur les moyens de protection contre les attaques allemandes avec gaz asphyxiants, obus suffocants et lacrymogènes ; compte-rendu de la visite de délégués dans la région de Belfort ; communication de M. DOUMER sur un incident à l'occasion de cette visite.

27 mars 1916 : lettre de M. ROQUES (ministre de la guerre) ; problème des embusqués ; audition du Gouvernement sur la PPL relative au fonctionnement des tribunaux militaires en temps de guerre.

28 mars 1916 : avis de la commission sur la PPL relative au fonctionnement des tribunaux militaires en temps de guerre.

29 mars 1916 : communication de M. CHERON sur l'avis de la commission sur la PPL relative au fonctionnement des tribunaux militaires en temps de guerre ; compte rendu de visite de délégués dans la région de Toul et de leur démarche auprès du ministre de la guerre concernant la région de Belfort ; question du Gouvernement et du haut commandement.

1^{er} avril 1916 : opérations de Verdun ; application en Algérie de la loi du 17 août 1915 ; affectation des ecclésiastiques mobilisés ; enquête sur l'application de la loi du 17 août 1915 ; contrôle de la commission au camp d'Avord ; lettre de M. LANGENHAGEN et observations au sujet des éclatements de canons ; lettre du ministère de la guerre sur les effectifs mobilisables dans les dépôts ; observations au sujet de l'envoi au front des officiers d'état-major ; PJJ relatif au recrutement de l'intendance ; rapport de M. GERVAIS sur les effectifs ; rapport de la commission de l'armée à la chambre sur les réformés des plus jeunes classes incorporées ; questionnaire dressé par la sous-commission de la main-d'oeuvre et des effectifs.

1916

69S 73

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

4 avril 1916 : communication de M. LEBERT sur les chiens de combat ; comptes rendus des visites de MM. STRAUSS et GERVAIS dans la région de Verdun (contrôle de l'évacuation des blessés), de M. BERENGER en Champagne (utilisation des chemins de fer) ; rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie ; emploi des crédits d'armements accordés au ministère de la guerre ; opérations militaires.

5 avril 1916 : emploi des crédits d'armements accordés au ministère de la guerre ; audition du Gouvernement sur la main-d'oeuvre ; opérations militaires ; rôles des mitrailleuses.

8 avril 1916 : rapport sur le PJJ relatif à l'examen des ajournés et exemptés appartenant aux plus jeunes classes incorporés ; rapport de M. CHERON, pour la sous-commission du ravitaillement, sur le fret dans ses relations avec la défense nationale ; dépêche de l'administrateur du Territoire de Belfort ; propagande pacifiste et anarchiste ; coopération des alliés ; rapport de M. CAZENEUVE sur les ripostes aux attaques allemandes par les gaz asphyxiants et les liquides enflammés ; PPL sur la réhabilitation des faillis simples ayant fait l'objet d'une citation ; agents de sûreté de Paris demandant leur mobilisation ; préparation militaire obligatoire ; rééducation fonctionnelle

des blessés ; emploi des mutilés pour garder les prisonniers.

10 avril 1916 : rapport de M. CHERON sur le projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités ; rapport de M. STRAUSS pour la sous-commission du service de santé, sur la prophylaxie des maladies vénériennes dans les armées ; communication de M. HUMBERT au sujet du surcroît de production qu'aurait permis d'obtenir le renvoi en temps utile des 1310 spécialistes demandés par les grands établissements constructeurs ; lettre du capitaine de la fonderie de Bourges au sujet du renvoi éventuel des spécialistes de la classe 1916 ; audition du Gouvernement sur la main-d'oeuvre dans les usines et les effectifs ; observation de M. BERENGER sur le nombre de prisonniers faits par les Allemands à Verdun.

17 avril 1916 : communication de M. CAZENEUVE sur l'utilisation des obus asphyxiants et des liquides enflammés ; communication de M. HUMBERT au sujet des canons remplacés à Verdun depuis le début de la bataille ; observations de M. CHERON sur les conditions de voyage des sous-officiers sur les chemins de fer de l'Etat ; audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Pierre (ministre de la guerre) sur les effectifs.

19 avril 1916 : récupération du métal des projectiles ennemis ; refus d'entendre contradictoirement MM. LAGROSILLIERE (député de la Martinique) et ROQUES (ministre de la guerre) sur le recrutement aux colonies ; attaque d'un avion allemand à Amiens ; protection de Belfort contre les attaques aériennes ; rapports sur le P.J.L. relatif à l'âge d'admission à l'Ecole Polytechnique, sur le P.J.L. relatif aux admis et admissibles aux Ecoles de Saint-Cyr et de Polytechnique en 1914, sur le P.J.L. relatif à la caserne Perrache, sur le P.J.L. relatifs aux cadres et effectifs dans l'armée active et dans l'armée territoriale ; rapport de M. BERENGER, pour la sous-commission de la main-d'oeuvre, sur la main-d'oeuvre indigène et étrangère ; rapport de M. GERVAIS pour la sous-commission de l'armement, sur la fabrication des projectiles d'artillerie en février et mars 1916 ; P.P.R. de MM. CHERON, BERENGER, GERVAIS, BONNEFOY-SIBOUR sur l'insuffisance des projectiles destinés à l'artillerie lourde ; démarche de M. JEANNENEY auprès du ministre de la guerre à propos de la défense aérienne de Belfort.

21 avril 1916 : audition du Gouvernement sur les effectifs et la coordination militaire des Alliés.

13 mai 1916 : relevé de la production en canons et projectiles ; compte-rendu de M. CLEMENCEAU sur sa visite au front ; enquête sur les explosions dans les établissements travaillant pour l'armée.

16 mai 1916 : rapport de M. BERENGER sur les P.J.L. relatifs aux agents et sous-agents techniques et militaires des poudres ; fusées éclairantes ; rapport de M. CHERON, pour la sous-commission d'enquête, sur l'état actuel de l'aviation ; alimentation des soldats ; demande d'enquête sur le vapeur *La Tafna* ; chemins de fer de campagne, notamment en Champagne ; manque de bois pour la construction des abris d'artillerie ; rapports de M. CHERON sur la défense du littoral et sur la fabrication des fusils, mitrailleuses et cartouches.

20 mai 1916 : audition du Gouvernement sur la coopération militaire des alliés ; remplacement de M. LABBE, décédé.

24 mai 1916 : relevé de la production de projectiles ; fabrication de la grosse

artillerie ; communication de M. CAZENEUVE sur l'usine de soude Solvay à Dombasle ; rapport de M. CAZENEUVE, pour la sous-commission des matières premières, sur le coton matière première pour les poudres sans fumée ; accidents avec les grenades ; présence de prisonniers allemands autour d'usines travaillant pour la défense nationale ; communication de M. LEBERT sur sa visite aux usines Guillet à Auxerre et sur les modifications à apporter au statut de la légion étrangère ; organisation des corps étrangers engagés dans l'armée française ; PPL sur les croix de guerre ; lettre de M. BERENGER au ministre de la guerre sur l'envoi à la commission d'informations sur les opérations militaires.

27 mai 1916 : lettre du groupe de la Gauche démocratique ; audition du Gouvernement sur l'état des défenses et des moyens de communication à Verdun.

29 mai 1916 : lettre du groupe de la Gauche démocratique ; rapport de M. BERENGER, pour la sous-commission des matières premières, sur le minerai de fer, la coke métallurgique et la conduite de la guerre ; rapport de M. HUMBERT, pour la sous-commission de l'armement, sur les fabrications d'artilleries.

31 mai 1916 : relevé de la production de canons, projectiles ; communication de M. CHERON, pour la sous-commission du ravitaillement, sur l'alimentation des troupes ; rapport de M. DEBIERRE, au nom de la sous-commission du service de santé, sur le fonctionnement de ce dernier ; rapport de M. STRAUSS, pour la sous-commission du service de santé, sur le mouvement général de l'hospitalisation et sur la question des réformés ; rapport de M. GERVAIS, au nom de la sous-commission de l'armement, sur la fabrication des projectiles d'artillerie en avril 1916 ; projet d'avis de M. MENIER sur la PPL relative à la titularisation dans l'armée active des officiers de réserve anciens élèves de grandes écoles ; compte-rendu par M. CAUVIN de sa visite à Verdun.

1916

69S 74 Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

3 juin 1916 : audition du Gouvernement sur l'artillerie à Verdun ; opérations militaires.

9 juin 1916 : communication de M. LEBERT sur sa visite à la 7^e armée ; renvoi à la sous-commission de l'aéronautique de la question de la défense aérienne de Belfort des villes voisines du front et du camp d'aviation de Luxeuil ; renvoi à la sous-commission de l'armement de la question des grenades pour fusil et de la fabrication à Ruelle des canons de 75 ; manque d'engins de tranchée dans la 7^e armée ; démarche de M. HUMBERT auprès du ministre de la guerre à propos des canons de Verdun.

14 juin 1916 : rapport de M. CAZENEUVE sur la PPL sur les vétérinaires auxiliaires diplômés ; audition du Gouvernement sur l'artillerie et l'organisation de la défense à Verdun ; déclaration de M. DOUMER à propos d'un fait personnel ; opérations militaires.

15 juin 1916 : rapport de M. CHERON, pour la sous-commission de l'armement, sur la fabrication des fusils, mitrailleuses et cartouches d'infanterie ; comptes rendus des visites de M. HUMBERT et de M. STRAUSS

à l'armée de Verdun, à la III^e armée et à la I^{ère} armée ; remarques sur les recours en révision contre les condamnations capitales par les conseils de guerre, l'alimentation des hommes au front ; avant-rapport de M. BERENGER, pour la commission des faits de guerre, sur l'organisation de la défense de Verdun ; audition prochaine de MM. VIVIANI (Garde des Sceaux) et THOMAS (sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie) sur leur récent voyage en Russie.

23 juin 1916 : rapport de M. GERVAIS, pour la sous-commission de l'armement, sur la fabrication des projectiles en mai 1916 ; réunion du Sénat en comité secret.

27 juin 1916 : communication de M. CAZENEUVE sur les masques contre les gaz asphyxiants ; lettre du sous-secrétaire d'Etat à l'intendance sur le ravitaillement ; observations sur l'emploi des crédits d'armement ; rapport de M. CHERON sur la PPL sur la préparation militaire de la jeunesse ; rapport de M. MENIER sur la PPL relative à la titularisation des officiers de réserve anciens élèves des grandes écoles ; renvoi à la sous-commission du ravitaillement de la question de la fabrication des casques Adrian.

30 juin 1916 : PPL relative à la préparation militaire de la jeunesse ; réunion du Sénat en comité secret ; lettres de M. BRIAND (Président du Conseil) ; commissions extraparlimentaires du régime et de l'emploi des prisonniers de guerre ; rapport de M. JEANNENEY pour la commission des effectifs, sur l'application de la loi du 17 août 1915 dans les administrations centrales.

3 juillet 1916 : relevé de la production en canons, projectiles et fusils ; rapport de M. CAZENEUVE, pour la commission de l'aéronautique, sur les bombes, engins et projectiles spéciaux utilisés par l'aviation et sur la PPL relative aux vétérinaires auxiliaires diplômés.

18 juillet 1916 : situation des camps et écoles d'aviation ; communication à tous les membres du Sénat des travaux de la commission et des informations relatives aux opérations militaires ; ajournement de l'étude de l'organisation des contrôles de la commission dans la zone des armées ; suppression de l'indemnité de service en campagne allouée aux gendarmes ; perte en avions ; rapport de M. STRAUSS sur la PPL relative à la rééducation professionnelle des blessés et mutilés ; compte-rendu de la visite de MM. DOUMER et JEANNENEY dans les places fortes de l'Est.

21 juillet 1916 : état sanitaire du corps expéditionnaire de Salonique ; enrôlement de force de Belges, d'Anglais et de Serbes dans l'armée allemande ; relevé de la production en canons, projectiles et fusils ; annulation de la résolution de communiquer à tous les membres du Sénat les travaux de la commission ; rapport de M. GERVAIS sur les effectifs.

1^{er} août 1916 : relevé de la production en canons, projectiles et fusils ainsi qu'en poudres et explosifs ; contrôle de la commission de la zone de l'avant, de l'arrière et de l'intérieur ; rapport de M. GERVAIS, pour la sous-commission de l'armement, sur la fabrication de projectiles en juin 1916 ; comptes rendus de MM. BERENGER et CAUVIN sur leur visite aux armées anglaises et françaises de la Somme ; note de M. MENIER sur la main-d'oeuvre agricole ; statut militaire spécial des chimistes diplômés.

3 août 1916 : observations sur les obus en fonte aciérée et les obus en acier ; communication de M. STRAUSS sur l'état sanitaire du corps expéditionnaire

d'Orient ; fonctionnement du service de santé dans la Somme ; compte rendu de la visite de MM. STRAUSS et GERVAIS ; compte rendu de la démarche de M. POIRSON au ministère de la guerre au sujet des indemnités allouées au camp retranché de Paris en raison de la cherté de la vie ; rapport de M. BOUDENOOT sur les poudreries du Finistère ; PPR de M. MENIER sur la mise à disposition de la main-d'oeuvre nécessaire à la moisson.

1916

69S 75

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

17 août 1916 : au nom de la sous-commission de l'armement, rapports de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie et de M. CHERON sur la fabrication des fusils, mitrailleuses et cartouches ; récupération du matériel de guerre ; création d'une sous-commission des inventions intéressant la défense nationale ; rapport de M. STRAUSS, au nom de la sous-commission du service de santé, sur le mouvement général de l'hospitalisation au 2^e trimestre 1916 ; communication de M. BERENGER sur sa visite à la poudrerie du Bouchet ; communication d'une dépêche de M. CLEMENCEAU ; question des effectifs.

24 août 1916 : communication sur la production d'obus en juillet-août ; communications de M. BERENGER au sujet de son rapport sur l'affaire de Melun, de M. CHERON sur la préparation de la campagne d'hiver et sur son rapport relatif aux mesures tendant à faciliter le contrôle de la commission aux armées ; situation des prisonniers français en Allemagne ; enquête sur les camps d'aviation ; rapport de M. MENIER sur l'incendie de la réserve d'aviation de Versailles ; enquête sur la situation des effectifs ; situation de l'armée à Salonique ; organisation générale du pays pour la troisième année de guerre ; surmenage des hommes des formations automobiles à Verdun ; audition de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie) sur le rapport de M. HUMBERT sur les fabrications d'artillerie.

31 août 1916 : communications de M. BERENGER relatives à une note de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat sur l'artillerie), et à son rapport sur les poudres et explosifs ; communication de M. JEANNENEY sur les éclatements et gonflements des canons de 75 ; rapport de M. CHERON sur le PJI relatif aux officiers d'administration, aux officiers combattants et à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active ; rapport de M. CHERON sur l'organisation du contrôle de la commission aux armées et à l'intérieur ; attributions des sous-commissions ; rapports de M. GERVAIS au nom de la sous-commission de l'armement, sur la fabrication des projectiles d'artilleries en juillet 1916 et sur la fabrication des engins de tranchées ; décision d'entendre le gouvernement sur la coordination des efforts des alliés, notamment de la France et de l'Angleterre ; préparation d'un questionnaire à ce sujet ; rapport de M. MENIER au nom de la sous-commission de l'aéronautique, sur l'incendie de la réserve d'aviation de Versailles ; communication de M. CORNET sur le service de garde des points importants du littoral.

14 septembre 1916 : communications du relevé de la production d'août en canons, obus, fusils et mitrailleuses, de la réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intendance au rapport de M. de LA BATUT sur l'alimentation de la classe 1917 et d'une lettre du Président du Conseil au président de la commission ;

rapports de M. BERENGER sur le P.J.L. créant l'emploi d'adjudant indigène et sur la P.P.L. sur les descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal ; ajournement du rapport sur les troupes irrégulières marocaines et du rapport de M. CAZENEUVE sur la P.P.L. relative aux vétérinaires auxiliaires diplômés ; question au gouvernement sur l'expédition préparée dans les régions montagneuses du Maroc ; mission de M. DEBIERRE à Salonique ; compte rendu par M. MILLIES-LACROIX de son récent voyage en Angleterre ; rapport de M. CHERON au nom de la sous-commission du ravitaillement sur la préparation de la campagne d'hiver.

21 septembre 1916 : communication de M. BERENGER sur sa visite aux établissements de MICLAUSSE à Paris ; note sur un établissement de Levallois-Perret ; rapport de M. CHERON, au nom de la sous-commission des matières premières, sur les conditions d'utilisation du minerai de fer de Normandie pour les besoins de la défense nationale ; volonté d'entendre le Président du Conseil à propos de la coordination des efforts des alliés en matière de production de matériel de guerre ; rapport de M. CHERON sur le P.J.L. relatif à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active.

30 septembre 1916 : communication à la Chambre des députés des dossiers de la commission ; rappel des armées des agents des réseaux de chemin de fer, de certains généraux et de colonels ; explosion du tunnel de Tavannes ; production et usure des canons de 75 ; audition du Gouvernement sur la coordination des efforts des alliés en matière de production de matériel de guerre.

2 octobre 1916 : renvoi en sous-commissions du P.J.L. relatif au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve ; communication du relevé de la production de la deuxième décennie de septembre en canons, projectiles ; compte-rendu par M. DEBIERRE sur sa mission à l'armée d'Orient.

4 octobre 1916 : lettre de M. Pierre ROQUES (ministre de la guerre) sur des faits relatifs aux opérations militaires au Maroc ; rapport de M. JEANNENEY sur l'application de la loi du 17 août 1915 dans les administrations centrales de la guerre et des affaires étrangères ; audition de M. Pierre ROQUES (ministre de la guerre) sur la question des effectifs.

5 octobre 1916 : audition du Gouvernement sur la question du minerai de fer de Normandie.

10 octobre 1916 : commande à la sous-commission du ravitaillement d'un rapport sur l'organisation économique de la guerre ; rapport de M. MENIER au nom de la sous-commission de l'aéronautique, sur les mesures de défense contre les appareils aériens ennemis ; renseignements statistiques sur les pertes de notre aviation et celles de l'ennemi en août 1916 ; rapport de M. GERVAIS, au nom de la sous-commission de l'armement sur la fabrication et le chargement des projectiles d'artillerie en août 1916 ; rapport de M. CAZENEUVE, au nom de la sous-commission du service de santé, sur la morbidité et la mortalité par maladies contagieuses pendant le 2^e trimestre de 1916 ; démarche auprès du ministre de la marine pour permettre à la commission de visiter les établissements de marine ; torpillage du *Gallia*.

18 octobre 1916 : audition de l'Amiral LACAZE sur le torpillage du *Gallia* (*sténographie manquante*) ; projet de délibération relatifs aux couvertures et effets chauds ; rapport de M. CHERON sur la situation des fabrications des

fusils, mitrailleuses ; tanks ; relevé de production de canons et projectiles.

20 octobre 1916 : communication à la Chambre des députés du rapport de M. GERVAIS sur la question des effectifs ; rapport de M. DEBIERRE sur l'armée d'Orient ; rapport de M. GERVAIS, au nom de la sous-commission des matières premières, sur le programme de fabrication de l'acier ; rapport de M. STRAUSS, au nom de la sous-commission du service de santé, sur l'organisation des services dentaires de l'armée.

24 octobre 1916 : relevé de la production de canons et projectiles ; étude de MM. MILLIES-LACROIX et JEANNENEY ; rapport de M. GERVAIS, au nom de la sous-commission des effectifs ; buts et conduite de la guerre ; souhait d'entendre le Gouvernement sur la question des effectifs.

1916

69S 76

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

28 octobre 1916 : nominations ; compte rendu du président CLEMENCEAU de sa visite sur le front des armées françaises et anglaises dans la Somme ; communication de M. de SELVES sur les effectifs ; échanges sur l'audition de M. BRIAND (Président du Conseil) par la commission des affaires étrangères sur l'armée d'Orient ; rapport de M. JEANNENEY sur les éclatements et gonflements des canons de 75 ; rapport de M. GERVAIS sur les fabrications de projectiles d'artillerie en septembre 1916, rapport d'étape de M. BERENGER sur la fabrication des poudres et explosifs ; échange sur un projet d'installation d'un arsenal d'Etat à Roanne ; échange sur le P.J.L. relatif à la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre.

1^{ère} séance du 3 novembre 1916 : suppression de certaines allocations dans le camp retranché de Paris et sur le déplacement des stocks d'essence de la station-magasin de Saint-Cyr ; rapport de M. CHERON sur le P.J.L. relatif à l'insoumission et à la désertion, nomination.

2^{ème} séance du 3 novembre 1916 : observations sur l'audition de l'amiral LACAZE (ministre de la guerre sous-marine et de la défense des côtes, *sténographie manquante*) ; nomination.

8 novembre 1916 : transports des Etats-Unis en France et les torpillages de vaisseaux ; rapport de M. BERENGER sur la fabrication des poudres et explosifs ; rapport de M. CAZENEUVE sur la P.P.L. relative aux vétérinaires auxiliaires diplômés ; rapport de M. JEANNENEY sur l'application dans certaines usines de la loi du 17 août 1915 et dans divers services de la 7^{ème} région.

10 novembre 1916 : rapport de M. CAZENEUVE pour la sous-commission des poudres et explosifs sur les mesures de sécurité dans les ateliers-usines et dépôts de grenades et d'explosifs ; rapport de M. LEBERT sur l'organisation du service des chiens de guerre dans la 7^{ème} armée.

15 novembre 1916 : échanges sur les bombardements d'Amiens par avion, l'aviation française et l'insurrection de Batna, nomination ; rapport de M. HUMBERT sur la situation des fabrications d'artillerie en octobre 1916 ; compte rendu de visite de MM. CHERON, BERENGER et CAUVIN dans les régions minières et métallurgiques de l'ouest.

20 novembre 1916 : échange sur la PPL relative à la rééducation des mutilés et sur les communications à la presse ; rapport de M. STRAUSS sur la main d'oeuvre féminine dans les établissements de guerre ; rapport de M. LEBERT sur le ravitaillement des armées en vin.

22 novembre 1916 : échanges sur l'audition de M. THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, *sténographie manquante*) et sur le rapport de M. HUMBERT sur la production du matériel d'artillerie, sur le refus du Grand Quartier général de permettre au colonel BARRES de venir devant la commission.

25 novembre 1916 : rapport de M. GERVAIS sur le PJJ relatif au recensement et à la révision de la classe 1918 ; rapport d'étape de M. CAZENEUVE sur le PJJ fixant les sanctions aux interdictions en matière de vente et de circulations de l'alcool ; rapport de M. CAUVIN sur les charbons, rapport de M. CHABERT sur la défense aérienne de Lyon ; rapport de M. CAZENEUVE sur les maladies contagieuses aux armées et à l'intérieur pendant le 3^{ème} trimestre de 1916.

27 novembre 1916 : échanges sur les auditions (*sténographies manquantes*) de MM. BRIAND (Président du Conseil), ROQUES (ministre de la guerre), THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions).

29 novembre 1916 : rapport de M. HUMBERT sur la fabrication du matériel d'artillerie et addendum de M. MILLIES-LACROIX ; échange sur une motion de M. PICHON sur la saisine du Sénat sur des questions d'actualité ; échange sur l'envoi de renforts à Salonique.

1916

69S 77

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

8 décembre 1916 : rapports de M. CAZENEUVE sur les produits chimiques agressifs et les mesures de protections ; rapport de M. GERVAIS sur la production des munitions en octobre 1916 ; rapport de M. CHERON sur la situation au 25 novembre 1916 de la fabrication des armes portatives et de leurs cartouches ; rapport de M. STRAUSS sur le mouvement général d'hospitalisation pendant le troisième trimestre de 1916 ; autorisation donnée à M. PERCHOT de consulter les archives de la commission ; échanges sur le PJJ relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des candidats aux grandes écoles.

13 décembre 1916 : rapport de M. CAZENEUVE (suite) ; nominations ; projet de délibération de M. CHERON sur la crise des transports de charbon et du ravitaillement ; échange sur le budget de la guerre, projet d'interpellation de M. LYAUTEY (ministre de la guerre) en séance publique.

2 janvier 1917 : rapport de M. GERVAIS sur les approvisionnements d'acier et motion de M. CHERON ; projet d'interpellation du gouvernement sur l'organisation de la guerre et du commandement des armées, compte rendu de communication du Général DUBAIL (gouverneur militaire de Paris) sur le camp retranché de Paris et projet de délibération de M. CHERON.

10 janvier 1917 : échanges sur les futures auditions de MM. LYAUTEY et THOMAS ; comptes rendus de déplacements du président CLEMENCEAU à

Verdun et de M. DOUMER dans la Somme.

13 janvier 1917 : communication d'une lettre de M. LYAUTEY et échanges sur le camp retranché de Paris ; audition (*sténographie manquante*) de MM. THOMAS (ministre de l'armement) et LOUCHEUR (sous-secrétaire d'Etat des fabrications) ; nomination.

17 janvier 1917 : audition de M. LYAUTEY (ministre de la guerre, voir 69S 5) ; communication du président CLEMENCEAU sur une réunion commune avec la commission de l'armée de la Chambre des députés.

18 janvier 1917 : rapports de MM. GERVAIS sur les allocations aux permissionnaires, CHERON sur les transports et le ravitaillement, MENIER sur l'aviation, CORNET sur les avions *Spowith*, STRAUSS sur la prophylaxie des maladies vénériennes des tranchées, et DEBIERRE sur les rapports des services de santé.

19 janvier 1917 : audition du Général LYAUTEY (ministre de la guerre) sur les effectifs et le camp retranché de Paris (*sténographie manquante*).

24 janvier 1917 : échanges sur le PJJ relatif à la nouvelle révision des exemptés et des réformés, sur la coopération en effectifs des Alliés, sur le PJJ relatif à la rééducation des mutilés ; interventions de M. LEBERT sur la vente de matériel par les Chemins de fer de l'Etat, de M. GERVAIS sur la situation des ouvriers mobilisés dans les usines et accidentés du travail ; rapports de M. GERVAIS sur la fabrication des projectiles d'artillerie en novembre et décembre 1916, de M. CHABERT sur les services de fabrication de l'aviation militaire à l'annexe de Lyon et sur l'Ecole des spécialistes du 2^{ème} groupe d'aviation militaire à Lyon, de M. CAZENEUVE sur l'alimentation hygiénique et rationnelle du soldat.

30 janvier 1917 : situation des effectifs, PJJ sur la nouvelle révision des exemptés et des réformés (suite) ; industries ne travaillant pas pour la défense nationale ; projet de délibération sur le manque de combustibles et de chaussures dans la IV^{ème} armée, PJJ relatif au passage d'officiers généraux dans le cadre de réserve et à la création pour les colonels d'une position spéciale ; rapport de M. CAZENEUVE sur le PJJ relatif à la vente et à la circulation de l'alcool dans les zones des armées ; rapport de M. CHERON sur la fabrication des fusils mitrailleuses ; observations sur les munitions d'artillerie, l'acier, la guerre sous-marine et les hydravions luttant contre les sous-marins, le camp retranché de Paris, le service géographique de l'armée.

2 février 1917 : état de la fabrication de l'artillerie lourde (dont le matériel Fillieux 155) ; communication de M. CHABERT sur la ration de viande du 215^{ème} régiment d'infanterie ; missions militaires françaises auprès des armées alliées ; vaccination anti-variolique des prisonniers de guerre travaillant dans les usines et des soldats sur le front ; fabrication des poudres et explosifs (dont acides nitrique et sulfurique) ; compte rendu de visite de M. MILLIES-LACROIX à Roanne et Saint-Chamond ; compte rendu de M. BERENGER au nom de la commission extraparlamentaire de la main d'oeuvre des prisonniers de guerre sur la surveillance des prisonniers de guerre ; préparation de réunions de commission commune avec la Chambre des députés ; échanges sur le PJJ relatif à la nouvelle révision des exemptés et des réformés, rapport de M. CAZENEUVE sur une usine d'aquinite et de masque contre les gaz

asphyxiants.

3 février 1917 : guerre sous-marine ; préparation des prochaines auditions sur le ravitaillement et sur le camp retranché de Paris ; P.J.L. sur la révision des exemptés et des réformés (suite).

5 février 1917 : adoption d'un texte de M. JEANNENEY sur les effectifs, le contrôle des effectifs et le recrutement indigène pour assurer l'application des lois relatives aux effectifs ; P.J.L. relatif à la visite par les commissions spéciales de réforme des exemptés et des réformés et vote de principe sur les classes mobilisables ; projet d'audition du Général LYAUTEY (ministre de la guerre).

7 février 1917 : projet de délibération sur les auditions commune avec la commission de l'armée de la Chambre des députés ; note de M. MILLIES-LACROIX sur la fabrication du matériel Fillieux 155 à Saint-Chamond ; audition du Général LYAUTEY (ministre de la guerre) et de M. BESNARD (sous-secrétaire d'Etat de la guerre) sur le P.J.L. relatif à la révision des exemptés et des réformés (*voir 69S 5*) ; échanges sur cette audition et les suites données à ce P.J.L. ; démission de M. CHERON en tant que rapporteur du P.J.L. sur la révision des exemptés et des réformés.

10 février 1917 : audition de M. LYAUTEY sur le P.J.L. relatif aux officiers généraux et aux colonels ainsi que sur le camp retranché de Paris (*sténographie manquante*) ; échange sur l'abaissement de la limite d'âge pour les généraux et les colonels ; communication de M. DEBIERRE sur les « pieds gelés » et sur l'autorité du sous-secrétaire d'Etat du service de santé dans la zone des armées ; frais de traitement des soldats dans les asiles d'aliénés ; projet d'audition commune avec la commission de la marine sur la guerre sous-marine ; ravitaillement des militaires en subsistance à Marseille ; vivres des militaires rejoignant leur corps ; mission militaire française en Egypte ; communication de M. MILLIES-LACROIX sur le ralentissement volontaire du travail à la Manufacture d'Etat de Saint-Etienne ; démission de M. CHERON (suite) ; P.J.L. relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des candidats des grandes écoles ; P.J.L. relatif aux pensions ; nomination.

1916 - 1917

69S 78 Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

12 février 1917 : prochaine audition de membres du gouvernement sur le ravitaillement et sur les transports ; production des mitrailleuses et des fusils-mitrailleurs ; échange sur le nouveau programme de fabrications d'artillerie ; nomination ; P.J.L. relatif aux exemptés et réformés (suite) ; rapport de M. CHERON sur le P.J.L. relatif aux exemptés et aux réformés.

14 février 1917 : préparation de l'audition commune avec la commission de l'armée de la Chambre des députés et communication au Président du Sénat ; communication de M. DOUMER sur les chiffres de la production de janvier en canons et projectiles ; émission de gaz asphyxiants par les Allemands en Champagne ; rapport de M. MENIER sur l'aviation maritime ; rapport de M. JEANNENEY sur la suite donnée aux rapports précédents relatif à l'application de la loi du 17 août 1917 ; rapport de M. CAUVIN sur les chars d'assaut dits « tanks » ; rapports de M. CAZENEUVE sur les matières premières

par la fabrication des poudres et explosifs et produits chimiques de guerre, et sur le phosphore engin de guerre.

21 février 1917 : audition de M. CLAVEILLE (sous-secrétaire d'Etat des transports, *sténographie manquante*).

26 février 1917 : échange sur la constitution d'une commission de contrôle des effectifs, audition de M. BESNARD (sous-secrétaire d'Etat de la guerre, *sténographie manquante*) ; PJJ relatif au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et à la création pour les colonels d'une position spéciale ; préparation d'audition de membre du gouvernement sur le transport et le ravitaillement.

27 février 1917 : audition de M. CLEMENT (ministre de l'agriculture et du commerce) et de M. HERRIOT (ministre des travaux publics, transports publics et du ravitaillement) sur les transports et le ravitaillement (*sténographie manquante*).

28 février 1917 : audition de M. LACAZE (ministre de la marine) sur la question de la guerre sous-marine (*sténographie manquante*) ; répartition des effectifs en main d'oeuvre et en matériel entre la défense terrestre et la défense maritime.

7 mars 1917 : institution d'une commission de contrôle des effectifs ; communication du président du Conseil CLEMENCEAU sur l'accord intervenu entre les commissions de l'armée du Sénat et de la Chambre des députés ; avis donné à la commission d'une communication faite au gouvernement à la commission des finances au sujet de la participation française en Palestine ; communication de M. MILLIES-LACROIX sur une décision prise par la commission des finances au sujet du nouvel arsenal de Roanne, communication de M. CHERON sur la mise en train du haut-fourneau de Caen ; communication de M. GAVINI sur les camions militaires employés aux transports de charbon à Paris et au sujet de l'approvisionnement des armées en essence ; nominations ; compte rendu de visite de M. DEBIERRE avec M. JEANNENEY dans la 7^{ème} région pour y étudier les méthodes du ravitaillement ; rapport de MM. STRAUSS et DEBIERRE sur les gelures aux pieds ; rapport de M. GERVAIS sur la production des projectiles d'artillerie en janvier 1917.

13 mars 1917 : torpille aérienne Mattei, rapport de M. CAZENEUVE sur l'attaque allemande par gaz asphyxiants le 31 janvier 1917 ; exposé de M. JEANNENEY sur la création d'un arsenal militaire à Roanne et échange sur ce PJJ ; PPL relative à la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de guerre ; communication de M. CAUVIN sur l'état d'avancement des « tanks » .

20 mars 1917 : PPL relative à la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de guerre (suite) ; communication de M. BERENGER sur le chômage dans les usines de guerre, échanges sur la PPL du contrôle des effectifs et du recrutement des indigènes ; rapport de M. GERVAIS sur la situation des effectifs au 1^{er} février 1917 ; communication de MM. MENIER et STRAUSS sur la destruction d'un zeppelin à Compiègne le 17 mars 1917.

30 mars 1917 : PPL de M. MILLIES-LACROIX relative à l'avancement des sous-lieutenants ; audition de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) sur le PJJ relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918 (*sténographie manquante*) ;

rapport de M. GERVAIS sur le P JL relatif à l'appel de la classe de 1918.

7 avril 1917 : compte rendu de M. BERENGER sur la situation des usines de guerre pendant la seconde quinzaine de mars 1917 ; communication de M. CHABERT sur des faits passés à l'hôpital complémentaire n° 28 de Valence ; communications de M. CAZENEUVE sur une note d'état-major sur l'attaque allemande par les gaz le 31 janvier 1917 ; sur la torpille aérienne Mattéi ; rapport de M. CAZENEUVE sur les maladies contagieuses aux armées et à l'intérieur ; communication sur le dépôt des isolés de Marseille ; rapport de M. MENIER sur la situation de l'aviation ; prochaine d'audition du ministre de la marine sur la guerre sous-marine ; communication de M. JEANNENEY sur les travaux de la commission de contrôle des effectifs ; rapport de M. HUMBERT sur l'état de fabrication de l'artillerie ; communication de M. DOUMER sur un rapport officiel sur les effets de l'artillerie sur les forts de Verdun, communication de M. MENIER sur les défenses dans les régions de l'Est (dont la forêt de Parroy et Pont-à-Mousson) ; nomination.

24 avril 1917 : échanges sur le fonctionnement du service de santé ; compte rendu de M. BERENGER sur la coopération américaine, échanges sur le fonctionnement de l'aviation et sur le manque de moyens de transports au cours de la récente offensive ; artillerie anglaise et armée française ; rapport de M. GERVAIS sur la situation des effectifs au 1^{er} mars 1917 ; communication de M. JEANNENEY sur les travaux de la commission de contrôle des effectifs ; note de M. CHABERT sur une embuscade parmi les fonctionnaires de l'intendance ; rapport de M. CHERON sur la situation du ravitaillement civil et militaire.

26 avril 1917 : audition de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) et de M. GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé) sur le fonctionnement du service de santé (*sténographie manquante*) ; échange sur cette dernière audition ; communication de M. HUMBERT sur les blessures dues à des balles de mitrailleuses au cours des dernières opérations.

23 avril 1917 : audition de M. LACAZE (ministre de la marine) sur les résultats de la guerre sous-marine (*voir 69S 5*).

1^{er} mai 1917 : audition de M. VIOLLETTE (ministre du ravitaillement) et de M. DAVID (ministre de l'agriculture) sur le ravitaillement civil et militaire, préparation des prochaines auditions de membre de gouvernement (*voir 69S 5*).

3 mai 1917 : préparation de prochaine audition, rapport de M. MILLIES-LACROIX sur la PPL relative à l'avancement des sous-lieutenants ; audition de M. VIOLLETTE (ministre du ravitaillement) et de M. DESPLAS (ministre des travaux publics) sur l'approvisionnement en charbon (*voir 69S 5*).

4 mai 1917 : rapports de M. CHERON sur la fabrication des fusils mitrailleuses et cartouches, de M. MENIER sur les écoles d'aviation ; de M. CHABERT sur l'école d'aviation d'Ambérieu, de M. GERVAIS sur la fabrication d'artillerie en février et mars 1917 ; rapport de M. STRAUSS sur la PPL relative à la rééducation professionnelle des mutilés ; préparation des prochaines auditions.

9 mai 1917 : auditions de MM. RIBOT (Président du Conseil), PAINLEVE (ministre de la guerre), GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé), VINCENT (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique) sur les opérations

militaires récentes et sur la coopération américaine (*voir 69S 5*).

11 mai 1917 : rapport de M. CORNET sur les inventions intéressant la défense nationale ; audition de M. BRETON (sous-secrétaire d'Etat des inventions, *voir 69S 5*).

14 mai 1917 : communications de M. MILLIES-LACROIX sur les poudreries du sud-ouest (Saint-Médard et Toulouse) et sur la diminution du programme des fabrications des poudres d'artillerie, sur l'institution d'une mission chargée de procéder aux achats des denrées alimentaires à l'Espagne, sur la mise en sursis d'appel de certains chauffeurs militaires ; audition de M. VINCENT (secrétaire d'Etat de l'aéronautique, *voir 69S 5*).

17 mai 1917 : nomination ; communication de M. CAZENEUVE sur le fonctionnement du sous-secrétariat d'Etat des inventions intéressant la défense nationale ; rapport de M. DEBIERRE sur le fonctionnement du service de santé au cours des dernières opérations, communication de MM. DEBIERRE et DOUMER sur l'application de la loi abaissant la limite d'âge des colonels et généraux.

1917

69S 79

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

31 mai 1917 : PPL relative à l'avancement des sous-lieutenants ; oeuvre des orphelins de guerre ; observations de M. CHERON sur la PPL relative à l'affectation aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (« loi MOURIER ») ; demande de rétablissement intégral des indemnités allouées au début de la mobilisation aux troupes stationnées dans le camp retranché de Paris.

7 juin 1917 : PPL relative à l'affectation aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve (suite) ; rapport de M. LEBERT sur l'approvisionnement des armées en vin ; rapport de M. CAZENEUVE sur le Laboratoire central d'artillerie ; rapport de M. GERVAIS sur la production des projectiles d'artillerie en août 1917 ; compte rendu de MM. MENIER et POIRSON au sujet des militaires du camp retranché de Paris (en particulier les gendarmes).

11 juin 1917 : audition de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) sur l'offensive du 16 avril 1917 (Chemin des Dames) et le service de santé (*voir 69S 6*) ; échange sur cette dernière audition.

13 juin 1917 : compte rendu de M. JEANNENEY des travaux de la commission de contrôle des effectifs ; échanges sur l'état moral de l'armée ; la propagande pacifiste et les rapports de la sûreté générale relatif à celle-ci.

16 juin 1917 : tracts anarchistes et pacifistes, non communication de documents de la Sûreté générale ; audition de MM. RIBOT (Président du Conseil), PAINLEVE (ministre de la guerre), et MALVY (ministre de l'intérieur) sur la propagande anarchiste et pacifiste (*voir 69S 6*) ; désignation.

20 juin 1917 : oeuvre des orphelins de guerre, communication de documents de la Sûreté générale, amendement de MM. JEANNENEY et GERVAIS sur la loi MOURIER en vue de la création d'un commissariat aux effectifs ; rapport de

M. CAZENEUVE sur l'hygiène et la main d'oeuvre indigène et coloniale ; rapport de M. CORNET sur les trains de cerfs-volants montés.

22 juin 1917 : documents de la Sûreté générale ; communication de M. POIRSON sur la création d'une commission des permis de séjour au ministère de l'intérieur, « loi MOURIER » (suite) ; rapport de M. GERVAIS sur la PPL relative aux engagés volontaires appartenant à des classes non encore appelés ; rapport de M. LEBERT sur certains gaspillages aux armées ; restriction de la franchise postale de militaires.

25 juin 1917 : nomination ; audition de MM. RIBOT (Président du Conseil) et PAINLEVE (ministre de la guerre) sur la « loi MOURIER » et sur des documents de la Sûreté générale, observations de M. CHERON sur la « loi MOURIER ».

27 juin 1917 : oeuvre des orphelins de guerre ; utilisation de la main d'oeuvre des prisonniers de guerre ; échanges de prisonniers avec l'Allemagne ; réduction du nombre de chevaux aux armées et à l'intérieur ; prochaine audition de M. THOMAS (ministre de l'armement).

28 juin 1917 : documents de la Sûreté générale.

3 juillet 1917 : comités secrets ; rapport de M. CHERON sur les documents officiels de l'offensive du 16 avril 1917.

10 juillet 1917 : audition de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) sur l'offensive du 16 avril 1917 (Chemins des Dames, voir 69S 6) ; prochaines réunions de commission ; missions françaises en Amérique et auprès des armées alliées.

13 juillet 1917 : rapport de M. BOUDENOOT sur les missions françaises auprès des armées anglaises et belges ; rapport de M. MENIER sur la défense aérienne de Paris ; rapports de M. GERVAIS sur la production et l'importation d'acier et sur l'organisation et l'état des camps et des cantonnements, matériel de tranchées Archer et Mattei.

17 juillet 1917 : communication des sténographies des auditions ; rapport de M. BERENGER sur l'offensive du 16 avril 1917 (Chemins des Dames) ; propagande pacifiste.

19 juillet 1917 : rapport de M. BERENGER sur l'offensive du 16 avril 1917 (Chemins des Dames, suite) ; offensive de l'armée d'Orient ; démission de MM. JEANNENEY et GERVAIS de la commission de contrôle des effectifs.

1917

69S 80

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

26 juillet 1917 : rapport de M. DECKER-DAVID sur la réduction du nombre de chevaux dans l'armée ; question de la caséine ; rapport de M. GERVAIS sur la production des munitions d'artillerie en juin 1917 et sur le programme de fabrication ; PPL modifiant pour le temps de guerre les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants ; « loi MOURIER » ; faits de guerre entre 1914 et 1915 ; communication de M. BERENGER sur la propagande pacifiste et antipatriotique ; communication de M. LEBERT sur l'échange et le rapatriement

de prisonniers.

1^{er} août 1917 : censure de la presse ; artilleries ; munitions et chevaux de l'armée, communication de M. DOUMER sur la participation de l'armée française à l'offensive des Flandres ; PPL relative à l'admission des officiers de complément dans l'armée active et PPL modifiant la loi du 13 mars 1915 ; « loi MOURIER » (suite) ; PPR de M. JEANNENEY sur la création d'un organe de contrôle de l'affectation et de l'emploi des mobilisés et mobilisables ; décès de M. de LANGENHAGEN ; communication de M. JEANNENEY sur la fabrication d'artillerie pour les Etats-Unis, communications de M. LEBERT sur le PPL relative à l'utilisation des « exclus » pour la défense nationale et sur les échanges de prisonniers entre la France et l'Allemagne.

3 août 1917 : projet de lettre au Gouvernement sur l'artillerie ; les projectiles ; l'acier et les chevaux de l'armée ; note de M. MENIER sur les raids d'avions allemands sur Paris et sa banlieue.

4 août 1917 : rapport de M. MENIER sur l'état de l'aviation ; communication de M. MILLIES-LACROIX sur l'achat de matériel automobile en France et à l'étranger.

19 septembre 1917 : décès de M. GERVAIS ; départ de M. DOUMER pour le Gouvernement, crédits de l'artillerie ; obus 75 AL, engagement de dépenses pour le service automobile ; état de l'aviation et bombardements allemands sur l'arrière front (est de la France, dont Vadelaincourt ; protections contre les gaz asphyxiants ; prophylaxie et paludisme à Salonique ; destructions des ballons d'observation dits « saucisses ».

21 septembre 1917 : rapport de M. LEBERT sur les négociations relatives aux prisonniers de guerre ; résolution de M. JEANNENEY relative au contrôle des effectifs.

26 septembre 1917 : bombardement allemand des formations sanitaires (dont Vadelaincourt et Les Monthairons) ; rapports de M. CHERON sur le ravitaillement en céréales et sur la préparation de la campagne d'hiver (habillement).

12 octobre 1917 : rapport de M. MENIER sur les défenses contre les bombardements aériens ; rapport de M. JEANNENEY sur le projet de résolution relatif au contrôle des effectifs ; désignations.

13 octobre 1917 : auditions de MM. DAVID (ministre de l'agriculture), LONG (ministre du ravitaillement général), de MONZIE (sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande) ; travaux de la commission de révision des permis de séjour (*voir 69S 6*).

25 octobre 1917 : nomination ; enquête sur des généraux ayant participé à l'offensive du 16 avril 1917 (Chemin des Dames) ; compte rendu de visite de M. STRAUSS dans la 6^{ème} armée ; motion de M. MENIER pour rendre hommage au capitaine GYNNEMER.

29 octobre 1917 : enquête sur des généraux ayant participé à l'offensive du 16 avril 1917 (suite) ; front d'Italie ; demandes de sursis ; retraite italienne ; front russe ; concours des Alliés ; état d'esprit de milieux suisses ; rapports de M. CHERON sur le PPL relatif aux obligations militaires des nationaux des pays alliés sur la PPL relative à la titularisation des officiers engagés volontaires, sur

les armes portatives en octobre 1917 ; rapport de M. FLANDIN sur la PPL relative aux emplois civils de l'administration coloniale à réserver aux militaires des colonies et blessés ; rapport de M. HUMBERT sur la réserve générale d'artillerie lourde ; mesures de ravitaillement, sur l'habillement et les cantonnements, recrutement indigène en Algérie.

7 novembre 1917 : relation avec M. Paul PAINLEVE (ministère de la guerre) ; avis de M. JEANNENEY sur une PPL relative au contrôle des effectifs ; état des inventions au premier trimestre 1917 ; contrôle parlementaire aux armées ; enquête sur des généraux ayant participé à l'offensive du 16 avril 1917 (suite) ; compte rendu de visite du président CLEMENCEAU sur le front de l'Aisne ; rapport de M. BERENGER sur le contrôle de la sûreté nationale et les responsabilités de gouvernement ; rapport de M. LE HERISSE sur la PPL relative à l'ancienneté des officiers de réserve admis dans l'armée active avant le 21 décembre 1916 ; communication de M. FLANDIN sur le camp de prisonniers tchèques de Cognac.

16 novembre 1917 : prochaines auditions ; prisonniers de guerre ; rapport de M. FLANDIN sur la conscription indigène en Algérie ; nouveaux membres de la commission ; nominations.

21 novembre 1917 : rapport de M. CHERON sur le PPL modifiant la loi du 24 avril 1916 sur le recrutement de l'intendance militaire ; prochaine audition ; enquête sur des généraux ayant participé à l'offensive du 16 avril 1917 (suite) ; rapport de M. BERENGER sur le contrôle de la sûreté nationale ; relations avec la sous-commission des moyens de guerre de la Chambre des députés ; incursions de zeppelins dans l'est et le sud-est de la France ; inventaire du matériel de guerre ; nominations.

28 novembre 1917 : compte rendu de commission paru dans la presse ; lettres d'anciens membres de la commission ; relations avec le Gouvernement ; échange de prisonniers de guerre ; rapports de M. HUBERT sur les munitions fabriquées en septembre et sur la constitution et l'utilisation d'une réserve générale interalliée d'artillerie lourde ; prochaine audition.

29 novembre 1917 : démission de la commission de M. JEANNENEY ; élection du bureau de la commission ; nominations.

5 décembre 1917 : cantonnements du front et solidité des abris ; camp de prisonniers tchèques de Cognac (suite) ; échanges de prisonniers ; conférence inter-alliée ; armée d'Orient ; communication de documents par les ministères, prochaines auditions, suites données aux rapports de M. DEBIERRE sur la situation de l'armée d'Orient et sur le fonctionnement du service de santé lors de l'offensive du 16 avril 1917 ; rapport de M. CORNET sur les munitions du 15 avril au 31 juillet 1917 ; rapport de M. de LA BATUT sur la situation de la classe 1918 (suite du compte rendu : voir 69S 81).

1917

69S 81 Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

5 décembre 1917 : rapport de M. CAZENEUVE sur la radiographie militaire ; rapport de M. MENIER sur la situation de l'aviation ; ravages causés par les gaz

délétères ; nominations ; création d'une mission auprès du corps expéditionnaire français en Italie (début du compte rendu : voir 69S 79).

7 décembre 1917 : audition de M. JEANNENEY (sous-secrétaire d'État à la guerre) sur la constitution d'un commissariat aux effectifs.

8 décembre 1917 : audition de M. TARDIEU (haut-commissaire de la République française aux États-Unis sur la coopération américaine dans la guerre (*sténographie manquante*) ; cantonnements du front.

12 décembre 1917 : cantonnements du front, question des « pieds gelés », manque de pièces de rechange pour les véhicules de l'armée d'Orient ; rapport de M. de SELVES sur la constitution d'un commissariat aux effectifs ; mise en cause du ministère STEEG ; question de l'extension du contrôle parlementaire au front français d'Italie ; nomination ; rapport de M. BERENGER sur le ravitaillement de la France et de ses alliés en essence, pétrole, huiles lourdes et huiles à graisser ; rapport de M. LOURTIES sur la PPL relative aux aides-majors.

14 décembre 1917 : audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, voir 69S 6).

19 décembre 1917 : accident de chemin de fer en Savoie ; rapport de M. CHERON sur la fabrication de fusils ; extension du front britannique ; coopération des alliés ; conseil de guerre interallié de Versailles ; ravitaillement en pétrole et en essence, main d'oeuvre pour les travaux à l'arrière du front ; PPL de M. CHERON sur la conduite générale de la guerre ; ouverture d'une enquête au sujet des « pieds gelés » ; consultation des documents de la conférence de Rapallo.

28 décembre 1917 : renvoi à la sous-commission des effectifs du PJJ relatif au recrutement et à la révision de la classe 1919 ; rapports de M. DEBIERRE sur la suite à donner à deux rapports précédents ; situation des officiers ; amendement de M. MONIS sur le PJJ relatif aux douzièmes provisoires.

29 décembre 1917 : rapport de M. STRAUSS sur le PJJ relatif au recensement et à la révision de la classe 1919.

4 janvier 1918, rapport de M. CHERON sur la PPL modifiant des articles du code de justice militaire ; communications ; audition de M. DUMESNIL (secrétaire d'État à l'aéronautique) et du Général DUBAIL (gouverneur militaire de Paris sur la situation de l'aviation, de la défense aérienne et du camp retranché de Paris (*voir 69S 7*).

5 janvier 1918, audition de M. MOIZARD (directeur des services du cabinet du sous-secrétaire d'État à l'administration générale, *sténographie manquante*).

9 janvier 1918, audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil) sur la conduite générale de la guerre (pas de *sténographie* à la demande de M. CLEMENCEAU).

10 janvier 1918, audition de M. CLAVEILLE (ministre des travaux publics et des transports, *sténographie manquante*).

11 janvier 1918, rapport de M. BERENGER sur le ravitaillement de la France en pétrole, essence, huiles lourdes et huiles à graisser ; extension du front britannique ; rapport de M. LE HERISSE sur les effectifs ; défense de la trouée

de Belfort, rapport de M. CHERON sur les effets chauds et les cantonnements ; rapport de M. STRAUSS sur les abris souterrains pour cantonnements et postes de secours.

16 janvier 1918, nomination ; rapport de M. HUBERT sur la situation générale de l'artillerie ; rapport de M. CHERON sur la fabrication et les stocks de fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives ; rapport de M. CAUVIN sur l'artillerie d'assaut ; rapport de M. CAZENEUVE sur les corps asphyxiants nouveaux utilisés par les Allemands ; rapport de M. MENIER sur l'organisation des services de l'aéronautique et la situation générale de l'aviation.

18 janvier 1918, audition de M. LOUCHEUR (ministre de l'armement, *sténographie manquante*).

23 janvier 1918, octroi de décorations aux militaires de l'intérieur ; communications ; utilisation des chemins de fer à voie étroite pour le transport des blessés ; fonctionnement du service de santé ; gaz asphyxiants ; visite d'un sénateur aux armées ; rapport de M. CAZENEUVE sur les obus AL ; renvoi des officiers de complément devenus inaptes.

30 janvier 1918, rapport de M. STRAUSS sur la PPL reconnaissant aux femmes salariées de mobilisés le droit à un congé à chaque permission de leurs maris ; communication à la commission d'instruction de la Haute Cour de justice des documents relatifs à l'affaire MALVY déposés dans les archives de la commission de l'armée ; audition de M. IGNACE (sous-secrétaire d'État à la justice militaire) sur les prisonniers de guerre et sur la PPL relative au code de justice militaire (*sténographie manquante*) ; rapport de M. GAVINI sur les existants des services automobiles ; approvisionnement en munitions de l'armée britannique ; communications.

1^{er} février 1918, raid aérien sur Paris et sa banlieue dans la nuit du 30 au 31 janvier ; audition du Général OZIL (représentant du ministère de l'armement), MM. SIMONIN et PELLERIN (représentants du ministère de la santé) et du Général FETTER (représentant le grand quartier général) sur les gaz asphyxiants (*voir 69S 8*) ; communication de documents à la commission d'instruction de la Haute Cour de justice ; défense aérienne de Paris.

2 février 1918, rapport de M. FLANDIN sur le recrutement indigène en Algérie ; communication de documents à la commission d'instruction de la Haute Cour de justice ; audition de MM. LOUCHEUR (ministre de l'armement), DUMESNIL (sous-secrétaire d'État de l'aéronautique), FAVRE (sous-secrétaire d'État à l'intérieur), du Général DUBAIL (gouverneur militaire de Paris sur le bombardement aérien de Paris dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918 (*voir 69S 8*)).

6 février 1918, demande de restitution par le ministère de la guerre du dossier d'enquête sur l'offensive du 16 avril 1917 ; rapport de M. LEBERT sur les prisonniers de guerre ; rapport de M. CHERON sur la PPL modifiant des articles du code de justice militaire ; rapport de M. STRAUSS sur le mouvement général de l'hospitalisation du 30 septembre 1916 au 30 septembre 1917 ; rapport de M. CAZENEUVE sur les obus AL ; stock de munitions de l'artillerie britannique.

13 février 1918, communications ; défense aérienne de Paris ; incendie des

magasins généraux d'Aubervilliers dans la nuit du 30 au 31 janvier ; obus AL ; ravitaillement en pétrole et essence ; conférence interalliée de Versailles ; explosion des ateliers de chargement de Moulins.

1918

69S 82 Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

13 février 1918 (suite), rapport de M. LE HERISSE sur la PPL fixant pour les officiers des troupes coloniales une péréquation de grades égale à celle des officiers des troupes métropolitaines ; compte rendu d'une visite à l'armée française d'Italie ; situation en Russie et dans les empires centraux.

20 février 1918, audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil) sur la situation militaire (*voir 69S 7*) ; transmission d'un dossier d'enquête sur l'affaire BOLO ; audition de MM. CLEMENCEAU et SIMON (ministre des colonies) sur le recrutement indigène dans les colonies (*voir 69S 7*).

21 février 1918, attributions abusives de décorations ; rapport de M. CAZENEUVE sur les gaz asphyxiants ; distribution de vin et de nourriture à l'armée d'Orient ; rapport de M. CHERON sur la PPL relative à la répartition et l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables ; rapport de M. de LA BATUT sur le PPL relatif au corps des interprètes militaires ; défense aérienne de Paris ; travaux sur les lignes de repli de la VI^{ème} armée ; abris souterrains ; production et importation d'acier ; rapport de M. CAZENEUVE sur les obus AL.

27 février 1918, nominations ; transmission de nouveaux documents relatifs à l'affaire BOLO ; communication ; défense aérienne de Paris ; rapport de M. CHABERT sur des incidents de la guerre aérienne ; rapport de M. CAZENEUVE sur la situation des explosifs, produits chimiques et matières premières ; stocks de munitions anglaises ; gaz asphyxiants et masques ARS.

6 mars 1918, décès de M. ASTIER ; audition de M. DUMESNIL (sous-secrétaire d'État à l'aéronautique), du Général DUBAIL (gouverneur militaire de Paris), du Général RENAUD et de M. RAUX (préfet de police) sur la défense aérienne de Paris (*voir 69S 7*) ; fabrication de vêtements protecteurs contre les gaz vésicants ; négociations à Berne sur l'échange de prisonniers de guerre ; préparation de l'audition du Président du Conseil CLEMENCEAU sur la situation militaire et diplomatique ; incendie des entrepôts d'Aubervilliers.

13 mars 1918, incursions aériennes sur Paris les 8 et 11 mars ; défense aérienne et situation de l'aviation ; rapport de M. CHERON sur la PPL relative aux dégâts commis aux propriétés par les troupes logées chez l'habitant ; nomination.

20 mars 1918, nomination ; préparation de l'audition du Président du Conseil ; lutte contre les maladies vénériennes ; question du cuir ; avancement des officiers dans les états-majors et les corps de troupes ; accident de chemin de fer sur la ligne de Saint-Jean-de-Maurienne à Modane ; nomination de médecins auxiliaires ; rapport de M. LE HERISSE sur les opérations du commissariat aux effectifs ; mesures de protection contre les gaz asphyxiants ; rapport de M. CHERON sur la PPL relative aux dégâts commis aux propriétés par les troupes logées chez l'habitant ; explosion du dépôt de grenades de La

Courneuve ; rapport de M. MENIER sur diverses questions relatives à l'aviation.

23 mars 1918, audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre), MM. LOUCHEUR (ministre de l'armement), DUMESNIL (sous-secrétaire d'État à l'aéronautique) sur la situation militaire et sur la situation de l'aviation (*voir 69S 7*) ; désignation.

27 mars 1918, communications ; audition de M. JEANNENEY (sous-secrétaire d'État au ministère de la guerre et à la présidence du Conseil, *voir 69S 7*) ; échange de vues sur la situation militaire ; organisation de la commission.

29 mars 1918, communication ; contrôle de la commission aux armées ; approvisionnement en pétrole et en essence ; dépôts d'explosifs et de matières inflammables ; rapport de M. STRAUSS sur le P.J.L. relatif à l'incorporation de la classe 1919 ; ateliers de chargement des obus asphyxiants ; mission de parlementaires français auprès de l'armée américaine ; évacuation d'Amiens et sa région ; rapport de M. CAUVIN sur la radiation des officiers de complément.

3 avril 1918, situation militaire ; chargement des obus asphyxiants ; coopération militaire américaine ; camp retranché de Paris ; canons à longue portée allemands qui bombardent Paris ; rapport de M. CORNET sur sa mission d'études relative à l'aviation et à l'aérostation sur le front italien ; rapport de M. CAZENEUVE sur l'explosion du dépôt de La Courneuve ; création d'un laboratoire de recherches dynamiques ; visite de M. CAMOIN d'un dépôt de munitions anglais dans la région de Rouen.

5 avril 1918 ; négociations sur l'échange des prisonniers de guerre ; visite de M. STRAUSS aux formations sanitaires du front ; audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, *voir 69S 7*) ; communication.

10 avril 1918, fabrication d'effets protecteurs contre les gaz toxiques ; traitement d'un officier français dans un camp de représailles allemand ; situation militaire ; ravitaillement en essence et en pétrole ; évacuation des blessés des armées d'opérations ; canons à longue portée allemands qui bombardent Paris ; rapport de M. HUBERT sur la situation de l'artillerie ; camp retranché de Paris ; défense aérienne de Paris ; distribution d'effets aux militaires chargés de la garde des prisonniers à Montceau-les-Mines ; consommation et production d'obus ; préparation des auditions ; chars d'assaut.

17 avril 1918, rapport de M. CHERON sur la fabrication des fusils mitrailleuses ; audition de M. JEANNENEY (sous-secrétaire d'État au ministère de la guerre) ; canons à longue portée allemands qui bombardent Paris ; défense aérienne de Paris ; chars d'assaut ; état des récupérations obtenues par le commissariat aux effectifs.

19 avril 1918, audition commune aux commissions des affaires étrangères, de l'armée et de la marine de MM. CLEMENCEAU (Président du Conseil et ministre de la guerre) et PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation diplomatique et militaire et sur l'incident provoqué par le comte CZERNIN (*voir 69S 265*).

1^{er} mai 1918, canons à longue portée allemands qui bombardent Paris ; défense avancée de Paris ; débat sur la conduite de la guerre, les effectifs, le matériel, l'aviation, l'organisation défensive du front et le ravitaillement ; recrutement dans l'extrême sud algérien ; rapport de M. GAVINI sur les effectifs des armées

alliées ; état-major de l'aviation et défense aérienne des vallées de la Seine et de l'Oise.

8 mai 1918, préparation d'auditions ; audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) sur les résultats de la dernière conférence interalliée d'Abbeville (*voir 69S 7*) ; observations sur l'instruction de la classe 1919, le nombre d'officiers en service à Paris et les indemnités allouées aux officiers.

15 mai 1918, audition de MM LOUCHEUR (ministre de l'armement) et DUMESNIL (sous-secrétaire d'État de l'aéronautique) sur la situation dans les usines de guerre, l'état de nos fabrications de guerre, l'aviation et la défense aérienne de Paris (*sténographie manquante*).

16 mai 1918, visite de M. CHAPUIS sur le front de Lorraine pour étudier les mesures de protection contre les gaz asphyxiants ; protection contre l'ypérite ; nominations ; préparation d'auditions : état des récupérations obtenues par le commissariat des effectifs ; avancement de certains officiers ; discussion sur les déclarations du Gouvernement.

1918

69S 83

Commission de l'armée, séances : procès-verbaux.

22 mai 1918, effectifs en présence avant la nouvelle offensive allemande ; attaques aériennes sur Paris ; échanges de vues après les auditions du gouvernement ; retraite de l'armée anglaise ; transports de l'armée américaine ; explosion de La Courneuve ; fabrication et chargement des obus à ypérite.

25 mai 1918, audition devant les commissions de l'armée et de la marine de MM. LEYGUES (ministre de la marine), CELS (sous-secrétaire d'État de la marine de guerre) et DUMESNIL (sous-secrétaire d'État de l'aéronautique) sur la guerre sous-marine (*sténographie manquante*).

29 mai 1918, situation militaire ; communications ; rapport de M. BERENGER sur l'essence d'aviation ; canons allemands à longue portée qui bombardent Paris ; audition de M. BORET (ministre du ravitaillement) sur le ravitaillement en céréales panifiables et en fourrage (*sténographie manquante*) ; rapport de M. GAVINI sur le PJJ relatif au recrutement des officiers d'administration.

5 juin 1918, audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) sur la situation militaire et les résultats de la dernière conférence interalliée de Versailles (*sténographie manquante*) ; échanges de vues après l'audition du gouvernement ; rapport de M. CORNET sur les inventions intéressant la défense nationale.

12 juin 1918, récupérations effectuées par le commissariat aux effectifs ; canons allemands de longue portée ; communication sur deux PJJ en cours d'examen relatifs au recrutement des officiers d'administration et à la réorganisation du corps des gardiens de batterie ; question des effectifs ; rapport de M. BERENGER sur la déconcentration des usines de guerre de la région parisienne ; note des services de l'aéronautique ; couleur des signaux faits par les avions ; lecture par M. CHERON de trois projets de délibération portant sur la main d'oeuvre agricole, des mesures à prendre pour le ravitaillement et le

traitement des réfugiés des régions envahies.

19 juin 1918, pertes subies aux armées et hospitalisations ; communication ; rapport de M. HUBERT sur le nouveau programme de fabrication d'artillerie ; effectifs des armées alliées et de l'armée allemande ; attaque aérienne sur Paris ; adoption d'une motion sur la méthode de travail de la commission.

21 juin 1918, audition de MM. CLEMENCEAU, ABRAMI (sous-secrétaire d'État de l'administration générale) et du Général MORDACQ (chef du cabinet militaire du ministre de la guerre) sur les effectifs (*sténographie manquante*).

26 juin 1918, communications ; avis de M. HUBERT sur la demande de crédits du ministre de l'armement ; rapport de M. MENIER sur la situation de l'aviation ; ateliers des condamnés aux travaux publics ; pertes de l'armée en Picardie et dans l'Aisne ; rapport de M. CHASTENET sur la liaison entre les armées française et américaine.

28 juin 1918, audition de M. LOUCHEUR (ministre de l'armement) sur le nouveau programme des fabrications d'artillerie et la situation de l'aviation.

5 juillet 1918, communications ; audition de M. DUMESNIL sur les moyens de défense aérienne (*sténographie manquante*).

10 juillet 1918, établissements américains de Gièvres près de Romorantin ; audition de M. MOURIER (sous-secrétaire d'État du service de la santé) sur les événements des derniers mois et le fonctionnement de ce service (*sténographie manquante*) ; travaux de la commission durant la tenue de la Haute Cour de justice ; communications ; engins fumigènes et obus à ypérite.

11 juillet 1918, décès de M. BONNEFOY-SIBOUR ; rapport de M. CAZENEUVE sur l'explosion des ateliers de chargement de Moulins.

20 juillet 1918, demande d'un rapport par la Haute Cour de justice ; communications.

26 juillet 1918, incidents au sujet du procès-verbal du 20 juillet ; demande d'un rapport par la Haute Cour de justice ; désignations.

1^{er} août 1918, rapport de M. STRAUSS sur le P.J.L. relatif à la classe 1920 ; arrivée des contingents américains en France ; tanks, avions, canons de 75 et service de santé pendant les dernières opérations ; consommation de munitions et d'essence ; travaux de la commission.

2 août 1918, rapport de M. STRAUSS sur le P.J.L. relatif à la classe 1920 ; fabrication de tanks ; audition de MM. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre), ABRAMI (sous-secrétaire d'État de l'administration générale) et MOURIER (sous-secrétaire d'État du service de la santé) sur le P.J.L. relatif à la classe 1920 ; prochaines auditions.

8 août 1918, prochaines auditions ; rapport de M. GAVINI sur la situation des effectifs des différentes armées alliées ; audition de MM. LOUCHEUR et MARINGER (haut commissaire à la sûreté nationale) sur la police dans les usines de guerre et autour (*sténographie manquante*).

10 août 1918, audition de MM. CLEMENCEAU, ABRAMI et du colonel ROURE sur la question des effectifs des diverses armées alliées (*sténographie manquante*) ; rapport de M. MENIER sur la situation de l'aviation américaine.

4 septembre 1918, démission de M. BERENGER ; note sur le gaspillage au front ; soins aux gazés et approvisionnement en médicaments des postes de secours ; diminution du stock de munitions ; visite de M. BOUDENOOT aux troupes américaines ; situation de l'aviation ; diminution du stock de mitrailleuses ; prisonniers de guerre ; rapport de M. CORNET sur les inventions intéressant la défense nationale.

6 septembre 1918, audition de M. DUMESNIL (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique) sur l'aéronautique (*voir le 69S 7*).

11 septembre 1918, audition de M. LOUCHEUR (ministre de l'armement) sur le stock des 75 et des munitions (*voir 69S 7*) ; retrait de la démission de M. BERENGER.

18 septembre 1918, délégation de la commission aux obsèques d'Abel FERRY ; rapport de M. CHERON sur les fusils, mitrailleuses et cartouches ; rapport de M. STRAUSS sur le P.J.L. aux congés des femmes salariées pendant les permissions de leurs maris à la Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion ; rapport de M. STRAUSS sur le P.J.L. créant des officiers dentistes dans le cadre complémentaire du service de santé ; rapport de M. CAUVIN sur les chars d'assaut ; situation des effectifs ; rapport de M. LEBERT sur le recensement des officiers supérieurs ; réparation du matériel de chemin de fer par des prisonniers ; désignation ; enseignement de l'anglais aux officiers français en contact avec les Anglais et les Américains.

25 septembre 1918, audition de M. MOURIER sur le service de santé (*voir 69S 7*) ; mise hors cadre des officiers d'artillerie affectés aux DCA et à l'artillerie d'assaut ; demande d'état des pertes ; statistiques d'hospitalisation et artillerie d'assaut.

2 octobre 1918, offensive en Champagne ; rapport de M. HUBERT sur l'état de nos fabrications d'artillerie ; programme de travail.

8 octobre 1918, échange de vues sur la demande d'armistice et de négociations de paix présentés par les Empires centraux au Président des États-Unis d'Amérique ; fourniture de têtes de gaines relais ; situation des transports.

1918

69S 84 Commission de l'armée : procès-verbaux.

16 octobre 1918, armistice conclu avec la Bulgarie ; effort américain ; rapport de M. MENIER sur le camp de défense contre les aéronefs (DCA) du Bourget et la défense du Camp retranché de Paris (CRP) ; cession du matériel de l'hôpital français n°14 de Toul à l'armée américaine ; rapport de M. STRAUSS sur la prophylaxie des maladies vénériennes dans les armées ; mise hors-cadres des officiers d'artillerie appartenant aux DCA et aux unités d'artillerie d'assaut ; crise des transports et cherté de la vie ; destructions opérées par l'ennemi dans la zone du territoire d'où il se retire ; effectifs ennemis et alliés ; pertes de l'ennemi en matériel ; cuirasses de tranchée.

23 octobre 1918, rapport de M. HUBERT sur la situation au 30 septembre 1918 des approvisionnements en munitions d'artillerie ; explosion aux ateliers de chargement de Vénissieux ; nomination ; production et importation de houille

d'acier et de fonte ; chars d'assault ; armées et groupes d'armées, utilisation des troupes américaines ; utilisation pour le ravitaillement des camions automobiles ; transports dans les hôpitaux de l'intérieur des militaires grippés venant du front.

29 octobre 1918, emploi à l'arrière du front américain des hommes des classes 1892 et 1893 ; visite des villes abandonnées par les Allemands ; réduction éventuelle de la ration de vin des troupes combattantes.

31 octobre 1918, audition de M. LOUCHEUR (ministre de l'armement) et de M. CLAVEILLE (ministre des travaux publics et des transports) sur la crise des transports en général, et spécialement dans ses rapports avec la production et l'expédition des munitions d'artillerie (*voir 69S 7*).

6 novembre 1918, transports à l'intérieur de soldats grippés évacués du front ; grippe à l'armée d'Orient ; crise des transports ; pertes de l'armée française jusqu'au 1^{er} septembre 1918 ; grippe aux armées et dans les régions ; inventions intéressant la défense nationale ; suppression de la moitié des convois administratifs démissionnaires ; permissions de guerre.

7 novembre 1918, examen de la PPL de M. MILLIES-LACROIX tendant à déclarer que les armées et leurs chefs, le gouvernement de la République, le citoyen Georges CLEMENCEAU et le Maréchal FOCH ont bien mérité de la patrie.

15 novembre 1918, affaire HUMBERT.

20 novembre 1918, fabrication et stocks de fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives ; voyage des pouvoirs publics en Alsace-Lorraine ; affaire HUMBERT ; gaz asphyxiants ; bilan de la production de guerre ; démobilisation en général et démobilisation du corps médical ; bilan de l'armée d'Orient ; retour à Paris des prisonniers relâchés par les Allemands ; rapport de M. GAVINI sur le PJJ réorganisant le corps des gardiens de batteries ; incorporation de la classe 1919 ; situation des officiers et sous-officiers à solde mensuelle ; candidats à l'Ecole spéciale militaire et à l'Ecole polytechnique ; commissions de réforme ; nomination ; affaire HUMBERT.

21 novembre 1918, nomination.

22 novembre 1918, situation des prisonniers évadés d'Allemagne et envoyés en Afrique ; rapport de M. CHERON sur le PJJ tendant à suspendre l'application de la loi du 10 août 1917 fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active ; rapport de M. CHERON et examen de la PPL ayant pour objet de décerner un hommage solennel au président WILSON, aux nations alliées et aux chefs d'Etat placés à leur tête.

27 novembre 1918, prisonniers de guerre rapatriés d'Allemagne ; audition de M. LOUCHEUR (ministre de la reconstitution industrielle) sur la démobilisation des usines de guerre (*voir 69S 7*).

29 novembre 1918, audition de M. IGNACE (sous-secrétaire d'Etat de la justice militaire) sur la question des prisonniers de guerre rapatriés d'Allemagne (*voir 69S 7*).

5 décembre 1918, rapport de M. CAZENEUVE sur le PJJ relatif aux élèves de

l'Ecole polytechnique classés dans le service des poudres ; cas des aspirants ; ravitaillement des régions libérées ; auditions de M. CLAVEILLE (ministre des travaux publics) et de M. CELS (sous-secrétaire d'Etat) sur l'exécution de l'armistice avec l'Allemagne en ce qui concerne la livraison de wagons de chemin de fer et de machines, et sur la situation des transports (*voir 69S 7*).

13 décembre 1918, oeuvre accomplie par l'armée d'Orient ; situation de certains officiers appartenant à l'armée d'active, mais nommés à titre temporaire ; rétablissement de l'unité de direction des transports au profit du ministère des travaux publics ; situation en Russie ; organisation militaire et armement dans l'avenir ; état des fabrications de poudres et d'explosifs ; gendarmes rappelés à l'activité pendant la guerre.

16 décembre 1918, audition de M. DESCHAMPS (sous-secrétaire d'état au ministère de la guerre) sur la démobilisation (*sténographie manquante*).

27 décembre 1918, rapport de M. LOURTIES sur la PPL relative aux commissions de réforme ; rapport de M. CAZENEUVE sur le PPL relatif aux élèves de l'Ecole polytechnique classés dans le service des poudres ; fabrication de certains produits toxiques et accidents dont sont victimes les chimistes et ouvriers occupés à cette fabrication ; rapatriement de nos prisonniers de guerre en Allemagne.

17 janvier 1919, fabrication du bromure de benzyle ; armée d'Orient ; démobilisation et recrutement des grandes écoles ; suppression du sous-secrétariat d'état de l'aéronautique et utilité de la création d'un ministère de l'air ; situation de l'aviation ; crise de la gendarmerie et moyens d'y remédier ; avancement ; décorations.

24 janvier 1919, état des pertes au 11 novembre 1918 ; état du matériel des chemins de fer allemands pris en charge par les compagnies du Nord et de l'Est ; démobilisation ; occupation des pays rhénans ; rapatriement des militaires de l'armée d'Orient ; sort des officiers à titre temporaire ; militaires renvoyés des armées de l'intérieur ; organisation du service de l'aéronautique.

29 janvier 1919, audition de M. DESCHAMPS (sous secrétaire d'Etat) sur la démobilisation (*sténographie manquante*).

5 février 1919, inventions intéressant la défense nationale ; prisonniers de guerre français en Allemagne ; conditions dans lesquelles s'effectue la démobilisation ; programme d'occupation des pays rhénans ; camions et camionnettes automobiles militaires ; cherté de la vie ; crises des transports et remèdes apportés.

12 février 1919, situation militaire générale ; démobilisation ; réserve de l'armée territoriale ; intendance ; ravitaillement ; situation de l'aviation.

26 février 1919, état du matériel de chemin de fer livré par les Allemands et pris en charge par les compagnies du Nord et de l'Est ; organisation de l'audition des sous-secrétaires d'Etat JEANNENEY et ABRAMI sur la situation militaire et le programme d'occupation des pays rhénans ; rapport de M. LOURTIES sur la PPL modifiant les lois des 21 mars 1915 et 7 août 1913 en ce qui concerne les commissions de réforme ; expression de sympathie de la commission pour M. Georges CLEMENCEAU (Président du Conseil), blessé à la suite de l'attentat du 19 février 1919 ; crise de la gendarmerie ; installation du téléphone

dans les casernes de gendarmerie, les prisons et les parquets.

5 mars 1919, audition de MM. ABRAMI (sous-secrétaire d'Etat de l'administration de l'armée) et ALBY (chef d'état-major), sur la situation militaire et le programme d'occupation des pays rhénans (*sténographie manquante*).

12 mars 1919, cas des étudiants de médecine ayant subi avec succès les épreuves des examens de médecin auxiliaire ; examen de la PPL relative aux commissions de réforme ; situation du matériel d'armement au 11 novembre 1918.

19 mars 1919, examen de la PPL relative aux commissions de réforme ; examen du PPL sur l'institution d'une médaille commémorative française de la Grande Guerre ; état statistique du matériel roulant de chemin de fer livré à la France par l'Allemagne à la date du 11 mars 1919 ; état des effectifs alliés et ennemis au moment de l'armistice ; démobilisation ; chevaux mis en vente par l'armée française.

26 mars 1919, avis de M. CAUVIN sur le PPL concernant la création d'une médaille commémorative française de la Grande Guerre ; état statistique du matériel roulant de chemin de fer livré à la France par l'Allemagne ; audition de M. ABRAMI (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) sur la PPL tendant à modifier les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913 en ce qui concerne les commissions de réforme ; rapport de M. LOURTIES sur cette PPL ; rapport de M. GAVINI sur le PPL tendant à suspendre l'application de la loi du 16 août 1915 relative aux engagements dans la légion étrangère des sujets ennemis.

2 avril 1919, audition de M. CLAVEILLE (ministre des travaux publics et des transports) et de MM. MOURIER et DESCHAMPS (sous-secrétaire d'état des services de santé et de la démobilisation) (*sténographie manquante*).

Table des matières.

1918-1919

69S 85 Commission de l'armée : procès-verbaux.

14 mai 1919, clauses militaires du traité de paix ; nominations ; examen du PPL relatif à la modification de la loi du 7 août 1913 imposant aux candidats à l'Ecole polytechnique et à l'école de Saint-Cyr l'obligation d'avoir fait en France les trois dernières années d'études précédant le concours.

21 mai 1919, nominations ; bureau chargé des relations avec les prisonniers de guerre ; communication du traité de paix.

28 mai 1919, audition de M. DESCHAMPS (sous-secrétaire d'Etat à la démobilisation) sur le programme de démobilisation (*sténographie manquante*) ; organisation future de l'armée.

18 juin 1919, solde des officiers ; accumulation des explosifs sur différents points du territoire et notamment dans les régions libérées ; obus à gaz asphyxiants ; armée d'Orient ; rajeunissement des cadres.

2 juillet 1919, programme de la démobilisation ; état des pertes ; production et consommation de matériels et munitions pendant la guerre ; plaintes relatives au traitement des prisonniers allemands en France ; nourriture des soldats en

Hongrie ; envoi de troupes en Russie ; rapport de M. MENIER sur l'aéronautique.

3 juillet 1919, audition de M. DESCHAMPS (sous-secrétaire d'Etat à la démobilisation) sur le programme de démobilisation (*sténographie manquante*).

23 juillet 1919, audition du Général DUVAL (directeur de l'aéronautique au ministère de la guerre) sur le programme de démobilisation (*sténographie manquante*) ; explosion du Bourget.

19 septembre 1919, nourriture des troupes ; sursis ; nominations ; réorganisation de l'armée ; dommages causés par les Américains.

3 octobre 1919, déclassement de Lille ; décorations des officiers retraités ; sursis ; troupes indigènes ; alimentation des troupes.

22 octobre 1919, déclassement de Sidi-bel-Abbès ; rapport de M. CHAPUIS sur les dommages causés par les armées alliées sur le territoire français ; réorganisation de l'armée française.

24 décembre 1919, nominations ; impressions des travaux de la commission ; examen de la situation militaire ; rapport verbal de M. DOUMER sur la situation militaire.

1919

B. AUDITIONS

69S 1 Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

4 mai 1915 : audition de MM. VIVIANI (Président du Conseil) et MILLERAND (ministre de la Guerre) sur le rapport général de la commission, question des fusils (1915).

5 mai 1915 : audition de MM. VIVIANI et MILLERAND sur le rapport général de la commission (suite), question des canons (1915).

8 mai 1915 : audition de MM. VIVIANI et MILLERAND sur le rapport général de la commission (suite), accidents de tir (1915).

10 mai 1915 : audition de MM. VIVIANI et MILLERAND sur le rapport général de la commission (suite), artillerie lourde (1915).

11 mai 1915 : audition de MM. VIVIANI et MILLERAND sur le rapport général de la commission (suite), artillerie lourde, jet de bombes sur Saint-Denis (1915).

12 mai 1915 : audition de M. VIVIANI sur le rapport général de la commission (suite), question des munitions (1915).

2 juin 1915 : audition de M. VIVIANI, question de procédure (1915).

5 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI, MILLERAND et THOMAS (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre), artillerie lourde, question de personnel (1915).

17 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI, MILLERAND et THOMAS (suite),

question du contrôle (1915).

18 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI, MILLERAND et THOMAS (suite), artillerie de campagne, éclatements, mobilisation industrielle (1915).

22 juin 1915 : audition de MM. VIVIANI et THOMAS, question des mitrailleuses (1915).

1915

69S 2

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

27 juillet 1915 : auditions de MM. VIVIANI (Président du Conseil), MILLERAND (ministre de la guerre) et THOMAS (sous-secrétaire d'Etat à la guerre chargé des poudres et des munitions) sur la commission des poudres de Versailles, le personnel des usines, le camp retranché de Paris, les places fortes de l'Est et leur inspection par la commission de l'armée.

31 juillet 1915 : audition de M. VIVIANI sur la visite des places fortes par les délégués, l'organisation de l'armée, de jeunes Américains venus s'engager dans l'aviation, la censure du courrier et la surveillance politique ou religieuse.

6 août 1915 : audition de M. MILLERAND sur le camp retranché de Paris et la deuxième ligne de défense du front.

19 août 1915 : auditions de MM. MILLERAND et GODART (sous-secrétaire d'Etat à la guerre chargé du service de la santé) sur la propagande religieuse dans l'armée, le matériel et les médicaments.

21 août 1915 : audition de M. GODART sur les hôpitaux.

26 août 1915 : auditions de MM. VIVIANI, MILLERAND et GODART sur les places fortes et le service de santé.

15 septembre 1915 : audition de M. THOMAS sur les munitions et les matières premières nécessaires à leur fabrication.

17 septembre 1915 : audition de M. THOMAS sur le programme des fabrications.

21 septembre 1915 : audition de M. THOMAS sur la fabrication des poudres et explosifs.

1^{er} octobre 1915 : auditions de MM. VIVIANI, MILLERAND et THOMAS sur les opérations militaires en cours et sur le problème des fabrications.

5 octobre 1915 : auditions de MM. VIVIANI et RIBOT (ministre des finances) sur le paiement des achats à l'étranger, sur le matériel des chemins de fer et le retard dans l'examen des demandes du ministère de la guerre.

27 octobre 1915 : auditions de MM. VIVIANI et MILLERAND sur les exportations suspectes à destination de la Suisse, le rôle des commissions chargées d'étudier la question du coton, du coton-poudre, des huiles et des graisses et sur l'enlèvement de grandes quantités de matières grasses.

17 novembre 1915 : auditions de M. BRIAND (Président du Conseil) et du Général GALLIENI (ministre de la guerre) sur l'affaire de Salonique.

19 novembre 1915 : audition du Général GALLIENI et M. THOMAS sur la

conclusion du rapport de la commission de l'artillerie.

1915

69S 3

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

1^{er} décembre 1915 : audition de M. Aristide BRIAND (ministre des affaires étrangères) sur la situation dans les Balkans (1915).

15 décembre 1915 : audition du Général GALLIENI, de M. Justin GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé), du colonel GIRAUD (chef du 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée) sur les effectifs et l'incorporation de la classe 1917 (2 exemplaires) (1915).

18 décembre 1915 : audition du Général GALLIENI, de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions), de M. Justin GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé) et du colonel GIRAUD sur les raids d'avion en territoire ennemi, sur les gaz asphyxiants, sur la classe 1917 : sur les rations du soldat et sur l'indemnité des officiers (avec correspondance, 1915).

27 décembre 1915 : audition de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), du Général GALLIENI (ministre de la guerre), de l'amiral LACAZE (ministre de la marine), de M. Gaston DOUMERGUE (ministre des colonies), de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions) sur l'armée indigène (1915).

Rapports de la commission de l'armée adoptés en 1915 et 1916 : liste.

Ministère de la guerre, mobilisation générale, rapports sur la meilleure utilisation des effectifs et des hommes soumis au service militaire, mobilisés ou mobilisables (1915) ; PPL sur l'organisation de la main d'oeuvre industrielle (1915) ; rapport sur le maintien abusif dans certains établissements de personnels apparentés avec les industriels (1916) ; rapport sur l'utilisation des militaires dans les administrations centrales (1917).

Ministère de la guerre, demandes de renseignements adressées aux membres de la commission de l'armée : correspondance, notes sur les enseignements à tirer des affaires de Verdun, sur les travaux de voie ferrée, sur le réseau des armées, copies de correspondance (1916).

Commission de l'armée : questionnaire (sd).

1915 - 1917

69S 4

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

7 février 1916, audition du Général GALLIENI (ministre de la Guerre), de M. René BESNARD (sous-secrétaire d'Etat à l'aviation), du capitaine MORTENOL (chef de service de la défense de Paris contre les aéronefs), et du commandant LECLERC (chef du service aéronautique de Paris) sur les attaques de zeppelins (1916).

15 février 1916, audition du Général GALLIENI (ministre de la guerre), du Général GRAZIANI (chef d'état-major de l'armée), du colonel GASSOUIN (chef du 4^e bureau de l'état-major) sur le chemin de fer, les transports à

l'intérieur et les gaz asphyxiants (1916).

19 février 1916, audition de l'amiral LACAZE (ministre de la marine) sur les transports en Méditerranée (1916).

1^{er} mars 1916, audition du Général GALLIENI (ministre de la guerre), du Général GRAZIANI (chef d'état-major de l'armée) et du colonel GASSOUIN (chef du 4^e bureau d'état-major) sur le chemin de fer, les transports à l'intérieur et les gaz asphyxiants (1916).

2 mars 1916, audition de MM. BRIAND (Président du Conseil) et THOMAS (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) sur l'artillerie lourde et le haut commandement de coordination des alliés (1916).

6 mars 1916, audition de MM. BRIAND et THOMAS, sur la question des fusils, des mitrailleuses et des munitions (1916).

8 mars 1916, audition de MM. BRIAND et THOMAS, sur la situation à Verdun, séance renvoyée (1916).

18 mars 1916, audition de M. THIERRY (sous-secrétaire d'Etat de l'intendance) sur l'intendance et le ravitaillement (1916).

10 avril 1916, audition de M. BRIAND, du Général ROQUES (ministre de la guerre), de M. THOMAS (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) et du colonel GIRAUD sur les effectifs (1916).

17 avril 1916, audition de M. BRIAND, du Général ROQUES (ministre de la guerre) et du colonel GIRAUD sur les effectifs (suite) (1916).

21 avril 1916, audition de M. BRIAND, du Général ROQUES, de M. Gaston DOUMERGUE (ministre des colonies), de M. THOMAS (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre), du Général FAMIN et du colonel GIRAUD sur les contingents indigènes et la coopération des Alliés (1916).

20 mai 1916, audition de M. BRIAND et du Général ROQUES (ministre de la guerre) sur les effectifs (1916).

Rapports de la commission adoptés en 1915-1916 : liste.

1915 - 1916

69S 5

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

17 janvier 1917 : audition du Général LYAUTEY (ministre de la guerre), du colonel GIRAUD et du commandant REQUIN sur la question des effectifs (1917).

7 février 1917 : audition du Général LYAUTEY (ministre de la guerre), de M. BESNARD (sous-secrétaire d'Etat à la guerre) et du colonel GIRAUD sur la question des effectifs, et notamment des exemptés et des réformés (1917).

10 février 1917 : audition du Général LYAUTEY (ministre de la guerre) et du colonel VIDALON sur le passage des officiers généraux au cadre de réserve (1917).

26 février 1917 : audition de M. BESNARD (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) et du colonel GIRAUD sur le projet de loi relatif à la

nomination d'officiers et d'aspirants (1917).

27 février 1917 : audition de M. CLEMENT (ministre du commerce et de l'agriculture) et de M. HERRIOT (ministre des transports et du ravitaillement) sur la question du ravitaillement (1917).

30 mars 1917 : audition de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) sur la question des effectifs (1917).

26 avril 1917 : audition de M. GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé) et de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) sur l'hospitalisation et l'évacuation des blessés du front de Soissons et du front de Champagne du 16 au 21 avril 1917 (Chemin des Dames) (1917).

28 avril 1917 : audition de l'amiral LACAZE (ministre de la marine) sur les résultats des torpillages allemands (1917).

1^{er} mai 1917 : audition de MM. DAVID (ministre de l'agriculture) et VIOLETTE (ministre du ravitaillement et des transports maritimes) sur les disponibilités en blé et la situation générale du ravitaillement en céréales, en bétail et en essence (1917).

3 mai 1917 : audition de MM. VIOLETTE (ministre du ravitaillement) et DESPLAS (ministre des travaux publics) sur la question du charbon (1917).

9 mai 1917 : audition de MM. RIBOT (Président du Conseil), PAINLEVE (ministre de la guerre), GODART (sous-secrétaire d'Etat du service de santé) et VINCENT (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique) sur la situation militaire après la dernière offensive, sur le fonctionnement du service sanitaire et sur la coopération américaine (1917).

11 mai 1917 : audition de M. BRETON (sous-secrétaire d'Etat des inventions, des études et expériences techniques) sur les inventions intéressant la défense nationale (1917).

14 mai 1917 : audition de M. VINCENT (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique) sur l'état général des forces aéronautiques (1917).

1917

69S 6

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

11 juin 1917 : audition de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) sur l'interpellation de M. DEBIERRE sur le fonctionnement du service de santé et sur l'offensive du Chemin des Dames (1917).

16 juin 1917 : auditions de MM. RIBOT (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), PAINLEVE (ministre de la guerre) et MALVY (ministre de l'intérieur) sur la situation générale (2 exemplaires) (1917).

25 juin 1917 : auditions de MM. RIBOT (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères), et PAINLEVE (ministre de la guerre) sur l'amendement JEANNENEY tendant à constituer une commission mixte à la Chambre des députés et au Sénat, et sur la situation intérieure (2 exemplaires) (1917).

10 juillet 1917 : audition de M. PAINLEVE (ministre de la guerre) sur la situation militaire et l'offensive du Chemin des Dames (1917).

13 octobre 1917 : auditions de MM. DAVID (ministre de l'agriculture), LONG (ministre du ravitaillement général), et de MONZIE (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le ravitaillement (1917).

14 décembre 1917 : audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) sur la situation générale (1917).

1916 - 1917

69S 7

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

4 janvier 1918, audition de M. DUMESNIL (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique) et du Général DUBAIL (gouverneur militaire de Paris) sur la défense aérienne du camp retranché de Paris et sur l'aviation militaire (1918).

1^{er} février 1918, audition du Général OZIL, du Général FETTER, de MM. SIMONIN (médecin inspecteur) et PELLERIN (pharmacien) sur les gaz asphyxiants (1918).

2 février 1918, audition de MM. LOUCHEUR (ministre de l'armement), DUMESNIL (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique), FAVRE (sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur), du Général DUBAIL (gouverneur militaire de Paris) et du Capitaine LEGORJU sur le bombardement aérien de Paris les 30-31 janvier 1918 (1918).

20 février 1918, auditions communes avec la commission des finances de MM. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) et SIMON (ministre des colonies) sur une demande de crédit à soumettre aux Chambres et sur le recrutement des troupes noires dans l'AOF (1918).

20 février 1918, audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) sur la situation militaire sur les différents fronts (1918).

6 mars 1918, auditions de M. DUMESNIL (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique), du général DUBAIL (gouverneur militaire de Paris), du Général RENAULT, du préfet de police RAUX sur les mesures adoptées en vue de la résistance aux incursions aériennes ennemies (1918).

23 mars 1918, auditions de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre), MM. LOUCHEUR (ministre de l'armement et de la fabrication de guerre), DUMESNIL (sous-secrétaire d'Etat à l'aviation), DUBOST (Président du Sénat) sur la situation de l'aviation de bombardement et sur la défense de la vallée de la Seine, Rouen et du Havre, les causes et circonstances de la catastrophe de La Courneuve, les résultats de la conférence de Londres (1918).

27 mars 1918, audition de M. JEANNENEY (sous-secrétaire d'Etat de la guerre) sur la situation militaire (1918).

5 avril 1918, audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) sur la révision des pouvoirs de commandement du Maréchal FOCH, à l'organisation nouvelle du commandement décidée avec M. LLOYD-GEORGE (1918).

8 mai 1918, audition de M. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de

la guerre) sur la conférence d'Abbeville, sur la ravitaillement des armées (1918).

6 septembre 1918, audition de M. DUMESNIL (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique militaire) sur les chiffres des existants au 1^{er} août 1918, soit aux armées, soit au COE, soit à la Réserve générale et sur l'aviation de bombardement (1918).

11 septembre 1918, audition de M. LOUCHEUR (ministre de l'armement et de fabrication de guerre) sur le stock de 75 et des munitions et leur production (1918).

25 septembre 1918, audition de M. MOURIER (sous-secrétaire d'Etat du service de santé) sur le régime des évacuations, le programme sanitaire pour l'avenir, le mouvement hospitalier lors des dernières actions, l'épidémie de grippe (1918).

31 octobre 1918, audition de MM. LOUCHEUR (ministre de l'armement et des fabrications de guerre), CLAVEILLE (ministre des travaux publics et des transports) sur la crise des transports (1918).

27 novembre 1918, audition de M. LOUCHEUR (ministre de la reconstruction industrielle) sur la situation des usines de guerre, sur la démobilisation du personnel et du matériel (1918).

29 novembre 1918, audition de M. IGNACE (sous-secrétaire d'Etat à la justice militaire) sur la question des prisonniers de guerre (1918).

5 décembre 1918, audition commune avec la commission des chemins de fers de MM. CLAVEILLE et CLES (ministre et sous-secrétaire d'Etat des travaux publics et des transports) et CLES sur l'exécution de l'armistice en particulier la livraison de matériel roulant par l'Allemagne, sur l'état du concours américain (1918).

21 décembre 1918, audition commune avec la sous-commission du service de santé de M. MOURIER (sous-secrétaire d'état à la santé) sur la démobilisation sanitaire (1918).

2 avril 1919, audition de MM. CLAVEILLE (ministre des travaux publics et des transports) et MOURIER (sous-secrétaire d'état à la santé) et DESCHAMPS (sous-secrétaire d'état à la démobilisation) sur la question des transports civils et militaires (1919).

28 mai 1919, audition de M. DESCHAMPS (sous-secrétaire d'état à la démobilisation) sur le plan et programme de la démobilisation (1919).

3 juillet 1919, audition de M. DESCHAMPS (sous-secrétaire d'état à la démobilisation) sur les mesures que le gouvernement compte prendre en vue de la démobilisation (1919).

1918 – 1919

69S 8

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

24 février 1920, audition de M. LEFEVRE (ministre de la guerre) sur le déclassement des places fortes, la situation des forces militaires et celle des effectifs de l'armée allemande et l'application du traité de paix.

9 juin 1920, audition de M. LEFEVRE sur la situation des établissements de l'artillerie, des officiers à titre temporaire, les projets de loi relatifs à la limite d'âge des généraux et au déclassement des places fortes.

23 février 1921, audition de M. BARTHOU (ministre de la guerre), du général BUAT (chef d'état-major général de l'armée) et du général GASSOUIN (sous-chef d'état-major général de l'armée) sur les projets de loi relatifs au recrutement et à l'organisation de l'armée, sur la situation militaire de la France et de l'Allemagne.

8 juin 1921, audition de M. BARTHOU et du général GASSOUIN sur les relations entre le Gouvernement et le Parlement, le contrôle des établissements militaires, l'engagement et rengagement, la préparation obligatoire.

2 décembre 1921, audition de M. BARTHOU et du général RAGUENEAU sur l'engagement et le rengagement, le projet de reconstitution de l'armée et la situation générale de l'armée.

1920-1922

69S 9

Commission de l'armée, auditions : procès-verbaux.

1^{er} février 1922, audition de M. MAGINOT (ministre de la guerre) sur le gouvernement khemaliste (Turquie) et le matériel militaire (avions, fusils, uniformes).

1^{er} février 1922, tenue des officiers : extrait du procès-verbal.

24 mars 1922, audition de MM. MAGINOT et VALENTINO (directeur du service des pensions).

31 mai, 7 juin et 14 juin 1922, audition commune avec la commission de la marine de MM. MAGINOT, RAIBERTI (ministre de la marine), EYNAC (sous-secrétaire d'Etat à l'aviation), du général DUMESNIL et de l'amiral LANXADE (chef du service de l'aéronautique maritime au ministère de la marine) sur la situation de l'aéronautique maritime et les crédits de la marine.

13 octobre 1922, audition de M. MAGINOT, du général BUAT et du général RAGUENEAU sur le P.J.L. relatif au recrutement de l'armée.

19 octobre 1922, audition de M. MAGINOT (ministre de la guerre) et du général RAGUENEAU sur la composition de la division d'infanterie française.

26 décembre 1922, audition de M. MAGINOT et du général RAGUENEAU sur le recrutement de l'armée.

6 décembre 1923, audition de M. EYNAC (sous-secrétaire d'Etat à l'aviation) et du colonel SEGUIN sur le personnel de l'aéronautique, la centrale électrique alimentant l'industrie parisienne et le transfert des usines parisiennes d'aéronautique en province.

1^{er} juillet 1924, audition du général NOLLET (ministre de la guerre) et du

général RAGUENEAU (sous-chef d'Etat-major général) sur l'organisation générale de l'armée et sur la constitution des cadres et effectifs de l'armée.

1922-1924

C. RAPPORTS DEVANT LA COMMISSION

69S 113

Commission de l'armée : rapports.

Rapport sur les poudres et explosifs par M. Henry BERENGER (adopté le 9 avril 1915).

Rapport sur le ravitaillement en charbon par M. RICHARD (adopté le 24 mars 1915).

Annexe au rapport sur l'artillerie lourde par M. Lucien HUBERT (adoptée le 14 octobre 1915).

Rapport sur les munitions par M. A. GERVAIS (adopté le 29 mars 1915).

Rapport sur le matériel d'artillerie lourde par M. Charles HUMBERT (adopté le 24 mars 1915).

Rapport sur le canon de 75 mm par M. Charles HUMBERT (adopté le 17 mars 1915).

Rapport sur les ressources en matériel, munitions et effectifs par M. Paul DOUMER (adopté le 26 avril 1915).

Rapport sur l'état du personnel et du matériel dans les arsenaux de la marine par M. GUILLOTEAUX.

Rapport sur l'artillerie à grande puissance par M. Lucien HUBERT (adopté le 16 décembre 1915).

Rapport sur l'alimentation en blé et en viande par M. Henry CHERON (adopté le 19 mai 1915).

Rapport sur l'artillerie en campagne par M. Charles HUMBERT (adopté le 17 mai 1915).

Rapport sur la fabrication des fusils par M. Henry CHERON (adopté le 13 mai 1915).

Rapport sur la fabrication des fusils par M. Henry CHERON (adopté le 26 mai 1915).

Rapport sur l'état des chargements dans les munitions de guerre par M. Henry BERENGER (adopté le 29 mai 1915).

Rapport sur le matériel d'artillerie lourde par M. Charles HUMBERT (adopté le 31 mai 1915).

Rapport sur les éclatements des pièces d'artillerie par M. JEANNENEY (adopté le 31 mai 1915).

Rapport sur les formations nouvelles par M. de SELVES (adopté le 30 mars

1915).

Rapport sur l'aéronautique militaire par M. Gaston MENIER (adopté les 2 avril et 1^{er} mai 1915).

Rapport sur le ravitaillement en médicaments des formations sanitaires par M. CAZENEUVE (adopté le 8 juin 1915).

Rapport sur les mitrailleuses et les cartouches des armes portatives par M. Henry CHERON (adopté le 8 juin 1915).

Rapport sur l'évacuation et l'hospitalisation des blessés du Corps expéditionnaire d'Orient par M. DECKER-DAVID (adopté le 9 juillet 1915).

Programme au sujet du matériel d'artillerie lourde (adopté le 8 juin 1915).

Rapport sur les formations nouvelles par M. de SELVES (adopté le 19 mai 1915).

Rapport sur la meilleure utilisation des hommes soumis à l'obligation militaire par M. Henry CHERON (adopté le 19 juin 1915).

Rapport sur les mitrailleuses par M. Henry CHERON (adopté le 29 juin 1915).

Rapport sur les formations nouvelles par M. de SELVES (adopté le 2 juillet 1915).

Rapport sur l'hygiène aux armées par M. CAZENEUVE (adopté le 2 juillet 1915).

Rapport sur la main d'oeuvre et l'outillage industriel, le matériel et les munitions d'artillerie et l'organisation du sous-secrétariat d'État à la guerre (artillerie) par M. Charles HUMBERT (adopté le 7 juillet 1915).

Rapport sur le service de santé par M. DEBIERRE (adopté le 9 juillet 1915).

1915

69S 114 Rapport sur l'organisation économique de la guerre par M. Henry CHERON (déposé le 13 juillet 1915).

Rapport sur les gaz asphyxiants par M. CAZENEUVE (adopté le 15 juillet 1915).

Rapport sur des conserves alimentaires par M. André LEBERT (adopté le 17 juillet 1915).

Rapports sur l'armement de l'aéronautique en projectiles et explosifs par M. CAZENEUVE (adoptés les 1^{er} mai et 1^{er} août 1915).

Rapport sur l'armement en fusils, en mitrailleuses et en cartouches de fusils et de mitrailleuses par M. Henry CHERON (adopté le 4 août 1915).

Rapport sur les poudres, explosifs et produits chimiques de guerre et le programme industriel nécessaire par M. Henry BERENGER (adopté le 4 août 1915).

Rapport sur l'aéronautique par M. Gaston MENIER (adopté le 3 août 1915).

Rapport sur les cartouches d'armes portatives par M. Henry CHERON (adopté

le 19 août 1915).

Rapport sur les munitions d'artillerie de campagne par M. A. GERVAIS (adopté le 27 août 1915).

Rapport sur la situation de l'habillement, l'approvisionnement des effets chauds et la préparation des cantonnements pour la campagne d'hiver par M. Henry CHERON (adopté le 2 septembre 1915).

Rapport sur une visite à la X^{ème} armée (Région de Dunkerque et Belgique) par M. Henry CHERON (adopté le 1^{er} septembre 1915).

Rapport sur les munitions d'artillerie lourde par M. Auguste GERVAIS (adopté les 9 et 11 septembre 1915).

Rapport sur le ravitaillement en charbon par M. RICHARD (adopté le 14 septembre 1915).

Relation de la visite faite au front par MM. Gaston MENIER et Lucien CORNET et IV^{ème} rapport sur l'aéronautique par M. Gaston MENIER (adopté le 11 septembre 1915).

Rapport sur le Corps expéditionnaire d'Orient par M. LE HERISSE (adopté le 23 septembre 1915).

Rapport sur la question des transports par voie ferrée par M. Henry CHERON (adopté le 24 septembre 1915).

Rapport sur les prévisions en subsistances, chauffage et combustible du 1^{er} septembre 1915 au 30 septembre 1916 par M. Henry CHERON (adopté le 24 septembre 1915).

Rapport sur l'état d'avancement des fabrications d'artillerie lourde par M. Charles HUMBERT (adopté le 23 septembre 1915).

Rapport sur les gaz asphyxiants et sur les obus suffocants et lacrymogènes par M. CAZENEUVE (adopté le 24 septembre 1915).

Rapport sur le service de santé du Corps expéditionnaire d'Orient en septembre 1916 par M. DECKER-DAVID (adopté le 13 octobre 1915).

Rapport sur l'acier par M. A. GERVAIS.

Rapport sur l'utilisation du cidre aux armées par M. André LEBERT (adopté le 21 septembre 1915).

1915

69S 115 Rapport sur la production de l'alcool nécessaire à la fabrication des poudres par M. Henry CHERON (adopté le 13 octobre 1915).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de septembre par M. Auguste GERVAIS (adopté le 18 octobre 1915).

Rapport sur les matières premières nécessaires à la fabrication des poudres, explosifs et produits chimiques de guerre par M. CAZENEUVE (adopté le 22 octobre 1915).

Rapport sur l'organisation de l'aéronautique aux armées par M. Lucien

CORNET (adopté le 19 octobre 1915).

Rapport sur l'audition de M. le sous-secrétaire d'État à l'aviation sur les réalisations du programme de l'aéronautique par M. Gaston MENIER (adopté le 27 octobre 1915).

Rapport d'une visite aux dépôts et camps d'instruction sur l'utilisation des effectifs par M. DEBIERRE (adopté le 11 novembre 1915).

Rapport sur la mise en vigueur de la loi du 17 août 1915 par M. Henry CHERON (adopté le 11 novembre 1915).

Rapport sur les effets chauds et les cantonnements pour la campagne d'hiver par M. Henry CHERON (adopté le 11 novembre 1915).

Rapport sur la modification en cours des commandes de 75 par M. Charles HUMBERT (adopté le 13 novembre 1915).

Rapport sur le programme de fabrication d'artillerie lourde par M. Charles HUMBERT (adopté le 13 novembre 1915).

Ra sur l'artillerie d'infanterie par M. A. GERVAIS (adopté le 13 novembre 1915).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois d'octobre par M. A. GERVAIS (adopté le 18 novembre 1915).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches par M. Henry CHERON (adopté le 20 novembre 1918).

Rapport sur les obus du 75, de gros calibres et l'artillerie lourde sur voie ferrée par M. Charles HUMBERT (adopté le 22 novembre 1915).

Rapport sur le recrutement d'une armée indigène par M. Henry BERENGER (adopté le 26 novembre 1915).

Rapport sur les gaz asphyxiants, obus suffocants et lacrymogènes, masques protecteurs par M. CAZENEUVE (adopté le 26 novembre 1915).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches par M. Henry CHERON (adopté le 3 décembre 1915).

Rapport sur la préparation de la campagne d'hiver par M. Henry CHERON (adopté le 3 décembre 1915).

Rapport sur le mouvement de l'hospitalisation dans le territoire du 2 août 1914 au 31 octobre 1915 par M. Paul STRAUSS (adopté le 7 décembre 1915).

Rapport sur l'organisation d'une armée indigène pour le printemps de 1916 par M. Henry BERENGER (adopté le 7 décembre 1915).

Rapport sur les matières premières dérivées de la houille servant à la fabrication des explosifs et des produits chimiques de guerre par M. CAZENEUVE (adopté le 10 décembre 1915).

Rapport sur l'armement des avions et mitrailleuses par M. Henry CHERON (adopté le 14 décembre 1915).

Rapport sur l'avancement et les décorations par M. Charles DEBIERRE (adopté le 14 décembre 1915).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de novembre 1915 par

M. A. GERVAIS (adopté le 17 décembre 1915).

Rapport sur les appareils de protection contre les gaz asphyxiants, les vapeurs irritantes et lacrymogènes et les produits chimiques de guerre par M. CAZENEUVE (adopté le 18 décembre 1915).

Rapport sur les charbons et cokes nécessaires à la fabrication des armes par M. CAUVIN (adopté le 10 décembre 1915).

1915

69S 116 Rapport sur la distribution des effets chauds, l'état des cantonnements et l'alimentation des troupes au front par M. Henry CHERON (adopté le 3 janvier 1916).

Rapport sur la situation de l'aviation militaire par MM. Gaston MENIER, Henry CHERON et Henry BERENGER (adopté le 6 janvier 1916).

Rapport sur les tranchées par M. A. GERVAIS (adopté le 3 janvier 1916).

Rapport sur la production des fusils, mitrailleuses et cartouches par M. Henry CHERON (adopté le 12 janvier 1916).

Rapport sur la crise des transports, dans ses rapports avec la défense nationale par M. Henry CHERON (adopté le 18 janvier 1916).

Rapport sur l'exercice du contrôle de la commission de l'armée par M. Henry CHERON (adopté le 25 janvier 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de décembre 1915 par M. A. GERVAIS (adopté le 28 janvier 1916).

Rapport sur les mutilés de la guerre et production des membres artificiels par M. DEBIERRE (adopté le 1^{er} février 1916).

Rapport sur les postes de secours, abris de 1^{ère} ligne et cantonnement par M. DEBIERRE (adopté le 1^{er} février 1916).

Rapport par la sous-commission de l'aéronautique chargée d'une enquête sur les attaques de zeppelins à Paris et dans la banlieue (29 et 30 janvier 1916) (adopté le 4 février 1916).

Rapport sur les chemins de fer stratégiques et de campagne pendant la guerre actuelle par M. Henry BERENGER (adopté le 10 février 1916).

Rapport sur la protection des soldats contre les parasites et les rats par M. CAZENEUVE (adopté le 14 février 1916).

Rapport sur les transports automobiles par M. GAVINI (adopté le 11 février 1916).

Rapport sur la situation des effectifs des armées belligérantes par M. A. GERVAIS (adopté le 16 février 1916).

Rapport sur l'agriculture et les besoins de la défense nationale par M. Henry CHERON (adopté le 25 février 1916).

Rapport sur la production de l'alcool nécessaire à la fabrication des poudres par M. Henry CHERON (adopté le 25 février 1916).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches par M. Henry CHERON (adopté le 29 février 1916).

Rapport sur les engins de tranchée par M. A. GERVAIS (adopté le 29 février 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de janvier 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 11 mars 1916).

Rapport sur des questions diverses renvoyées à la sous-commission du ravitaillement par M. Henry CHERON (adopté le 11 mars 1916).

1916

69S 117 Rapport sur les maladies contagieuses aux armées et à l'intérieur (morbidity et mortalité - 1915) par M. CAZENEUVE (adopté le 13 mars 1916).

Note pour l'avis sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre par M. Henry CHERON.

Rapport sur les poudres, explosifs et produits chimiques de guerre (production des Bouches-du-Rhône) par M. BOUDENOOT (adopté le 20 mars 1916).

Rapport sur les poudres et explosifs de guerre par M. Henry BERENGER (adopté le 20 mars 1916).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches (situation au 1^{er} mars 1916) par M. Henry CHERON (adopté le 22 mars 1916).

Rapport sur la protection contre les gaz asphyxiants par M. CAZENEUVE (adopté le 24 mars 1916).

Rapport sur la remonte, effectifs et utilisation des chevaux aux armées (depuis août 1914) par M. DECKER-DAVID (adopté le 10 mars 1916).

Rapport sur les effectifs par M. A. GERVAIS (adopté le 1^{er} avril 1916).

Rapport sur la crise du fret par M. Henry CHERON (adopté le 8 avril 1916).

Rapport complémentaire sur les fabrications d'artillerie par M. Charles HUMBERT (adopté le 4 avril 1916).

Rapport sur la riposte aux vagues gazeuses, obus suffocants, lacrymogènes et liquides enflammés par M. CAZENEUVE (adopté le 8 avril 1916).

Rapport sur la prophylaxie des maladies vénériennes dans l'armée par M. Paul STRAUSS (adopté le 10 avril 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de février 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 19 avril 1916).

Rapport sur le recrutement et l'emploi de la main-d'oeuvre indigène, coloniale et étrangère par M. Henry BERENGER (adopté le 20 avril 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de mars 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 19 avril 1916).

Rapport sur la situation de l'aviation militaire par M. Henry CHERON (adopté le 16 mai 1916).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches (situation fin avril 1916) par M. Henry CHERON (adopté le 16 mai 1916).

Rapport sur la défense des côtes par M. Henry CHERON (adopté le 16 mai 1916).

Rapport sur le coton matière première des poudres sans fumée par M. CAZENEUVE (adopté le 24 mai 1916).

Rapport sur les maladies contagieuses aux armées (morbidité et mortalité - 1916) par M. CAZENEUVE (adopté le 24 mai 1916).

1916

69S 118 Rapport sur le minerai de fer, le coke métallurgique et la conduite de la guerre actuelle par M. Henry BERENGER (adopté le 29 mai 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois d'avril 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 31 mai 1916).

Rapport sur le fonctionnement du service de santé à l'avant et à l'intérieur par M. DEBIERRE (adopté le 31 mai 1916).

Rapport sur une visite aux usines Guilliet à Auxerre par M. Lucien CORNET (adopté le 24 mai 1916).

Rapport sur les fabrications d'artillerie par M. Charles HUMBERT (adopté le 29 mai 1916).

Rapport sur les statistiques des réformés n° 1 et 2 temporaires par M. Paul STRAUSS (adopté le 31 mai 1916).

Rapport sur le mouvement général de l'hospitalisation du 1^{er} novembre 1915 au 31 mars 1916 par M. Paul STRAUSS (adopté le 31 mai 1916).

Rapport sur l'utilisation des chappes dans la VII^{ème} armée par M. André LEBERT (adopté le 9 juin 1916).

1^{er} rapport sur l'organisation de la défense de Verdun avant le 21 février 1916 par M. Henry BERENGER (adopté le 14 juin 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de mai 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 23 juin 1916).

Rapport sur l'utilisation des effectifs par M. JEANNENEY (adopté le 30 juin 1916).

Rapport sur les bombes, engins et projectiles utilisés en aviation par M. CAZENEUVE (adopté le 3 juillet 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de juin 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 1^{er} août 1916).

Rapport sur l'alimentation de la classe 17 par M. de LA BATUT (adopté le 3 août 1916).

Rapport sur le fonctionnement des poudreries du Finistère Moulin-Blanc et Pont-de-Buis par M. BOUDENOOT (adopté le 3 août 1916).

Rapport sur le mouvement général de l'hospitalisation pendant le 2^e trimestre

1916 par M. Paul STRAUSS (adopté le 17 août 1916).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives - situation au 1^{er} août 1916 par M. Henry CHERON (adopté le 17 août 1916).

Rapport sur les effectifs par M. A. GERVAIS (adopté le 21 juillet 1916).

Rapport sur l'artillerie de campagne par M. Charles HUMBERT (adopté le 17 août 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de juillet 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 31 août 1916).

Rapport sur les engins de tranchée par M. A. GERVAIS (adopté le 31 août 1916).

1916

69S 119 Rapport sur l'exercice du contrôle des délégués aux armées (zone de l'intérieur et des armées) par M. Henry CHERON (adopté le 31 août 1916).

Rapport sur la campagne d'hiver 1916-1917 par M. Henry CHERON (adopté le 14 septembre 1916).

Rapport sur l'incendie survenu le 18 août à la 2^{ème} réserve générale de l'aviation à Mortemets – Versailles par M. Gaston MENIER (adopté le 31 août 1916).

Rapport sur les minerais du bassin normand et la défense nationale par M. Henry CHERON (adopté le 21 septembre 1916).

Rapport sur la défense contre aéronefs, avions et zeppelins par M. Gaston MENIER (adopté le 10 octobre 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois d'août 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 4 octobre 1916).

Compte-rendu de l'exposé d'un programme sidérurgique pendant la guerre par M. Henry BERENGER.

Rapport sur l'armée d'Orient par M. DEBIERRE (adopté le 21 octobre 1916).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives (situation au 1^{er} octobre 1916) par M. Henry CHERON (adopté le 18 octobre 1916).

Rapport sur l'acier par M. Auguste GERVAIS (adopté le 20 octobre 1916).

Rapport sur les maladies contagieuses aux armées (morbidité et mortalité du 2^{ème} trimestre 1916) par M. CAZENEUVE (adopté le 10 octobre 1916).

Rapport sur les services dentaires dans l'armée par M. Paul STRAUSS (adopté le 20 octobre 1916).

Rapport sur les éclatements de 75 par M. JEANNENEY (adopté le 28 octobre 1916).

Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de septembre 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 28 octobre 1916).

Rapport sur le fonctionnement de la loi du 17 août 1915 et spécialement l'oeuvre de quelques commissions de contrôle par M. JEANNENEY (adopté le

8 novembre 1916).

6^{ème} rapport sur les poudres, explosifs et produits chimiques de guerre par M. Henry BERENGER (adopté le 8 novembre 1916).

Rapport sur le ravitaillement en vin des armées par M. André LEBERT (adopté le 20 novembre 1916).

1916

69S 120 Rapport sur la visite d'une délégation de la sous-commission dans les dépôts et services de la 7^{ème} région militaire par M. JEANNENEY (adopté le 8 novembre 1916).

Rapport sur les mesures de sécurité contre les explosions et incendies, dans les ateliers de chargement des grenades et les entrepôts de ces engins par M. CAZENEUVE (adopté le 10 novembre 1916).

Rapport sur les mesures de sécurité dans les fabriques d'explosifs et les dépôts de matières explosives par M. CAZENEUVE (adopté le 10 novembre 1916).

Rapport sur l'organisation des chenils militaires et l'utilisation des chiens aux armées par M. André LEBERT (adopté le 10 novembre 1916).

Rapport sur la production des matériels d'artillerie par M. Charles HUMBERT (adopté le 15 novembre 1916).

Rapport sur l'emploi de la main-d'oeuvre féminine dans les usines de guerre par M. Paul STRAUSS (adopté le 20 novembre 1916).

Rapport sur les effectifs aux armées par M. Auguste GERVAIS.

Rapport sur la défense contre aéronefs ennemis (DCA) de la place et de la région de Lyon par M. Charles CHABERT (adopté le 25 novembre 1916).

Rapport sur les maladies contagieuses aux armées (morbidité et mortalité du 3^{ème} trimestre 1916) par M. CAZENEUVE (adopté le 25 novembre 1916).

Rapport sur les gaz asphyxiants et les vapeurs toxiques (moyens de protection - éducation des troupes et maniement du matériel chimique) par M. CAZENEUVE (adopté le 8 décembre 1916).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives (situation au 25 novembre 1916) par M. Henry CHERON (adopté le 8 décembre 1916).

Rapport sur les gaz asphyxiants et autres produits agressifs et sur notre riposte à l'ennemi (1^{er} avril au 1^{er} novembre 1916) par M. CAZENEUVE (adopté le 8 décembre 1916).

Rapport sur la crise des charbons par M. CAUVIN (adopté le 25 novembre 1916).

Rapport sur le mouvement général de l'hospitalisation pendant le 3^{ème} trimestre de 1916 par M. Paul STRAUSS (adopté le 8 décembre 1916).

1916

- 69S 121** Rapport sur les approvisionnements d'acier par M. GERVAIS (adopté le 2 janvier 1917).
- Rapport sur l'aviation par M. MENIER (adopté le 18 janvier 1917).
- Rapport sur les transports et le ravitaillement par M. Henry CHERON (adopté le 18 janvier 1917).
- Rapport sur la prophylaxie des maladies vénériennes dans l'armée par M. Paul STRAUSS.
- Rapport sur la suite donnée aux différents rapports sur le service de santé militaire par M. Charles DEBIERRE (adopté le 18 janvier 1917).
- Rapport sur l'école des spécialistes du 2^{ème} groupe d'aviation à Lyon par M. Charles CHABERT (adopté le 24 janvier 1917).
- Rapport sur le service des fabrications de l'aviation militaire (annexe de Lyon) par M. Charles CHABERT (adopté le 24 janvier 1917).
- Rapport sur les avions *SOPWITH* par M. Lucien CORNET (adopté le 18 janvier 1917).
- Rapport sur la situation des projectiles dans le mois de novembre 1916 par M. A. GERVAIS (adopté le 24 janvier 1917).
- Rapport sur l'alimentation hygiénique et rationnelle du soldat et les mesures urgentes à prendre par M. CAZENEUVE (adopté le 24 janvier 1917).
- Rapport sur la visite d'une fabrique d'aquinite et de masques contre les gaz asphyxiants par M. CAZENEUVE (adopté le 1^{er} février 1917).
- Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives (situation au 1^{er} janvier 1917) par M. Henry CHERON (adopté le 1^{er} février 1917).
- Rapport sur le service géographique par M. GERVAIS (adopté le 30 janvier 1917).
- Rapport sur les allocations à allouer aux soldats en déplacement ou permissionnaires par M. GERVAIS (adopté le 18 janvier 1917).
- Rapport sur les projectiles du mois de décembre 1916 par M. GERVAIS (adopté le 24 janvier 1917).
- Rapport sur l'aéronautique maritime par M. MENIER (adopté le 14 février 1917).
- Rapport sur la suite donnée aux conclusions de trois rapports antérieurs concernant l'application de la loi du 17 août 1915 et la meilleure utilisation des effectifs par M. JEANNENEY (adopté le 14 février 1917).
- Rapport sur les matières premières nécessaires à la fabrication des poudres, explosifs et produits chimiques de guerre par M. CAZENEUVE (adopté le 14 février 1917).
- Rapport sur le phosphore engin chimique de guerre par M. CAZENEUVE (adopté le 14 février 1917).
- Rapport sur les pieds gelés, visite aux II^{ème} et VIII^{ème} armées par M. DEBIERRE (adopté le 7 mars 1917).

Rapport sur les méthodes de ravitaillement dans la 7^{ème} région par M. DEBIERRE.

1917

69S 122 Rapport sur la froidure des pieds par M. Paul STRAUSS (adopté le 7 mars 1917).

Rapport sur une attaque de gaz par vagues par les Allemands en Champagne le 31 janvier 1917 par M. CAZENEUVE (adopté le 13 mars 1917).

Rapport sur les projectiles du mois de janvier 1917 par M. GERVAIS (adopté le 7 mars 1917).

Rapport sur les effectifs aux armées par M. GERVAIS (adopté le 20 mars 1917).

Rapport sur les maladies contagieuses aux armées et à l'intérieur (morbidity et mortalité du 4^{ème} trimestre 1916) par M. CAZENEUVE (adopté le 7 avril 1917).

Rapport sur l'état actuel de notre aviation militaire en appareils et en moteurs par M. Gaston MENIER (adopté le 7 avril 1917).

Rapport sur un prochain matériel d'artillerie par M. Charles HUMBERT (adopté le 7 avril 1917).

Rapport sur les effectifs par M. GERVAIS (adopté le 24 avril 1917).

Rapport sur le ravitaillement par M. Henry CHERON (adopté le 24 avril 1917).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives par M. Henry CHERON (adopté le 4 mai 1917).

Rapport sur les projectiles du mois de février 1917 par M. A. GERVAIS (adopté le 4 mai 1917).

Rapport sur les écoles d'aviation par M. Gaston MENIER (adopté le 4 mai 1917).

Rapport sur l'école d'aviation militaire d'Ambérieu par M. Charles CHABERT (adopté le 4 mai 1917).

Rapport sur les projectiles du mois de mars par M. A. GERVAIS (adopté le 4 mai 1917).

Rapport sur les inventions intéressant la défense nationale par M. Lucien CORNET (adopté le 11 mai 1917).

Rapport sur le fonctionnement du service de santé durant l'offensive du 16 avril 1917 (Chemins des Dames, comme suite à l'enquête ordonnée par la commission de l'armée) par M. DEBIERRE (adopté le 17 mai 1917).

Rapport sur les tanks par M. CAUVIN (adopté le 13 mars 1917).

Rapport sur le ravitaillement des armées en vin par M. André LEBERT (adopté le 7 juin 1917).

Rapport sur le fonctionnement du laboratoire central d'artillerie et les intérêts de la défense nationale par M. CAZENEUVE (adopté le 7 juin 1917).

Rapport sur les munitions d'avril par M. GERVAIS (adopté le 7 juin 1917).

1917

69S 123 Rapport sur les effectifs par M. A. GERVAIS (adopté le 15 juin 1917).

Rapport sur l'emploi des trains de cerfs-volants montés dans l'armée et dans la marine par M. Lucien CORNET (adopté le 20 juin 1917).

Rapport sur l'hygiène de la main-d'oeuvre coloniale, algérienne et étrangère (une visite dans la 14^{ème} région) par M. CAZENEUVE (adopté le 20 juin 1917).

Rapport sur des faits de gaspillage de denrées et d'effets d'habillement commis aux armées en campagne par M. André LEBERT (adopté le 22 juin 1917).

Rapport sur l'état des camps et cantonnements par M. A. GERVAIS (adopté le 13 juillet 1917).

Rapport sur le compte-rendu de visites faites auprès de la mission militaire française près l'armée britannique, de la mission militaire française près l'armée belge, de la mission du ministère de la guerre près l'armée britannique et des gouvernements militaires de Boulogne-Calais-Dunkerque par M. BOUDENOOT (adopté le 13 avril 1917).

Rapport sur la défense aérienne du camp retranché de Paris par M. Gaston MENIER (adopté le 13 juillet 1917).

Rapport sur l'offensive franco-britannique d'avril 1917 (Chemin des Dames) par M. Henry BERENGER (adopté le 17 juillet 1917).

Rapport sur l'état de l'aviation par M. Gaston MENIER (adopté le 4 août 1917).

Rapport sur les munitions de mai par M. A. GERVAIS (adopté le 26 juillet 1917).

Rapport sur l'acier par M. Auguste GERVAIS (adopté le 13 juillet 1917).

Rapport sur les munitions de juin par M. Auguste GERVAIS (adopté le 26 juillet 1917).

Rapport sur la réduction des effectifs chevalins par M. DECKER-DAVID (adopté le 26 juillet 1917).

1917

69S 124 Rapport sur les négociations relatives aux prisonniers de guerre par M. André LEBERT.

Rapport sur le ravitaillement en céréales pour la campagne 1917-1918 par M. Henry CHERON (adopté le 26 septembre 1917).

Rapport sur la préparation de la campagne d'hiver 1917-1918 par M. Henry CHERON (adopté le 26 septembre 1917).

Rapport sur la défense contre les bombardements par avions par M. Gaston MENIER (adopté le 12 octobre 1917).

Rapport sur les productions et stocks d'armes et cartouches portatives par

M. Henry CHERON (adopté le 29 octobre 1917).

Rapport sur la réserve générale d'artillerie lourde par M. Lucien HUBERT (adopté le 29 octobre 1917).

Rapport sur le contrôle de la sûreté nationale par M. Henry BERENGER (adopté le 30 octobre 1917).

Rapport sur la situation des inventions intéressant la défense nationale de 3 janvier 1917 au 14 avril 1917) par Lucien CORNET (adopté le 7 novembre 1917).

Rapport sur la question de la conscription indigène en Algérie par M. Etienne FLANDIN (lu le 16 novembre 1917).

Rapport sur la constitution et l'utilisation d'une réserve générale d'artillerie lourde interalliée par M. Lucien HUBERT (adopté le 28 novembre 1917).

Rapport sur la situation des munitions en septembre 1917 par M. Lucien HUBERT (adopté le 28 novembre 1917).

Rapport sur l'état statistique de l'aviation au 1^{er} novembre 1917 par M. Gaston MENIER (adopté le 5 décembre 1917).

Rapport sur la situation des inventions intéressant la défense nationale du 15 avril 1917 au 31 juillet 1917 par M. Lucien CORNET.

Rapport sur le ravitaillement de la France en pétrole, essence, huiles lourdes et huiles à graisser par M. Henry BERENGER (adopté le 11 décembre 1917).

Rapport sur la situation des fabrications de fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives, au 1^{er} décembre 1917 par M. Henry CHERON (adopté le 19 décembre 1917).

Rapport sur l'armée d'Orient sur le fonctionnement du service de santé lors de l'offensive du 16 avril 1917 (Chemin des Dames) par M. DEBIERRE (adopté le 28 décembre 1917).

1917

69S 125 Projet d'avis sur la PPL adoptée par la Chambre des députés tendant à modifier divers articles du code de justice militaire par M. Henry CHERON

Rapport sur le ravitaillement de la France en pétrole et en essence par M. Henry BERENGER (adopté le 11 janvier 1918).

Rapport sur la distribution des effets chauds et sur les cantonnements par M. Henry CHERON (adopté le 11 janvier 1918).

Rapport sur les abris souterrains pour cantonnements de l'avant et postes de secours par M. Paul STRAUSS (adopté le 11 janvier 1918).

Rapport sur la classe 1918 par M. de LA BATUT (adopté le 5 décembre 1917).

Rapport sur les effectifs par M. LE HERISSE (adopté le 11 janvier 1918).

Rapport sur la situation du matériel d'artillerie et des munitions par M. Lucien HUBERT (adopté le 16 janvier 1918).

Rapport sur deux corps asphyxiants nouveaux utilisés par les Allemands (le

sulfure d'éthyle bichloré et le chlorure de dyphénylarsine) par M. CAZENEUVE (adopté le 16 janvier 1918).

Rapport sur la situation des productions et stocks en fusils, mitrailleuses et cartouches d'ares portatives par M. Henry CHERON (adopté le 16 janvier 1918).

Rapport sur l'aviation par M. Gaston MENIER (adopté le 16 janvier 1918).

Rapport sur le mouvement général d'hospitalisation pendant le 4^{ème} trimestre de 1916 et les 3 premiers trimestres de 1917 (30 septembre 1916 - 30 septembre 1917) par M. Paul STRAUSS (adopté le 6 février 1918).

Rapport sur les obus AL par M. CAZENEUVE (adopté le 21 février 1918).

Rapport au nom de la délégation chargée d'une mission au front de l'armée d'Italie par M. LE HERISSE (adopté le 13 février 1918).

Rapport sur les chars d'assaut par M. CAUVIN (adopté le 16 janvier 1918).

Rapport sur les moyens de protection individuels et collectifs contre les vapeurs ou gaz asphyxiants, au 1^{er} février 1918 par M. CAZENEUVE (adopté le 21 février 1918).

Rapport sur le recrutement indigène en Algérie par M. Etienne FLANDIN. [février 1918].

Rapport sur les matières premières, les poudres, explosifs et produits chimiques de guerre au 1^{er} janvier 1918 par M. CAZENEUVE (adopté le 27 février 1918).

Rapport sur le raid des zeppelins du 20 octobre 1917 : l'atterrissage d'un avion allemand le 15 novembre 1917 dans la région de Mâcon et l'alerte du 22 décembre 1917 sur Paris par M. Charles CHABERT (adopté le 27 février 1918).

1918

69S 126 Communication sur la situation des inventions intéressant la défense nationale du 1^{er} août 1917 au 31 octobre 1917 par M. Lucien CORNET.

Rapport du Commissariat aux effectifs de l'armée pour la période du 15 décembre 1917 à fin février 1918 déposé par M. LE HERISSE le 20 mars 1918.

Rapport sur divers points concernant la situation actuelle de notre aviation et les récents raids allemands sur la région parisienne par M. Gaston MENIER (adopté le 20 mars 1918).

Note sur le mouvement gréviste allemand de janvier et février 1918 par M. Lucien HUBERT.

Rapport sur l'aviation et l'aérostation sur le front italien par M. Lucien CORNET (adopté le 3 avril 1918).

Rapport sur l'explosion du dépôt de munitions du parc annexe de Saint-Denis (adopté le 3 avril 1918).

Rapport sur les fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives par M. Henry CHERON (adopté le 17 avril 1918).

Rapport sur l'essence d'aviation par M. Henry BERENGER (adopté le 29 mai 1918).

Rapport sur la déconcentration des industries de guerre de la région parisienne par M. Henry BERENGER (adopté le 12 juin 1918).

Communication sur la situation des inventions intéressant la défense nationale (du 1^{er} novembre 1917 au 1^{er} février 1918) par M. Lucien CORNET (5 juin 1918).

Rapport sur le nouveau programme des fabrications d'artillerie par M. Lucien HUBERT (adopté le 19 juin 1918).

Rapport sur l'état de l'aviation par M. Gaston MENIER (adopté le 26 juin 1918).

Rapport sur les services de liaison entre l'armée américaine et l'armée française par M. Guillaume CHASTENET (adopté le 26 juin 1918).

1918

69S 127 Rapport sur l'explosion des ateliers de chargement de Moulins par M. Paul CAZENEUVE (adopté le 11 juillet 1918).

Rapport sur les effectifs par M. GAVINI (adopté le 8 août 1918).

Rapport sur l'aviation américaine par M. MENIER (adopté le 10 août 1918).

Rapport sur la situation des inventions intéressant la défense nationale (du 1^{er} février 1918 au 1^{er} mai 1918) par M. Lucien CORNET (adopté le 4 septembre 1918).

Rapport sur l'habillement et le cantonnement des troupes pendant l'hiver 1918-1919 par M. Henry CHERON (adopté le 11 septembre 1918).

Rapport sur l'avancement des officiers supérieurs depuis la promotion de juillet 1916 par M. LEBERT (adopté le 18 septembre 1918).

Rapport sur les chars d'assaut par M. CAUVIN (adopté le 18 septembre 1918).

Rapport sur la situation du matériel d'artillerie et les munitions par M. Lucien HUBERT (adopté le 2 octobre 1918).

Rapport sur la situation des fabrications et des stocks de fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives au 1^{er} septembre 1918 par M. Henry CHERON (adopté le 18 septembre 1918).

Rapport sur la prophylaxie des maladies vénériennes dans les armées par M. Paul STRAUSS (adopté le 16 octobre 1918).

Rapport sur la situation des munitions par M. Lucien HUBERT (adopté le 23 octobre 1918).

Rapport sur la situation des inventions intéressant la défense nationale au 1^{er} mai 1918 au 1^{er} octobre 1918 par M. Lucien CORNET (adopté le 8 novembre 1918).

Rapport sur la crise des transports par M. Henry CHERON (adopté le 6 novembre 1918).

Rapport sur les masques protecteurs et les produits chimiques agressifs au

1^{er} novembre 1918 par M. CAZENEUVE (adopté le 20 novembre 1918).

Rapport sur la situation des fusils, mitrailleuses et cartouches d'armes portatives au 31 octobre 1918 par M. Henry CHERON (adopté le 20 novembre 1918).

Rapport sur la classe 1919 par M. de LA BATUT (adopté le 20 novembre 1918).

Rapport sur la situation et la production de nos poudreries nationales au 11 novembre 1918 par M. CAZENEUVE (adopté le 15 décembre 1918).

1918

69S 128 Rapport sur la crise et les réformes urgentes à introduire dans la gendarmerie par M. André LEBERT (adopté le 17 janvier 1919).

Rapport sur l'aviation par M. Gaston MENIER (adopté le 12 février 1919).

Rapport sur la situation des inventions intéressant la défense nationale (du 1^{er} octobre 1918 au 31 décembre 1918) par M. Lucien CORNET (lu le 5 février 1919).

Rapport sur le rapatriement des prisonniers de guerre par M. André LEBERT (adopté le 5 février 1918).

Rapport sur l'aéronautique par M. Gaston MENIER (adopté le 24 juillet 1919).

1919

II. COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

69S 262 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

15 octobre 1915 : audition de MM. VIVIANI (Président du Conseil), MILLERAND (ministre de la guerre) et AUGAGNEUR (ministre de la marine) sur les combats dans les Balkans, le traité entre la Grèce et la Serbie, l'envoi de troupes à Salonique (« division d'Orient ») avec la Serbie, la Russie et l'Angleterre, le rôle de M. VENIZELOS (premier ministre grec), l'emprunt consenti à la Grèce, les torpillages et sous-marins en Méditerranée, attitude de la Bulgarie.

25 octobre 1915 : audition de MM. VIVIANI (Président du Conseil) et AUGAGNEUR (ministre de la marine) sur la question des Dardanelles, les opérations de Salonique et ses conséquences, les décisions gouvernementales.

10 novembre 1915 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil) et de l'amiral LACAZE (ministre de la marine) sur la situation dans les Balkans, les relations avec l'Angleterre et la Serbie, l'état de troupes envoyées en Orient, les engagements de la Russie et de l'Italie, les décisions du Gouvernement concernant la Grèce et la Roumanie, les dispositions concernant le canal de Suez et l'Asie mineure.

20 novembre 1915 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil) et de l'amiral LACAZE (ministre de la marine) sur l'expédition de Salonique avec l'Angleterre, sur la guerre sous-marine, conseil mixte avec les ministres anglais sur la question de Salonique, les relations diplomatiques avec la Grèce, le califat ottoman.

1^{er} décembre 1915 : réception des délégués suédois.

13 décembre 1915 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil) sur la situation dans les Balkans, à Salonique et la péninsule de Gallipoli, l'état de l'armée serbe.

1915

69S 263 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

17 janvier 1916, audition de M. BRIAND (Président du Conseil) et du Général GRAZIANI (chef d'Etat major) sur la situation du front d'Orient à Salonique et les dernières résolutions prises par le Gouvernement, la neutralité de la Savoie du Nord et de la Suisse.

1^{ère} séance du 3 avril 1916 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) sur les résultats de la Conférence interalliée de Paris, la guerre sous-marine, le Bureau international des frêts de Londres, l'attitude de la Roumanie et de la Hollande.

2^{nde} séance du 3 avril 1916, audition de M. CLEMENT (ministre du commerce et de l'industrie) sur les résolutions de la Conférence économique des gouvernements alliés (notamment sur les industries allemandes de matières colorantes, chimiques et textiles, les programmes d'échanges de matières premières pendant la guerre et pour l'après-guerre).

6 novembre 1916 : audition de M. RIBOT (ministre des finances) sur les mesures du Gouvernement sur la protection des titres au porteur et des valeurs mobilières en dépôt dans les banques situées en pays envahis (dont la Belgique).

1916

69S 264 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

20 janvier 1917 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) sur la situation dans les Balkans, celle des troupes à Salonique, la situation politique à Athènes et sur la conférence de Rome.

22 janvier 1917 : audition de M. FOUGERES (Directeur de l'Ecole française d'archéologie d'Athènes) sur les troubles politiques des 1^{er} et 2 décembre 1916 produits à Athènes, notamment autour du bâtiment de l'Ecole française d'Athènes.

19 mai 1917 : audition de M. RIBOT (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) sur les décisions du gouvernement quant à la situation des troupes d'Orient à Salonique suite au rapport de M. JONNART, sur la conférence de Saint-de-Maurienne avec MM. LLOYD GEORGE (premier ministre britannique) et SONNINO (ministre des affaires étrangères italien).

11 juillet 1917 : audition de M. RIBOT sur les propos de tenus par M. THOMAS (ambassadeur extraordinaire à Moscou) sur l'Alsace-Lorraine, la révolution Russe et le Japon, sur la mission de M. JONNART à Athènes, la situation économique et financière en Russie.

3 octobre 1917 : audition de M. RIBOT sur la situation en Russie et ses conséquences sur les fronts militaires coalisés et les relations diplomatiques entre pays de l'Entente, sur la propagande pro-germanique dans les journaux suisses, sur l'arrivée de troupes américaines en France.

12 novembre 1917 : audition de M. BARTHOU (ministre des affaires étrangères) sur les derniers échanges diplomatiques avant la conférence de Paris, la situation politique en Russie et ses conséquences sur le front roumain, la situation en Italie après la défaite de Caporetto et l'accord de Rapallo, états des négociations avec les Etats-Unis d'Amérique et le Japon, le congrès de Berne pour l'organisation d'une paix durable, état des dernières relations diplomatiques menées par MM. RIBOT et BRIAND et défaut de communication de documents à la commission.

1^{ère} séance du 14 novembre 1917 : audition de M. BRIAND sur une lettre envoyée à M. RIBOT relatives à des propositions de paix avec l'Allemagne.

2^{ème} séance du 14 novembre 1917 : audition de M. RIBOT sur des négociations de paix avec l'Allemagne et sa lettre à ce sujet.

10 décembre 1917 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation politique extérieure, la conférence des Alliés après le retrait des troupes russes et ses conséquences sur les fronts orientaux, situation des troupes à Salonique, les relations diplomatiques franco-suisses.

1917

69S 265 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

8 janvier 1918 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur le rapport qui lui a été transmis par M. GOY, sur la situation politique en Russie et sur les fronts de l'est de l'Europe et orientaux, sur l'approvisionnement en matières premières produites en Russie, l'indépendance de la Finlande, l'état des relations diplomatiques entre les maximalistes russes avec les autorités allemandes et avec les autorités françaises, sur Léon TROTSKY, sur les propos tenus par M. LLOYD-GEORGE, sur les relations entre la France et l'Espagne en particulier sur le transport de marchandises entre les deux pays.

15 février 1918 : audition commune avec la commission des finances de MM. PICHON (ministre des affaires étrangères) et KLOTZ (ministre des finances) sur la situation faite aux porteurs de titre de rente russes et sur les avances en argent et en matériel de la France à l'empire russe et à la Russie révolutionnaire, sur le contrôle du *Transsibérien*.

3 mars 1918 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation en Russie (et Ukraine, Finlande, Roumanie), le rôle du Japon, les échanges de fournitures et de matières premières avec l'Espagne, la situation en Palestine.

19 avril 1918 : audition commune avec les commissions de l'armée et de la marine de MM. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) et PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation militaire (front, approvisionnement, matériel, aviation, forces américaines), l'état de la Russie, la question de la coopération du Japon, l'incident avec le comte CZERNIN dans les relations diplomatiques avec l'empire austro-hongrois.

6 juin 1918 : audition de M. PICHON sur l'incident avec le comte CZERNIN (suite), l'influence allemande sur la Russie et le rôle du Japon, entreprises diplomatiques de M. DOUMERGUE.

23 septembre 1918 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation politique extérieure (Autriche, Bulgarie, Turquie, Allemagne, Espagne, Russie, Yougoslavie, Arménie, Tchécoslovaquie, Pologne).

1918

69S 266 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

27 février 1919 : audition commune avec la commission des finances de M. KLOTZ (ministre des finances) sur le règlement des dettes de l'Allemagne envers la France et leur répartition, sur le projet d'impôt sur le capital.

18 avril 1919 : compte rendu du Président de SELVES de son entretien avec le Président du Conseil, audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur une PPR déposée par le gouvernement sur le Bureau du Sénat, sur la coopération militaire de l'Angleterre et des Etats-Unis durant la période d'occupation des territoires ennemis (Rhur).

13 août 1919 : audition de MM. KLOTZ (ministre des finances) et LOUCHEUR (ministre de la reconstitution industrielle) sur les clauses financières du Traité de

Versailles et les réparations versées par l'Allemagne.

14 août 1919 : audition de MM. PICHON (ministre des affaires étrangères), TARDIEU (commissaire général) et CLEMENT (ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes) sur les clauses du traité de Versailles et certains points à préciser (dont les questions de la Pologne et du Schleswig).

25 août 1919 : audition de MM. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) et TARDIEU (commissaire général) sur le traité de paix, ainsi que des traités particuliers conclus avec la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique.

1919

69S 268 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

19 février 1920, audition de M. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur l'exécution du traité de Versailles.

3 juin 1920, auditions de MM. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et de BERTHELOT (directeur des affaires politiques) sur la question d'Orient.

12 juillet 1920, audition de M. BAUDRY sur les rapports entre la Russie et l'Allemagne.

19 juillet 1920, audition de M. FLANDIN (résident général en Tunisie) sur la situation tunisienne.

24 juillet 1920, audition du colonel LAVNOFF (ministre des affaires étrangères de la République démocratique de la Russie blanche) et de M. de VULITCH sur les rapports en la Russie et l'Allemagne.

31 juillet 1920, audition de MM. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur les modifications apportées à Spa, au traité de Versailles, en ce qui concerne la livraison de charbon par l'Allemagne, puis sur les P.J.L. relatifs à l'emprunt et aux chemins de fer marocains.

8 décembre 1920, audition de MM. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et du général GOURAUD sur l'occupation de la Syrie et de la Cilicie.

20 décembre 1920, audition de M. LEYGUES (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le rétablissement de l'ambassade auprès du Vatican, et sur l'occupation en Syrie et en Cilicie.

24 décembre 1920, audition de MM. REGNAULT (ambassadeur de France) et BOLLEY (directeur général des douanes) sur les négociations franco-suisse relatives aux zones franches ; entretien avec MM. Michel MOSSI et Medhat FRASHERI (délégués de l'Albanie à la Conférence de la Paix) sur la situation de l'Albanie.

27 décembre 1920, audition de M. FRANKLIN-BOUILLON sur les affaires d'Orient.

29 décembre 1920, audition de M. LEYGUES (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur les affaires d'Orient.

1920

69S 269 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

24 janvier 1921, audition de M. Léon BOURGEOIS (président du Sénat) sur la Société des Nations.

18 février 1921, audition de MM. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur le traité de Versailles, les accords de Paris, et le traité de Sèvres (commissions des affaires étrangères et des finances réunies).

23 mars 1921, audition commune avec la commission des finances de MM. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), LOUCHEUR (ministre des régions libérées) et DOUMER (ministre des finances) sur le resserrement, à Londres, des rapports entre les Alliés.

25 mars 1921, audition de M. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le rétablissement de l'ambassade du Vatican.

8 avril 1921, audition de MM. HERBETTE et ALPHAND sur la convention d'application des clauses économiques du traité de Saint-Germain.

6 juillet 1921, audition de MM. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur l'armée du Levant, l'emprunt du Maroc, et la Banque industrielle de Chine (commissions des affaires étrangères et des finances réunies).

9 novembre 1921, audition de M. FRANKLIN-BOUILLON sur le traité franco-turc.

12 novembre 1921, audition de M. FRANKLIN-BOUILLON sur le traité d'Angora.

12 novembre 1921, audition de M. DOUMER (ministre des finances) sur la Banque industrielle de Chine (commissions des affaires étrangères et des finances réunies).

31 décembre 1921, audition de M. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur les accords d'Angora.

1921

69S 270 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

3 février 1922, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur les résolutions prises à Cannes, sur les traités signés par les Alliés et les peuples vaincus, sur la conférence de Gênes, et sur la situation de la Russie.

8 mars 1922, audition de MM. POINCARE (Président du Conseil, ministre des

affaires étrangères), SARRAUT (ministre des colonies) et RAIBERTI (ministre de la marine) sur la conférence de Washington.

7 juin 1922, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le P.J.L. créant un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur, sur l'emprunt international allemand, sur les obligations envers la Pologne et la Roumanie, sur les ressortissants français à Monaco, sur les délais d'occupation, et sur les secours aux affamés de Russie.

5 juillet 1922, audition de M. LONG (gouverneur général de l'Indochine) sur la situation politique intérieure des colonies et protectorats français, et sur les rapports que l'empire français d'Extrême-Orient entretient avec les pays voisins.

22 novembre 1922, audition de M. MILHAUD (ancien directeur des services de la propagande) sur le service de la propagande.

29 novembre 1922, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le projet de loi sur la Banque industrielle de Chine.

1922

69S 271 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

24 février 1923, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le P.J.L. portant ouverture de crédits pour l'occupation de la Ruhr.

16 mars 1923, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur la question de Memel.

8 juin 1923, audition de MM. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), LE TROQUER (ministre des finances) et de LASTEYRIE du SAILLANT (ministre des travaux publics) sur le P.J.L. relatif aux crédits concernant les opérations de la Ruhr (commissions des finances et des affaires étrangères réunies).

26 novembre 1923, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur la situation de la France vis à vis de ses alliés, sur l'état de l'Allemagne au point de vue politique, militaire et financier, et sur la question de l'occupation de la Ruhr.

5 décembre 1923, audition commune avec la commission des finances de MM. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), de LASTEYRIE du SAILLANT (ministre des finances), MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions), et LAURENT-EYNAC (sous-secrétaire d'Etat à l'aéronautique) sur les P.J.L. portant autorisation de faire des avances à la Pologne, à la Roumanie, et à l'Etat Serbo-croate-slovène.

1923

III. COMMISSION DES FINANCES

14S 42 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

25 novembre 1913 : élection du bureau ; nomination des rapporteurs du budget.

27 novembre 1913 : rapport de M. Victor LOURTIES sur le PJJ relatif à la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer ; nominations ; rapport de M. Ferdinand DREYFUS sur la PPL relative au cautionnement des ouvriers.

2 décembre 1913 : exposés sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (aéronautique militaire), Emile AIMOND (emprunt), Alexandre RIBOT (nouvel impôt sur le capital) ; rapport de M. Auguste GERVAIS sur le PJJ accordant une pension à l'explorateur FOURREAU.

3 décembre 1913 : échange de vues sur la question de l'immunité de la rente.

12 décembre 1913 : rapport sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (aéronautique militaire), et Charles COUYBA (musée Guimet).

16 décembre 1913 : élection du président ; rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (création du 21^{ème} corps d'armée), Emile DUPONT (convention radiotélégraphique internationale - conférence de Londres de 1912).

18 décembre 1913 : examen du PJJ relatif aux pensions.

23 décembre 1913 : adoptions des PJJ relatifs aux gorges de la Loue, aux sapeurs pompiers (médailles), aux surtaxes sur l'alcool, au crédit de la Chambre des députés, et de la PPL sur l'encaissement des effets de commerce.

24 décembre 1913 : rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif au budget ; audition de M. Joseph NOULENS (ministre de la guerre) sur le PJJ relatif aux officiers et sous-officiers ; rapport de M. Auguste GERVAIS sur le PJJ relatif au crédit de l'Albanie.

26 décembre 1913 : échange de vues sur le PJJ relatif aux soldes des généraux et colonels, puis audition de M. Joseph NOULENS (ministre de la guerre) sur les crédits des programmes d'armement ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le PJJ relatif aux instituteurs de l'Algérie ; audition de M. Joseph CAILLAUX (ministre des finances) sur la dette flottante et sur l'ajournement de l'emprunt.

15 janvier 1914 : rapport de M. Justin de SELVES sur le PJJ concernant la fête du 14 juillet ; échange de vues sur le PJJ relatif aux crédits 1913 (sous-secrétariat d'Etat).

20 janvier 1914 : échange de vues sur le PJJ relatif à l'ambassade de France à Tokyo ; audition de M. Joseph NOULENS sur la qualité des sous-secrétariats d'Etat.

30 janvier 1914 : audition de M. Gaston DOUMERGUE (Président du Conseil) sur l'ambassade de France à Tokyo.

3 février 1914 : adoption des PJJ relatifs aux sapeurs pompiers et à l'avance consentie à la Réunion (cyclone du 4 mars 1913).

5 février 1914 : rapport de M. Lucien HUBERT sur le PJJ portant sur les travaux du port de Casablanca.

7 février 1914 : rapport de M. HUBERT (suite) ; échange de vues sur le PJJ relatif à l'avance consentie à la Réunion.

10 février 1914 : audition de M. Gaston DOUMERGUE sur le PJJ relatif à l'emprunt du Maroc (Maghzen).

16 février 1914 : audition de M. Albert LEBRUN (ministre des colonies) sur le PJJ relatif à l'avance consentie à la Réunion ; examen du budget du ministère des finances.

19 février 1914 : lecture d'une lettre de M. Siméon FLAISSIERES sur le budget (percepteur) ; rapport de M. Ferdinand DREYFUS sur le PJJ relatif à la création d'emplois au tribunal de la Seine ; examen du budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale.

20 février 1914 : audition de M. Albert LEBRUN sur le PJJ relatif à l'avance consentie à la Réunion (suite) ; échange de vues sur le PJJ portant création d'une caisse de retraite des mineurs, miniers et ardoisiers ; exposé sur le PJJ dispensant de poinçonnement des ouvrages de platine, d'or et d'argent adjugés en ventes publiques ; rapport de M. Léon JENOUVRIER sur le budget de la marine marchande.

24 février 1914 : rapport de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à l'ambassade de Tokyo ; examen du budget du ministère du travail (suite) puis audition de M. Albert METIN (ministre du travail) ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ portant ouverture de divers crédits ; échange de vues sur le PJJ créant un corps d'ingénieurs et d'agents militaires des poudres.

26 février 1914 : audition de M. Pierre AJAM (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur son budget.

27 février 1914 : examens des budgets du commerce et de l'école centrale.

4 mars 1914 : examen du PJJ dispensant de poinçonnement des ouvrages de platine, d'or et d'argent adjugés en ventes publiques (suite) ; échange de vues sur les PJJ relatifs aux pensions liées aux médecins militaires et aux crédits des chemins de fer (reliquat) ; examen du budget du ministère de l'instruction publique.

5 mars 1914 : examen du budget de l'instruction publique (suite).

6 mars 1914 : examen du budget de la marine militaire.

11 mars 1914 : audition de M. Joseph CAILLAUX (ministre des finances) sur le PJJ relatif aux crédits des chemins de fer ; échange de vues sur le budget de la guerre.

12 mars 1914 : rapport budgétaire de M. Jean AMIC (imprimerie nationale).

13 mars 1914 : audition de M. Paul JACQUIER (sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts) sur son budget ; rapport de M. Victor LOURTIÉS sur le PJJ relatif à l'exposition internationale de Lyon.

17 mars 1914 : rapports budgétaires de MM. Emile DUPONT (postes et télécommunications), Jules DEVELLE (agriculture), Paul DOUMER (affaires étrangères) ; rapport de M. LINTILHAC sur le PJJ relatif aux caisses des écoles.

19 mars 1914 : rapports budgétaires de MM. Léon JENOUVRIER (caisse des

invalides de la marine), Albert GERARD (travaux publics), Auguste GERVAIS (colonies).

20 mars 1914 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif aux effectifs de l'armée, sur le budget de la guerre ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à l'exposition internationale de Lyon.

21 mars 1914 : rapports de MM. Justin de SELVES sur le P.J.L. relatif aux crédits des chemins de fer (reliquat) et sur les P.P.L. relatives aux crédits et aux dépenses de la Chambre des députés, Louis CACHET sur le budget des services pénitentiaires ; rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le budget de la guerre (suite).

23 mars 1914 : rapport budgétaire de M. Alexandre BERARD (justice et agriculture) ; rapport sur le budget de la guerre (suite) ; audition de M. Albert METIN (ministre du commerce, des postes et des télégraphes) sur son budget.

24 mars 1914, audition de M. Albert LEBRUN (ministre des colonies) sur son budget ; examen du budget de l'instruction publique (suite) ; rapport de M. Eugène LINTILHAC sur le P.J.L. relatif au théâtre de l'Odéon ; adoptions des budgets des colonies et des postes.

25 mars 1914 : rapport de M. Victor LOURTIES sur le P.J.L. relatif à l'exposition internationale de Boulogne-sur-Mer ; examen de la loi de finances.

26 mars 1914 : échange de vues sur l'exposition internationale de Lyon ; audition de M. René VIVIANI (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le théâtre de l'Odéon et sur son budget ; rapports de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au Maroc (crédits), Léon BARBIER sur le budget des chemins de fer.

1913 - 1914

14S 42 Commission des finances, séances : procès verbaux.

27 mars 1914 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au Maroc (opération militaire) ; examen de la loi de finances (suite) ; rapport de M. Léon GERVAIS sur le P.J.L. relatif au port d'escale de Papeete (charbon) ; audition de M. PRIVAT-DESCHANEL (secrétaire général du ministère des finances) sur le budget.

28 mars 1914 : audition de MM. René RENOULT (ministre des finances) et PRIVAT-DESCHANEL sur le budget de la guerre et de la marine ; rapport de M. Paul DOUMER sur le P.J.L. relatif aux voyages des rois d'Angleterre et du Danemark ; rapport du rapporteur général sur le budget (ouverture et annulation de crédits).

30 mars 1914 : rapport de M. Jules DEVELLE sur le P.J.L. relatif à l'invasion des campagnols ; auditions de M. René RENOULT sur les besoins de la défense nationale, de M. Fernand DAVID (ministre des travaux publics) sur son budget ; rapports de MM. Eugène LINTILHAC (théâtre de l'Odéon), Victor LOURTIES (chambre de commerce de Brest).

1^{er} avril 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Jules DEVELLE (coupes de bois dans les communes), Raphaël MILLIES-LACROIX (décorations des militaires

au Maroc et pensions d'adjudants en chef), Emile DUPONT (services de voitures automobiles), Ferdinand DREYFUS (modification loi de finances) ; échange de vues sur l'incorporation de l'impôt sur le revenu dans la loi de finances.

2 avril 1914 : échanges de vues sur le PJJ relatif aux constructions d'écoles en Algérie ; rapports sur des PJJ de MM. Emile CHAUTEMPS (artillerie navale, corps d'ingénieurs), Jules DEVELLE (coupes dans les bois des communes), Ferdinand DREYFUS (associations d'ouvriers français), Raphaël MILLIES-LACROIX (décorations des militaires au Maroc, et pensions d'adjudants en chef) ; examen de la loi de finances (suite).

3 avril 1914 : rapports sur des PJJ de MM. Emile AIMOND (crédits provisoires pour 1914), Eugène LINTILHAC (budget des beaux-arts) ; audition de M. René RENOULT sur le budget ; rapports sur des PJJ de MM. Léon JENOUVRIER (hypothèque maritime), Victor LOURTIES (congrès des chambres de commerce).

1^{er} juin 1914 : échange de vues sur les licences (alcool) ; lecture de deux lettres sur les étudiants étrangers (droits perçus) et sur le budget de l'instruction publique ; échange de vues sur les examens des textes des rapporteurs spéciaux.

8 juin 1914 : communication de M. Emile AIMOND sur la commission de l'impôt sur le revenu, rapports de M. Jules de SELVES sur les PJJ relatifs aux pensions des agents des services des douanes et des forêts et à la durée de travail dans l'industrie (crédits additionnels) ; lecture d'une circulaire (Confédération générale du travail, CGT) sur la semaine des 49 heures ; échange de vues sur le budget des colonies (Algérie).

15 juin 1914 : échange de vues sur les dépenses militaire au Maroc et sur la semaine anglaise (49 heures) ; rapport de M. Alexandre BERARD sur le PJJ relatif au tribunal d'Alger.

18 juin 1914 : échange de vues sur des modifications de crédits de différents budgets.

19 juin 1914 : audition de M. Gaston THOMSON (ministre du commerce, des postes et des télégraphes) sur les salaires des agents des postes.

20 juin 1914 : audition de M. Joseph NOULENS (ministre des finances) sur le projet d'emprunt.

22 juin 1914 : rapport de M. Victor LOURTIES sur le PJJ relatif à une école professionnelle à Tarbes ; échange de vues sur plusieurs budgets (instruction publique, travail, agriculture, postes).

23 juin 1914 : audition de M. René RENOULT (ministre des travaux publics) sur les attelages automatiques ; rapports sur des PJJ de MM. Léon GERVAIS (construction d'un chemin de fer en Afrique équatoriale française, AEF), Emile DUPONT (voiture automobile et acquisition et location de terrains de la ville de Paris).

24 juin 1914 : audition de M. Jean-Victor AUGAGNEUR (ministre de l'instruction publique) sur l'éducation post-scolaire ; rapport de M. Emile DUPONT sur l'acquisition et la location de terrains de la ville de Paris (suite).

25 juin 1914 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux

dépenses militaires au Maroc.

26 juin 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Justin de SELVES (femmes en couches), Emile AIMOND (alcool industriel), Emile DUPONT (bureau de poste rue Bergère).

27 juin 1914 : examen de la loi de finances ; rapports de M. Emile AIMOND sur trois P.J.L. relatifs à l'ouverture de crédits.

29 juin 1914 : échange de vues sur le budget de la marine militaire ; rapports sur des P.J.L. de MM. Justin de SELVES (femmes en couches), Raphaël MILLIES-LACROIX (occupation militaire au Maroc) ; examen de la loi de finances (suite).

30 juin 1914 : audition de M. René VIVIANI (Président du Conseil) et de M. Joseph NOULENS sur la semaine anglaise.

1^{er} juillet 1914 : rapport de M. Lucien HUBERT sur le P.J.L. relatif au chemin de fer au Maroc ; audition de M. Jean BIENVENU-MARTIN (ministre de la justice) sur son budget.

2 juillet 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Alexandre BERARD (juges suppléants, classement des préfectures, police à Toulon et à La Seyne-sur-mer), Jules DEVELLE (agriculteurs), Guillaume CHASTENET de CASTAING (constructions d'écoles en Algérie).

3 juillet 1914 : échange de vues sur l'Imprimerie nationale et sur l'uniforme de l'armée ; examen de la loi de finances (suite).

4 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; échange de vues sur le P.J.L. relatif aux postes de télégraphie sans fil.

6 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) et audition de M. Joseph NOULENS.

8 juillet 1914 : examen du P.J.L. relatif à la durée de travail dans l'industrie (semaine anglaise, 49 heures).

9 juillet 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Paul DOUMER (crédits pour le voyage du Président à l'étranger, le ministère des affaires étrangères, le secours pour des français victimes des troubles au Mexique), Victor LOURTIÉS (exposition de San Francisco, jours fériés), Raphaël MILLIES-LACROIX (aéronautique militaire), Jean AMIC (imprimerie nationale) ; échange de vues sur les agents des postes.

10 juillet 1914 : audition de MM. Gaston THOMSON et Adolphe MESSIMY (ministre de la guerre) sur leur budget.

11 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; rapports sur des P.J.L. de MM. Emile CHAUTEMPS (marine et corps des armuriers), Paul DOUMER (école d'Athènes), Alexandre BERARD (juges suppléants).

12 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) et audition de M. Abel FERRY (sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères) ; rapports sur des P.J.L. de MM. DOUMER (affaires balkaniques, hôtel diplomatique à Athènes), Emile CHAUTEMPS (ouverture crédits 1914).

13 juillet 1914 : rapports sur des P.J.L. de MM. Paul DOUMER (Albanie septentrionale, statistique commerciale) ; échange de vues sur le budget des

postes ; examen de la loi de finances (suite) ; rapport de M. Paul DOUMER sur le P.J.L. relatif aux œuvres françaises au Maroc.

14 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; rapport de M. Paul DOUMER (suite).

15 juillet 1914 : examen de la loi de finances (suite) ; audition de M. Joseph NOULENS sur le budget.

1914

14S 43

Commission des finances, séances : procès verbaux.

4 août 1914 : nominations ; adoptions des P.J.L. relatifs à la solde militaire, à la Banque de France, à la défense nationale, aux officiers publics et ministériels, aux allocations pour familles nécessiteuses ; échange de vues sur le P.J.L. relatif aux échéances des valeurs négociables puis audition de MM. Jean BIENVENU-MARTIN (Garde des Sceaux) et Gaston THOMSON (ministre du commerce) ; adoptions des P.J.L. relatifs aux cours d'appel et tribunaux ; audition de MM. Joseph NOULENS (ministre des finances) et des ministres de la justice et du commerce sur P.J.L. relatif aux valeurs négociables.

16 décembre 1914 : échange de vues sur la poursuite des travaux.

18 décembre 1914 : communication de M. Paul PEYTRAL sur la fabrication du pain et sur les contributions des agriculteurs ; échange de vues sur les crédits des postes et télégraphes et sur les difficultés d'examiner les crédits de chaque ministère.

19 décembre 1914 : nomination ; auditions de M. Alexandre MILLERAND (ministre de la guerre) et TOUSSAINT (directeur du service de santé) sur le matériel militaire et sur l'organisation du service de santé puis de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le budget.

21 décembre 1914 : audition de M. René VIVIANI (Président du Conseil) sur les départements envahis.

22 décembre 1914 : rapport de M. Alexandre BERARD sur le P.J.L. relatif aux sénateurs de la série B ; échange de vues sur le contrôle des dépenses militaires ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le P.J.L. relatif au budget de l'Algérie pour 1915 (perception des revenus).

23 décembre 1914 : échange de vues sur le P.J.L. relatif aux sénateurs de la série B ; rapport de M. Léon GERVAIS sur le P.J.L. relatif aux banques coloniales ; audition de MM. René VIVIANI et Gaston THOMSON (ministre de la marine) sur des crédits provisoires.

25 décembre 1914 : échange de vues sur le rôle de contrôle exercé par la commission.

12 janvier 1915 : échange de vues sur le P.J.L. relatif au cahier de crédits supplémentaires.

25 janvier 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur les bons de la défense nationale.

26 janvier 1915 : audition de M. Théophile DELCASSE (ministre des affaires

étrangères) sur la situation générale de la France.

29 janvier 1915 : examen du PJJ sur l'émission d'obligations à court terme puis audition de M. Alexandre RIBOT ; adoption de deux rapports relatifs sur l'émission d'obligations et des bons du trésor.

5 février 1915 : rapports de M. Georges TROUILLOT sur les PJJ relatifs à la liste du jury criminel et sur le cas d'interruption des communications, et de M. Alexandre BERARD sur le PJJ relatif aux chemins vicinaux ; échange de vues sur les fonctionnaires.

12 février 1915 : examen des PJJ relatifs aux pensions des fonctionnaires, aux mutations cadastrales (propriétés immobilières) ; échange de vues sur le PJJ relatif au petit et moyen commerce et industrie.

23 février 1915 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux marchés de la guerre.

2 mars 1915 : échange de vues sur le PJJ relatif aux routes en Algérie et sur la PPL relative aux allocations des familles des victimes civiles ; rapports de MM. Emile AIMOND sur le PJJ relatif aux décrets pris en matière financière, Raphaël MILLIES-LACROIX sur les crédits du ministère de la guerre.

5 mars 1915 : audition de M. Louis MARTIN (directeur général des contributions indirectes) sur la fabrication de l'absinthe.

9 mars 1915 : échange de vues sur le PJJ relatif aux routes d'Algérie ; rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (crédits du ministère de la guerre - suite), Emile AIMOND (régularisation de décrets, crédits, ravitaillement de la population, absinthe).

13 mars 1915 : audition de MM. René VIVIANI (Président du Conseil), Alexandre MILLERAND (ministre de la guerre) et Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le PJJ relatif au budget de la guerre.

16 mars 1915 : rapport de M. Justin PERCHOT sur le PJJ relatif à la petite et moyenne industrie puis audition de M. RIBOT sur différents projets à voter en urgence ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le PJJ relatif aux routes de l'Algérie.

19 mars 1915 : rapport de M. Emile AIMOND sur la PPL relative aux victimes civiles ; échange de vues sur les automobiles.

22 mars 1915 : rapport sur le PJJ relatif aux veuves des officiers ; échange de vues sur la PPL relative aux valeurs immobilières ; examen du PJJ relatif à la petite et moyenne industrie.

24 mars 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT sur les valeurs immobilières.

26 mars 1915 : rapport de M. Léon JENOUVRIER sur le PJJ relatif aux décrets contre les risques de guerre maritime ; rapports des PJJ de MM. Emile AIMOND (crédits), Paul DOUMER (avances aux pays alliés) ; échange de vues sur des titres volés.

27 mars 1915 : examen du PJJ relatif à la petite et moyenne industrie ; échange de vues sur le ravitaillement de la population civile.

30 mars 1915 : audition de MM. René VIVIANI, Alexandre RIBOT, Fernand DAVID (ministre de l'agriculture), Théophile DELCASSE, Gaston THOMSON

sur le ravitaillement de la population.

2 avril 1915 : échange de vues sur le droit de contrôle de la commission.

22 avril 1915, rapport de M. MILLIES-LACROIX sur les marchés de projectiles ; échange de vues sur la question du blé.

23 avril 1915 : audition de M. BAUDIN-BUGNET (directeur général des contributions directes) sur les propriétés immobilières (mutation cadastrale).

3 mai 1915 : communication sur les mutations cadastrales, sur les marchés de projectiles, sur un marché de pâtes alimentaires ; échange de vues sur le PJJ relatif à la régularisation de décrets (fonds de chômage) ; rapports de M. Auguste GERVAIS sur plusieurs PJJ relatifs à la solde militaire et du personnel de l'administration des colonies, aux allocations familiales, et de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur la PPL relative aux délais des prescriptions.

4 mai 1915 : auditions de M. Jean BIENVENU-MARTIN (ministre du travail) sur le PJJ relatif à la régularisation de décrets puis de M. Gaston THOMSON (ministre du commerce) sur le PJJ relatif au petit et moyen commerce et industrie.

11 mai 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le PJJ relatif aux bons de la défense nationale ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif aux propriétés non bâties.

14 mai 1915 : échange de vues sur le PJJ relatif aux bons de la défense nationale, sur les mutations cadastrales, et sur le ravitaillement de la population.

18 mai 1915 : communication sur le ravitaillement de la population (blé) ; rapports sur des PJJ de MM. Auguste GERVAIS (emprunt de l'Afrique orientale française), Emile AIMOND (budget de l'école des beaux-arts).

19 mai 1915 : audition de MM. VIVIANI, RIBOT et THOMSON sur le ravitaillement de la population.

21 mai 1915 : exposé sur la régularisation de décrets (subventions pour le chômage).

26 mai 1915 : audition de MM. Fernand DAVID sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées (ravitaillement de la population).

28 mai 1915 : rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX et Emile AIMOND relatifs aux pensions des veuves de militaires ; échange de vues sur les viandes frigorifiées ; rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le budget de la guerre (partie militaire) ; communication sur les automobiles réquisitionnées.

31 mai 1915 : auditions de MM. René VIVIANI, Alexandre RIBOT, Fernand DAVID sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées.

3 juin 1915 : rapport de M. Léon JENOUVRIER sur le budget de la marine marchande ; audition de M. RIBOT sur l'opération de change avec les Etats-Unis ; auditions de MM. VIVIANI, RIBOT, DAVID sur l'acquisition de viandes (suite).

9 juin 1915 : communication sur le PJJ relatif au chômage, sur le PJJ relatif à

l'acquisition de viandes frigorifiées puis audition de MM. VIVIANI ET DAVID à ce sujet.

15 juin 1915 : échange de vues sur sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif au blé ; audition MM. VIVIANI ET DAVID sur l'acquisition des viandes ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur les affaires Louis DREYFUS (acquisition de blé).

16 juin 1915 : échange de vues sur l'acquisition de blés et farines (ravitaillement de la population) puis audition de M. Georges PRIVAT-DESCHANEL (directeur de la comptabilité).

17 juin 1915 : échange de vues sur sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées puis rapport de M. Jules DEVELLE sur ce texte.

21 juin 1915 : échange de vues sur Louis DREYFUS (marche du blé) puis sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées.

24 juin 1915 : rapports sur des PJJ de MM. Raphaël MILLIES-LACROIX (allocations pour charge de familles), AIMOND (exercice 1915, impôts et revenus publics).

25 juin 1915 : rapport de M. Emile AIMOND (suite) ; examen de la loi de finances.

26 juin 1915 : audition de MM. Alexandre MILLERAND et Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat à la guerre) sur le budget de la guerre (munitions, matériel).

29 juin 1915 : communication sur les douzièmes provisoires, sur l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains, sur le Président de la République (dotation), sur les automobiles, sur les instituteurs ; audition de MM. MILLERAND et THOMAS sur le budget de la guerre (suite).

Résumés des procès-verbaux remis à M. Alexandre BERARD sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées (*pages 183 à 194*)

1914 - 1915

14S 44 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

2 juillet 1915 : communication de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur les conserves de viandes ; examen du contre-projet (M. Justin PERCHOT) sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées ; rapports de M. Emile AIMOND sur les PJJ relatifs aux alcools et au budget de la guerre.

6 juillet 1915 : échanges de vues sur les prisonniers de guerre et sur la société des normes françaises ; audition de MM. Fernand DAVID (ministre de l'agriculture) et Joseph THIERRY (sous-secrétaire d'Etat à la guerre) sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées ; rapports sur des PJJ de MM. Victor PETITJEAN (haras), AIMOND (emploi d'obligations de la défense nationale, Banque de France, alcool et budget de la guerre).

7 juillet 1915 : échanges de vues sur le PJJ relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées, sur la location d'un hôtel situé à Paris pour accueillir les services de l'artillerie, sur les automobiles réquisitionnées, sur l'affaire Louis DREYFUS, et

sur la solde parlementaire.

21 juillet 1915 : éloge funèbre de Ferdinand DREYFUS ; audition de M. Fernand DAVID sur le P.J.L. relatif à l'acquisition de viandes frigorifiées, puis rapport de M. Alexandre BERARD ; nomination ; adoptions des P.J.L. relatifs au budget de la guerre et aux crédits supplémentaires.

22 juillet 1915 : rapports sur des P.J.L. de MM. Léon GERVAIS (veuves et orphelins de fonctionnaire), Pierre GUILLIER (officiers publics), Victor PETITJEAN (tuberculose) ; observations sur le marché des projectiles.

24 juillet 1915 : rapport de M. AIMOND sur le P.J.L. relatif aux services de la guerre et de la marine ; échange de vues sur la régularisation de décrets (subvention chômage) ; nomination.

27 juillet 1915 : échange de vues sur les marchés des chaussures et de l'habillement (peaux).

2 août 1915 : rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au marché des projectiles ; rapports de M. AIMOND sur trois P.J.L. (contributions directes, territoires occupés, bons du trésor et de la défense nationale).

6 août 1915 : désignation ; échange de vues sur la P.P.L. relative à la tuberculose (assistance aux militaires) puis audition de M. BRISSAC (directeur général des services d'hygiène).

10 août 1915 : audition de MM. Alexandre RIBOT (ministre des finances) et Louis MALVY (ministre de l'intérieur sur la P.P.L. relative à la tuberculose.

11 août 1915 : rapport de M. Victor PETITJEAN sur la P.P.L. relative à la tuberculose ; audition de MM. René VIVIANI (Président du Conseil), Gaston THOMSON (ministre du commerce) et CHAPTAL (directeur au ministère du commerce) sur le P.J.L. relatif au ravitaillement de la population (blé).

2 septembre 1915 : communication sur la société d'éclairage électrique, sur l'achat de céréales au Maroc, sur les fournitures de chaussettes ; échange de vues sur le ravitaillement de la population.

7 septembre 1915 : exposé de M. Emile AIMOND sur le ravitaillement ; communication sur la rétrocession de viandes à Nancy et Lunéville ; rapports sur des P.J.L. de MM. Emile DUPONT (paquets postaux), Placide ASTIER (ventes des pharmacies, service santé).

10 septembre 1915 : communication sur l'entrave à la mission de M. MILLIES-LACROIX ; audition de M. Gaston THOMSON sur le P.J.L. relatif au ravitaillement (achat de céréales).

14 septembre 1915 : communication sur l'achat de céréales en Afrique du nord et sur les denrées fournies aux troupes ; rapport de M. Théodore STEEG sur la P.P.L. relative aux victimes civiles de la guerre (allocations).

15 septembre 1915 : audition de M. RIBOT sur le budget pour 1915 et sur la situation financière.

16 septembre 1915 : rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif au ravitaillement puis échange de vues sur le droit de contrôle des sénateurs.

21 septembre 1915 : échange de vues sur les munitions et l'artillerie, sur le

moratorium des loyers (décret).

22 septembre 1915 : audition de MM Alexandre MILLERAND (ministre de la guerre), Albert THOMAS, Joseph THIERRY et René BESNARD (sous-secrétaires d'Etat à l'équipement militaire, au ravitaillement et à l'aéronautique) sur le budget de la guerre.

23 septembre 1915 : audition de MM. THIERRY et BESNARD sur le comité consultatif, le Conseil d'Etat et la Cour des comptes, chargés de l'intendance et l'approvisionnement en nourriture des troupes, sur l'habillement, sur l'aviation et les dirigeables ; audition du directeur du génie sur les bois de chauffage.

7 octobre 1915 : audition de M. THIERRY sur l'achat de blé ; échange de vues sur les départements ministériels (simplification).

8 octobre 1915 : audition de M. Alexandre RIBOT sur le PJJ relatif à l'emprunt fait aux Etats-Unis.

13 octobre 1915 : communication sur les crédits du ministère des finances ; rapports sur des PJJ de MM. MILLIES-LACROIX (solde des soldats et sous-officiers), BERARD (subventions des départements) ; communication sur la fourniture de bois et sur les allocations militaires.

20 octobre 1915 : rapport de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à la Commission européenne du Danube ; communication sur les officiers se trouvant en Indochine ; rapports de M. Victor PETITJEAN sur la PPL relative à l'hygiène sociale, de M. Georges TROUILLOT sur le PJJ relatif à la retraite des magistrats.

4 novembre 1915 : communication de M. Justin PERCHOT sur l'industrie ; rapports de MM. AIMOND (crédits extraordinaires) et PETITJEAN (santé publique).

8 novembre 1915 : échange de vues sur les PJJ relatifs aux crédits additionnels et provisoires des sous-secrétaires au ministère de la guerre.

15 novembre 1915 : audition de M. RIBOT sur les bons de la défense nationale, le métal des monnaies.

18 novembre 1915 : audition de M. CODET sur le crédit mutuel ; communication sur les crédits des sous-secrétaires au ministère de la guerre ; rapport de M. JENOUVRIER sur le PJJ relatif à la marine marchande (construction de navire).

23 novembre 1915 : échange de vues sur une caisse des monuments publics ; rapports sur des PJJ de M. AIMOND (rentes perpétuelles, entreprises d'assurances, contributions indirectes, crédits aux services de la guerre et de la marine, service d'émissions de la défense nationale, Banque de France, réquisition militaire) ; échange de vues sur le moratorium des loyers.

29 novembre 1915 : rapport de M. AIMOND sur les PJJ relatifs au budget général de 1915 ; échange de vues sur le moratorium des loyers ; nomination.

2 décembre 1915 : communication de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux cimetières pour les soldats français ; rapport de M. GERVAIS sur le PJJ relatif aux pensions du service colonial.

6 décembre 1915 : communication sur le contrôle des achats et des marchés des

munitions ; nominations ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif au marché des fusils.

8 décembre 1915 : communication sur une commission interparlementaire (marchés) relative au rapatriement de prisonniers infirmes ; rapports de MM. AIMOND sur le budget général de 1915 (suite) et GERVAIS sur le PJJ relatif aux pensions de fonctionnaires coloniaux.

1915

14S 44 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

10 décembre 1915 : audition de MM. René VIVIANI (ministre de la justice) sur les loyers, Albert METIN (ministre du travail) sur la caisse des mineurs.

14 décembre 1915 : rapports sur des PJJ de M. Emile AIMOND (budget général, Banque de l'Algérie, émission de la défense nationale, suppression de sous-secrétariats d'Etat et pensions civiles), de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (crédits ministère de la guerre) et de M. Eugène LINTILHAC (échéances des pensions).

17 décembre 1915 : nominations ; rapport de M. Auguste GERVAIS sur le PJJ relatif au budget des chemins de fer de l'Afrique occidentale française (AOF) ; communication sur une commission interparlementaire (suite) ; échange de vues sur les marchés.

21 décembre 1915 : rapports sur des PJJ de MM. Victor LOURTIES (dessins et modèles), Gustave LHOPITEAU (prince de Monaco) ; communication sur une commission interparlementaire (suite) ; audition de M. Alexandre RIBOT sur les résultats de l'emprunt ; rapports sur des PJJ de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (sous-secrétariats du ministère de la guerre, ministre d'Etat à l'aéronautique militaire).

23 décembre 1915 : rapport de M. Gustave LHOPITEAU sur le PJJ relatif à la vente d'un immeuble à Séoul ; audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et RIBOT sur l'exercice 1916 et sur l'impôt sur le revenu.

28 décembre 1915 : nomination ; communication sur l'intendance (réquisition des vins) ; rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le budget de l'Algérie ; communication sur les PJJ relatifs au service des poudres, aux monuments historiques et aux assurances obligatoires (mobilisation) ; audition de M. RIBOT sur l'exercice 1916 (douzième provisoire).

30 décembre 1915 : rapport de M. Placide ASTIER sur le PJJ relatif aux inventions de la défense nationale ; audition de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire aux munitions) sur les services des gaz asphyxiants et la réquisition des vins ; nominations.

1915

14S 45 Commission des finances, séances : procès verbaux.

19 janvier 1916 : communication sur la section photographique de l'armée, sur la commission spéciale des marchés, sur la situation de la société du Creusot ;

nomination ; rapports sur des PJJ et PPL de MM. Paul DOUMER (création de deux hôtelleries à la Mecque et à Médine), Albert PEYRONNET (taux d'intérêt de l'argent), et Guillaume CHASTENET de CASTAING (sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-arts).

26 janvier 1916 : communication sur les renseignements transmis au ministère de la guerre, sur la situation du Creusot, sur les hôtels réquisitionnés ; nominations ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif au service général des pensions, à la création d'emplois dans l'administration, à l'ouverture de crédits.

28 janvier 1916 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux avances faites aux fournisseurs de l'Etat.

31 janvier 1916 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur le PJJ relatif au service général des pensions.

4 février 1916 : communication sur la situation du Creusot puis audition de M. Albert THOMAS (sous-secrétaire d'Etat aux munitions) sur ce sujet (contrat avec des établissements métallurgiques).

8 février 1916 : communication sur la mission chargée les fonds secrets, sur les droits de contrôle du Parlement ; échange de vues sur l'affaire du Creusot et de la société des hauts fourneaux de Caen (contrat) ; rapports sur des PJJ de MM. Théodore STEEG (allocation journalière aux victimes civiles), Gustave LHOPITEAU (crise des chemins de fer).

9 février 1916 : rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur la PPL relative aux successions des militaires (dispense de timbre) ; audition de M. René VIVIANI (ministre de la justice) sur la PPL relative au taux d'intérêt de l'argent ; communication sur l'exercice 1916, sur la contribution extraordinaire suite à bénéfice réalisé durant la guerre, sur la législation des patentes.

15 février 1916 : audition de MM. Paul PAINLEVE (ministre de l'instruction publique) et Albert DALIMIER (sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts) sur les crédits affectés au service photographique ; rapports sur des PJJ de MM. Emile DUPONT (convention avec la Compagnie des télégraphes du Nord et mandats postaux) et George BEAUVISAGE (budget des monnaies et médailles).

24 février 1916 : audition de MM. Etienne CLEMENTEL (ministre du commerce), Jules MELINE (ministre de l'agriculture), Louis MALVY (ministre de l'intérieur), et Joseph THIERRY (sous-secrétaire de l'intendance) sur le PJJ relatif à la taxation des denrées.

25 février 1916 : communication sur les officiers des services de l'intendance et de la santé et sur les emplois réservés pour les militaires réformés ; nomination.

1^{er} mars 1916 : échange de vues sur le droit de contrôle du Parlement (approvisionnement) ; communication sur la taxation des denrées, de l'avoine, sur les gaz asphyxiants (achat de lunette à un négociant à Bagnolet) ; rapport sur des PJJ de MM. MILLIES-LACROIX (service des poudres), Lucien HUBERT (emprunt du gouvernement chérifien - passif Maghzen), Théodore STEEG (allocation journalière, suite), et Gustave LHOPITEAU (taxation des denrées nécessaires à l'alimentation, le chauffage et l'éclairage).

2 mars 1916 : rapport de M. LHOPITEAU (suite).

3 mars 1916 : échange de vues sur le PJJ concernant la limite d'âge des officiers de marine.

7 mars 1916 : échange de vues sur la PPL relative aux syndicats d'élevage ; communication sur les chemins de fer et sur le prix du vin réquisitionné ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ relatif à la taxation des denrées et de M. Emile DUPONT sur le PJJ relatif aux paquets postaux destinés aux familles belges réfugiées en France ; échange de vues sur la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

14 mars 1916 : examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite).

15 mars 1916 : rapports de M. Lucien HUBERT sur le PJJ relatif aux chambres de commerce de Charleville, Bar-le-Duc et Dunkerque (ravitaillement de la population) et de M. Emile CHAUTEMPS sur la PPL relative aux rengagements dans l'armée de l'air ; examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite).

21 mars 1916 : audition de M. Alexandre RIBOT (ministre des finances) sur la PPL relative aux sociétés de crédit immobilier (exploitations rurales) et sur la situation financière ; communication sur les budgets 1915 et 1916 ; rapports de M. AIMOND sur les alcools industriels et sur l'imprimerie nationale ; communication sur le moratorium des loyers.

22 mars 1916 : audition de MM. Alexandre RIBOT et Pierre BAUDOIN-BUGNET (directeur des contributions directes) sur la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

23 mars 1916 : examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite) ; rapport de M. Emile AIMOND sur le PJJ concernant les budgets 1915 et 1916, la redevance communale 1917 et les contributions (taxes) aux colonies.

28 mars 1916 : rapport de M. GERVAIS sur le PJJ relatif au chemin de fer et au port de la Réunion ; examen PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite) ; échange de vues sur le système de taxation.

31 mars 1916 : nomination ; audition de MM. René VIVIANI (ministre de la justice) et RIBOT sur la question des loyers.

5 avril 1916 : communication sur le PJJ relatif à la taxation des denrées (alimentation, chauffage, éclairage).

11 avril 1916 : communication sur les PJJ relatifs au prix des charbons ; rapports de M. Georges TROUILLET sur les PJJ relatifs à la retraite des magistrats et aux registres des actes d'état civil détruits.

1916

14S 45

Commission des finances, séances : procès verbaux.

19 avril 1916 : rapports de MM. Emile DUPONT sur le PJJ relatif aux paquets postaux militaires, et Georges TROUILLOT sur la concession du chemin de fer

de Djibouti à Addis-Abeba ; audition de M. Etienne CLEMENTEL sur le PJJ relatif au ravitaillement de la population.

18 mai 1916 : communication sur le sous-secrétariat des beaux-arts et sur les bénéfices de guerre.

22 mai 1916 : communication sur les nouveaux impôts ; audition de M. Alexandre RIBOT sur les valeurs françaises et étrangères.

24 mai 1916 : communication sur la gauche démocratique ; audition de M. Marcel SEMBAT (ministre de travaux publics) sur le fret maritime entre la France et l'Angleterre.

26 mai 1916 : échange de vues sur les valeurs étrangères.

30 mai 1916 : communication sur les chemins de fer belges ; rapports lus par le rapporteur général sur la délégation des grandes commissions et sur l'état de guerre (trésorerie).

6 juin 1916 : examen du PJJ relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (suite) puis audition de M. Alexandre RIBOT sur ces bénéfices réalisés.

9 juin 1916 : rapports sur les PJJ de MM. CHASTENET de CASTAING (successions des militaires) et HUBERT (protectorat).

21 juin 1916 : rapports sur des PPL de MM. Emile DUPONT (greffiers), Georges TROUILLOT (greffiers et conseils de guerre) et sur des PJJ de MM. Georges TROUILLOT (magistrats) et Georges BEAUVISAGE (greffiers), Emile AIMOND (crédits 1916).

23 juin 1916 : rapport de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le PJJ relatif aux crédits 1916 puis audition de M. Alexandre RIBOT.

26 juin 1916 : audition de M. RIBOT sur la situation financière.

3 juillet 1916 : échange de vues sur les éventuelles questions posées au comité secret.

10 juillet 1916 : rapport de M. BEAUVISAGE sur le PJJ relatif au budget des monnaies et médailles ; communication sur les viandes frigorifiées.

1916

14S 46 Commission des finances, séances : procès verbaux.

22 janvier 1920 : constitution du bureau.

2 février 1920 : nominations.

5 février 1920 : échange de vues sur la situation financière suite à la lecture d'une lettre de M. Frédéric FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) ; examens des PJJ relatifs à l'avance de l'heure et à la réquisition des transports par voies navigables.

6 février 1920 : rapport de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à la régularisation de crédits (dépenses militaires) ; audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ relatif aux tarifs des

chemins de fer ; nomination.

9 février 1920 : lecture d'un courrier de M. Paul BIGNON (sous-secrétaire d'Etat) sur la pêche maritime ; audition de M. FRANCOIS-MARSAL sur la situation financière.

10 février 1920 : échange de vues sur le PJJ relatif à l'Office de compensation (application du traité de Versailles).

16 février 1920 : échange de vues sur les déclarations du ministre des finances faites lors de la séance du 9 février (situation financière).

23 février 1920 : rapports de M. DOUMER sur les PJJ relatifs au département de la Seine, à la ville de Paris (emprunt) et à l'Office de compensation (traité de Versailles).

27 février 1920 : rapport de M. DOUMER sur le PJJ relatif à la réquisition des voies ferrées.

1^{er} mars 1920 : rapports sur des PJJ de MM. Albert PEYRONNET (retraite des mineurs), Henry CHERON (incorporation de la classe 1920).

6 mars 1920 : rapports de M. DOUMER sur le PJJ relatif aux bénéficiaires de guerre ; échange de vues sur les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques ; motion d'ordre sur la situation financière.

9 mars 1920 : rapport de M. DOUMER sur le PJJ relatif aux transports maritimes (budget des travaux publics) ; audition de M. Louis DESCHAMPS (sous-secrétaire des postes) sur les taxes postales ; échange de vues sur la situation financière, sur l'emprunt au profit de l'Allemagne et sur le traitement d'un fonctionnaire de la Sarre.

13 mars 1920 : audition de MM. Alexandre MILLERAND (Président du Conseil) et FRANCOIS-MARSAL sur la situation financière.

23 mars 1920 : échange de vues sur des PJJ relatifs aux appellations d'origine, aux emprunts des compagnies de chemins de fer, à la déclaration d'utilité publique de nouvelles traversées des Vosges, des majorations de pensions civiles et militaires, aux retraites des agents des chemins de fer.

25 mars 1920 : rapport de M. DOUMER sur la réorganisation de services suite aux remaniements ministériels ; motion d'ordre sur le projet des douzièmes provisoires ; échange de vues sur la création d'une sous-commission chargée de suivre l'exécution financière du traité de paix ; audition de M. Joseph-Honoré RICARD (ministre de l'agriculture) sur le PJJ relatif aux appellations d'origine.

27 mars 1920 : rapports de M. DOUMER sur les PJJ relatifs aux taxes postales, à l'indemnité de cherté de vie, à la réorganisation des services et de M. Louis DAUSSET sur le PJJ relatif aux dépenses administratives de la Chambre des députés (crédits).

29 mars 1920 : échange de vues sur la composition du Gouvernement ; exposé sur les douzièmes provisoires ; audition de MM. Paul DESCHANEL (Président du Conseil), André HONNORAT (ministre de l'instruction publique), Pierre COUPAT (sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) sur le PJJ relatif aux crédits suite aux modifications du Gouvernement.

31 mars 1920 : échange de vues sur les pêches maritimes, sur les crédits du

ministère des finances, sur les personnels des préfectures (traitements) ; rapport de M. Paul DOUMER sur les crédits de l'exercice 1919 (services civils) ; exposé sur les douzièmes provisoires (suite) ; vote des trois douzièmes provisoires.

16 avril 1920 : communication sur l'amortissement de la dette ; rapport de M. DOUMER sur le PJJ relatif aux hautes-paies des sous-officiers et soldats de la classe 1918 maintenus sous les drapeaux ; audition de M. Robert DAVID (sous-secrétaire de l'intérieur) sur les personnels des préfectures.

21 avril 1920 : échange de vues sur la piastre en Indochine, sur les pétroles et essences ; nomination ; désignations ; rapports de M. Paul DOUMER sur le PJJ relatif à la convention avec la Banque de France, et de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ relatif aux voies ferrées d'intérêt local.

28 avril 1920 : échange de vues sur la réorganisation de l'administration centrale des finances ; rapport de M. Raphaël LEVY sur la PPL relative à la frappe de la monnaie divisionnaire d'argent ; examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales.

29 avril 1920 : examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (suite).

10, 11, 12, 13, 14 mai 1920 : communication sur l'état de la dette publique ; rapport de M. Julien ROULAND ; échange de vues sur le rendement du service des contributions directes ; examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (suite).

22 mai 1920 : échange de vues sur le refus d'autorisation de verser des avances aux communes ; examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (amendements).

25 mai 1920 : examen (suite) ; échange de vues sur l'indemnité due par l'Allemagne.

31 mai 1920 : examen (suite).

1^{er} juin 1920 : examen (suite) ; rapport sur le PJJ relatif à l'organisation de pêches maritimes.

8 juin 1920 : rapports sur des PJJ de MM. François MILAN (réseau électrique dans les régions libérées), Etienne CLEMENTEL (taxe spéciale pour le service de la propriété industrielle et enseignement technique rattaché à l'instruction publique).

1920

14S 47

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

14 juin 1920 : examen du budget de 1920 (beaux-arts).

18 juin 1920 : examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (articles modifiées par la Chambre des députés) puis audition de M. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) ; examen (suite).

21 juin 1920 : rapport de M. Guillaume POULLE sur le PJJ créant une cinquième chambre au tribunal de Marseille ; examen du budget de 1920

(agriculture).

22 juin 1920 : examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (suite) puis nouvelle audition de M. FRANCOIS-MARSAL.

24 juin 1920 : rapports de MM. Fernand DAVID sur le PJJ relatif aux exploitations rurales, Charles DEBIERRE sur le PJJ relatif aux assurances-vie ; échange de vues sur le PJJ autorisant les gouverneurs d'Indochine, Afrique occidentale française (AOF), Afrique équatoriale française (AEF) à contracter des emprunts ; examen du budget de 1920 (intérieur, agriculture).

25 juin 1920 : examen du PJJ portant création de nouvelles ressources fiscales (suite) ; audition de M. André HONNORAT (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le budget.

26 juin 1920 : exposés sur les PJJ relatifs aux crédits de l'exercice 1919 ; échange de vues sur les frais de représentation du président de la République ; examen du budget de 1920 (instruction publique).

28 juin 1920 : échange de vues sur les douzièmes provisoires ; examen du budget de 1920 (intérieur, hygiène).

30 juin 1920 : rapport de M. Lucien HUBERT sur le PJJ relatif aux Français rapatriés de Russie ; examen du budget de 1920 (enseignement agricole, justice).

1^{er} juillet 1920 : rapport de M. Guillaume CHASTENET de CASTAING sur le PJJ relatif à l'exportation des œuvres d'art ; examen du budget de 1920 (monnaies et médailles, marine marchande, caisse des invalides de la marine) ; rapport de M. Charles DEBIERRE sur la PPL relative à l'assistance aux femmes en couches.

2 juillet 1920 : auditions de MM. Théodore STEEG (ministre de l'intérieur), André HONNORAT (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts), Jules-Louis BRETON (ministre de l'hygiène) sur la direction des recherches scientifiques.

3 juillet 1920 : audition de M. BRETON sur le budget de 1920 (hygiène) ; examen du budget de 1920 (travail).

5 juillet 1920 : examen du PJJ relatif au réseau électrique dans les régions libérées ; examen du budget de 1920 (postes, caisse nationale d'épargne) ; rapport de M. Charles DELONCLE sur le PJJ relatif aux écoles d'agriculture.

6 juillet 1920 : rapport de M. Paul DOUMER sur les contributions directes pour 1921 ; examen du budget de 1920 (services pénitentiaires, affaires étrangères, travaux publics).

7 juillet 1920 : remerciements de l'Association syndicale de la Comédie française ; lettre de M. Alexandre MILLERAND (ministre des affaires étrangères) ; nomination ; examen du budget de 1920 (suite des travaux publics, marine).

8 juillet 1920 : audition de MM. André HONNORAT (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur la direction des inventions et Paul JOURDAIN (ministre du travail) sur le budget.

9 juillet 1920 : auditions de MM. Gustave LHOPITEAU (ministre de la justice) et Louis DESCHAMPS (sous-secrétaire des postes, télégraphes et téléphones)

sur le budget ; examen du budget de 1920 (travaux publics, chemins de fer, forces hydrauliques, essences et pétroles) ; rapport de M. Lucien CORNET sur le P.J.L autorisant les gouverneurs d'Indochine, Afrique occidentale française (AOF), Afrique équatoriale française (AEF) à contracter des emprunts.

10 juillet 1920 : nomination ; examen du budget de 1920 (travaux publics, aéronautique, imprimerie nationale) ; auditions de MM. Joseph-Honoré RICARD (ministre de l'agriculture), Henri QUEUILLE (sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture), Emmanuel BROUSSE (sous-secrétaire d'Etat des finances) sur le budget.

12 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (conseils de préfecture, ministère des pensions, commerce, guerre) ; audition de M. Théodore STEEG sur le budget.

13 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (guerre, ravitaillement, finances).

15 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (régions libérées, colonies, enseignement technique) ; audition de M. André LEFEVRE (ministre de la guerre) sur le budget.

16 février 1920 : hommage à M. Eugène LINTILHAC, décédé ; examen du budget de 1920 (loi de finances, dépenses recouvrables) ; audition de M. Auguste ISAAC (ministre du commerce) sur le budget.

17 juillet 1920 : examen du budget de 1920 (équilibre) ; rapport de M. Justin PERCHOT sur le P.J.L relatif au pain ; audition de M. Albert SARRAUT (ministre des colonies) sur le budget ; échange de vues sur l'emprunt algérien ; rapports de MM. Jean MOREL sur le P.J.L relatif à la Banque d'Algérie et Raphaël LEVY sur le P.J.L relatif aux sociétés coopératives de construction.

19 juillet 1920 : nominations ; audition de MM. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances), Emmanuel BROUSSE (sous-secrétaire d'Etat des finances), Gustave LHOPITEAU (ministre de la justice) sur le budget ; exposé sur le P.J.L relatif au crédit mutuel agricole.

21 juillet 1920 : audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le budget.

25 juillet 1920 : rapport de M. Guillaume CHASTENET DE CASTAING sur le P.J.L relatif aux œuvres d'art ; examen du budget de 1920 (loi de finances) ; auditions de MM. Emile OGIER (ministre des régions libérées), Robert THOUMYRE (sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement) ;

30 juillet 1920 : rapports sur des P.J.L de MM. DOUMER (crédits de la guerre et de la marine), JEANNENEY (subvention, aide aux départements) ; échanges de vues sur les emprunts tunisien et marocain et auditions des résidents généraux, MM. Etienne FLANDIN (Tunisie) et Hubert LYAUTEY (Maroc) ; rapports sur des P.J.L de MM. François MILAN (réseau électrique), Julien ROULAND (services maritimes postaux France – Brésil et continent - Corse), Louis DAUSSET (magistrats à la Cour des comptes), Charles DEBIERRE (logements provisoires en région parisienne) ; nominations.

31 juillet 1920 : exposé sur l'accord de Spa relatif au charbon allemand (protocole interallié) et sur les projets relatifs au Maroc ; audition de M. Alexandre MILLERAND (Président du Conseil) et FRANCOIS-MARSAL

(ministre des finances) sur l'accord de Spa ; rapport de M. Joseph NOULENS sur le P.J.L. relatif à l'aménagement d'un hôpital brésilien à la faculté de médecine de Paris ; examen du budget de 1920 (retour de chambre) ; échange de vues sur l'emprunt de 6% ; auditions des ministres des finances et du ravitaillement sur les emprunts tunisien et marocain ; rapport de M. Raphaël LEVY sur le P.J.L. relatif à l'Institut musulman à Paris (construction).

25 septembre 1920 : échange de vues sur l'emprunt franco-anglais en Amérique (échanges épistolaires) ; examen du budget de 1921.

25 octobre 1920 : examen du budget de 1921 (suite).

8 novembre 1920 : échange de vues sur la question des réparations, sur la translation à Paris des restes d'un soldat inconnu, sur le ravitaillement, sur la situation du trésor, sur les crédits supplémentaires du ministère de la guerre.

1920

14S 48

Commission des finances, séances : procès verbaux.

18 novembre 1920 : constitution du bureau.

29 novembre 1920 : nomination ; échanges de vues sur le traité de paix avec l'Allemagne, sur la situation de la trésorerie ; examen du P.J.L. relatif à l'exercice 1919 pour la guerre et la marine, du P.J.L. relatif aux crédits de l'exercice 1920, des P.J.L. pour l'achat d'immeubles diplomatiques et consulaires (Rome, Mayence, Brésil, Uruguay, Danemark) ; conclusions du rapport de M. Justin PERCHOT sur le P.J.L. relatif au compte spécial du ravitaillement.

8 décembre 1920 : audition de M. Georges LEYGUES (Président du Conseil) sur l'occupation de la Syrie et la Cilicie.

11 décembre 1920 : rapports sur des P.J.L. de MM. Jean MOREL (orphelins de M. Emile GENTIL), Paul DOUMER (exposition coloniale de Marseille, centenaire de l'Académie de médecine), Fernand DAVID (exploitations rurales), Charles DEBIERRE (assistance aux vieillards, infirmes) ; audition de MM. Georges LEYGUES et Frédéric FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur la situation du Trésor.

15 décembre 1920 : audition de M. André HONNORAT (ministre de l'instruction publique) sur le P.J.L. relatif au centenaire de l'Académie de médecine ; échange de vues sur l'exposition coloniale de Marseille ; rapports de MM. François MILAN sur des P.J.L. relatifs aux mines de potasse d'Alsace, au réseau électrique à haute tension, DEBIERRE sur l'assistance aux vieillards et infirmes ; échange de vues sur la création d'un Office national des sports et sur des économies budgétaires.

21 décembre 1920 : échange de vues sur le P.J.L. relatif au régime fiscal dans les régions libérées ; rapports sur des P.J.L. de MM. Julien ROULAND (caisse des invalides de la marine), Raphaël LEVY (prorogation des échéances pour les débiteurs mobilisés dans les régions envahies), Louis DAUSSET (dépenses administratives de la Chambre des députés) ; échange de vues sur le P.J.L. pour l'achat d'immeubles diplomatiques et consulaires.

27 décembre 1920 : échange de vues sur le P.J.L. pour l'achat d'immeubles

diplomatiques et consulaires, sur les emprunts de la ville de Paris, sur la loi de huit heures appliquée à l'agriculture ; rapport de M. Lucien HUBERT sur le PJJ relatif à l'assistance aux français libérés qui reviennent de Russie ; exposé sur le budget concernant deux douzièmes pour 1921.

28 décembre 1920 : examen de la loi de finances ; audition de M. Frédéric FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur les douzièmes provisoires ; rapports sur trois PJJ de M. Paul MAGNY (en Algérie : constructions scolaires, droits et revenus applicables au budget spécial de 1920 et 1921) ; échange de vues sur le défense nationale.

30 décembre 1920 : communication sur le compte spécial de l'alcool ; échange de vues sur la non représentation de la commission à la conférence relative au remboursement de 3 milliards à la banque, sur les dettes du Gouvernement du général WRANGEL sur les locaux d'habitation loués par les services publics, sur les mines se transformant en sociétés commerciales ; rapport de M. DOUMER sur la convention passée entre le ministre des finances et la Banque de France ; exposés sur les PJJ relatifs aux emprunts contractés par les communes et départements de régions libérées, aux crédits sur les dommages de guerre, au fonds commun provenant de l'impôt sur le chiffre d'affaires, aux primes à la filature de la soie.

18 janvier 1921 : allocution de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (président) ; nomination ; communication sur le crédit pour la Maison nationale de Saint-Maurice ; échange de vues sur le sous-secrétariat des affaires étrangères.

26 janvier 1921 : décisions concernant l'examen du budget de 1921 ; examens de la PPL relative à l'assistance aux femmes en couches (lois des 1^{er} juin et 24 octobre 1919), du PJJ sur les habitations à bon marché ; communications sur la liquidation des stocks et sur l'exposition coloniale de Marseille, sur les dépenses d'évacuation de la Crimée, sur l'utilisation des voitures par les fonctionnaires ; désignations ; échange de vues sur le sous-secrétariat des affaires étrangères.

31 janvier 1921 : communication sur une délégation de la chambre de commerce de Lille ; communication sur la situation financière et budgétaire.

7 février 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur la situation financière.

10 février 1921 : rapports sur des PJJ de MM. Henry CHERON (exploitation de résine dans les forêts de Gascogne), Albert PEYRONNET (fonds de chômage).

11 février 1921 : examen du PJJ relatif aux habitations à bon marché ; audition de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux arts) sur le PJJ relatif à la subvention de l'Opéra ; échanges de vues sur le PJJ relatif à l'exploitation des chemins de fer, et sur les logements concédés aux ministres.

18 février 1921 : audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur le traité de Versailles et sur le traité de Sèvres.

1920 – 1921

21 février 1921 : communications de lettres et échanges de vues sur la Maison nationale maternelle de Saint-Maurice, sur le nouveau régime des chemins de fer, sur la dette de réparation de l'Allemagne ; examens des PJJ relatifs aux archivistes départementaux et à la contribution sur les bénéfices de guerre, et de la PPL relative aux opérations des comptes de services spéciaux ; distribution du rapport sur le PJJ relatif à l'aménagement du Rhône ; communication sur les dépenses publiques (économies) ; examens des budgets pour 1921 des monnaies et médailles, de la légion d'honneur ; échange de vues sur le budget et les dépenses recouvrables sur l'Allemagne.

23 février 1921 : communication sur le régime fiscal des régions libérées et sur le musée de la légion d'honneur ; échanges de vues sur la création de commissariats généraux et sur les dépenses à régulariser ; examen du budget pour 1921 de la justice.

25 février 1921 : exposé de M. RIBOT sur le PJJ relatif aux moratoria sur les opérations de bourse ; communication sur les automobiles des ministères ; examen du budget pour 1921 du commerce et de l'industrie ; échange de vues sur le vote du budget ; désignation.

26 février 1921 : examen du PJJ relatif au douzième provisoire de mars ; communication sur la liquidation des stocks.

28 février 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le douzième provisoire de mars 1921.

1^{er} mars 1921 : échanges de vues sur le douzième provisoire de mars 1921 ; examen du budget pour 1921 de l'instruction publique, de l'intérieur ; nomination ; exposé sur la nomenclature du budget des travaux publics.

2 mars 1921 : communication d'une lettre et échange de vues sur les traitements des enseignants (professeurs et instituteurs) ; examen du budget du ministère de l'hygiène pour 1921 ; communication sur les coopératives de consommation des fonctionnaires des ministères.

3 mars 1921 : échange de vues sur les traitements des enseignants et sur les coopératives de consommation ; examens des budgets pour 1921 de l'instruction publique, de l'imprimerie nationale.

4 mars 1921 : communication d'une lettre sur les traitements des enseignants ; examens des budgets pour 1921 des travaux publics, du travail, des conventions et garanties d'intérêts.

5 mars 1921 : communication de deux lettres sur les chemins de fer et sur le secrétaire général des travaux publics ; échange de vues sur les retards des paiements du trésor ; examens des budgets pour 1921 de l'aéronautique et des transports aériens, des pensions.

7 mars 1921 : communication de deux lettres sur les créances de l'Etat et sur les réfugiés russes de Crimée ; examens des budgets pour 1921 du service des beaux-arts, des affaires étrangères.

8 mars 1921 : examens des budgets pour 1921 des affaires étrangères (suite), de l'agriculture.

9 mars 1921 : examens des budgets pour 1921 des colonies, du chemin de fer et du port de La Réunion, du service des mines et forces hydrauliques ; discussion générale du budget pour 1921 du ministère de la guerre.

1921

14S 50 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

10 mars 1921 : communication de lettres relatives à l'achat d'un immeuble pour recevoir des œuvres françaises ; échange de vues sur l'enchaînement des discussions sur le budget ; examen du budget des services des postes et télégraphes, pénitentiaires pour 1921.

11 mars 1921 : échange de vues sur la dépense de la flotte marchande ; rapport de M. Louis DAUSSET sur le P.J.L. relatif aux crédits du ministère des finances ; examen du budget de la guerre pour 1921.

12 mars 1921 : examens des budgets de la guerre (suite), des poudres et salpêtres, du ministère des finances pour 1921.

14 mars 1921 : examens des budgets des chemins de fer, des postes et télégraphes et de la caisse nationale d'épargne pour 1921 ; communication d'une lettre destinée à M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur le budget de l'intérieur (subvention Alsace-Lorraine) et d'une autre émanant de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur les marks allemands en Alsace-Lorraine ; examens des budgets de la marine marchande et des pêches, de la caisse des invalides de la marine, de l'école centrale, du ravitaillement général, de l'Alsace-Lorraine (crédits), du ministère du commerce (liquidation des stocks), des ministères des colonies, de l'instruction publique et du commerce pour 1921.

15 mars 1921 : examen des budgets ordinaire et extraordinaire (équilibre) pour 1921 ; échange de vues sur le rapport général (budget futur 1922) ; examen de la loi de finances pour 1921 ; audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget de 1921 puis échange de vues.

18 mars 1921 : échange de vues le P.J.L. relatif au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général ; approbation du P.J.L. relatif au paiement par annuités des indemnités dues aux sinistres dont la perte est au moins égale à un million.

19 mars 1921 : audition de MM. Louis BARTHOU (ministre de la guerre) et Louis-Hubert LYAUTEY (résident général au Maroc) sur le budget du ministère (crédits du Maroc) de 1921.

23 mars 1921 : examen du P.J.L. relatif à l'aménagement du Rhône ; audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil), Paul DOUMER (ministre des finances) et Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur la conférence interalliée de Londres, sur la Haute-Silésie, sur le mouvement bolchévique, et sur les relations avec le Vatican.

1921

24 mars 1921 : examen des crédits de la 4^{ème} section du budget ordinaire du ministère de la guerre (Maroc) ; rapport de M. Lucien HUBERT sur le P.J.L. relatif à l'achat d'un immeuble pour l'installation des œuvres françaises à Rome ; examen des rectifications aux crédits votés pour les budgets de différents ministères (affaires étrangères, travaux publics, budget annexe des chemins de fer, intérieur, marine, justice, commerce, travail, colonies, ports, marine marchande et pêches, caisse des invalides de la marine, guerre) ; échange de vues sur les traitements des membres de l'enseignement.

29 mars 1921 : communications de lettres de M. Raphaël MILLIES-LACROIX à M. Paul LAFFONT (secrétaire d'Etat des postes, télégraphes et téléphones) sur l'abus des abonnements téléphoniques gratuits, de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur les dépenses d'aménagement dans les ministères et du doyen de la faculté des sciences de Nancy sur les subventions aux universités ; examens des modifications sur le budget du ministère des finances et des demandes de relèvement des crédits sur le budget du ministère des beaux-arts ; échanges de vues sur le taux de la taxe relative aux opérations de bourse, sur la ventilation des crédits du budget de l'aéronautique et des transports aériens, sur la question des automobiles des ministères et administrations centrales et sur le personnel de la Cour des comptes (budget du ministère des finances).

30 mars 1921 : examen de demandes de relèvement de crédits du budget du ministère de l'hygiène ; audition de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le traitement des membres de l'enseignement.

31 mars 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur les P.J.L. portant ouverture pour l'exercice 1921 de crédits provisoires au titre des budgets ordinaire et extraordinaire et au titre du budget spécial des dépenses recouvrables ; examen de deux P.J.L. relatifs aux douzièmes provisoires d'avril ; examen du P.J.L. sur l'aménagement du Rhône ; rapport de M. Paul MAGNY sur le P.J.L. relatif à l'affectation de la redevance annuelle et des avances de la Banque de l'Algérie.

2 avril 1921 : communication d'une lettre relative aux chemins de fer (Compagnie du Midi) ; échange de vues sur une nouvelle ventilation des crédits inscrits au budget de l'aéronautique et des transports aériens ; examen du P.J.L. sur l'aménagement du Rhône (suite).

9 avril 1921 : examen du P.J.L. de finances pour 1921 ; échanges de vues sur les traitements des membres de la magistrature et de l'enseignement, puis sur les soldes militaires.

11 avril 1921 : échanges de vues sur les traitements des membres de la magistrature et de l'enseignement (suite) ; examens du budget de 1921 (chapitres réservés), du P.J.L. de finances pour 1921 ; examen de communications du Gouvernement sur diverses dispositions de la loi de finance pour 1921 ; échanges de vues sur le relèvement des soldes militaires et sur le chiffre d'affaire et les produits coloniaux importés en France (taxe).

13 avril 1921 : échanges de vues sur les traitements du personnel de l'enseignement ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts), Gaston VIDAL

(sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) et Victor BERARD, Léon PERRIER, Pierre JOSSOT, Théodore STEEG, André HONNORAT, Hippolyte MAUGER, Antonin LAFFERRE (président, et membres de la commission de l'enseignement) sur la loi de finances (article 56) puis échanges de vues sur les traitements du personnel de l'enseignement (suite).

20 avril 1921 : communication de la convention pour l'exploitation de la transmission sans fil (TSF) sur le territoire français ; examens de PJJ relatifs à l'impôt sur les bénéfices agricoles, au service des douanes en Alsace-Lorraine, dans le bassin de la Sarre et à la frontière des zones franches, aux crédits additionnels sur les exercices 1920 et 1921 ; échange de vues sur le rapport du budget spécial des dépenses recouvrables ; rapport sur des PJJ de MM. Léon JENOUVRIER (juges d'instruction, greffiers, renforcement de personnel au tribunal de la Seine), Paul PELISSE (Office national de l'éducation physique et des sports) ; examens des PJJ relatifs aux avances à divers gouvernements de l'Europe centrale pour le rapatriement de leur prisonniers en Russie, à la subvention de l'Opéra, à l'achèvement de la ligne de Vinh à Dongha (Indochine).

27 avril 1921 : audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le PJJ relatif aux avances à divers gouvernements de l'Europe centrale pour le rapatriement de leur prisonniers en Russie puis échange de vues sur ce projet ; examen du budget général de l'exercice 1921 ; échange de vues sur les chargés de mission, sur les automobiles ministérielles, sur les avances aux fonctionnaires en instance de pension ; examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (suite) ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ relatif au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général.

28 avril 1921 : examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (suite) ; audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget général de l'exercice 1921 ; échange de vues sur les traitements du personnel de l'enseignement.

28 avril 1921 : communications d'un ordre du jour voté par le personnel des cadres supérieurs du ministère des finances, d'une lettre concernant la nomination d'un chargé de mission à la propagande ; examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (suite) ; échange de vues sur deux PJJ autorisant des emprunts du département de la Seine et de la ville de Paris ; examen de la loi de finances de l'exercice 1921 (traitements du personnel de l'enseignement) (suite), du PJJ relatif aux douzièmes provisoires de mai, du PJJ portant ouverture de crédits additionnels.

29 avril 1921 : examens de deux PJJ autorisant des emprunts du département de la Seine et de la ville de Paris, du projet de budget de l'exercice 1921, du PJJ relatif aux douzièmes provisoires de mai (suite) ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Pierre MARRAUD (ministre de l'intérieur), Léon BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) sur le PJJ relatif aux douzièmes provisoires de mai et sur le projet de budget de l'exercice 1921.

30 avril 1921 : audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Pierre MARRAUD (ministre de l'intérieur), sur le projet de budget de l'exercice 1921 (suite) ; audition de MM. Laurent BONNEVAY (ministre de la justice) et Jules LUGOL (sous-secrétaire d'Etat aux régions libérées) sur le PJJ relatif aux

douzièmes provisoires de mai.

20 mai 1921 : communication de diverses correspondances sur l'Allemagne ; audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ relatif à l'aménagement du Rhône, puis échange de vues sur ce projet ; examen du PJJ portant fixation du budget spécial des dépenses recouvrables ; communication d'une lettre de M. Aristide BRIAND sur le PJJ relatif aux avances à divers gouvernements d'Europe centrale.

1921

14S 52 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

25 mai 1921 : rapports de M. Henry CHERON sur des PJJ relatifs au régime fiscal des vinaigres, aux primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées ; nomination ; échange de vues sur le PJJ relatif à l'emprunt de la ville de Paris.

27 mai 1921 : échange de vues sur les émissions d'un emprunt de 100 millions de dollars à New-York et de bons du trésor à 2 ans ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) et Jules LUGOL (sous-secrétaire d'Etat aux régions libérées) sur le budget général de 1921 ; échange de vues sur le budget des dépenses recouvrables.

28 mai 1921 : nomination ; audition de M. Pierre MARRAUD (ministre de l'intérieur) sur le PJJ relatif à l'emprunt de 1 800 millions de francs par la ville de Paris, puis échange de vues sur ce texte.

3 juin 1921 : communications de lettres de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur l'ambassade ottomane à Paris, sur les recettes et dépenses de l'Etat, sur les automobiles ministérielles, sur l'emprunt français à New-York et bons du trésor, puis échange de vues sur le dernier sujet ; examens des PJJ relatifs à la manufacture de Sèvres (autonomie financière et personnalité civile), aux effectifs de la gendarmerie (augmentation), à l'émission d'un emprunt de 1 800 millions de francs par la ville de Paris, de la PPL relative aux firmes et sociétés atteintes par la guerre à l'étranger, des PJJ intéressants l'Alsace-Lorraine (personnels administratifs pénitentiaires, application de la législation en matière de droits à timbre, introduction de la loi sur la réparation des dommages de guerre).

14 juin 1921 : échange de vues sur les crédits de 25 millions de francs disjoints par la commission d'un cahier de crédits supplémentaires ; examens des PJJ relatifs aux avances pour le personnel des colonies, au budget définitif des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour 1918 ; échange de vues sur le PJJ relatif à la flotte commerciale française (reconstitution).

15 juin 1921 : communication d'une lettre sur la Compagnie d'électricité industrielle ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ relatif au nouveau régime des chemins de fer.

20 juin 1921 : échange de vues sur le déroulement des travaux ; examens des PJJ relatifs à la flotte commerciale française (1080 millions de francs pour sa reconstitution), à la composition et l'organisation du Conseil d'Etat et au statut des élèves de l'Ecole spéciale militaire et de l'Ecole polytechnique

(incorporation lors des hostilités).

21 juin 1921 : audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ relatif au nouveau régime des chemins de fer (convention).

24 juin 1921 : échange de vues sur le rapport de M. Léon JENOUVRIER concernant le PJJ relatif au personnel du tribunal de la Seine suite aux critiques de la Commission de législation ; auditions de M. Laurent BONNEVAY (ministre de la justice, Garde des Sceaux) sur le PJJ relatif à la composition et l'organisation du Conseil d'Etat, de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique) sur le PJJ relatif à la création d'une cité universitaire à Paris, de M. Alphonse RIO (sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande) sur le PJJ relatif à la flotte commerciale française.

1921

14S 53

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

27 juin 1921 : échange de vues sur la flotte de commerce suite à la lettre de M. Alphonse RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande), sur le PJJ relatif au tribunal de la Seine, sur le régime des chemins de fer puis audition de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le dernier texte ; rapport de M. Abraham SCHRAMECK sur le PJJ de création d'une cité universitaire à Paris.

28 juin 1921 : échange de vues sur la PPL relative aux forêts de protection.

29 juin 1921 : échange de vues sur l'armée du Levant, sur les régions libérées, sur l'énergie électrique, sur la marine marchande ; rapport sur le PJJ relatif au corps des maîtres armuriers ; audition de M. Claude CHAUCHEAU sur la PPL instituant des forêts de protection ; échange de vues sur un impôt nouveau dans le département de la Seine, sur le régime des pétroles, sur les victimes d'accidents du travail, sur le programme naval, sur le traitement des cheminots en Alsace-Lorraine ; rapport de M. Henri CHERON sur le PJJ relatif à la reconstitution des archives des caisses d'épargne détruites en 1914-1918.

1^{er} juillet 1921 : communications sur les services maritimes postaux, sur la rente des accidentés du travail ; échange de vues sur l'armée du Levant (crédits), sur la commission de réparation (négociations avec l'Allemagne).

4 juillet 1921 : communication sur la Banque industrielle de Chine, sur les victimes d'accidents du travail, sur le traitement des cheminots en Alsace-Lorraine ; rapports de M. Paul PELISSE sur le PJJ relatif aux services maritimes postaux sur l'Extrême Orient, l'Australie, la Nouvelle-Calédonie, la côte orientale d'Afrique et la Méditerranée (convention), de M. Henri CHERON sur le PJJ relatif aux contributions directes (impositions départementales).

6 juillet 1921 : audition commune avec la commission des affaires étrangères de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil) et Louis LOUCHEUR (ministres des régions libérées) sur les crédits de l'armée du Levant, sur l'emprunt du Maroc, sur la Banque industrielle de Chine.

7 juillet 1921 : exposé des travaux de M. Henri CHERON (rapporteur général) sur les projets de créer des taxes d'assainissement à Marseille et au Havre,

d'ouvrir un crédit pour le paiement des cheminots d'Alsace-Lorraine, de faciliter la constitution d'une caisse des combattants de grande guerre, de reconstituer des archives des caisses d'épargne, de majorer des rentes de certains accidents du travail ; communication de M. Paul PELISSE sur les messageries maritimes (services postaux) ; rapport de M. Albert PEYRONNET sur le P.J.L. relatif à un fonds de chômage.

8 juillet 1921 : rapport de M. Henry BERENGER sur le P.J.L. relatif à l'enlèvement de l'épave de la *Liberté* à Toulon ; audition de M. Alphonse RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le P.J.L. relatif aux messageries maritimes (approbation d'une convention).

9 juillet 1921 : échange de vues sur le régime fiscal des boissons hygiéniques ; rapports de M. Albert LEBRUN sur les P.J.L. approuvant une convention relative à l'usine électro-chimique de Lannemezan, relatif au statut des officiers.

11 juillet 1921 : audition de Paul DOUMER (ministre des finances) sur le P.J.L. relatif au dégrèvement des boissons hygiéniques.

12 juillet 1921 : rapports sur des P.J.L. de M. Henri CHERON (article 37 de la loi du 31 mars 1919, port de Rouen, port de Nantes, aides aux pêcheurs employant des bateaux à moteur, liquidation de la flotte gérance) ; échange de vues sur des crédits supplémentaires (armée du Levant, report à 1921 de crédits de 1920, services de la guerre et de la marine).

1921

14S 54 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

25 octobre 1921 : constitution de la commission et discours de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (président) ; nominations ; échange de vues sur les travaux à venir.

27 octobre 1921 : projet de rapport de M. Henry BERENGER sur le P.J.L. relatif au programme naval.

28 octobre 1921 : exposé de M. Henry CHERON sur la situation financière de la France.

8 novembre 1921 : communications d'un télégramme sur la Banque industrielle de Chine et des accords de Wiesbaden et d'Angora ; désignation ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à l'indemnité temporaire aux retraités de l'Etat ; audition de M. Robert de CAIX (secrétaire général du Haut-commissariat en Syrie) sur la situation politique, administrative et financière en Syrie.

11 novembre 1921 : échange de vues sur la situation financière de la France ; demande de renseignements à M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur les missions à l'étranger.

12 novembre 1921 : audition (commune avec la commission des affaires étrangères) de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur la Banque industrielle de Chine.

15 novembre 1921 : rapports sur des P.J.L. de MM. Jean MOREL (personnels civils des colonies), Henry CHERON (crédits pour la famine en Russie) ; échanges de vues sur les ajournements de la P.P.L. relative aux élèves des grandes

écoles (service militaire) et du P.J.L. modifiant la loi du 18 octobre 1919, sur les futurs travaux de la commission.

16 novembre 1921 : audition (commune avec la commission des affaires étrangères) de M. Louis LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur l'accord Wiesbaden.

21 novembre 1921 : échange de vues sur la défense nationale (contrôle des crédits), sur le bon (12 milliards de marks) remis par l'Allemagne à la commission des réparations ; nomination ; échanges de vues sur le P.J.L. relatif au tabac en Alsace-Lorraine, sur une étude complète sur l'accord de Wiesbaden, sur l'accord d'Angora (conséquences financières), sur la convention entre la T.S.F. et une compagnie privée (concession de l'exploitation) ; audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur la situation financière.

1921

14S 55

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

24 novembre 1921 : communication sur la Banque de Chine ; rapport de M. Albert LEBRUN sur le P.J.L. relatif à l'éducation physique et à la préparation militaire.

25 novembre 1921 : examens de la P.P.L. sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables, de la P.P.L. sur l'assistance aux femmes en couches.

28 novembre 1921 : communication sur la Banque de Chine ; examen du P.J.L. relatif à des crédits de régularisation.

3 décembre 1921 : échange de vues sur le budget de 1922 (ministère de l'hygiène ; rapports sur différents P.J.L. concernant les communes de Rives (Isère), Blois (Loir-et-Cher), Hellemmes (Nord), Menton (Alpes-Maritimes).

5 décembre 1921 : échange de vues sur le contrôle des dépenses suite à une lettre de M. Paul DOUMER (ministre des finances), sur l'ancien séminaire de Saint-Sulpice, sur les P.P.L. relative aux forêts de protection, et sur les primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées ; examen du budget des ministères du commerce et de la justice pour 1922 ; nomination ; échange de vues sur le P.J.L. relative à la filature de la soie.

7 décembre 1921 : rapport de M. Henry CHERON sur le P.J.L. relatif à la répression des dissimulations frauduleuses de bénéfice de guerre ; examens des P.J.L. relatifs au régime du tabac en Alsace-Lorraine, au budget spécial des dépenses recouvrables pour 1921, puis audition de M. Jules LUGOL (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) ; exposé de M. Henry CHERON sur le P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires.

9 décembre 1921 : communication sur l'enseignement technique ; examen du P.J.L. célébrant le troisième centenaire de la naissance de MOLIERE ; examen de budgets de 1922 (services pénitentiaires, services de l'enseignement technique, Ecole centrale, ports, marine marchande et pêches).

10 septembre 1921 : communications de lettres envoyées à différents ministères sur la composition de leurs cabinets et le traitement de leurs membres, sur le

retard des réponses aux questions posées au ministère de la guerre, sur les économies suite à l'accord d'Angora ; communications de lettres échangées avec M. Aristide BRIAND (Président du Conseil) sur les dépenses des missions à l'étranger, sur l'ambassade de France au Vatican ; échange de vues sur le syndicat des agents de change et sur la Banque de Chine ; examen du budget de l'intérieur de 1922.

12 décembre 1921 : examen du budget de l'agriculture de 1922 ; observation sur le vote du budget de 1922.

13 décembre 1921 : examen du budget de 1922 (travail, légion d'honneur, pensions).

14 décembre 1921 : examen du budget de la marine de 1922 ; nominations ; échange de vues sur la date de l'examen et du vote du budget ; communication sur l'ancien séminaire de Saint-Sulpice ; examen du budget de 1922 (monnaies et médailles, marine (suite)).

15 décembre 1921 : examen du budget des travaux publics de 1922.

16 décembre 1921 : examen du budget de 1922 (imprimerie nationale, colonies)

17 décembre 1921 : examen du budget des beaux-arts de 1922 ; rapport de M. Jean STUHL sur le P.J.L. relatif aux emplois réservés aux anciens militaires pensionnés (infirmes et orphelins de guerre) ; nomination ; communication d'une lettre de M. Louis BARTHOU (ministre de la guerre) sur l'accord d'Angora ; examen du budget du ministère de la guerre 1922 puis audition du ministre sur ce budget.

18 décembre 1921 : examen du budget de 1922 (pensions, instruction publique).

1921

14S 56

Commission des finances, séances : procès verbaux.

19 décembre 1921 : examen des budgets de l'exercice 1922 du ministère de la guerre (suite), des services de liquidation de stocks, des services des postes, télégraphes et téléphones, de la Caisse nationale d'épargne, des services de l'aéronautique et des transports aériens, des services du ravitaillement.

20 décembre 1921 : examens des budgets de 1922 du ministère des finances, des services d'Alsace-Lorraine ; rapport de M. Etienne CLEMENTEL sur le P.J.L. relatif aux banques populaires ; examen du budget du ministère des affaires étrangères ; audition de MM. Paul DOUMER (ministre des finances), Théodore TISSIER (sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil d'Etat) et le Général Henry GOURAUD (haut commissaire en Syrie) sur les crédits liés à l'entretien de l'armée du Levant et au haut-commissariat en Syrie et Cilicie ; audition de M. Louis BARTHOU (ministre de la guerre) sur son budget.

21 décembre 1921 : examens des budgets de 1922 pour les forces hydrauliques, les distributions d'énergie électrique, les mines et combustibles, la Caisse des invalides de la marine, les conventions et garanties d'intérêt, les chemins de fer de l'Etat et d'Alsace-Lorraine ; examens des budgets de l'exercice 1922 des ministères de la guerre et des affaires étrangères ; examen du P.J.L. de finances pour 1922.

22 décembre 1921 : examen du P JL de finances pour 1922 (suite).

23 décembre 1921 : audition de MM. Aristide BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget de 1922, puis échange de vues sur les crédits des affaires étrangères, sur le budget des services d'Alsace-Lorraine, et sur le traitement des ingénieurs des travaux publics de l'Etat.

31 décembre 1921 : examens du P JL relatif au douzième provisoire de janvier, des crédits relatifs au haut-commissariat en Syrie et Cilicie, du P JL relatif aux crédits supplémentaires du ministère des finances pour l'exercice 1921 ; rapports sur des P JL de MM. Louis DAUSSET (Ordre national de la légion d'honneur), François MILAN (avaries causées par la crue de l'Arc (Savoie) du 24 septembre 1920), Louis SERRE (création d'écoles pratique de commerce et d'industrie ou d'écoles des métiers), Pierre GUILLIER (budget de l'Algérie pour 1922) ; échange de vues sur la création d'un organisme bancaire international ; examen du budget général de 1922, puis audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances) sur le budget général ; examen du budget général de 1922 (nouvelle délibération).

1^{er} janvier 1922 : examen du budget général de 1922 puis audition de M. Paul DOUMER (ministre des finances).

1921 - 1922

14S 57

Commission des finances, séances : procès verbaux.

13 janvier 1922 : échange de vues sur la Banque industrielle de Chine, sur la reconstruction de l'Europe (consortium international) ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P JL relatif au programme naval (annuités aux budgets de 1922 à 1925 pour les constructions neuves).

26 janvier 1922 : communication d'une lettre de M. Henry CHERON (ministre de l'agriculture) ; nomination du rapporteur général, M. Henry BERENGER ; communication sur le budget de 1922 (lettre du ministère des finances) ; échange de vues sur la Banque industrielle de Chine ; rapports sur des P JL de MM. BERENGER (douzième provisoire de février), François MILAN (mariniers au chômage) ; examen du P JL créant un Office national des recherches scientifiques ; rapport de M. BERENGER sur le P JL relatif à la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace-Lorraine ; échanges de vues sur la loi de finances de 1922 ; observations sur un emprunt de la Seine (département), sur des fonds de propagande.

1^{er} février 1922 : nomination ; échange de vues sur les dépenses éventuellement engendrées par deux PPL relatives à la protection de l'enfance et la consultation de nourrissons ; examen de la PPL relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées.

6 février 1922 : préparation de l'audition de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) (questions sur les affaires de Londres et de Cannes, l'accord de Wiesbaden, les accords d'Angora, les créances des Etat-Unis) ; examens des P JL relatifs à la lutte contre le typhus en Europe orientale, à la Banque industrielle de Chine, à un crédit pour études aux étudiants roumains en

France, aux villes de Vinay (Isère) et de Charleville (Ardennes).

10 février 1922 : nomination ; communication sur le PJJ relatif à la Banque industrielle de Chine ; examen de la PPL sur le traitement des fonctionnaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie ; rapports sur des PJJ de M. BERENGER (introduction de la loi du 28 février 1921 en Alsace-Lorraine, receveurs municipaux) ; examen du PJJ sur les opérations de bourse dans les régions libérées (règlement du moratorium).

13 février 1922 : rapport de M. Raphaël LEVY sur la PPL relative à la loi du 16 juillet 1921 ; examens du PJJ de finances de 1922 (retraites des fonctionnaires de familles nombreuses), des PJJ sur l'introduction de la loi du 24 mars 1921 en Alsace-Lorraine et sur les réparations des forteresses dans cette région ; communication sur la Banque industrielle de Chine ; audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la Banque industrielle de Chine.

16 février 1922 : communication d'un tableau contenant les chiffres de la situation financière de 1789 (don de M. Léon BOURGEOIS, Président du Sénat) ; échange de vues sur l'emprunt contracté le département de la Seine envers les Etats-Unis, et sur la constitution d'un consortium international en vue de la reconstruction de l'Europe ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ relatif à la Banque industrielle de Chine ; examen de trois articles (44, 48, 54) du PJJ de finances de 1922.

22 février 1922 : communication d'une lettre de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) sur les cessions de matériel faites au gouvernement d'Angora ; rapports de M. Louis DAUSSET sur trois PJJ concernant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; audition de M. Paul STRAUSS (ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales) sur le PJJ relatif à la participation de la France à la lutte contre le typhus ; rapport de M. François MILAN sur le PJJ relatif à la législation des loyers ; examens de la PPL sur l'allocation de primes aux surfaces ensemencées en céréales dans les régions libérées, du PJJ relatif à une indemnité de cherté de vie aux petites retraites de l'Etat.

23 février 1922 : examen du PJJ relatif à une indemnité de cherté de vie (suite).

27 février 1922 : communication de deux lettres adressées au Président du Conseil (consortium économique international, banque française en Haute-Silésie) ; examens de la PPL relative au contrôle des dépenses engagées, du PJJ relatif à la participation de la France à l'exposition de Rio-de-Janeiro en 1922 ; rapport de M. Henry BERENGER sur le PJJ relatif aux crédits provisoires applicables au mois de mars sur le budget spécial des dépenses recouvrables.

8 mars 1922, examens du PJJ relatif à la lutte contre le typhus en Europe orientale, du PJJ sur l'érection d'un monument en l'honneur des morts de l'armée d'Orient, et du PJJ modifiant l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919 (cumul pension et indemnité pour les fonctionnaires) ; rapport de M. Henry BERENGER sur le budget spécial des dépenses recouvrables pour 1922 ; échange de vues sur le PJJ relatif à la participation de la France à l'exposition de Rio-de-Janeiro en 1922.

10 mars 1922 : communication de deux lettres de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la construction de divers palais et sur les victimes de

la famine en Russie ; rapport de M. Henry BERENGER sur le budget spécial (suite).

13 mars 1922 : demandes de documents sur l'exécution des traités de paix ; exposé de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le budget des dépenses recouvrables, suite à son entretien avec le Président du Conseil ; examens du P.J.L. concernant les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, et du budget des dépenses recouvrables.

1922

14S 58

Commission des finances, séances : procès verbaux.

15 mars 1922 : communication par le Gouvernement des arrangements du 11 mars 1922 (avec annexes) ; communication de deux lettres de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le montant des bons de la défense nationale et sur le montant des marks allemands et polonais en possession du trésor français ; audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et M. Charles de LASTEYRIE sur les réparations, le budget des dépenses recouvrables et les dettes et créances interalliées.

18 mars 1922 : communication de lettres envoyées au Gouvernement sur des crédits supplémentaires à l'exercice 1921 et sur le consortium économique internationale ; examen du P.J.L. concernant l'achèvement des maisons à bon marché commencées en 1914 ; rapports de MM. DAUSSET sur le P.J.L. relatif à l'aliénation de l'immeuble Villa d'Albay (commune de Labroque, Bas-Rhin), Pierre GUILLIER sur le P.J.L. modifiant la loi du 5 août 1920 sur l'emprunt de la liquidation de l'Algérie ; examen du P.J.L. portant fixation du budget des dépenses recouvrables pour 1922 et conclusions du rapport général sur le budget.

22 mars 1922 : échange de vues sur l'examen et sur le vote d'un cahier de crédits additionnels ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le P.J.L. relatif aux retraites des «petits cheminots».

29 mars 1922 : rapport de M. Louis DAUSSET sur le P.J.L. approuvant une convention monétaire entre la Belgique, l'Italie, la France, la Suisse et la Grèce ; audition de MM. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) et Charles REBEIL (ministre des régions libérées) sur le P.J.L. portant fixation pour 1922 du budget des dépenses recouvrables ; rapports sur des P.J.L. de MM. Lucien HUBERT (aliénation de l'immeuble affecté à la légation de la République à Cettigne), Jean MOREL (traitements du personnel du chemin de fer et du port de la Réunion) ; échange de vues sur le P.J.L. relatif à l'exportation des capitaux et à l'importation des valeurs mobilières.

30 mars 1922 : communication d'une lettre de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) sur les troupes françaises de la Silésie ; échanges de vues sur les vacances parlementaires et sur les élections cantonales, sur le P.J.L. relatif au mode de calcul de l'impôt sur les chemins de fer (ajournement) ; rapports sur des P.J.L. de MM. Louis PASQUET (retraites ouvrières et paysannes) et Guillaume CHASTENET de CASTAING (droit d'entrée au Muséum d'histoire naturelle).

31 mars 1922 : examen du PJJ prorogeant sur l'exercice 1921 les délais de clôture sur le budget de l'Etat ; rapport de M. Jules JEANNENEY sur le PJJ prorogeant les exonérations d'impôts sur les prix de transport applicables sur les grands réseaux de chemin de fer ; examen du PJJ relatif au mode de calcul de l'impôt sur les chemins de fer ; échange de vues sur le PJJ autorisant des avances au Gouvernement autrichien ; examen du PJJ fixant le budget spécial des dépenses recouvrables pour 1922 ; rapports sur des PJJ de MM. Albert LEBRUN (institution d'une médaille commémorative interalliée de la guerre dite «médaille de la victoire»), Raphaël LEVY (cessions des droits à indemnités pour dommages de guerre) ; audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur les délais de clôture des opérations poursuivies sur le budget de l'Etat.

3 avril 1922 : communication d'une lettre à la Manufacture nationale de Sèvres ; rapport de M. Henry BERENGER sur le PJJ relatif au programme naval (crédits) ; examen du PJJ relatif aux régulations de crédits sur 1921 ; rapport de M. Louis PASQUET sur le PJJ approuvant la convention France – Belgique du 14 février 1921 (retraite ouvrier mineur).

4 avril 1922 : communication d'une lettre de la direction générale des contributions directes sur le PJJ relatif aux dissimulations frauduleuses de bénéfices de guerre ; rapport de M. Raphaël LEVY sur le PJJ relatif aux chambres de commerce des régions libérées (situation financière) ; communication d'une lettre sur les crédits pour les chemins de fer de l'Etat ; examens des PPL concernant l'aide nationale aux familles nombreuses et relative à la protection des enfants du premier âge et à la consultation de nourrissons, du PJJ portant sur les crédits sur 1921.

5 avril 1922 : communication sur l'acquisition par la Banque de l'Indochine des actions de la Société française des Nouvelles-Hébrides ; examen du PJJ relatif à la création d'une brigade spéciale de police dans la Seine-et-Oise ; rapport de M. Henry BERENGER sur le PJJ relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine.

7 avril 1922 : rapports sur des PJJ de MM. Louis PASQUET (modification de la loi du 4 octobre 1919), Raphaël LEVY (expropriation d'immeubles endommagés par la guerre) ; audition de hauts fonctionnaires du ministère des travaux publics sur les crédits additionnels pour les chemins de fer.

8 avril 1922 : rapports sur deux PJJ de MM. Jules JEANNENEY (crédits des chemins de fer), Léon PERRIER (création de réseaux de transport d'énergie électrique haute tension, Albert LEBRUN (crédits pour la fabrication de matériel aéronautique de guerre ; audition de MM. Raymond POINCARE, André MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions) sur les crédits additionnels pour l'armée du Levant ; rapports sur deux PJJ de M. BERENGER sur les budgets extraordinaire et spécial de l'exercice 1921.

1^{er} juin 1922 : constitution du bureau puis discours de M. Raphaël MILLIES-LACROIX (président) ; nominations.

6 juin 1922 : communication d'une lettre à la Manufacture nationale de Sèvres et d'une autre sur la Haute-Silésie ; échange de vues sur la rémunération des membres du Conseil supérieur des chemins de fer ; communication du dépôt du budget des dépenses recouvrables pour 1923 ; examen du PJJ relatif à la

réforme monétaire en Alsace-Lorraine, de la PPL relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées, du PJJ concernant les avances au Gouvernement autrichien.

1922

14S 59 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

12 juin 1922 : communication de deux lettres de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la Manufacture de Sèvres et sur les dettes de l'Allemagne vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace-Lorraine, d'une lettre émanant de l'Association professionnelle des inspecteurs de police mobile et spéciale, critiquant le PJJ relatif à la police en Seine-et-Oise ; audition de M. Maurice MAUNOURY (ministre de l'intérieur) accompagné du directeur de la sûreté générale, du préfet de police et du préfet de Seine-et-Oise sur le PJJ relatif à la création d'une brigade spéciale de police ; examen du texte.

14 juin 1922 : communication de lettres adressées à MM. Charles de LASTEYRIE et André MAGINOT (ministre de la guerre) sur la Banque industrielle de Chine et sur l'armée du Levant (crédits) ; audition de M. Charles de LASTEYRIE sur le PJJ relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires puis échange de vues.

21 juin 1922 : communication d'une lettre de M. Yves LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ concernant les rémunérations des membres du Conseil supérieur des chemins de fer ; examens du PJJ concernant la pension de certains fonctionnaires coloniaux (Indochine), des PPL relatives au contrôle des dépenses engagées, aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, aux pensions versées aux anciens militaires et marins réformés pour blessures ou infirmités ; échange de vues sur trois PJJ d'intérêt local concernant les villes de Saint-Chamond (Loire), Commercy (Meuse) et Grenoble (Isère).

23 juin 1922 : communication de lettres envoyées à différents ministères sur les pensions de fonctionnaires en Indochine et d'anciens militaires et marins réformés ; audition de M. Paul STRAUSS (ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales) sur les PPL relatives à la protection des enfants de premier âge, à la reconnaissance des consultations des nourrissons et à l'aide des familles nombreuses ; rapport de M. Henry BERENGER sur l'article 1er du PJJ relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (exonération de l'impôt sur les bénéfices commerciaux) ; examens des PJJ approuvant une convention avec la Hongrie (clauses économiques du traité signé à Trianon le 4 juin 1920), et relatif aux taxes postales, télégraphiques et téléphoniques ; rapport de M. Louis SERRE sur le PJJ relatif de l'Ecole nationale d'Horlogerie de Besançon.

26 juin 1922 : examens des PJJ relatifs au réseau de chemins de fer en Corse, à la perception des impôts en régions libérées, à l'achat d'une mouche à vapeur destinée à l'ambassade de France à Constantinople, de la PPL relative à l'application de la loi sur le crédit agricole aux victimes de guerre ; échange de vues sur la PPL relative à l'Office national des mutilés et réformés de la guerre (prêts hypothécaires).

27 juin 1922 : rapport de M. Albert LEBRUN sur le PJJ relatif à l'entretien des

effectifs de l'armée du Levant (crédit).

28 juin 1922 : audition de M. André MAGINOT (ministre de la guerre) sur le P JL relatif à l'entretien des effectifs de l'armée du Levant (ouverture d'un crédit) ; examen du texte ; examens de la PPL relative au droit à pension des juges suppléants de carrière, du P JL relatif aux frais de représentation au mariage du Roi de Serbie (ouverture de crédit), du P JL relatif à un cahier de crédits de régularisation, d'une PPL relative au traitement à accorder aux élèves de grandes écoles liées avec l'Etat par un engagement décennal (durée du service militaire) ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P JL relatif au report de crédits de l'exercice 1921 à 1922 ; échange de vues sur le P JL prorogeant les délais d'attributions des indemnités de cherté de vie.

30 juin 1922 : examen du P JL concernant des crédits de régularisation à la flotte en gérance ; audition de MM. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) et Alphonse RIO (sous-secrétaire de la marine marchande et de la pêche) sur ce texte.

3 juillet 1922 : communication sur l'établissement du câble Paris-Strasbourg (report de crédits de l'exercice 1921 à 1922) ; examens de la PPL sur le traitement à accorder aux élèves de grandes écoles liées envers l'Etat par un engagement décennal (durée du service militaire) ; rapports sur des P JL de M. Louis DAUSSET (régime du tabac en Alsace-Lorraine, distributeurs automatiques des huiles végétales et animales et du phosphore en Alsace-Lorraine, planteurs de tabac) ; échange de vues sur le P JL appliquant aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés ; rapport de M. Paul PELISSE sur le P JL relatif à l'organisation des jeux olympiques (ouverture de crédits) ; examens du P JL modifiant la loi du 31 mars 1919 (invalides de guerre et soins gratuits), de la PPL sur le taux de majoration pour enfants accordées aux veuves de guerre ; rapport de M. Jean STUHL sur le P JL relatif au régime des pensions ; examen du P JL relatif au recouvrement de la contribution sur les bénéficiaires de guerre.

5 juillet 1922 : communication de lettres diverses (jeux olympiques, jours fériés, bons de la défense nationale, dirigeable allemand *Dixmude*) ; audition de représentants des ministères des finances et des pensions sur diverses PPL concernant les pensions ; échange de vues sur le P JL relatif à la loi du 31 mars 1919 (invalides de guerre et soins gratuits) ; examen de la loi de finances de 1922 (articles 91 et 92 : régime des pensions) ; échange de vues sur deux PPL (militaires et marins pensionnés avant août 1914, majoration aux veuves de guerre pensionnées) ; rapport de M. François MILAN sur le P JL relatif à l'examen de capacité pour la conduite des automobiles ; examen du P JL portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés.

7 juillet 1922 : échange de vues sur deux P JL relatifs aux retraites du personnel de l'Imprimerie nationale, à l'Office domaniale des mines de la Sarre ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P JL relatif aux contributions directes (département, commune) pour 1923 ; examen du P JL relatif aux cheminots ; rapports de MM. Jules JEANNENEY sur le P JL relatif aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine (budget annexe pour 1922), Albert LEBRUN sur le P JL portant ouverture de crédits supplémentaires au ministère de la guerre (entretien pendant l'année 1922 des effectifs fixés par la loi de finances du 31 décembre 1921, article 100) ; audition de MM. Raymond POINCARÉ (Président du

Conseil), Charles de LASTEYRIE (ministre des finances), Henry CHERON (ministre de l'agriculture) sur le P.J.L. portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés.

8 juillet 1922 : audition de M. Gaston VIDAL (sous-secrétaire de l'enseignement technique) sur le P.J.L. relatif aux jeux olympiques de 1924 puis échange de vues ; audition de M. Paul STRAUSS (ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance) sur le P.J.L. relatif à la commémoration du centenaire de Louis PASTEUR à Strasbourg ; examen du P.J.L. relatif à l'installation au château de Vincennes de la bibliothèque et du musée de la guerre ; ajournements de six P.J.L. (Office national des recherches scientifiques et des inventions, lutte contre le doryphora, réforme monétaire en Alsace-Lorraine, ouverture de crédits sur 1922 au titre du budget général, application aux comptables publics des jours fériés, crédits pour le fonctionnement du contrôle des dépenses engagées) ; rapport de M. Abraham SCHRAMECK sur le P.J.L. répartissant un fonds de subvention aux départements ; échange de vues sur le P.J.L. relatif au centenaire de Louis PASTEUR ; examens de deux P.P.L. instituant des allocations en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, relative au droit à indemnités pour dommages de guerre ; audition de MM. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances), Henry CHERON (ministre de l'agriculture) sur six P.J.L. ajournés par la commission, puis examen de ces P.J.L. (ouverture de crédits sur 1922 au titre du budget général, crédits pour le fonctionnement du contrôle des dépenses engagées, réforme monétaire en Alsace-Lorraine, recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre - ajournement de deux des six P.J.L. relatifs au doryphora et aux magistrats de la Cour des comptes).

1922

14S 61 Commission des finances, séances : procès verbaux.

12 octobre 1922 : communication de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur les avances consenties à la Pologne et aux Etats de la Petite entente, sur une visite aux mines de la Sarre, sur la nouvelle loi de recrutement, sur une machine à voter ; échange de vues sur la trésorerie de la Banque de France et sur le commissariat général en Alsace-Lorraine.

17 octobre 1922 : rapports sur sept P.J.L. concernant l'Alsace-Lorraine (départements des Haut-Rhin, Bas-Rhin et de la Moselle) de M. Henry ROY (taxes de jaugeage, droits d'enregistrement et de timbre, taxes sur les valeurs mobilières étrangères, ratification de décrets des 24 août, 27 août, 14 octobre 1921, pour des crédits supplémentaires au budget, ratification des décrets en date du 31 mars 1921 arrêtant le budget ordinaire et extraordinaire, aliénation de parcelles du domaine de l'Etat) ; rapport de M. Louis DAUSSET sur le P.J.L. relatif aux tarifs des droits d'expédition des actes d'état civil ; examen du P.J.L. relatif à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

23 octobre 1922 : allocution sur le décès de M. Louis BOUDENOOT ; échange de vues sur le P.J.L. relatif aux chambres d'agriculture ; examen du P.J.L. relatif à l'impôt sur le chiffre d'affaires (suite).

24 octobre 1922 : examen du PJJ (suite) ; examen du PJJ portant ouverture d'un crédit pour l'entretien des effectifs de l'Armée du Levant.

27 octobre 1922 : communication d'une lettre de M. Raymond POINCARE (Président du Conseil) relative à la Sarre ; audition de M. André MAGINOT (ministre de la guerre) sur le PJJ portant ouverture d'un crédit pour l'entretien des effectifs de l'Armée du Levant puis échange de vues.

30 octobre 1922 : communication sur le PJJ concernant la retraite des résidents supérieurs en Indochine ; rapports de MM. René BESNARD sur le PJJ concernant l'indemnité de dégâts survenus à un immeuble privé occupé par la direction des inventions et sur le PJJ relatif à la prolongation de la scolarité obligatoire, Henry BERENGER sur le PJJ relatif aux indemnités des fonctionnaires des cadres supérieurs des administrations centrales ; observation sur une nomination illégale à l'Office des pupilles de la nation ; communication d'une lettre de M. Charles REIBEL (ministre des régions libérées) sur la situation financière.

10 novembre 1922 : échanges de vues sur les mesures envisageables par le Bureau du Sénat pour la réalisation d'économies (réduction des impressions), sur le refus de l'Inspection générale des finances à communiquer un rapport à M. Henri ROY ; audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la situation financière et budgétaire puis échange de vues.

15 novembre 1922 : nomination ; échange de vues sur le montant des sommes restant à payer pour les réparations (reconstitution des départements et paiement des pensions et allocations) ; demande de communication de rapports des fonctionnaires envoyés à l'étranger pour y étudier la législation fiscale ; communication sur les budgets des différents ministères pour 1923 ; examen de la PPL relative au monument en l'honneur de l'intervention américaine dans la guerre, du PJJ créant un Office national de l'éducation physique et des sports, du PJJ modifiant la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole, des PJJ relatifs aux avances prélevées sur les fonds du crédit agricole pour les départements et les communes, aux chambres d'agriculture, de la PPL relative au monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun (crédits), des PJJ relatifs à la journée de huit heures, à la filature de la soie, et aux disponibilités des magistrats de la Cour des comptes ; rapport de M. René BESNARD sur le PJJ relatif aux services de l'instruction publique ; communication sur le PJJ relatif aux indemnités des fonctionnaires des cadres supérieurs des administrations centrales.

17 novembre 1922 : rapport de M. Paul PELISSE sur la PPR relative à la convention passée avec la Société de télégraphie sans fil.

20 novembre 1922 : communication d'une lettre à la commission de l'agriculture sur les chambres d'agriculture ; examen du PJJ relatif au régime des chemins de fer en Algérie ; nomination.

24 novembre 1922 : communication d'une lettre de M. Léon BERARD (ministre de l'instruction publique) sur la création à Paris d'une cité universitaire ; nomination ; audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le PJJ relatif à l'impôt sur le chiffre d'affaires ; échange de vues sur la taxation de la production ; rapport de M. Léon PERRIER sur le PPL modifiant les lois du 21 avril 1810 et 27 juillet 1880 sur les mines ; rapports sur des PJJ de

MM. Henry ROY (ratifications de décrets d'août 1921 portant ouverture sur l'exercice 1921 de crédits provisoires au titre du budget spécial dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle), Henry BERENGER (comptes sociaux de la marine marchande, liquidation des comptes spéciaux du trésor).

27 novembre 1922 : communication de lettres sur les statistiques des annuités successorales, sur le montant des titres de rentes françaises et des bons du trésor, sur retard de l'examen des crédits additionnels sur l'exercice 1922, et sur les amendements du P.J.L. sur les chambres d'agriculture ; communication de M. Henry BERENGER sur le bilan de la situation concernant les réparations ; audition de M. Henry CHERON (ministre de l'agriculture) sur le P.J.L. relatif aux chambres d'agriculture.

29 novembre 1922 : communications sur le P.J.L. relatif aux chambres d'agriculture, sur la démission de M. Albert LEBRUN en tant que rapporteur du budget de la guerre ; nomination.

1922

14S 62 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

1^{er} décembre 1922 : examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires et auditions des auteurs d'amendements ; communication sur le P.J.L. relatif au régime de retraites du personnel de l'Imprimerie nationale.

6 décembre 1922 : communication d'une lettre relative à l'emprunt contracté par des sinistrés de Noyon ; observations sur le P.J.L. relatif à la location de l'ancien séminaire de Saint-Sulpice et à l'acquisition d'un immeuble par le ministère des finances, et sur le P.J.L. relatif à la nomenclature du budget des travaux publics ; examen du budget de 1923 et de la situation financière ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite).

8 décembre 1922 : examen d'une résolution relative au budget de 1923 ; communication sur les avances de la Banque de France, sur les bons de la défense nationale, sur le coût de la réparation des régions libérées, sur la taxe sur le chiffre d'affaires et les établissements d'enseignement ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite).

12 décembre 1922 : communication de M. Jules JEANNENEY sur la non communication de documents relatifs à l'affaire de la Banque industrielle de Chine (incident) ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite).

15 décembre 1922 : communication de M. Raphaël MILLIES-LACROIX sur le P.J.L. relatif à la Banque industrielle de Chine et sur l'émission de bons de la défense nationale ; examen du P.J.L. relatif à l'ouverture de crédits à l'occasion des calamités publiques en 1920 et 1921 ; examen du P.J.L. relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires (suite) ; échange de vues sur les fonctionnaires de l'enseignement détachés à l'étranger ; examen du P.J.L. portant sur la régularisation, l'ouverture et l'annulation de crédits à l'exercice 1922 (budgets des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix).

20 décembre 1922 : communication sur les régions libérées ; rapport de M. François MILAN relatif à la réparation des dégâts causés par la crue de l'Arc (Savoie).

26 décembre 1922 : communications de lettres concernant la garantie d'un emprunt du Gouvernement autrichien, relative à la Banque industrielle de Chine, sur l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine, sur une conférence tenue au tribunal de commerce de la Seine ; examens du P.J.L. approuvant l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine, du P.J.L. relatif aux taxes d'alimentation des fonds de garantie et de prévoyance des blessés de guerre, victimes d'accidents de travail, du P.J.L. relatif à une convention entre l'Etat et Paris sur le Conservatoire des arts et métiers, sur la Cour des comptes et sur l'église de l'Assomption.

27 décembre 1922 : communication d'une lettre de M. Jules DELAHAYE sur l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine ; audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le P.J.L. approuvant l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine ; rapport de M. Pierre GUILLIER sur le P.J.L. relatif au budget de l'Algérie pour 1923.

28 décembre 1922 : audition de MM. Raymond POINCARE (Président du Conseil) et Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le P.J.L. approuvant l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine (suite) puis échange de vues.

29 décembre 1922 : échange de vue sur l'examen en séance des projets à venir suite à la demande de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) ; examen des P.J.L. portant ouverture de crédits sur 1922 au titre du budget général, relatif aux douzièmes provisoires ; rapports sur des P.J.L. de MM. Henry BERENGER (douzièmes provisoires de 1923), Louis DAUSSET (prix des tabacs indigènes) ; observation sur le P.J.L. réorganisant l'administration centrale du ministère des finances ; rapport de M. Henry BERENGER sur le P.J.L. ratifiant la convention entre le ministère des finances et le gouverneur de la Banque de France.

30 décembre 1922 : rapport de M. Georges REYNALD sur le P.J.L. relatif à la Banque industrielle de Chine.

31 décembre 1922 : rapports sur des P.J.L. de MM. Henry BERENGER (emprunt par le Gouvernement autrichien, achat d'un terrain en vue de l'installation de la légation de la République à Belgrade, Louis DAUSSET (liquidation des pensions aux victimes civiles de la guerre), François MILAN (ville de Privas en Ardèche) ; observation de M. Henry BERENGER sur l'accord de reliquat de l'indemnité de Chine ; examens de deux P.J.L. de douzièmes provisoires puis audition de M. Charles de LASTEYRIE (ministre des finances) sur ce texte.

1922

14S 63

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

1^{er} janvier 1923 : échange sur le vote des douzièmes provisoires à la Chambre des députés.

15 janvier 1923 : décès de M. RIBOT.

16 janvier 1923 : travaux exécutés pour l'industrie privée dans les arsenaux ; rapports de M. HUBERT sur le P.J.L. ouvrant des crédits pour le ministère des affaires étrangères, sur le P.J.L. relatif au Conseil supérieur de la défense

nationale, sur le PJJ ouvrant une légation en Afghanistan, et sur le PJJ pour assister les Français de Russie ; échanges sur le budget et questions diverses.

22 janvier 1923 : échanges sur la situation du matériel de guerre et sur les événements de la Ruhr ; examen du PJJ relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires ; examen du PJJ relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers ; rapport de M. SERRE sur le PJJ pour le paiement au Brésil de l'affrètement des bateaux ex-allemands ; échanges sur la situation de la trésorerie.

25 janvier 1923 : événements de la Ruhr.

30 janvier 1923 : examen du PJJ relatif au recrutement de l'armée.

1^{er} février 1923 : examen du PJJ relatif au recrutement de l'armée (suite) ; examen du PJJ relatif à l'organisation judiciaire en Alsace-Lorraine ; rapport de M. BUSSON BILLAULT sur le PJJ créant un tribunal de première instance à Tiaret (Oran) ; rapport de M. DEBIERRE et examen de la PPL relative à la rééducation des mutilés du travail et l'éducation fonctionnelle et professionnelle des infirmes ; examen du PJJ relatif au recrutement de l'armée (suite) ; échanges sur le budget de 1923.

7 février 1923 : nominations ; examen de la PPL relative à l'allocation d'ascendant à la femme « séparée de corps » ; rapport de M. DEBIERRE sur la PPL relative à l'aide nationale aux familles nombreuses ; rapport de M. JEANNENEY sur le PJJ relative aux emprunts des grandes compagnies de chemins de fer ; examen du budget annexe des chemins de fer de l'Etat ; exposé de M. MILAN sur la modification de la nomenclature du budget des travaux publics ; avis sur le rachat des chemins de fer départementaux de l'Yonne.

14 février 1923 : échanges sur l'audition de M. LE TROCQUER (ministre des travaux publics), sur la PPL relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, sur l'examen du budget de 1923, sur le PJJ autorisant l'émission et le renouvellement des valeurs du trésor à court terme, sur le programme naval, sur le PJJ relatif à l'organisation judiciaire en Alsace-Lorraine, sur le PJJ réorganisant l'administration centrale du ministère des finances ; examen du PJJ autorisant la vente aux enchères publiques de quatre bijoux appartenant au musée du Louvre (héritage DOSNE-THIERS) ; avis de M. BLAIGNAN sur le PJJ réformant le statut douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie et sur le PJJ réglant les relations entre les anciennes zones franches et les cantons suisses limitrophes ; examen du PJJ réorganisant l'administration centrale du ministère des finances.

16 février 1923 : échanges sur l'audition de M. LE TROCQUER et sur le PJJ relatif aux vestiges et souvenirs de guerre ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif aux lignes de Lerouville à Novéant et de Chaligny à Blainville ; audition de M. de LASTEYRIE (ministre des finances), sur le PJJ autorisant l'émission et le renouvellement de valeurs du trésor à court terme.

19 février 1923 : audition de M. LE TROCQUER sur le budget annexe des chemins de fer de l'Etat.

21 février 1923 : nominations ; lettre de M. RAIBERTI (ministre de la marine) sur les conditions financières d'exécution des marchés de constructions navales ; examen du PJJ créant un office domanial des mines de la Sarre.

26 février 1923 : examen du P JL relatif à la modification de la réglementation applicable aux bouilleurs de cru ; adoption du P JL relatif à la participation de la France à l'exposition de Rio de Janeiro.

27 février 1923 : audition de M. LE TROCQUER sur le P JL relatif aux bouilleurs de cru et sur le budget de 1923 ; rapport de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget de 1923 ; audition de M. Maurice SARRAUT sur le P JL relatif aux bouilleurs de cru.

1^{er} mars 1923 : rapport de M. JEANNENEY et examen du P JL augmentant le montant des travaux complémentaires de 1921 et la faculté d'émission des compagnies des chemins de fer du Nord et du Paris - Lyon - Méditerranée.

5 mars 1923 : communications de M. LE TROCQUER sur le P JL réorganisant le ministère des finances et sur l'article 4 de la loi de finances de 1923 ; communication de M. de KERGUEZEC (président de la commission de la marine) sur la nomination des commissions du gouvernement près les conseils de guerre maritimes ; échanges sur le rapport de l'inspection générale des finances sur la comptabilité des émissions de bons de la défense nationale ; examen du P JL réorganisant le ministère des finances ; échanges sur le P JL relatif au recrutement de l'armée et sur le budget de 1923.

8 mars 1923 : examen des conséquences financières de l'article 7 de la loi sur le recrutement ; examen de la PPL sur les concessions de baux d'immeubles par l'Etat.

14 mars 1923 : adoption de projets de loi d'intérêt local (villes de Grenoble, Nancy, Aix et Dijon) ; rapport de M. JEANNENEY sur le P JL relatif au réseau de la Compagnie meusienne des chemins de fer ; exposé de M. BERENGER et examen du P JL relatif à l'équilibre du budget de 1923.

19 mars 1923 : audition de M. POINCARE (Président du Conseil) et de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la situation budgétaire, financière et de trésorerie puis échanges.

1923

14S 64

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

21 mars 1923 : discussion sur l'exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget pour l'exercice 1923.

23 mars 1923 : examen de la PPR sur les rémunérations dues aux receveurs municipaux ; examen du P JL sur la taxe d'écoulement direct à l'égout de Paris ; examen du P JL concernant les voies ferrées d'intérêt local de Castres à Toulouse et d'un P JL autorisant l'augmentation du capital garantie par la Compagnie à la Société des voies ferrées départementales du Midi ; examen du P JL sur l'exécution de l'établissement maritime du Verdon ; examen du PPL accordant à la femme séparée de corps le bénéfice de l'allocation d'ascendante ; examen du P JL relatif au mode de paiement des pensions militaires allemandes dont les titulaires ont acquis ou recouvré la nationalité française ; examen du P JL étendant le bénéfice des lois françaises aux anciens militaires ayant acquis droit à pension d'invalidité dans l'armée allemande et devenus Français par application du traité de Versailles ; P JL relatif à un crédit pour achat d'un terrain

destiné à l'installation de la légation de la République en Serbie, Croatie, Slavonie.

24 mars 1923 : communication d'une lettre de M. LAFFONT (sous-secrétaire d'Etat des postes, télégraphes et téléphones) sur le câble télégraphique destiné à relier la France et l'Algérie ; rapports de M. ROY sur le PJJ relatif aux impôts cédulaires en Alsace-Lorraine et sur le PJJ relatif aux primes à la culture du blé ; avis sur le PJJ relatif à la dérivation du Verdon ; examen du PJJ relatif à l'organisation d'une exposition canadienne en France ; examen du PJJ créant un Office domanial des mines de la Sarre ; examen de la PPR sur la convention passée avec la Compagnie générale de télégraphie sans fil.

26 mars 1923 : audition de MM. DIOR (ministre du commerce et de l'industrie) et CHARMEIL (directeur du personnel, de l'expansion commerciale et du crédit) sur le PJJ relatif à l'organisation d'une exposition canadienne en France, puis délibération ; examen du PJJ fixant les coefficients applicables en 1923 pour l'établissement de l'impôt sur les bénéficiaires agricoles ; examen du PJJ portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922.

27 mars 1923 : examen du PJJ portant ouverture de crédits provisoires au titre de budget spécial des dépenses recouvrables ; examen du PJJ portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget général ; rapports de M. HUBERT sur le PJJ portant ouverture de crédits au ministre des affaires étrangères et sur la PPL pour la souscription du monument de l'intervention américaine dans la guerre ; rapports de M. SCHRAMECK sur le PJJ relatif à la répartition de la contribution personnelle mobilière à Paris, sur plusieurs PJJ relatifs au département de la Seine et la Ville de Paris.

28 mars 1923 : audition de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur la création d'un sous-secrétariat d'Etat au ministère des finances et sur diverses questions ; examen du PJJ sur les crédits provisoires (point de départ de l'année financière) ; examen du PJJ sur les vestiges et souvenirs de guerre ; examen du PJJ sur les funérailles de M. Théophile DELCASSE ; examen du PJJ sur la vente d'automobiles et d'accessoires de luxe ; examen du PJJ sur l'exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes ; examen d'un PJJ sur le rapatriement en Russie d'anciens soldats russes ; examen du PJJ sur la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre ; examen du PJJ relatif à la création et à la transformation d'écoles d'agriculture ; examen du PJJ sur l'installation et le fonctionnement du cinématographe dans les communes rurales ; examen de la PPL sur les conditions de réutilisation des terrains endommagés par faits de guerre et rachetés par l'Etat ; rapport de M. BERENGER sur la création d'un sous-secrétariat d'Etat au ministère des finances par une loi spéciale.

16 avril 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (beaux-arts, affaires étrangères).

17 avril 1923 : demande d'audition ; observations sur la communication à la commission des rapports des services de contrôle (ministère des finances) ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (affaires étrangères, monnaies et médailles, finances).

18 avril 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (légion d'honneur, imprimerie nationale, conventions et garanties d'intérêt, justice).

19 avril 1923 : demande d'audition de M. POINCARE (Président du Conseil) sur le budget du ministère des affaires étrangères, échange de vues ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (agriculture, intérieur, travaux publics).

20 avril 1923 : décès de M. BERARD ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (aéronautique, transports aériens, hygiène de l'assistance et de la prévoyance sociales, commerce, travail, pensions, ports, marine marchande et pêches).

2 mai 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (Alsace-Lorraine, mines et forces hydrauliques, caisse des invalides de la marine, enseignement technique, Ecole centrale, guerre).

1923

14S 65

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

4 mai 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (guerre).

5 mai 1923 : examen des budgets spéciaux pour 1923 (colonies).

7 mai 1923 : échanges sur la discussion du budget au Sénat ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (instruction publique, chemins de fer de l'Etat).

9 mai 1923 : réclamations des ministres contre les décisions de la commission concernant leurs budgets respectifs ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (poudres, manufactures de l'Etat en Alsace et Lorraine, postes et télégraphes, Caisse nationale d'épargne).

11 mai 1923 : décès de M. BUSSON-BILLAULT ; communication d'une lettre de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) ; examen de l'équilibre budgétaire ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget.

14 mai 1923 : communication d'une lettre de M. POINCARE (Président du Conseil) ; échanges sur une PPL relative au point de départ de l'année financière ; examen des budgets spéciaux pour 1923 (chemins de fer d'Alsace et de Lorraine) ; examen de l'équilibre budgétaire et du transfert au budget des dépenses recouvrables de la charge des emprunts contractés par la France en vue d'effectuer les paiements dûs par l'Allemagne ; examen des articles 100 à 127 du PJJ de finances de 1923 (réforme administrative et financière des postes, télégraphes et téléphones).

16 mai 1923 : décès de M. de FREYCINET ; examen des articles 2 à 25 du PJJ de finances.

17 mai 1923 : examen de l'article 23 du PJJF ; réclamations des ministres (suite) ; ajournement de l'examen du PJJ régularisant les attributions de décorations par les ministres de la guerre et de la marine ; examen des articles 26 à 76 du PJJ de finances.

18 mai 1923 : examen des articles 23, 77 à 99 du PJJ de finances.

19 mai 1923 : examen des articles 40, 129 à 183 du PJJ de finances.

22 mai 1923 : réduction des crédits alloués aux ministères ; examen des articles 183 à 242 du PJJ de finances et d'articles nouveaux sur le contrôle des dépenses engagées ; nominations par ordre dans l'administration préfectorale ; régime de

l'adoption ; invalides d'avant-guerre ; règlement des travaux de la commission.

28 mai 1923 : rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX sur le P JL régularisant les attributions de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires ; rapport de M. BERENGER sur la PPL relative au point de départ de l'année financière ; audition de MM. POINCARE, de LASTEYRIE et d'AUBIGNY (sous-secrétaire d'Etat du ministre des finances) sur le budget du P JL de finances de 1923.

1923

14S 66 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

30 mai 1923 : composition de la commission ; avis de M. REYNALD sur la PPL relative aux ventes judiciaires d'immeubles ; avis de M. SERRE et examen du P JL sur l'exécution de l'établissement maritime du Verdon ; report de l'exposé du rapport sur les douzièmes provisoires ; audition de MM. RAIBERTI (ministre de la marine), DIOR (ministre du commerce), MAUNOURY (ministre de l'intérieur), EYNAC (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique) et CHERON (ministre de l'agriculture) sur la réduction des budgets des ministères.

31 mai 1923 : rapport de M. BERENGER (rapporteur général) sur les P JL ouvrant des crédits provisoires de juin.

1^{er} juin 1923 : élection et nominations ; audition de MM. de LASTEYRIE (ministre des finances), d'AUBIGNY (sous-secrétaire d'Etat des finances) et LAFFONT (sous-secrétaire d'Etat des postes, télégraphes et téléphones) sur la réduction des budgets des ministères.

2 juin 1923 : audition de MM. PEYRONNET (ministre du travail), LE TROCQUER (ministre des travaux publics) et RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur la réduction des budgets des ministères.

1923

14S 67 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

4 juin 1923 : audition de MM. MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions), BERARD (ministre de l'instruction publique et des beaux-arts), LEON (directeur des beaux-arts), le général BENOIST (directeur des services militaires du ministère des colonies), HORTON (sous-directeur de la comptabilité), POINCARE (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères), STRAUSS (ministre de l'hygiène) et COLRAT (ministre de la justice) sur la réduction des budgets des ministères.

6 juin 1923 : audition de M. VIDAL (sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) et de M. LABBE (directeur de l'enseignement technique) sur la réduction des budgets des ministères ; révision des budgets des ministères et services pour 1923.

7 juin 1923 : audition de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur les modifications apportées à la loi de finances par la commission.

1923

8 juin 1923 : exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur l'équilibre du budget de 1923 et discussion ; audition de MM. LE TROCQUER (ministre des travaux publics), MAHIEU (secrétaire général du ministère) et du CASTEL (directeur des chemins de fer) sur le PJJ relatif aux travaux complémentaires sur le réseau du Nord et sur la faculté d'émission des compagnies des chemins de fer du Nord et Paris-Lyon-Méditerranée ; audition de MM. POINCARE (Président du Conseil), de LASTEYRIE (ministre des finances) et LE TROCQUER sur le PJJ relatif à l'exécution du traité de Versailles et à la situation dans la Ruhr ; échanges sur le PJJ relatif aux travaux complémentaires sur le réseau du Nord et à la faculté d'émission des compagnies du Nord et Paris-Lyon-Méditerranée.

13 juin 1923 : commencement de la discussion du budget ; rapport de M. BLAIGNAN et examen du PJJ sur le régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale ; PJJ sur la superposition d'impôts français et sarrois.

28 juin 1923 : lettre de la Compagnie des messageries maritimes ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif à l'exécution du traité de Versailles ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ pour l'achat de terrains pour l'ambassade de France à Washington ; rapports de M. BERENGER sur le PJJ relatif au report de crédits de l'exercice 1922 à l'exercice 1923 et sur le PJJ portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922 ; avis de M. GUILLIER sur le PJJ relatif aux tribunaux de Blidah et de Mascara ; rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX sur le PJJ relatif au budget annexe de la Légion d'honneur ; rapports de M. MILAN sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les calamités publiques et sur le PJJ relatif à la construction du canal de Marseille au Rhône et sur le port de Marseille ; examen de l'avis financier sur le statut des fonctionnaires d'Alsace et Lorraine ; rapport de M. DAUSSET sur le PJJ réorganisant les cadres du personnel de la recette centrale, des recettes perceptions et des perceptions de la Seine ; rapport de M. CLEMENTEL sur le PJJ pour la participation de la France à l'exposition de Rio-de-Janeiro ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux dépenses recouvrables.

29 juin 1923 : examen du budget de 1923 modifié par la Chambre des députés ; avis de M. SERRE sur le PJJ relatif au port de La Rochelle - La Pallice ; rapport de M. STUHL sur la PPL prorogeant le délai accordé aux victimes civiles de la guerre pour se mettre en instance de pension ; rapport de M. DEBIERRE sur le PJJ relatif à la réduction de la charge des fondations dans les établissements hospitaliers ; avis de M. GUILLIER sur le PJJ relatif au tribunal de Tiaret.

29 juin 1923 : examen du budget modifié par la Chambre des députés (suite).

30 juin 1923 : examen du budget modifié par la Chambre des députés (suite) ; reconduction budgétaire.

1^{er} juillet 1923 : audition de M. de LASTEYRIE sur le budget modifié.

4 juillet 1923 : audition de M. de LASTEYRIE sur le PJJ modifiant le régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale ; adoption du PJJ relatif aux cadres du personnel de la recette centrale, des recettes-perceptions et perceptions de la Seine ; nomination ; examen du PJJ sur la fabrication de l'ammoniaque synthétique ; rapport de M. PERRIER et examen du PJJ sur la distribution de

l'énergie électrique dans les campagnes ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux gares douanières à la frontière sarro-allemande ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ portant ouverture et annulation de crédits sur 1922 (affaires étrangères).

5 juillet 1923 : rapports de M. ROY sur des PJJ concernant l'Alsace et la Lorraine (impôt général sur le revenu et impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères ; majoration des pensions des retraités des postes et télégraphes ; institution de surtaxes locales temporaires ; trésorerie générale à Metz ; billards publics et privés) ; rapport de M. HIRSCHAUER sur le PJJ relatif aux ingénieurs de l'aéronautique ; avis de M. PERRIER sur le PJJ créant une station marémotrice à l'Aber-Wrac'h ; avis de M. SCHRAMECK sur le PJJ renouvelant le privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ; rapport de M. RENOULT sur la réparation des dégâts causés par l'explosion de Kenitra (Maroc).

6 juillet 1923 : adoption du PJJ sur la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes ; échanges sur le PJJ portant fixation du budget spécial pour 1923 des dépenses recouvrables (traités de paix) ; audition de M. EYNAC (sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique et des transports aériens) sur le PJJ créant les corps d'ingénieurs, d'ingénieurs-adjoints et d'agents techniques de l'aéronautique ; avis de M. DEBIERRE sur la PPL relative aux sociétés de secours mutuels ; rapport de M. DAUSSET sur le PJJ créant des offices de vérification et de compensation en application des traités de paix ; rapport de M. ROY sur les PJJ concernant l'Alsace et la Lorraine (enseignement secondaire) ; majorations et allocations aux titulaires de pensions ; caisses d'épargne sans garantie communale ; rattachement d'administrations financières ; dépenses recouvrables en exécution des traités de paix ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif aux dettes d'impôt autrichiennes et hongroises.

9 juillet 1923 : rapport de M. DOUMER sur le PJJ ouvrant des crédits pour l'observation en Amérique de l'éclipse de soleil en 1923 ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif au chemin de fer de Guingamp à Paimpol ; rapports de M. BERENGER (rapporteur général) sur le PJJ érigeant un monument en l'honneur des marins ; rapport de M. BERENGER et examen du PJJ fixant le budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix (régions libérées).

10 juillet 1923 : lettre de M. POINCARÉ (Président du Conseil) sur les offices de compensation ; rapports de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) et le PJJ sur des ouvertures de crédits ; rapport de M. STUHL sur la PPL relative aux pensions des invalides d'avant-guerre ; avis de M. RENOULT sur le PJJ relatif à la fortification de Longwy ; échanges sur le PJJ sur l'électrification des campagnes, nomination ; rapport de M. HIRSCHAUER sur le PJJ créant les corps d'ingénieurs, d'ingénieurs-adjoints et d'agents techniques de l'aéronautique.

11 juillet 1923 : rapports de M. SCHRAMECK sur le PJJ autorisant la ville de Paris à accorder sa garantie pour le service d'un emprunt de la Société du gaz de Paris, sur le PJJ relatif à la répartition des allocations à l'Afrique occidentale française, sur le PJJ relatif aux taxes de remplacement de la ville de Lyon, sur le PJJ répartissant le fonds de subvention aux départements ; examen du PJJ sur la

construction et l'exploitation en Algérie d'une fabrique d'explosifs chloratés.

13 juillet 1923 : rapport de M. DOUMER sur la PPL sur les caisses de retraites fondées par les anciens combattants et les victimes civiles de la guerre ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ fixant un budget spécial pour les dépenses recouvrables ; rapport de M. PASQUET sur la PPL relative à une colonie de repos pour le personnel des postes, télégraphes et téléphones ; audition de M. LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le PJJ relatif au chemin de fer de Guingamp à Paimpol ; audition de M. RIO (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le PJJ relatif à la crise de la culture de l'huître plate ; examen du PJJ sur le chemin de fer de Guingamp à Paimpol ; avis sur le PJJ relatif aux subventions de l'Etat pour les services publics d'automobiles, nomination ; échanges sur les suppléments temporaires de subventions aux entreprises déficitaires de voies ferrées d'intérêt local ; examen du PJJ sur la crise de l'huître plate.

1923

14S 69 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

12 novembre 1923 : rapport de M. BERENGER (rapporteur général) et examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires.

14 novembre 1923 : organisation du travail de la commission ; audition de MM. de LASTEYRIE (ministre des finances) et d'AUBIGNY (sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances) sur le PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires ; échanges sur les pensions des anciens cheminots retraités.

16 novembre 1923 : échanges sur le PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires.

19 novembre 1923 : examen du PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires ; rapport de M. MILAN sur le PJJ relatif à la délivrance des permis de conduire les automobiles ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ codifiant les lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété.

21 novembre 1923 : question sur le régime des fonctionnaires coloniaux dans la nouvelle loi sur les pensions ; examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires (suite).

23 novembre 1923 : rapport de M. ROY sur le PJJ relatif à la caisse de retraite des huissiers d'Alsace et de Lorraine ; rapport de M. CHASTENET sur le PJJ pour les funérailles de Pierre LOTI ; rapport de M. CHASTENET sur le PJJ autorisant l'aliénation de bijoux légués à l'Etat par M. THIERS ; examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires (suite).

28 novembre 1923 : demande d'audition de M. LE TROCQUER (ministre des travaux publics) ; avis de M. Fernand DAVID sur le PJJ créant un livret agricole de prévoyance ; examen du PJJ sur le régime des pensions civiles et militaires (suite).

30 novembre 1923 : avis de M. Fernand DAVID sur le PJJ relatif aux chambres d'agriculture ; rapport de M. ROUSTAN sur la PPL relatives aux pensions des armées de terre et de mer ; examen de PJJ autorisant des avances à la Pologne,

la Yougoslavie et la Roumanie.

3 décembre 1923 : avis de M. RENOULT sur le P.J.L. relatif à la fabrication du carbonate de soude et de la soude caustique ; audition de MM. de LASTEYRIE et PION (directeur de la dette inscrite) sur le P.J.L. relatif au régime des pensions civiles et militaires ; échanges sur l'assimilation des ouvriers d'Etat, la péréquation des retraites et les avantages aux fonctionnaires mobilisés.

5 décembre 1923 : audition de MM. LE TROCQUER, LORIEUX (directeur du personnel et de la comptabilité) et GUILLAUME (directeur des mines) sur le P.J.L. relatif à la délivrance des permis de conduire les automobiles.

5 décembre 1923 : audition de MM. POINCARE (Président du Conseil), de LASTEYRIE, MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions), EYNAC (sous-secrétaire d'Etat à l'aéronautique) sur les P.J.L. autorisant des avances à la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie.

1923

14S 70 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

11 décembre 1923 : échanges sur la Banque industrielle de Chine ; examen du P.J.L. portant ouverture de crédits pour des dépenses extraordinaires et des dépenses militaires au Maroc et dans les théâtres extérieurs d'occupation.

13 décembre 1923 : demande d'audition de M. MAGINOT (ministre de la guerre) ; examen des articles réservés du P.J.L. relatif aux pensions civiles et militaires ; avis de M. ROY sur le P.J.L. sur le régime de retraites du personnel des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.

14 décembre 1923 : audition de M. MAGINOT sur le P.J.L. portant ouverture de crédits pour des dépenses extraordinaires et des dépenses militaires au Maroc et dans les théâtres extérieurs d'occupation.

20 décembre 1923 : examen et adoption d'un cahier de crédits supplémentaires ; adoption d'un P.J.L. relatif au reliquat de la liquidation des biens des Chartreux, d'un P.J.L. relatif aux Arméniens réfugiés à Marseille, d'un P.J.L. relatif aux surfaces ensemencées en céréales dans les régions dévastées, d'un P.J.L. relatif à l'agrandissement de l'école supérieure d'électricité, d'un P.J.L. sur le budget spécial de l'Algérie et d'un P.J.L. sur la pension annuelle de Mme CURIE ; échanges sur la P.P.L. relative aux allocations d'allaitement.

21 décembre 1923 : échanges sur les emprunts de la ville de Paris et du département de la Seine ; adoption des rapports de M. CHASTENET sur le P.J.L. relatif à la construction d'une maison de France à Madrid, de M. BESNARD sur le P.J.L. pour la liquidation de la gestion théâtrale de M. ANTOINE (ancien directeur du théâtre de l'Odéon), de M. PASQUET sur le P.J.L. organisant le crédit aux sociétés coopératives et aux artisans, de M. RENOULT sur le P.J.L. relatif aux sous-officiers, de M. HUBERT sur le P.J.L. ouvrant des crédits au ministère des affaires étrangères ; rapport de M. PASQUET sur le P.J.L. relatif aux timbres postes spéciaux à l'occasion des Jeux olympiques ; rapport de M. SERRE sur le P.J.L. relatif au port de pêche de Lorient.

25 décembre 1923 : examen du P.J.L. sur la convention passée entre le ministre des finances et la Banque de France ; examen du P.J.L. sur les crédits provisoires

sur le budget des dépenses recouvrables ; examen du PJJ sur la perception en 1924 des droits produits et revenus publics ; adoption du PJJ sur les dépenses du Maroc et des théâtres extérieurs d'opérations en 1924.

26 décembre 1923 : communication sur le remboursement des avances consenties par la Banque de France ; examen du PJJ sur l'emprunt du département de la Seine.

1923

14S 71 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

17 janvier 1924 : entretien entre M. MILLIES-LACROIX (président) et M. POINCARE (Président du Conseil) pour équilibrer avec l'impôt toutes les dépenses de l'Etat ; ajournement de l'examen des PJJ sur les emprunts de la ville de Paris et sur ceux de certaines colonies ; communication de M. BERENGER (rapporteur général) sur la Trésorerie et le dernier bilan de la Banque de France ; rapport de M. PERRIER sur la fabrication de l'ammoniaque synthétique ; ajournement de l'examen du PJJ sur les mines de potasse d'Alsace.

6 février 1924 : emprunts de la ville de Paris ; nomination ; impôt sur les titres nobiliaires ; purge du privilège du trésor en matière de bénéfice de guerre ; PPL de M. DELAHAYE ; emprunts étrangers émis en France avant guerre ; rapport de M. JEANNENEY et examen du PJJ sur les subventions aux chemins de fer d'intérêt local ; examen du PJJ sur l'ammoniaque synthétique.

8 février 1924 : lettre de M. de LASTEYRIE (ministre des finances) sur les PJJ sur le petit commerce et la petite industrie ; situation de la Banque de France ; examen du PJJ sur le régime fiscal des assurances contractées auprès d'assureurs étrangers ; adoption du PJJ sur les terrains de la pyrotechnie de Lyon.

15 février 1924 : rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif à la commission d'administration du territoire de Memel ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux établissements industriels de la marine militaire.

22 février 1924 : examen du PJJ sur les incendies de forêts ; rapport de M. BERENGER sur la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre.

27 février 1924 : avis de M. GUILLIER sur les PJJ créant des emplois de commis-greffiers en Algérie ; lettre de M. STRAUSS (ministre de l'hygiène) sur la construction d'immeubles à usage d'habitation ; exposé de M. BERENGER sur les projets concernant l'équilibre budgétaire ; examen de la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre.

28 février 1924 : PPR sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies et à la création de nouvelles ressources fiscales ; audition de M. POINCARE et de M. REIBEL (ministre des régions libérées) sur la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre ; exposé de M. BERENGER sur le bilan de la Banque de France ; examen du PJJ sur le douzième provisoire (dépenses recouvrables).

3 mars 1924 : rapport de M. ROUSTAN sur le PJJ autorisant la ville de Saint-Quentin à percevoir des taxes de remplacement ; communication de M. PASQUET sur le projet d'aliénation par la Compagnie française des câbles

télégraphiques de certains câbles ; échanges sur des faits ayant eu lieu au ministère des régions libérées ; examen de la PPL relative aux indemnités de dommages de guerre, contre-rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX.

5 mars 1924 : lettre de M. BARRERE (ambassadeur de France à Rome) ; rapport de M. SERRE sur le PJJ pour le paiement au Brésil de l'affrètement des bateaux ex-allemands ; exposé de M. BERENGER et examen du PJJ sur le rétablissement de l'équilibre budgétaire.

6 mars 1924 : audition de MM. POINCARE et de LASTEYRIE sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies, à la création de nouvelles ressources fiscales et à diverses mesures d'ordre financier.

7 mars 1924 : audition de M. de LASTEYRIE sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies et à la création de nouvelles ressources fiscales.

1924

14S 72

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

8 mars 1924 : audition de MM. POINCARE (Président du Conseil) et de LASTEYRIE (ministre des finances) sur le PJJ relatif à la réalisation d'économies, à la création de nouvelles ressources fiscales et à diverses mesures d'ordre financier ; lettre de M. DAUSSET concernant la cession du monopole des allumettes et l'augmentation du prix des tabacs.

9 mars 1924 : examen du PJJ précité (suite).

10 mars 1924 : examen du PJJ précité (suite).

11 mars 1924 : lettre de M. BARRERE (ambassadeur de France à Rome) ; examen du PJJ précité (suite) ; audition de M. LAFFONT (sous-secrétaire d'Etat des postes et des télégraphes) sur les abonnements téléphoniques.

12 mars 1924 : audition de M. de LASTEYRIE sur le PJJ précité, exposé de M. BERENGER ; exposé de M. BERENGER et examen du PJJ sur le régime fiscal des bons du Trésor et des bons de la défense nationale.

20 mars 1924 : lettre de M. de LASTEYRIE sur la PPL relative à la création de coopératives agricoles ; rapport de M. MOREL sur le PJJ relatif à l'emprunt du Cameroun ; ajournement des PJJ sur les emprunts de la ville de Paris et du département de la Seine ; échanges sur les PJJ relatifs aux chemins de fer d'intérêt local ; rapports de M. ROY sur les PJJ relatifs à la législation en matière de cumul, et au mobilier des cours d'assises et tribunaux en Alsace et en Lorraine.

22 mars 1924 : nomination, examen du PJJ relatif à la réalisation d'économies, à la création de nouvelles ressources fiscales et à diverses mesures d'ordre financier.

25 mars 1924 : nominations ; rapport de M. GUILLIER sur le PJJ relatif à la suppression du service par l'Etat français de la garantie du réseau de la Medjerdah ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif aux bénéfices de guerre (convention avec la Belgique) ; rapport de M. CHASTENET sur des PJJ relatifs aux crédits pour les funérailles du général MAUNOURY, de MM. de FREYCINET et BARRES ; rapports de M. ROUSTAN sur les PJJ relatifs à la

perception de taxes à Troyes, Fougères et Fourmies ; échanges sur le relèvement du franc.

1924

14S 73

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

28 mars 1924 : avis de M. PELISSE sur le PJJ relatif au service maritime postal entre Le Havre et New York ; rapport de M. LEVY et examen de la PPL relative à certaines indemnités de dommages de guerre ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ pour l'application des paragraphes 3 et 5 de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1923 sur le recrutement de l'armée ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ pour les frais de réception du roi Ferdinand I^{er} et de la reine Marie de Roumanie.

31 mars 1924 : lettre de M. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) ; rapport de M. PASQUET sur la PPL pour l'aménagement d'une colonie de repos pour le personnel des PTT ; PJJ portant ouverture et annulation de crédits au titre des budgets des dépenses recouvrables.

2 avril 1924 : lettre de M. de SELVES (ministre de l'intérieur) ; lettre de M. FRANCOIS-MARSAL sur le PJJ concernant l'attribution de subventions et de secours pour reconstitution de capitaux détruits par des calamités publiques ; lettres de MM. LAFFONT et STRAUSS (anciens ministres) ; examen de la PPL relative à certaines indemnités de dommages de guerre ; exposé de M. JEANNENEY et examen du PJJ modifiant le régime fiscal applicable au petit commerce et à la petite industrie ; rapport de M. MILAN sur le PJJ relatif au privilège du Trésor en matière de bénéfices de guerre ; rapport de M. PASQUET sur le PJJ relatif à un échange entre l'Etat et la ville de Cahors ; rapport de M. SCHRAMECK sur le PJJ relatif aux centimes additionnels du département de la Seine.

3 avril 1924 : exposé de M. BESNARD sur le PJJ sur l'institut médico-légal de Paris ; rapport de M. BESNARD sur le PJJ relatif aux retraites des fonctionnaires de l'instruction publique entrés dans les cadres après 30 ans ; avis de M. MILAN sur le PJJ relatif au port rhénan de Strasbourg et sur le PJJ relatif au port d'Oran ; examen du PJJ sur le programme naval ; audition de M. MARIN (ministre des régions libérées) sur la PPL relative à certaines indemnités de guerre ; rapport de M. MILLIES-LACROIX sur le PJJ portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés ; rapport de M. HUBERT sur le PJJ relatif à l'assistance aux Français détenus en Russie ; rapport de M. SCHRAMECK concluant au rejet de la motion relative à l'impression de la déclaration du gouvernement ; avis de M. PASQUET sur le PJJ relatif aux fonctionnaires et candidats fonctionnaires mobilisés pendant la guerre.

5 avril 1924 : audition de M. BOKANOWSKI (ministre de la marine) sur le PJJ sur le programme naval ; avis de M. PASQUET et examen du PJJ sur les avantages de carrière aux fonctionnaires mobilisés ; avis de M. DEBIERRE sur le PJJ pour la cession de l'établissement thermal de Neris ; modification de la loi sur l'assistance aux vieillards ; rapports de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif aux indemnités aux communes pour les sépultures militaires, sur le PJJ relatif au cercle national des armées de terre et de mer, sur le PJJ autorisant un

emprunt à l'Indochine ; échanges sur les emprunts conclus à l'étranger pour combattre la baisse du franc.

7 avril 1924 : audition de MM. POINCARE (Président du Conseil) et MARIN sur la PPL visant à soumettre certaines indemnités de dommages de guerre à des comités de préconciliation ; examen du PJJ relatif au régime des pensions civiles et militaires ; audition de MM. LE TROCQUER (ministre des travaux publics), WATIER (directeur des voies navigables et des ports maritimes) et HAELLIN sur le PJJ relatif au port rhénan de Strasbourg ; communication sur le PJJ pour l'exécution de travaux par l'administration des Postes et télégraphes puis audition de M. LOUCHEUR (ministre du commerce et de l'industrie, des postes et télégraphes) et du directeur de l'exploitation téléphonique ; PJJ sur le régime fiscal applicable au petit commerce et à la petite industrie ; rapports de M. ROUSTAN sur le PJJ portant reconstitution du fonds du crédit maritime mutuel et sur le PJJ relatif à la concession de terrains de la caserne de la Pépinière à Paris ; communication sur le relèvement du franc.

8 avril 1924 : examen de la PPL relative à certaines indemnités de dommages de guerre ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ relatif aux droits sur la succession de l'ex-impératrice Eugénie.

9 avril 1924 : lettre de M. FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur l'opération de la Banque de France pour relever le franc ; audition de M. DELIGNE (directeur général de l'enregistrement) et HUDELO (directeur de l'hygiène au ministère de l'intérieur) sur le PJJ relatif à la cession de l'établissement thermal de Neris ; examen du PJJ sur les retraites des ouvriers de l'Etat ; nomination.

10 avril 1924 : rapports de M. MILAN sur le PJJ sur l'exposition internationale de la houille blanche et du tourisme et sur le PJJ portant acquisition du domaine de Lesdiguières ; avis de M. SCHRAMECK sur l'emprunt de 300 millions de la ville de Paris pour construire des habitations à bon marché ; rapport de M. PERRIER sur le PJJ pour l'installation de la bibliothèque et du musée de la guerre au château de Vincennes ; rapports de M. REYNALD sur le PJJ relatif au tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et sur le PJJ pour le fonctionnement à l'étranger des services diplomatiques et consulaires ; nomination ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ pour la construction d'un hôtel d'ambassade à Tokyo ; rapports de M. SERRE sur des PJJ portant ouverture de crédits pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts (exposition internationale, enseignement technique, école supérieure d'électricité) ; rapport de M. DEBIERRE sur le PJJ pour les travaux de l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains ; rapport de M. SERRE sur le PJJ encourageant la filature de la soie ; audition du contrôleur général ALOMBERT (secrétaire général du ministère de la guerre) et du commandant PIRAUD sur le PJJ concernant l'installation du cercle militaire.

4 juin 1924 : communication sur la création au ministère de la marine d'une section de la mobilisation militaire et d'une section de la mobilisation industrielle ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur la situation financière.

18 juin 1924 : allocution de M. MILLIES-LACROIX (président) sur la situation politique en France ; compte rendu de la visite au gouverneur de la Banque de

France au sujet des crédits ouverts par des banques étrangères pour la défense du franc ; avis de M. GUILLIER sur le PJJ relatif aux tribunaux de Blida et de Mascara (Algérie) ; examen du PJJ sur la convention entre l'Etat et la Compagnie des chemins de fer du Midi relative à la construction et à l'électrification des lignes nouvelles ; exposé de M. PELISSE sur le PJJ relatif au service maritime postal entre Bordeaux et l'Afrique occidentale.

20 juin 1924 : pétition des ouvriers de l'Imprimerie nationale ; rapports de M. PASQUET sur les PJJ sur les accidents du travail ; avis de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif à la fabrication du vinaigre ; échanges sur le monopole de l'alcool industriel et sur le service maritime postal entre Bordeaux et l'Afrique occidentale.

24 juin 1924 : avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif aux lignes de Solesmes à Haspres ; rapport de M. JEANNENEY sur les PJJ relatifs aux rachats de voies ferrées d'intérêt local dans les départements du Jura et de Saône-et-Loire ; avis de M. DEBIERRE sur la PPL sur l'assistance obligatoire.

27 juin 1924 : audition de M. MEYER (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le service maritime postal entre Bordeaux et l'Afrique occidentale ; rapport de M. MOREL sur le PJJ relatif à l'aménagement du port de la Pointe des galets (La Réunion) ; ouverture d'un crédit au budget du ministère des colonies ; compte rendu de M. BERENGER de la visite de M. CLEMENTEL (ministre des finances).

30 juin 1924 : rapports de M. BERENGER et examen de PJJ sur les dépenses recouvrables, du PJJ sur le report de crédits de l'exercice 1923 à l'exercice 1924, du PJJ sur l'exportation des capitaux et l'importation des titres et valeurs mobilières et sur les dépenses de fonctionnement du service d'exportation des capitaux et de la commission des changes ; audition de M. CLEMENTEL sur le PJJ relatif aux dépenses recouvrables ; audition de M. PEYTRAL (ministre des travaux publics) sur le PJJ relatif aux crédits sur l'exercice 1923.

1924

14S 74

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

2 juillet 1924 : audition de M. HERRIOT (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) et du général NOLLET (ministre de la guerre) sur les conditions d'application du plan du comité d'experts devant la commission des réparations.

4 juillet 1924 : exposé de M. SERRE sur le PJJ augmentant le taux des pensions de la Caisse des invalides de la marine ; examen du PJJ sur le rachat des fontaines poissonneuses de l'étang de Salces ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ relatif à la liquidation des dépenses faites en vue d'assister les Russes réfugiés de Crimée ; rapport de M. CHERON et examen du PJJ concernant l'acquisition de deux pétroliers par la marine.

9 juillet 1924 : nominations ; examen de la PPL harmonisant la loi sur le bien de famille insaisissable avec les autres lois sur la propriété ; avis de M. PELISSE sur le PJJ relatif à la convention pour un échange de mandats de poste entre la France et le Costa-Rica ; examen du PJJ sur la convention passée avec la

Compagnie des chemins de fer du Sud.

12 juillet 1924 : examen de la PPL prorogeant jusqu'au 19 juillet 1924 le délai fixé par le 2^e paragraphe de l'article 50 de la loi du 22 mars 1924 (impôts) ; audition de MM. ROBERT (sous-secrétaire d'Etat des postes et des télégraphes) et MILON (directeur de l'exploitation téléphonique) sur le PJJ relatif aux travaux à poursuivre ou à entreprendre par l'administration des postes et des télégraphes ; nomination ; rapports de M. BERENGER (rapporteur général) sur le PJJ sur les contributions directes de l'exercice 1925, sur le PJJ sur les comptes spéciaux de la marine et sur le PJJ sur l'émission du timbre Ronsard ; avis de M. DOUMER sur le PJJ augmentant le nombre de médailles militaires sans traitement à accorder aux militaires des réserves ; observations sur le prix de location du champ de course de Longchamp pour la revue du 14 juillet.

31 juillet 1924 : avis de M. JEANNENEY sur le PJJ sur l'électrification des chemins de fer de Champagnole à Foncine-le-Bas et de Sirod à Boujailles ; rapport de M. JEANNENEY et examen du PJJ sur la convention passée avec la Compagnie des chemins de fer du Sud ; examen du PJJ sur des crédits rectificatifs au budget de 1923 reconduit sur 1924.

1^{er} août 1924 : examen de la PPL ouvrant un crédit supplémentaire pour les dépenses de la Chambre des députés.

5 novembre 1924 : démission ; avis de M. BERENGER sur le PJJ relatif à l'amnistie ; communication sur les frais d'obsèques de Gabriel FAURE.

20 novembre 1924 : constitution du bureau ; nominations.

21 novembre 1924 : audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur le PJJ autorisant l'emprunt conclu en Amérique.

25 novembre 1924 : communications de M. MILLIES-LACROIX (président) au sujet de l'emprunt et des rapports du contrôle des dépenses engagées ; observations sur l'examen par la commission du budget de 1925 ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif au chemin de fer de Colomb-Bechar à Kenadza, sur le PJJ relatif aux lignes de Solesmes à Avesnes et de Solesmes à Haspres et sur le PJJ relatif à la convention passée avec la Compagnie des chemins de fer du Midi pour la construction et l'électrification de lignes nouvelles ; avis de M. DOUMER sur le PJJ relatif à la cession à la ville de Boulogne d'une partie du domaine militaire du château de Boulogne.

28 novembre 1924 : rapport de M. BERENGER et examen du PJJ ouvrant des crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables ; audition de M. CLEMENTEL sur la situation financière de la France ; adoption du PJJ sur le régime fiscal des associations d'étudiants.

1^{er} décembre 1924 : communication de M. QUEUILLE (ministre de l'agriculture) ; exposé de M. RAIBERTI et examen du PJJ sur l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et du PJJ visant à faciliter l'achat d'engrais azotés.

3 décembre 1924 : échanges sur l'ouverture de crédits pour la nomination de l'ambassadeur et de ses collaborateurs auprès du gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de Moscou ; audition de M. QUEUILLE sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et le PJJ visant à

faciliter l'achat d'engrais azotés.

1924

14S 75 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

5 décembre 1924 : communication de M. HERRIOT sur la nomination sans crédits d'un ambassadeur à Moscou ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif à la construction et à l'électrification de lignes nouvelles sur le réseau du Midi et sur le PJJ relatif aux retraites des petits cheminots ; question à M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur l'emploi du produit de l'emprunt contracté aux Etats-Unis ; audition de MM. CLEMENTEL, QUEUILLE (ministre de l'agriculture) et l'intendant général RIMBERT (directeur de l'intendance au ministère de la guerre) sur les PJJ relatifs à l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et sur le PJJ relatif à l'achat d'engrais azotés.

10 décembre 1924, incidents relatifs à la convention avec la Banque de France et la création d'un office d'hygiène sociale ; nomination ; examen du PJJ sur l'approvisionnement en blé, en farine et en pain et du PJJ sur l'achat d'engrais azotés (suite) ; examen de la PPL sur les retraites des petits cheminots.

15 décembre 1924 : communication sur la nomination d'un ambassadeur à Moscou ; examen du PJJ sur le rachat des fontaines poissonneuses de l'étang de Salces ; rapport de la commission d'administration sur le PJJ, la PPL et la PPR concernant les conseils de préfecture ; rapport de M. ROUSTAN sur le PJJ sur la commune d'Ugine ; avis sur le PJJ sur la commune de la Ciotat ; nominations.

19 décembre 1924 : examen du PJJ sur le régime des pétroles et créant un office national des combustibles liquides ; avis de M. SCHRAMECK sur le PJJ autorisant la ville de Paris à percevoir une taxe sur les locaux meublés ; examen de la PPL harmonisant la loi sur le bien de famille insaisissable avec les lois sur la propriété ; examen de la PPL sur les allocations d'allaitement ; examen du PJJ sur les habitations à bon marché et la petite propriété.

26 décembre 1924 : rapport de M. PERRIER et examen du PJJ sur les mines de potasse d'Alsace.

29 décembre 1924 : communications de M. MILLIES-LACROIX (président) ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le PJJ pour ratifier la convention conclue avec la Banque de France.

30 décembre 1924, échanges sur le travail de la Chambre des députés et sur le cahier de crédits rectificatifs ; rapport de M. LEBRUN sur le PJJ autorisant la perception des droits produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour 1925 ; audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur le PJJ ratifiant la convention avec la Banque de France.

31 décembre 1924, rapport de M. BERENGER sur le PJJ ouvrant des crédits sur l'exercice 1924 ; examen du PJJ ouvrant des crédits applicables aux mois de janvier et février 1925 et audition de M. CLEMENTEL sur ce PJJ, le PJJ autorisant les compagnies de chemin de fer d'émettre des obligations, l'imputation des impôts sur le montant des dommages de guerre, l'allocation d'attente de 500 francs aux fonctionnaires, la convention avec la Banque de

France ; examen du PJJ relatif aux crédits provisoires de janvier et de février 1925 (suite) ; examen de la question de l'attribution aux fonctionnaires d'une allocation exceptionnelle.

1^{er} janvier 1925, échanges sur l'allocation aux fonctionnaires, sur la convention avec la Banque de France, sur le PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle.

1924 – 1925

14S 76 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

15 janvier 1925 : échanges sur le budget de 1925, la conférence interalliée des ministres des finances, la situation de la trésorerie et les bilans de la Banque de France ; rapports de M. ROY sur le PJJ relatif à la réutilisation des terrains endommagés par la guerre et rachetés par l'Etat en Alsace et en Lorraine et sur la PPL créant une cour d'assises à Belfort ; rapport de M. de MONZIE et examen du PJJ sur l'emprunt de l'Afrique équatoriale française ; rapport de M. DEBIERRE et examen du PJJ sur le prix de journée dans les établissements hospitaliers ; examen du PJJ approuvant une convention avec la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

21 janvier 1925 : audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur les résultats de la Conférence des ministres des finances interalliés, sur la situation de la trésorerie et sur les bilans de la Banque de France.

23 janvier 1925 : ajournement du PJJ sur un emprunt de la ville de Paris pour l'achèvement du métropolitain ; rapport de M. CHASTENET sur le PJJ relatif à la vente amiable d'un immeuble à Viviers ; échanges sur les subventions aux compagnies maritimes, la reconstitution des voies ferrées, la péréquation des traitements et des indemnités de personnels des postes, télégraphes et téléphones et les déclarations de M. CLEMENTEL.

28 janvier 1925 : audition de M. CHAUTEMPS (ministre de l'intérieur) sur le PJJ relatif à la réforme des conseils de préfecture, de M. PEYTRAL (ministre des travaux publics), sur les majorations de tarifs et la reconstitution des voies ferrées et de M. MEYER (sous-secrétaire d'Etat à la marine) sur la convention avec la Compagnie de navigation des chargeurs réunis.

29 janvier 1925 : audition de MM. GODART (ministre du travail et de l'hygiène) et GOUSSAULT (inspecteur général des finances) sur le PJJ relatif à la convention entre l'Etat et la compagnie fermière de Vichy ; avis de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif à la Caisse des invalides de la marine et sur la Caisse de prévoyance des marins français ; rapport de M. SCHRAMECK sur le PJJ relatif à un emprunt de la ville de Paris pour l'achèvement du métropolitain.

4 février 1925 : avis de M. ROY sur la création de chambres dans des tribunaux civils ; rapports de M. STUHL sur la PPL relative à la pension des mutilés prisonniers de guerre et sur la PPL relative à la pension de réversion aux veuves des mutilés ; rapport de M. de MONZIE sur le PJJ relatif au chemin de fer et au port de la Réunion ; rapports de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif à une taxe sur les chasses gardées à Arles, et à une taxe d'assainissement à Maxéville ; rapport de M. BERENGER (rapporteur général) et examen du PJJ sur les crédits

additionnels au budget de 1924.

6 février 1925 : PJJ sur la caisse des invalides de la marine et sur la caisse de prévoyance des marins français ; réorganisation de la commission supérieure des bénéficiaires de guerre ; avis sur le PJJ sur la suppression des conseils de préfecture ; rapport de M. FAURE et examen du PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle ; rapport de M. MILAN sur le PJJ sur l'exposition de la houille blanche et du tourisme à Grenoble.

9 février 1925 : échanges sur l'Institut international de coopération intellectuelle, et sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en blé ; avis de M. JEANNENEY sur le PJJ relatif aux voies ferrées desservant les ports aériens ; examen du PJJ sur les crédits additionnels (suite).

1925 – 1925

14S 77

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

11 février 1925 : communication sur une conférence au ministère des finances sur le bordereau de coupons et sur la situation de la trésorerie ; échanges sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables ; audition de MM. ROBERT (sous-secrétaire d'Etat des postes et des téléphones) et DELOTETE (directeur du personnel) sur des crédits du budget des postes, télégraphes et téléphones ; examen du PJJ sur l'amodiation des mines de potasse d'Alsace sous séquestre.

12 février 1925, audition de M. ALBERT (ministre de l'instruction publique) sur le PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle.

13 février 1925 : échanges sur la dernière situation hebdomadaire de la Banque de France ; rapport de M. RAIBERTI sur le PJJ relatif à l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables et audition de M. QUEUILLE (ministre de l'agriculture) ; examen du PJJ ouvrant des crédits en annulant sur l'exercice 1924 ; audition de M. MEYER (sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande) sur le PJJ relatif à la caisse des invalides de la marine et à la Caisse de prévoyance.

18 février 1925 : réception du bureau de la commission par M. HERRIOT (Président du Conseil) ; lettre de M. GODART (ministre de l'hygiène) sur la PPL relative aux habitations à bon marché ; examen du PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle.

19 février 1925 : lettre sur le PJJ créant l'Institut international de coopération intellectuelle ; examen du PJJ sur l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables (suite).

25 février 1925 : audition de M. CHAUTEMPS (ministre de l'intérieur) sur le PJJ relatif à l'emprunt de la ville de Paris pour l'achèvement du métropolitain ; avis de M. ROY sur la PPL créant des tribunaux civils à Versailles et au Havre ; examen du PJJ sur la convention avec la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy (suite) ; échanges sur le budget.

26 février 1925 : rapports de M. ROUSTAN sur les PJJ relatif à une taxe d'assainissement à Fougères et à des taxes de remplacement à Rivesaltes et Aubin ; exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur la conférence

relative au P.J.L. sur les crédits provisoires de mars 1925.

28 février 1925 : compte rendu d'une entrevue avec M. HERRIOT ; rapport de M. BERENGER et examen du P.J.L. sur les crédits provisoires ; audition de M. HERRIOT sur le P.J.L. fixant le douzième provisoire.

1925

14S 78

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

4 mars 1925 : exposé de M. BERENGER (rapporteur général) sur le budget de 1925 ; adoption du P.J.L. sur l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve de M. Charles DUPUY (ancien président de la Chambre des députés) ; rapport de M. STUHL sur le P.J.L. supprimant le délai pendant lequel les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité ; examen du P.J.L. sur l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables (suite).

5 mars 1925 : méthode à suivre dans l'examen de la loi de finances ; nomination ; avis de M. JEANNENEY sur le P.J.L. relatif au réseau de la Compagnie des tramways départementaux de la Corrèze ; examen du budget des dépenses de 1925 (marine, agriculture) ; audition de M. QUEUILLE (ministre de l'agriculture) sur le P.J.L. relatif à l'approvisionnement en céréales et en farines panifiables et discussion.

6 mars 1925 : examen du budget des dépenses (mines et forces hydrauliques, aéronautique et transports aériens, pensions, commerce et industrie).

9 mars 1925 : échanges sur les immeubles domaniaux inutilisés ; examen du budget des dépenses (justice, travaux publics, imprimerie nationale, postes, télégraphes et téléphones, colonies) ; rapport de M. BERENGER sur le P.J.L. relatif à la rémunération du personnel comptable et administratif du service des prestations en nature.

10 mars 1925 : examen du budget des dépenses (marine marchande, ports et pêches, enseignement technique, Ecole centrale, travail, guerre, poudres, régions libérées).

11 mars 1925 : exposés de M. BERENGER sur le budget de la guerre et du général HIRSCHAUER sur l'aviation ; examen du budget des dépenses (affaires étrangères, intérieur, beaux-arts, postes, télégraphes et téléphones).

12 mars 1925 : examen du budget des dépenses (monnaies et médailles, instruction publique) ; communication sur le budget des affaires étrangères.

13 mars 1925 : examen du budget des dépenses (Légion d'honneur, hygiène, finances).

14 mars 1925 : examen du budget des dépenses (manufactures de l'Etat en Alsace et en Lorraine, chemins de fer de l'Etat et d'Alsace-Lorraine) ; audition de M. HERRIOT (Président du Conseil) sur le budget du ministère des affaires étrangères ; examen du budget des dépenses (agriculture, caisse des invalides de la marine) ; P.J.L. unique pour les budgets des dépenses et des recettes ; dépôt des rapports.

17 mars 1925 : échanges sur les immeubles domaniaux inutilisés ; fixation de l'ordre des travaux de la commission ; examen du budget des dépenses

(augmentations des traitements des fonctionnaires).

1925

14S 79

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

18 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 1 à 20).

19 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 21 à 86).

20 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 87 à 172).

21 mars 1925 : examen du budget des recettes (articles 173 à 221 et 236 à 363, 23 à 25).

23 mars 1925 : salle des séances de la commission ; échanges sur l'équilibre du budget de 1925.

28 mars 1925 : audition de M. HERRIOT (Président du Conseil) sur le PJJ créant un office de prestations en natures à recevoir de l'Allemagne en exécution des traités de paix.

30 mars 1925 : échanges sur les réductions opérées par la commission sur les divers budgets.

1925

14S 80

Commission des finances, séances : procès-verbaux.

31 mars 1925 : rapport de M. BERENGER et examen du PJJ portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1924 ; audition de M. CLEMENTEL (ministre des finances) sur le PJJ relatif aux crédits provisoires d'avril 1925.

4 avril 1925 : nomination ; examen du PJJ créant un office national des prestations en nature ; interpellation adressée par M. BLAIGNAN à M. ALBERT (ministre de l'instruction publique) sur la suspension de M. BERTHELEMY (doyen de la faculté de droit de Paris).

9 avril 1925 : examen du chapitre 178 du budget du ministère de l'instruction publique (congés de longue durée) ; échanges à propos d'un document publié par le journal *Le Quotidien*.

15 avril 1925 : examen du PJJ sur la limitation de l'émission fiduciaire de billets de la Banque de France et à l'élévation des avances de la Banque de France à l'Etat ; audition de M. CAILLAUX (ministre des finances) sur la Banque de France ; incident (communication d'un procès-verbal de commission).

24 avril 1925 : nomination ; refus d'audition de M. de LASTEYRIE ; examen du PJJ relatif aux crédits provisoires de mai et juin 1925 ; examen du PJJ annulant et ouvrant des crédits sur l'exercice 1925 par suite de modifications apportées à la composition du gouvernement ; rapport de M. REYNALD sur le PJJ relatif à la légation de France à Bangkok ; rapport de M. ROUSTAN sur le PJJ relatif à un emprunt à contracter par la Société du gaz de Paris ; rapport de M. BERENGER sur le PJJ relatif aux calamités publiques en 1922, 1923 et 1924 ; PJJ sur le délai pendant lequel les anciens militaires peuvent demander

une pension d'invalidité.

23 mai 1925 : examen de la lettre rectificative au projet de budget de l'exercice 1925 ; audition de M. CAILLAUX sur les rectifications apportées au budget.

26 mai 1925 : examen des modifications demandées par M. CAILLAUX au texte précédemment adopté par la commission de la loi de finances ; nouvel examen du chapitre 9 du budget des affaires étrangères.

27 mai 1925 : examen des nouvelles propositions de M. CAILLAUX (suite).

28 mai 1925 : examen des nouvelles propositions de M. CAILLAUX (suite) ; examen d'une disposition additionnelle à l'article 2 du PJLF ; modifications du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones et à l'article 101 du PJLF.

29 mai 1925 : amendement au PJLF sur l'augmentation des pensions de guerre ; amendement sur l'interdiction du cumul pour les fonctionnaires réformés de guerre ; audition de M. CAILLAUX et de directeurs du ministère des finances sur les amendements et plusieurs articles du PJLF ; audition de M. DELBOS (sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique) sur l'institution de la taxe d'apprentissage ; audition de M. ANTERIOU (ministre des pensions) sur le PJLF ; examen d'articles du PJLF de finances (suite).

30 mai 1925 : échanges sur l'équilibre du budget de 1925.

9 juin 1925 : avis de M. DEBIERRE sur le PJJ relatif à la convention entre l'Etat et la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

11 juin 1925 : examen de l'article 155 (taxes sur les sucres employés à la fabrication des apéritifs) ; avis de M. JEANNENEY sur des PJJ relatif à la construction de chemins de fer en Algérie ; rapport de M. DEBIERRE sur des PJJ autorisant des emprunts à des hôpitaux ; rapports de M. ROY sur le PJJ relatif au relèvement de la natalité en Alsace-Lorraine et sur le PJJ relatif aux allocations versées aux titulaires de rentes de l'institut d'assurance-invalidité de Strasbourg et de la Caisse des pensions des chemins de fer d'Alsace et Lorraine ; examen du PJJ modifiant le taux des impôts locaux sur les traitements et salaires en Alsace-Lorraine ; rapport de M. ROY sur le PJJ créant trois postes de conseillers à la cour d'appel d'Alger ; échanges sur le PJJ relatif au programme naval.

18 juin 1925 : échanges sur les loyers et habitations à bon marché, sur la suppression de 20 000 emplois de fonctionnaires, sur les fonctionnaires membres des conseils d'administration de certains offices publics, sur le congrès du personnel des postes, télégraphes et téléphones à Toulouse ; rapport de M. JOSSOT sur des PPL concernant les pupilles de la nation ; avis de M. ROY sur le PJJ relatif aux dommages de guerre en Alsace-Lorraine.

1925

14S 81 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

24 juin 1925 : examen du PJJ relatif à l'établissement d'une ligne de chemin de fer de Gouttières à Eyguérande ; examen du PJJ établissant une taxe d'apprentissage.

24 juin 1925 : audition de M. PAINLEVE (Président du Conseil) sur les

opérations au Maroc.

26 juin 1925 : observations sur le P JL financier ; examen du P JL relatif à la taxe d'apprentissage.

27 juin 1925 : examen du P JL ayant pour objet de parer aux difficultés de la trésorerie et d'alléger la dette flottante ; audition de MM. PAINLEVE (Président du Conseil) et CAILLAUX (ministre des finances) sur le P JL ayant pour objet de parer aux difficultés de la trésorerie et d'alléger la dette flottante, suivie d'un échange de vues entre les membres de la commission.

29 juin 1925 : lecture d'un document relatif aux bons de la défense nationale ; examen des conventions avec la Banque de France et la société fermière de Vichy ; examen du P JL relatif à la ligne de chemin de fer de Bonnat à Evaux ; examen du P JL relatif au canal de Manosque ; examen de la PPL relative à l'abattage du châtaignier.

30 juin 1925 : examen du P JL relatif aux crédits provisoires de juillet 1925 ; examen du P JL portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1924 ; observations à propos des souscriptions et des remboursements de bons de la défense nationale ; question de la télégraphie sans fil ; examen du P JL établissant le programme naval ; audition de M. BOREL (ministre de la marine) sur le P JL relatif à l'exécution du programme naval ; renforcement du personnel technique et exécution du programme naval.

3 juillet 1925 : audition de MM. HESSE (ministre des colonies) et ANTONETTI (Gouverneur de l'Afrique équatoriale française) sur la situation financière, économique et politique de cette colonie ; examen du P JL relatif au relèvement des pensions des ouvriers mineurs, de leurs veuves et de leurs orphelins.

4 juillet 1925 : examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (crédits du ministère des finances, de l'intérieur, de la guerre, de l'instruction publique, du commerce, des postes et télécommunications, de l'institut international de coopération intellectuelle).

6 juillet 1925 : examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (taxe foncière, impôt sur les bénéfiques agricoles, impôt sur le revenu, impôt sur les bénéfiques industriels et commerciaux, taxe d'apprentissage, droits de mutation, droits sur les successions, taxe sur les cartes d'identité délivrées aux étrangers, droits de timbre, impôt sur les sociétés d'assurance, impôt sur les banques et les sociétés de crédit, impôts sur les importations de produits agricoles, impôt sur les opérations de mandat, impôt sur la mise en circulation des véhicules automobiles, taxe sur les jeux et les casinos, tarifs postaux, réforme des traitements des personnels civils et militaires, droits sur les tabacs et les allumettes, imposition des manufactures).

7 juillet 1925 : approbation de l'équilibre du budget de 1925 ; examen de deux P JL relatifs aux échanges de mandats postaux avec des pays étrangers.

10 juillet 1925 : examen du P JL portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts en 1924 ; examen du P JL relatif aux opérations au Maroc ; examen du P JL portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (état de la discussion à la Chambre des députés) ; examen de la convention relative au gouvernement de la Sarre ; examen du P JL portant création d'un secrétariat général des postes et télécommunications ; suppression du délai

pendant lequel les anciens militaires peuvent demander une pension ; rapport de M. ROUSTAN sur le fonds de subvention aux départements ; examen du PJJ relatif à la Banque de Madagascar ; question du monopole de l'alcool industriel.

12 juillet 1925 : situation des bons de la défense nationale ; examen du PJJ portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (instruction publique, ministère du travail et de l'hygiène, budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, impôt sur les bénéficiaires agricoles, impôt global sur le revenu, déclaration des avoirs à l'étranger, taxe d'apprentissage, apprentissage agricole, saisine sur les biens à l'étranger, taxe sur le chiffre d'affaires).

13 juillet 1925 : démission de M. MILLIES-LACROIX (président de la commission) ; examen du PJJ portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (impôts fonciers, impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, impôt sur les établissements de banque et de crédit, taxe sur les opérations de mandat, taxe sur les théâtres et les cinémas, taxe sur les tabacs et les allumettes, taxe sur les viandes de bœuf, de porc et de cheval) ; audition de M. CAILLAUX (ministre des finances) sur le PJJ portant fixation du budget général de l'exercice 1925 ; audition de M. PAINLEVE (Président du Conseil) sur la question de la non-déduction pour le calcul du revenu imposable de l'impôt payé l'année précédente) ; examen du PJJ portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (derniers articles restant en litige entre la Chambre des députés et le Sénat).

1925

14S 82 Commission des finances, séances : procès-verbaux.

11 novembre 1925 : constitution du bureau ; débat sur un incident de procédure (renvoi à une commission spéciale d'un texte du ressort de la commission des finances).

12 novembre 1925 : PJJ portant création d'une banque d'émission à Madagascar.

18 novembre 1925 : recommandations au rapporteur en charge du budget de l'intérieur ; PJJ portant création d'une banque d'émission à Madagascar ; audition à ce sujet de M. Léon PERRIER (ministre des colonies) ; PJJ relatif à l'électrification des voies ferrées de Sauveterre à Peyrehorade ; PJJ modifiant les conditions d'exploitation des lignes concédées à la Société des voies ferrées départementales du Midi ; question de l'électrification de ces lignes ; PJJ portant aliénation du fort de Fouras ; PPL de M. Victor PEYTRAL tendant à reporter au 1^{er} juillet le point de départ de l'année budgétaire.

23 novembre 1925 : PJJ autorisant le gouvernement à passer une convention avec le gouverneur de la Banque de France ; audition à ce sujet de M. Paul PAINLEVE (ministre des finances et Président du Conseil).

3 décembre 1925 : PPL modifiant loi du 27 juillet 1917 relative aux pupilles de la nation ; PJJ relatif au dégagement et à l'aménagement des cadres de l'armée ; correspondance entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France ; PJJ instituant des mesures exceptionnelles destinées à assurer l'équilibre de la trésorerie ; audition à ce sujet de M. Aristide BRIAND (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères), et de M. Louis

LOUCHEUR (ministre des finances) ; PJJ augmentant le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de Paris ; PJJ autorisant la ville de Paris à percevoir une taxe sur les affiches ; PJJ relatif à la révision des marchés passés pour la restitution des corps des militaires et le regroupement des tombes dans les cimetières nationaux ; PJJ supprimant le délai de demande des pensions d'invalidité ; demande au sujet du placement éventuel des obligations allemandes créées en exécution du plan DAWES ; communication au sujet des souscriptions de bons de la défense nationale, et sur la hausse des changes.

23 décembre 1925 : nomination du président et du rapporteur général ; PJJ autorisant la ville de Brignoles à percevoir une taxe sur les immeubles situés dans les voies pourvues d'égouts ; PJJ autorisant le département de la Seine à percevoir une taxe pour le dépôt de corps à l'Institut médico-légal ; PJJ relatif au retrait des bons de monnaie émis par les Chambres de commerce depuis le mois d'août 1914 ; PJJ supprimant le délai de demande des pensions d'invalidité.

24 décembre 1925 : PJJ autorisant la ville de Paris à percevoir une taxe sur les affiches ; PJJ portant attribution des terrains de l'hôtel de Rohan (ancienne Imprimerie nationale).

28 décembre 1925 : PJJ prorogeant la loi du 22 octobre 1919 sur les chemins de fer d'intérêt local ; observations relatives à l'électrification du réseau du Midi ; PJJ relatif au retrait des bons de monnaie émis par les Chambres de commerce depuis le mois d'août 1914 ; observations sur les modifications apportées à la composition du Gouvernement ; PJJ supprimant le délai de demande des pensions d'invalidité.

30 décembre 1925 : communication relative aux bons de la défense nationale ; débat sur la procédure pour la désignation de nouveaux rapporteurs ; PJJ portant régularisation des crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1925 ; PJJ relatif aux crédits provisoires de l'exercice 1925.

31 décembre 1925 : PJJ ouvrant et annulant des crédits sur l'exercice 1925 ; PJJ relatif au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1925 ; PJJ relatif à des frais de déplacement au Levant et au Maroc, ainsi qu'à des indemnités exceptionnelles aux chefs des familles rapatriées de l'armée du Rhin ; PJJ concernant les retraites de certains fonctionnaires de l'instruction publique ; PJJ modifiant loi du 27 juillet 1917 relative aux pupilles de la nation ; communication relative aux bons de la défense nationale ; PJJ portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du relèvement des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat ; PJJ relatif à un douzième provisoire ; audition de M. Anatole de MONZIE (ministre des travaux publics) sur la circulation sur les voies ferrées du matériel appartenant à l'administration des Postes ; audition de M. Jean OSSOLA (sous-secrétaire d'Etat à la guerre) sur l'engagement de dépenses pour les services de l'artillerie, du génie et de l'habillement.

1^{er} janvier 1926 : PJJ relatif à un douzième provisoire.

1925

IV. GROUPE PARLEMENTAIRES DES DEPARTEMENTS ENVAHIS, PUIS DES REGIONS DEVASTEES

80S 30 Groupe parlementaire des départements envahis, réunions : procès-verbaux.

21 octobre 1914 : étude des mesures à prendre pour assurer la vie des habitants des régions envahies.

23 octobre 1914 : communications sur les condoléances adressées à Mme REYMOND et sur le soutien aux évacués.

24 octobre 1914 : communications sur les débats de la commission ; audition de M. MALVY (ministre de l'intérieur) sur les bons de réquisition, les traitements des fonctionnaires, sur les ouvriers métallurgistes, sur le transport des évacués, sur les dégâts dans les communes, sur les réservistes et les réformés.

30 octobre 1914 : discussion des points abordés avec M. MALVY ; nominations.

31 octobre 1914 : motion relative aux secours à donner aux évacués des départements envahis ; audition de M. RIBOT (ministre des finances) sur les bons de réquisition, sur les réservistes de la territoriale, sur la correspondance postale.

2 novembre 1914 : constatation et évaluation des dégâts causés par la guerre ; désinfection ; retards dans la correspondance postale ; réservistes de la territoriale.

4 novembre 1914 : destination des évacués ; primes d'assurances ; réservistes de la territoriale ; constatation et évaluation des dégâts causés par la guerre.

6 novembre 1914 : réquisition des chevaux ; évacués réfugiés à Paris ; livrets de caisse d'épargne des Belges ; conservation du troupeau national ; moratoire sur les primes d'assurance ; nominations.

9 novembre 1914 : réservistes de la territoriale ; évacués réfugiés à Paris ; congés de convalescence pour les blessés ; constatation et évaluation des dégâts.

12 novembre 1914 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) sur les moyens de venir en aide aux départements envahis, sur les réservistes de la territoriale, sur les réfugiés, sur l'approvisionnement en sucre, sur les charbons industriels ; rapports sur le loyer des réfugiés belges, sur la réquisition des chevaux, sur la perception des impôts, sur la présentation des états ; réquisition de l'alcool.

13 novembre 1914 : audition de M. VIVIANI sur le sucre et les charbons industriels ; solidarité nationale (industries agricoles ou commerciales) ; circulation des dépêches ; indemnités pour les femmes de mobilisés.

17 novembre 1914 : souscriptions ; réservistes de la territoriale ; réfugiés tuberculeux ; circulation des marchandises ; déclarations de successions ; sociétés par actions ; prorogation des baux de 1925 ; primes d'assurances sur la vie ; indemnités.

20 novembre 1914 : fonctionnement du groupe ; ravitaillement dans la Marne ; demandes de subsides aux pays neutres ; dons ; secours de chômage ; chevaux pour les travaux agricoles ; congés des blessés ; titres aux porteurs laissés dans

les maisons envahies ; construction d'abris temporaires en bois ; paiement des alcools réquisitionnés ; allocations aux réfugiés dans la banlieue de Paris ; logement des évacués dans les immeubles non loués.

23 novembre 1914 : aide aux réfugiés ; perception des impôts ; réservistes ; construction d'abris temporaires en bois ; congés des blessés ; audition de M. MALVY sur la situation des réfugiés.

25 novembre 1914 : réservistes de la territoriale ; répartition des secours ; réquisition des immeubles vacants ; perception des impôts ; audition de MM. VIVIANI et MALVY sur ces sujets.

27 novembre 1914 : dons ; réservistes de la territoriale ; audition de M. RIBOT (ministre des finances) sur la réquisition des chevaux, sur les caisses d'épargne, sur la situation financière des réfugiés.

30 novembre 1914 : dons ; poursuite des études pour les réfugiés ; achat et distribution de vêtements ; réservistes de la territoriale ; audition de M. BRISAC (directeur de l'hygiène et de l'assistance publiques au ministère de l'intérieur) sur les mesures d'hygiène et d'assistance (épidémies, régime des eaux).

2 décembre 1914 : dons ; indemnité versée aux réfugiés ; réservistes de la territoriale ; caisses régionales de crédit agricole ; fonctionnement du groupe ; audition de M. VIVIANI sur le recrutement de l'armée nationale, sur l'évaluation des dommages de guerre, sur Armentières, sur les réquisitions de chevaux, de bestiaux et de fourrage, sur les titres volés ou perdus.

4 décembre 1914 : réservistes de la territoriale ; réfugiés de Paris ; dommages de guerre ; titres détruits ou perdus ; chevaux ; construction d'abris provisoires.

9 décembre 1914 : dons ; prisonniers retenus en Allemagne ; répartition des secours ; audition de M. NICOLLE (Président de la Société industrielle de Lille) et de la délégation de la Fédération des industriels du Nord sur les dommages de guerre et sur la reprise du travail.

10 décembre 1914 : réfugiés de Paris ; dommages de guerre ; allocations aux réfugiés ; audition de MM. VIVIANI et MILLERAND (ministre de la guerre) sur les réservistes de la territoriale ; distinction entre les régions du Nord et de l'Est ; congés des blessés ; trains sanitaires.

16 décembre 1914 : réservistes de la territoriale ; logements ; dommages de guerre ; situation des cultivateurs.

19 décembre 1914 : réservistes de la territoriale ; dommages de guerre ; bons de réquisition ; secours de chômage.

21 décembre 1914 : dons ; solidarité nationale ; logements ; chevaux ; perception des impôts.

23 décembre 1914 : dons ; réservistes de la territoriale ; dommages de guerre.

26 décembre 1914 : dons ; réfugiés de Paris et des départements ; répartition des évacués ; bons de réquisition ; dommages de guerre ; secours de chômage ; usage du télégraphe.

6 janvier 1915 : répartition des secours ; dons ; chevaux et semilles ; dommages de guerre.

8 janvier 1915 : dons ; dommages de guerre.

12 janvier 1915 : dons ; réclamations des cultivateurs sur les réquisitions ; réservistes de la territoriale ; dommages de guerre.

15 janvier 1915 : réservistes de la territoriale ; dons et répartition ; chevaux et bétail réquisitionnés.

19 janvier 1915 : dons ; réquisitions et compensation ; réservistes de la territoriale ; situation des réfugiés.

22 janvier 1915 : dons ; prisonniers retenus en Allemagne ; dommages de guerre ; stocks de blé ; inégalités de traitement entre le Nord et l'Est ; perception des impôts.

26 janvier 1915 : dons ; dommages de guerre pour les immeubles détruits ; décret de l'article 12 de la loi sur les douzièmes provisoires.

29 janvier 1915 : répartition des aides aux cultivateurs ; situation financière des conservateurs des hypothèques ; perception des impôts ; réservistes de la territoriale.

2 février 1915 : bulletin *Les nouvelles du soldat* ; porteurs de valeurs ; droits de succession ; dommages de guerre ; dons.

9 février 1915 : dons et répartition des secours ; prisonniers civils renvoyés en France ; congés de semailles ; décret du 4 février sur les dommages de guerre ; congés des blessés.

12 février 1915 : journée des réfugiés ; prisonniers retenus en Allemagne ; dons ; dommages de guerre.

16 février 1915 : allocations pour les femmes de prisonniers civils ; barème de répartition des secours ; bons de réquisition ; protection du troupeau national ; dons ; congés des blessés ; secours de chômage.

19 février 1915 : prisonniers civils en Allemagne ; dons ; situation de Sedan ; titres perdus ou volés et protection de l'épargne française.

23 février 1915 : comptabilité du groupe ; dons ; échanges sur le nombre de réfugiés ; situation des soldats et des civils privés de secours ; titres volés ou perdus.

26 février 1915 : placement des enfants des familles réfugiées belges et françaises organisé par la Fédération des instituteurs et des institutrices ; travail pour les réfugiés ; allocations aux réfugiés et aux femmes des mobilisés ; caisses de chômage ; comptabilité du groupe ; dons et répartition des secours ; semailles et récolte.

3 mars 1915 : dons ; titres volés ou perdus ; semailles et récolte ; prisonniers retenus en Allemagne ; dommages de guerre.

5 mars 1915 : dons ; journée des réfugiés ; retour des réservistes territoriaux et des hommes du service auxiliaires pour les travaux agricoles et viticoles ; dommages de guerre.

9 mars 1915 : dons ; questions diverses au gouvernement ; dommages de guerre et interdiction des reconstructions immédiates.

16 mars 1915 : dons et répartition des secours ; secours aux prisonniers civils et de guerre ; audition d'une délégation d'associations et de société d'architectes sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre.

19 mars 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; réquisitions ; dommages de guerre ; journée des réfugiés ; commission de jurisconsultes.

23 mars 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés à Annemasse ; répartition de bétail ; titres perdus ou volés ; journée des réfugiés.

26 mars 1915 : dons ; agriculture et intendance militaire ; reconstruction des chemins ; prisonniers civils rapatriés ; paiement des coupes de bois.

30 mars 1915 : comptabilité du groupe ; répartition des secours ; congés de semailles ; dommages de guerre, audition d'une délégation de la Fédération des associations départementales des sinistrés.

2 avril 1915 : dons ; journée des réfugiés ; prisonniers civils rapatriés ; distribution de vêtements ; transformation des secours de chômage en offres de travail.

9 avril 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; alliance humanitaire avec l'Angleterre ; commission supérieure des réparations.

20 avril 1915 : dons ; visites aux réfugiés ; commission supérieure des réparations ; prisonniers civils rapatriés.

23 avril 1915 : dons ; dommages de guerre.

27 avril 1915 : réquisitions de blé et ravitaillement ; dons et gestion des fonds ; situation de l'agriculture ; prisonniers civils rapatriés.

4 mai 1915 : dons ; dommages de guerre.

11 mai 1915 : comptabilité du groupe ; prisonniers civils rapatriés ; dommages de guerre ; dons ; audition de M. COSNIER (député) sur la conservation du bétail.

18 mai 1915 : dons ; questions diverses au gouvernement ; PJJ sur les dommages de guerre ; comptabilité du groupe.

28 mai 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; commission supérieure des réparations ; ravitaillement de la population civile.

4 juin 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; PJJ sur les dommages de guerre ; congés de moisson.

11 juin 1915 : dons ; construction d'abris provisoires ; prisonniers civils rapatriés.

18 juin 1915 : dons ; congés de moisson ; réclamations de réfugiés.

25 juin 1915 : dons et répartition des secours.

6 juillet 1915 : dons et répartition des secours ; PPL sur la protection des populations civiles ; ravitaillement ; arrérages des pensions ; journée des réfugiés ; réservistes de la territoriale.

27 juillet 1915 : comptabilité du groupe ; dons ; prix des loyers ; permissions ; conflit entre l'Oeuvre du secours de guerre et le musée du Luxembourg.

3 août 1915 : PJJ sur les dommages de guerre ; conflit (suite) ; conservation du

troupeau à Paris ; congés de moisson ; répartition des secours ; prisonniers civils rapatriés ; permissions.

10 août 1915 : dons et répartition des secours ; permissions ; comptabilité du groupe.

13 août 1915 : dons et répartition des secours ; journée des réfugiés ; permissions ; porteurs de valeurs mobilières de Reims.

3 septembre 1915 : dons ; permissions ; PJJ sur les dommages de guerre.

17 septembre 1915 : dons et répartition des secours ; commission supérieure d'évaluation des dommages de guerre ; PJJ sur les dommages de guerre.

1^{er} octobre 1915 : PJJ sur les dommages de guerre ; allocations aux réfugiés ; réquisitions des avoines et des fourrages ; dons ; mobilisation des réfugiés.

8 octobre 1915 : répartition des secours ; commission supérieure d'évaluation des dommages de guerre ; statistiques des réfugiés ; PJJ sur les dommages de guerre.

22 octobre 1915 : répartition des secours ; commission supérieure d'évaluation des dommages de guerre ; PJJ sur les dommages de guerre.

29 octobre 1915 : dons ; PJJ sur les dommages de guerre.

5 novembre 1915 : communication de Léon BOURGEOIS (président) ; dons ; PJJ sur les dommages de guerre.

9 novembre 1915 : dons ; réservistes de la territoriale ; PJJ sur les dommages de guerre.

12 novembre 1915 : comptabilité du groupe ; situation des marchands de vin en gros ; PJJ sur les dommages de guerre.

16 novembre 1915 : dons ; PJJ sur les dommages de guerre.

23 novembre 1915 : dons ; PJJ sur les dommages de guerre.

3 décembre 1915 : dons ; crédit spécial pour les réfugiés ; PJJ sur les dommages de guerre.

10 décembre 1915 : dons ; titres et livrets de caisse d'épargne ; villes françaises bombardées ; troupes britanniques en France ; comptabilité du groupe ; PJJ sur les dommages de guerre.

21 décembre 1915 : dons ; reconstruction des immeubles détruits ; permissions.

24 décembre 1915 : dons ; situation de Lille.

18 janvier 1916 : dons ; allocations ; prisonniers civils rapatriés ; prix des denrées ; rapatriement des femmes et enfants de fonctionnaires.

25 janvier 1916 : dons ; audition de M. OGIER (directeur au ministère de l'intérieur) sur l'organisation du service de la correspondance ; prisonniers civils rapatriés ; PJJ sur les dommages de guerre.

4 février 1916 : dons ; comptabilité du groupe ; PJJ sur les dommages de guerre ; bons de réquisition ; situation des établissements industriels ; raid de Zeppelins sur Paris.

15 février 1916 : prisonniers civils rapatriés ; dons ; comptabilité du groupe ;

audition de M. GUERIN (président de la Chambre de commerce de Lille) sur la situation de Lille.

7 mars 1916 : dons ; communication d'une lettre de M. GALLIENI (ministre de la guerre) sur l'appel de la classe 1888 ; distribution de vêtements et des secours ; P.J.L sur les dommages de guerre.

14 mars 1916 : dons ; situation des établissements industriels ; comptabilité du groupe.

21 mars 1916 : dons ; appel de la classe 1888 ; indemnisation des victimes civiles de la guerre ; audition de M. Charles LAURENT (président) et d'une délégation de l'Association centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies sur la réparation des dommages et l'approvisionnement en matériel.

28 mars 1916 : renchérissement des loyers ; reconstruction des immeubles ; appel de la classe 1888 ; bons de réquisition ; création d'équipes de sauveteurs.

4 avril 1916 : dons ; commission des dommages de guerre ; Association centrale ; Office national des réfugiés et des prisonniers de guerre ; impôt sur le revenu.

11 avril 1916 : dons ; P.J.L sur les dommages de guerre.

1915 - 1916

80S 31

Groupe parlementaire des départements envahis, réunions : procès-verbaux.

11 avril 1916 : audition de M. KLOTZ (président de la commission des dommages de guerre de la Chambre des députés) sur l'indemnité et sur le P.J.L sur les dommages de guerre.

18 avril 1916 : P.J.L sur les dommages de guerre ; dons.

26 mai 1916 : dons ; audition de M. OGIER (directeur au ministère de l'intérieur) sur l'organisation du service de la correspondance ; commission supérieure des dommages de guerre.

30 mai 1916 : dons ; locations de villas en bord de mer ; prisonniers internés en Suisse ; reconstruction des immeubles ; allocations militaires ; centralisation des questions sur les départements envahis.

6 juin 1916 : P.J.L sur les dommages de guerre ; répartition des secours aux comités centraux ; allocation aux réfugiés ; distribution de vêtements ; imposition sur automobiles ; dons ; distribution de cartes-messages.

20 juin 1916 : dons et répartition des secours ; reprise de la vie économique ; prisonniers internés en Suisse ; prisonniers en Allemagne ; lettres de réfugiés.

4 juillet 1916 : dons ; comptabilité du groupe ; distribution de cartes-messages ; distribution de vêtements ; allocations aux réfugiés ; prisonniers internés en Suisse et en Russie ; organisation de visites dans les pays envahis.

11 juillet 1916 : dons ; P.J.L sur les dommages de guerre ; camps dits de représailles créés en Allemagne ; situation des comités centraux et répartition des secours ; retour des réfugiés ; correspondance entre les prisonniers et leurs

marraines.

18 juillet 1916 : dons ; P.J.L sur les dommages de guerre ; allocations aux femmes de mobilisés rapatriés ; délégations de soldes.

25 juillet 1916 : dons ; rapt et violences commises à Lille, Roubaix et Tourcoing ; centre de rééducation professionnelle des blessés de guerre ; délégations de solde ; Oeuvre du secours de guerre ; visites dans les pays dévastés.

1^{er} août 1916 : dons ; rapt et violences commises à Lille, Roubaix et Tourcoing ; prisonniers internés en Suisse.

8 août 1916 : dons ; visites aux communes libérées ; fonctionnement des commissions de liquidation de réquisition ; Œuvre du secours de guerre ; prisonniers internés en Suisse.

19 septembre 1916 : dons ; P.J.L sur les dommages de guerre ; prisonniers internés en Suisse et en Russie ; commissions de liquidation ; allocations aux réfugiés ; répartition des secours ; permissions agricoles ; reprise de la vie économique.

26 septembre 1916 : dons ; retour des réfugiés ; reprise de la vie économique ; Œuvre du secours de guerre.

2 octobre 1916 : réfugiés du littoral ; prisonniers de guerre ; retour des réfugiés ; représailles sur les prisonniers en Allemagne ; P.J.L sur les dommages de guerre ; répartition de secours.

24 octobre 1916 : visites dans les communes libérées ; retour des réfugiés ; P.J.L sur les dommages de guerre ; Œuvre du secours de guerre ; fonctionnaires retraités ; dons ; comptabilité du groupe ; prisonniers de guerre.

31 octobre 1916 : comptabilité du groupe ; service de colis de nourriture ; retour des réfugiés ; allocations aux réfugiés ; distribution de cartes-messages ; Association centrale pour la reprise de l'activité industrielle.

7 novembre 1916 : dons ; logements ; retour des réfugiés ; reconstruction et reconstitution de l'industrie.

14 novembre 1916 : dons ; exemption de la contribution personnelle et mobilières ; prisonniers de guerre internés en Allemagne ; médicaments ; prisonniers civils rapatriés ; secours aux réfugiés.

21 novembre 1916 : dons ; distribution de cartes-messages ; prisonniers de guerre ; conférence relative au ravitaillement des départements envahis ; représailles allemandes sur les valeurs mobilières ; travaux agricoles ; Association centrale.

28 novembre 1916 : dons ; conférence relative au ravitaillement des départements envahis ; prisonniers internés en Suisse ; audition d'une délégation du Syndicat des banquiers sur les valeurs mobilières ; audition d'une délégation du Syndicat des brasseurs sur l'imposition de la fabrication de la bière.

5 décembre 1916 : Œuvre du secours de guerre ; prisonniers de guerre ; dons ; franchise du change en Suisse ; situation des départements envahis.

8 décembre 1916 : audition de M. OGIER sur la réception et l'évacuation des

habitants rapatriés des départements envahis.

26 décembre 1916 : dons ; échange des billets des villes envahies ; conditions de rapatriement à Annemasse ; séquestre des biens allemands.

9 janvier 1917 : dons ; ravitaillement dans le Nord ; prisonniers pères de famille ; financement des associations départementales de réfugiés ; situation des fonctionnaires ; commission interministérielle sur les départements envahis ; travaux agricoles.

23 janvier 1917 : comptabilité du groupe ; envoi de fonds ; comités départementaux de secours aux réfugiés ; cultivateurs appartenant aux classes 1888 et 1889 ; comité pour aider à la reconstitution des régions envahies ou atteintes par les faits de guerre ; échange des bons émis par les villes ; mise en culture des terres abandonnées ; otages ; presse sur la situation des pays envahis ; séquestre des biens allemands ; officiers de complément.

30 janvier 1917 : envoi de fonds ; secours provenant de la «Journée des orphelins» ; camps de représailles ; rapatriements ; distribution des cartes-messages ; prisonniers pères de famille ; otages ; situation agricole dans la zone des armées ; PJJ sur les dommages de guerre ; allocations aux femmes de mobilisés rapatriées.

6 février 1917 : internement en Suisse de cent pères de famille prisonniers et des prisonniers faits en 1914 ; correspondance avec les départements envahis ; ravitaillement des départements envahis ; échange des billets émis par les chambres de commerce des pays envahis ; ouvriers agricoles des classes 1888 et 1889 ; situation agricole dans la zone des armées ; audition du bureau de l'Union des comités départementaux.

14 février 1917 : visite de MM. TOURON et GENTILLIEZ en Suisse ; ravitaillement des pays envahis ; logement des réfugiés ; envoi de fonds.

21 février 1917 : comptabilité du groupe ; réintégration dans les cadres d'officiers de complément ; service de la main-d'œuvre agricole ; audition de M. MALVY (ministre de l'intérieur) sur le sort des réfugiés.

27 février 1917 : envoi de fonds ; enseignement (admission gratuite des enfants rapatriés) ; représailles contre les prisonniers ; solde mensuelle des sous-officiers ; distribution des secours de loyer aux réfugiés ; enfants des régions envahies ; évadés des régions envahies ; mobilisation civile ; comité interministériel pour la reconstitution des régions envahies.

6 mars 1917 : allocation aux femmes de mobilisés rapatriées ; secours de loyer aux réfugiés ; envoi de fonds ; femmes des sous-officiers à solde mensuelle ; ravitaillement des pays envahis ; réquisition du cuivre ; représailles ; bons émis par les villes ; secours aux orphelins.

13 mars 1917 : échange des bons émis par les chambres de commerce ; internement en Suisse de cent Français et Allemands ; représailles ; otages ; logement des réfugiés à Toulouse ; ravitaillement des pays envahis ; prisonniers pères de famille ; déclaration du groupe à la préfecture de police ; traitement des instituteurs et institutrices des pays envahis ; orphelins ; envoi de fonds ; cartes de sucre ; distribution de vêtements pour les hommes appelés à travailler dans les usines ; rapatriement de personnes déportées en Allemagne.

23 mars 1917 : prisonniers de guerre occupés à des travaux sur la ligne de feu ; remerciements à la commission supérieure des prisonniers de guerre ; dons en faveur des populations des régions récemment libérées ; sous-vêtements pour les prisonniers de guerre.

27 mars 1917 : permission spéciale aux soldats ; reprise de la vie agricole, commerciale et industrielle ; ravitaillement des rapatriés ; secours de chômage payés par les communes ; monnaie de billon ; commission interministérielle relative à la reconstitution des régions envahies ; envoi de fonds.

4 avril 1917 : allocution pour les députés morts ; envoi de fonds ; journée au profit des libérés ; conférence du ravitaillement ; commission supérieure des prisonniers de guerre ; otages ; évacués ; rapatriement de cent pères de famille ; répartition des secours ; audition d'une délégation de banquiers du Nord.

6 avril 1917 : fonctionnaires des pays envahis ; logement des réfugiés ; bons émis par les villes et chambres de commerce ; don en nature ; audition de M. GUERIN (président du comité exécutif du Comité d'alimentation du Nord de la France) sur le ravitaillement.

24 avril 1917 : audition de M. CATTELAÏN (maire de Boussières-en-Cambrésis) sur le secours aux chômeurs ; dons ; communication de l'Association des sinistrés de l'Aisne ; rapatriement de personnes déportées en Allemagne ; bons émis par les villes et les chambres de commerce.

27 avril 1917 : reprise de la vie économique ; répartition des secours ; bons des caisses d'épargne ; secours donnés par les maires des communes occupées ; fret et ravitaillement des pays envahis ; P.J.L. concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ; vœu des sinistrés de l'Aisne.

1^{er} mai 1917 : carte permanente de circulation ; demande d'audition de la Fédération des sinistrés ; dons ; envoi de fonds ; échange des billets émis par les villes ; échange de prisonniers ; tuberculeux ; déprédations à Péronne ; change de monnaie allemande et carte de sucre pour les réfugiés du littoral ; rapatriement d'enfants ; délégation de demi-solde au profit des femmes évacuées venues en Suisse ; instruments agricoles ; prisonniers civils (carte de sucre) et réfugiés en province (secours de loyer).

8 mai 1917 : dons ; transport des bagages ; échange de prisonniers ; logement des réfugiés ; audition de la Fédération des sinistrés.

15 mai 1917 : échange de prisonniers ; train de médicaments ; évacuations forcées et camps de concentration ; secours de loyer et logement des réfugiés ; prisonniers civils condamnés en Allemagne ; dons.

22 mai 1917 : dons ; comptabilité du groupe ; envoi de colis aux prisonniers ; audition d'une délégation de la commission consultative du comité interministériel.

5 juin 1917 : dons ; condamnés pour faits de guerre ; tuberculeux ; officiers allemands mis sur navires-hôpitaux ; échange de prisonniers militaires et civils ; dépression morale ; application aux prisonniers civils des accords intervenus pour les prisonniers militaires ; correspondance avec les départements envahis ; Banque de France à Douai ; situation alimentaire de la région lilloise ; envoi de colis aux prisonniers français ; remboursement des livrets des caisses d'épargne

des pays envahis ; état de la culture dans la zone des armées.

8 juin 1917 : suppression d'allocations et de secours de loyer ; augmentation du taux des allocations ; état et méthode des cultures dans la zone des armées.

12 juin 1917 : allocations aux réfugiés ; livrets des caisses d'épargne ; lois d'assistance appliquées aux réfugiés.

19 juin 1917 : dons ; commission relative aux prisonniers de guerre ; allocations militaires, familles rapatriées et paiement des rappels ; admission des sous-officiers et militaires à solde mensuelle au bénéfice de la loi du 5 août 1914 ; allocations aux familles des mobilisés ; état de la culture dans la zone des armées ; audition d'une délégation de la Fédération des associations départementales de sinistrés.

26 juin 1917 : dons ; rapatriement ou échange de prisonniers, représailles, extension aux prisonniers civils des accords pour les prisonniers militaires ; allocations militaires ; camp britannique de Lederzeele (Nord) ; allocations ; permissions ; douaniers ; sauvegarde des archives des pays libérés ; état de la culture dans la zone des armées.

3 juillet 1917 : emploi des réfugiés ; comptabilité du groupe ; camp de Lederzeele ; entrepreneurs écartés d'adjudications ; prisonniers et civils mobilisés exécutant des travaux sur le front ; ravitaillement des pays envahis ; tabac ; comité de Schaffouse ; tuberculeux rapatriés ; paiement des dommages causés par les troupes cantonnées ; délai de constatation des dommages et avances à accorder après constat ; sauvegarde d'archives et objets précieux des régions libérées ; état de la culture dans la zone des armées.

10 juillet 1917 : dons ; secours aux familles nombreuses ; avances sur les fonds du crédit agricole ; chevaux réformés ; abris provisoires ; Union des comités centraux des réfugiés des départements envahis.

17 juillet 1917 : dons ; liberté de résidence aux rapatriés ; soldats rapatriés et incorporés à nouveau.

24 juillet 1917 : distribution de vêtements ; paiement des réquisitions ; chevaux réformés ; allocations aux réfugiés ; ravitaillement des pays envahis ; allocations agricoles ; assistance aux femmes en couches et aux familles nombreuses ; audition des représentants des neuf grandes associations d'agriculture et vœux.

31 juillet 1917 : dons ; paiement des allocations ; ravitaillement des pays envahis.

11 septembre 1917 : envois de fonds ; paiement des allocations ; ravitaillement des pays envahis

18 septembre 1917 : dons ; membres du jury pour la création d'habitations rurales ; déclarations de biens appartenant à des Français en région occupée ; ravitaillement des pays envahis ; audition de M. OGIER (directeur du contrôle et de la comptabilité au ministère de l'intérieur) sur les allocations et la situation des réfugiés.

25 septembre 1917 : dépenses des commissions d'évaluation des dommages de guerre ; impôt sur les achats mobiliers ; compagnies de travailleurs civils créées par les Allemands ; audience d'une délégation de dames réfugiées et d'une délégation de l'Union des comités centraux sur le montant de l'indemnité ;

sommes non perçues par la délégation d'office ou volontaire.

3 octobre 1917 : commission d'organisation de crédit ; bourses et frais d'études des jeunes réfugiés ; audition de M. BARTHO (ministre d'Etat) sur la situation des départements envahis et sur le logement des réfugiés et des rapatriés ; état de répartition dans l'Aube ; loi des dommages de guerre ; cartes de pain.

9 octobre 1917 : envoi de fonds ; remerciements ; commission d'organisation de crédit ; avances aux fonctionnaires rappelés dans leurs postes libérés ; douaniers ; indemnité spéciale aux agents en fonction dans une zone dangereuse ; assimilation pour le rappel de la solde des rapatriés comme grands malades aux rapatriés comme grands blessés ; voyage à Evian.

16 octobre 1917 : dons ; distribution d'allocations et de secours dans l'arrondissement d'Hazebrouck ; taxe de séjour dans les villes d'eau et de pèlerinage ; compte rendu d'entretien avec M. de PANAFIEU sur la situation des prisonniers civils et des officiers prisonniers et sur le rapatriement des prisonniers de Suisse ; réquisition des matériaux provenant des ruines ; échange de bons de ville ; douaniers ; fermes abandonnées (subsides).

23 octobre 1917 : exonération de paiement d'impôts pour les réfugiés ; mission de M. MAGNIAUDE à Evian ; Fédération régionale des chambres syndicales d'entrepreneurs du Nord de la France ; déclaration de biens en pays envahi ; décentralisation des services de reconstitution ; extension aux fonctionnaires évacués de l'application du décret du 24 juillet 1917 ; audition d'un groupe de sinistrés de la Somme.

30 octobre 1917 : dons ; ravitaillement des pays envahis ; rapport de M. MAGNIAUDE relative aux rapatriés ; reconstruction dans les pays envahis ; sanitaires rapatriés d'Allemagne ; relations avec l'Institut Lanelongue.

1917

80S 31

Groupe parlementaire des départements envahis, réunions : procès-verbaux.

6 novembre 1917 : octroi de la croix de guerre ; renforts de l'armée d'Orient ; dons ; distribution de la Croix-Rouge américaine ; bons de ville ; retraites ouvrières ; Fédération régionale des chambres syndicales d'entrepreneurs du Nord de la France.

14 novembre 1917 : don ; déclaration des biens en pays ennemis et occupés ; ravitaillement des régions envahies ; audition de M. METIN (sous-secrétaire d'Etat du blocus) sur le rapatriement des réfugiés.

27 novembre 1917 : dons ; manuel des Réfugiés ; ravitaillement ; vœu des associations départementales des sinistrés ; taux des allocations ; audition du Bureau de « l'Union des sinistrés et des contribuables du Nord ».

4 décembre 1917 : comptabilité du groupe ; don ; licences d'importation aux filateurs et négociants en laines ; relève des douaniers.

11 décembre 1917 : bons des régions envahies possédés par des familles d'internés en Suisse ; don ; codification des textes relatifs aux réfugiés ; cumul des allocations et des salaires ; cartes de pain des réfugiés ; prisonniers ; colis aux prisonniers de guerre ; relèvement de l'indemnité accordée au Secours de

guerre ; audition du Bureau de l'Union des comités centraux des réfugiés.

18 décembre 1917 : dons ; ravitaillement des pays envahis ; internés en Suisse et rapatriés ; rapatriement des prisonniers par échange ; association des porteurs de « bons de monnaie ».

8 janvier 1918 : délégation pour visiter les internés et le comité de Bâle ; dons ; allocation aux habitants évacués dans l'arrondissement d'Hazebrouck ; changement de l'itinéraire des rapatriés ; envois de colis aux prisonniers ; otages ; rapatriement des prisonniers ; indemnité de 2 francs aux soldats permissionnaires.

15 janvier 1918 : don ; otages ; envoi de colis aux prisonniers ; réquisitions ; ravitaillement ; échange de bons de ville ; offre de 50.000 paires de chaussures ; subvention à M. BULENS ; remerciements de Miss STEPHEN ; franchise postale avec les réfugiés ; rétablissement de la batellerie.

22 janvier 1918 : rapatriement des prisonniers français de 1914 ; rapatriement des pays envahis ; otages.

29 janvier 1918 : dons ; otages ; échange des bons de villes envahies ; statut des réfugiés ; audition de M. DUBAR sur le mode de paiement des dommages aux habitants des pays envahis.

5 février 1918 : don ; rapport de M. REVAULT sur le statut des réfugiés.

12 février 1918 : constitution d'une conférence sur les otages ; officiers de complément ; ravitaillement des pays envahis.

20 février 1918 : otages ; rapatriement des prisonniers ; audition de M. LEBRUN, ministre du blocus et des régions libérées, sur le ravitaillement des populations des pays envahis.

26 février 1918 : projet d'emprunt international ; dons ; distribution de fonds ; sous-officiers à solde mensuelle ; secours aux rapatriés ; carte d'alimentation ; audition du bureau de l'Union des comités centraux des réfugiés.

5 mars 1918 : commission supérieure de réglementation de l'assistance aux réfugiés ; don ; comptabilité du groupe ; création d'un organisme concernant les réfugiés et rapatriés ; motion relative à la révision du décret du 14 août 1917 concernant les rapatriés grands malades.

12 mars 1918 : envoi de médicaments ; bons communaux ; ravitaillement en bois des régions du Nord ; otages ; visite à Évian.

19 mars 1918 : dons ; travail imposé dans les régions envahies ; bons communaux ; rapatriements des prisonniers faits en 1914 ; ravitaillement en savon ; redevance pour occupation de terrain à Péronne ; assimilation aux titulaires des ouvriers auxiliaires.

26 mars 1918 : dons ; échange de bons communaux.

9 avril 1918 : dons ; situation alimentaire des départements envahis ; échange des bons émis par les villes ; délivrance d'actes de notoriété ; conférence en Suisse au sujet des otages et des prisonniers ; évacuation des matières premières dans la zone des armées.

16 avril 1918 : don ; taxe de luxe appliquée aux appartements meublés ; ravitaillement des départements envahis ; paiement d'allocations aux originaires

du Nord évacués dans l'arrondissement d'Hazebrouck ; transfert des otages ; familles des internés en Suisse évacuées des régions envahies ; audition des délégués des comités centraux de réfugiés.

23 avril 1918 : échange de bons émis par les villes ; ravitaillement des pays envahis ; exonération des frais d'études ; taxe de luxe ; délai de déclaration de l'impôt cédulaire ; allocation des mobilisés des régions envahies ; magistrats des pays envahis ; secours spécial aux réfugiés ; accords conclus pour le rapatriement des prisonniers et otages.

3 mai 1918 : don ; réception de M. FORD (chef du service de la Croix-Rouge américaine, section de la reconstruction et de la propagande).

10 mai 1918 : dons ; remboursement des billets des régions envahies ; révision du décret du 14 août 1917 sur les rapatriés grands malades ; délivrance d'actes de notoriété ; délai pour la déclaration des impôts cédulaires ; accords conclus pour le rapatriement des prisonniers et otages ; ravitaillement des pays envahis ; artisans agricoles sursitaires ; secours aux régions envahies.

17 mai 1918 : dons ; ravitaillement des pays envahis.

24 mai 1918 : exposé de M. LEBRUN (ministre du blocus et des régions libérées) sur les mesures envisagées en vue de procurer aux agriculteurs et industriels les moyens propres à hâter la renaissance agricole et industrielle des territoires ayant subis des dommages résultant de la guerre ; internés civils ; ravitaillement.

31 mai 1918 : logement des évacués ; ravitaillement des pays envahis.

14 juin 1918 : don ; audition d'une délégation de l'association centrale pour la reprise de l'activité industrielle ; majoration de pain ; envoi de médicaments ; relève des jeunes classes ; amputés civils ; rapatriement des enfants hospitalisés en Hollande.

21 juin 1918 : dons ; comptabilité du groupe ; loi concernant les dommages de guerre ; situation des réfugiés et rapatriés ; accords de Berne ; vœu de l'Association générale des fonctionnaires des régions envahies.

5 juillet 1918 : don ; retour des premiers otages et prisonniers civils et militaires.

9 juillet 1918 : délégation auprès du ministre des finances sur la question des dommages de guerre ; dons ; petite correspondance dans les journaux ; allocations versées aux évacués.

16 juillet 1918 : don ; délégation auprès du ministre des finances sur la question des dommages de guerre ; bons de ville ; somme de 5 francs remise aux soldats permissionnaires ; petite correspondance dans les journaux ; organisation d'un service de vente de chaussures à Évian.

29 juillet 1918 : revendications des ouvriers réfugiés à Tulle ; réquisition de logements ; statut des réfugiés ; prisonniers de guerre ; otages.

8 août 1918 : don ; formation de comités de secours aux réfugiés ; situation des magistrats en pays envahis ; logement des réfugiés ; ravitaillement d'Évian ; protestation contre le refus de rapatriement des hommes âgés de 50 à 60 ans ; majoration de l'allocation des réfugiés.

10 septembre 1918 : dons ; otages ; échange de billets émis par les villes ; envoi

de médicaments ; représailles contre dévastations ; augmentation du taux des allocations ; réception des rapatriés à Bâle ; fonds de secours au comité des réfugiés.

3 octobre 1918 : allocution relative aux décès de MM. Albert SEYDOUX et Abel FERRY ; dons ; relèvement du taux du barème des allocations ; titres déposés dans les banques des pays occupés ; destruction opérées par l'ennemi avant évacuation ; audition d'une délégation de l'Union des comités de secours aux réfugiés.

17 octobre 1918 : don ; rapatriement immédiat des prisonniers en cas d'armistice ; relèvement des allocations ; PPR de M. PASQUAL relative au rapatriement des prisonniers.

24 octobre 1918 : ravitaillement des régions libérées ; nomination de deux vice-présidents du groupe ; affectation des prisonniers de guerre rapatriés.

19 novembre 1918 : allocution du président ; dons ; audition de M. VILGRAIN (sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement) sur les mesures prises pour le ravitaillement des régions libérées.

3 décembre 1918 : don ; comptabilité du groupe ; nouvel intitulé du groupe.

12 décembre 1918 : dons ; échange des bons de ville et des marks.

24 décembre 1918 : délégation des communes sinistrées du Pas-de-Calais ; délégation des instituteurs des départements envahis.

31 décembre 1918 : don ; baraquements situés près du front ; sursis illimités des militaires des régions libérées ; ravitaillement et moyens de communication.

17 janvier 1919 : nominations de membres de la commission supérieure des réfugiés ; délégation des communes sinistrées du Pas-de-Calais ; reconstitution agricole ; remise en état des maisons abimées ; question d'une visite du président WILSON aux régions dévastées ; salaire des ouvriers.

31 janvier 1919 : dons ; audition de M. FAVRE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur) sur un P.J.L. tendant à accorder des avances aux communes atteintes par les événements de guerre.

18 février 1919 : don ; audition d'une délégation de l'Union des comités centraux de réfugiés ; audition d'une délégation du comité de reconstruction du Nord.

4 mars 1919 : dons ; rappel de paiement des allocations militaires ; loyer dans les pays envahis ; intérêts et intérêts moratoires.

18 mars 1919 : don ; lettre de M. FAVRE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur) informant de la création d'une section spéciale à la commission supérieure des allocations ; réclamations agricoles au sujet du cheptel bovin ; audition d'une délégation de l'Union des comités centraux de réfugiés.

1^{er} avril 1919 : audition de M. FAVRE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur) sur l'indemnité des prisonniers civils ; audition de M. VERLOT (président de la commission interministérielle de coordination des travaux dans les régions libérées).

28 mai 1919 : crédit mis par la Hollande à la disposition de la France ; audition d'une délégation de l'Union des comités centraux de réfugiés ; nouvelle

affectation des mobilisés des régions libérées.

12 juin 1919 : dons ; hommage aux otages morts en captivité ; reconstitution des régions dévastées.

1^{er} juillet 1919 : délégation de la Fédération des amicales d'instituteurs et institutrices publics en France ; prix payés aux prisonniers par les cultivateurs ; dons.

25 septembre 1919 : incitation des réfugiés à quitter leur lieu de refuge pour rentrer dans leurs communes dévastées ; délégation de la Fédération des amicales d'instituteurs et institutrices publics en France ; vœu proposé par M. ACCAMBRAY (député) sur la reconstitution des régions libérées.

9 octobre 1919 : commission supérieure d'assistance aux habitants des régions libérées ; réclamations des instituteurs de ces régions ; augmentation des salaires nécessaire à la cherté de la vie ; logement et allocations des réfugiés.

17 mars 1921 : prorogation du délai de déclaration de l'impôt sur le revenu pour les régions libérées ; P.J.L. sur le paiement des indemnités dues aux sinistrés ; évaluation des chevaux et des moutons ; logement des sinistrés ; dommages de guerre.

24 mars 1921 : examen de la P.P.L. sur la nomination des présidents de commissions cantonales ; crédits de reconstitution ; prorogation du délai de déclaration de l'impôt sur le revenu pour les régions libérées ; recensement.

31 mars 1921 : examen de la P.P.L. portant sur les brasseurs du Nord et du Pas-de-Calais ; difficultés financières des régions dévastées ; prorogation du délai de déclaration de l'impôt sur le revenu pour les régions libérées ; nomination des présidents de commissions cantonales.

7 avril 1921 : audition d'une Fédération de groupements des fonctionnaires des régions libérées ou dévastées ; situation financière des régions victimes de la guerre ; paiements à effectuer par l'Allemagne.

21 avril 1921 : fonctionnement du Crédit national, et budget spécial des régions libérées.

28 avril 1921 : fonctionnement des commissions cantonales ; problèmes posés par la suspension des dommages de guerre ; délégation de la fédération nationale des syndicats et associations professionnels des employés de l'Etat.

2 juin 1921 : nombre des fonctionnaires de l'administration centrale dans les régions libérées ; fourniture des matériaux demandés à l'Allemagne.

16 juin 1921 : répartition des aides entre les départements dévastés ; emprunts et billets non gagés ; paiement de la prime sur les blés ; délégation de l'Union générale de la brasserie française.

30 juin 1921 : mauvais état des baraquements où sont logés les sinistrés ; délégation du Comité général des réfugiés français ; retour et logement des réfugiés ; suppression du secours individuel ; visite à Reims de M. BUTLER (président de la dotation Carnégie).

15 septembre 1921 : évaluation des dommages ; transports dans les régions libérées ; escomptes de la Banque de France ; discussion des accords de Wiesbaden sur les réparations dues par l'Allemagne ; restitutions de cheptel ;

livraison de charbon ; indemnité de remise des terres dans leur état d'exploitation ; tribunaux de dommages de guerre de Cambrai et d'Avesnes ; statut fiscal des régions dévastées ; diminution des droits de douane entre la France et la Belgique.

20 octobre 1921 : exonération d'impôt sur le revenu en faveur des contribuables des régions envahies ; taxe de luxe ; indemnité des veuves et des orphelins ; indemnité spécial des agents publics venus ou demeurés dans les régions dévastées ; indemnisation des sinistrés ; difficultés rencontrées par les coopératives de reconstruction.

1918 – 1921

80S 19 Groupe interparlementaire des régions dévastées, réunions : procès-verbaux.

7 juin 1923 : protestation sur le PJJ modifiant la loi de réparation des dommages de guerres.

14 juin 1923 : protestation sur le PJJ modifiant la loi de réparation des dommages de guerres ; indications sur les sommes payées au titre de dommages de guerre.

21 juin 1923 : PJJ modifiant la loi de réparation des dommages de guerres.

5 juillet 1923 : réclamations des fonctionnaires civils restés en territoire envahis ; discussion sur la réception au Sénat du Dr SUBLER ; réclamation des fonctionnaires contre la réduction et la suppression de l'indemnité de zone dans les villes ; discussion sur la lenteur des décisions de préconciliation.

15 novembre 1923 : budget des dépenses recouvrables de 1924 ; illégalité de la circulaire ministérielle du 5 octobre 1922 sur les sinistrés.

29 novembre 1923 : situation de la trésorerie et diminution de crédits pour les régions dévastées ; indemnité de zone ; réclamations de la Fédération des groupements de fonctionnaires des régions dévastées ; cotisation annuelle du groupe.

16 janvier 1924, réunion du bureau du groupe : question du renouvellement.

31 janvier 1924 : rapport du député GOURSSAU sur un vote de la Chambre des députés de la veille concernant le taux auquel serait soumis à révision les dossiers de dommage de guerre ; intervention de la délégation de la Fédération des unions de sinistrés sur la révision de la charte des sinistrés.

7 février 1924 : projet concernant les régions libérées ; projet PAINLEVE ; réclamations du comité de direction de la fédération des unions de sinistrés

14 février 1924 : PPL RINGUIER ; fiscalité : vote d'un impôt nouveau.

21 février 1924 : exposition de la situation à la commission des régions libérées ; exposition de l'entrevue entre le président du groupe et M. Raymond POINCARE (Président du Conseil).

27 mars 1924 : création d'une loterie au ministère des régions libérées ; participation à la construction d'un monument à la mémoire des députés TAILLANDIER et BRIQUET à Bapaume.

3 avril 1924 : crédits nécessaires et mesures à prendre contre le chômage dans les régions dévastées.

10 avril 1924 : révision des dossiers de dommage de guerre d'une valeur supérieure à 500 000 francs ; projet POULLE.

2 juin 1924 : restructuration des services du ministère des régions libérées ; dossiers des dommages de guerre ; examen du budget des dépenses recouvrables à la Chambre des députés.

12 juin 1924 : conservation ou transformation du ministère des régions libérées ; élection du bureau du groupe ; lettres sur la révision des dossiers.

19 juin 1924 : réduction des crédits destinés aux routes des départements dévastés ; discussion sur un décret et une circulaire concernant le comité de préconciliation ; délais de délivrance des obligations de la défense nationale ; sinistrés détenteurs de titres ; intérêts des titres réunis en paiement de la perte subie.

26 juin 1924 : entretien avec M. DALBIEZ (ministre des régions libérées) ; proposition sur le subventionnement des communes pour la réalisation des alignements prévus dans les traversées des routes nationales ; question des prestations en nature.

3 juillet 1924 : protestations des arrondissements du Nord au sujet du transfert aux services centraux des dossiers qui étaient auparavant dans les sous-préfectures ; entretien avec M. DALBIEZ (ministre des régions libérées) au sujet de la situation financière et de divers rapports ; projet de loi sur paiement des sinistrés.

31 juillet 1924 : attribution d'une indemnité spéciale pour les commis titulaires de perception des régions libérées ; réduction du nombre de conseillers municipaux dans certaines communes des départements dévastés ; révision de certaines indemnités de dommages de guerre ; paiement en espèce pour août et septembre.

26 août 1924 : dossiers à soumettre au comité de préconciliation ; dossiers soumis à la révision ; indemnités destinée aux agriculteurs ; institution d'une répartition équitable entre tous les membres d'une coopérative de reconstitution.

13 novembre 1924 : compte rendu du congrès de Cambrai ; proposition sur la désignation d'une commission chargée d'étudier les articles de la loi de finance qui intéresse les régions libérées.

26 novembre 1924 : compte rendu de la conférence du mercredi 19 novembre 1924 ; restrictions des droits des sinistrés.

28 novembre 1924 : interdictions des cessions ; compte-rendu de la conférence du 27 novembre sur la politique du gouvernement au sujet de la reconstruction des régions dévastées.

28 novembre 1924 : réunion de la commission chargée d'établir un texte sur la reconstruction des régions dévastées.

1^{er} décembre 1924 : réunion de la commission chargée d'établir un texte la reconstruction des régions dévastées.

2 décembre 1924 : résumé de la séance du 1^{er} décembre ; discussion sur les

idées à apporter au texte.

18 décembre 1924 : compte-rendu de la dernière réunion à la Présidence du Conseil.

30 décembre 1924 : éloge funèbre ; projet des douzièmes provisoires ; contributions imposées par les allemands ; proposition financière au sujet des régions libérées.

14 janvier 1925 : imputation des impôts dans les régions dévastées ; réalisation de l'emprunt pour la reconstruction des églises.

27 janvier 1925 : réunion de commission : questions à soulever auprès du gouvernement.

7 février 1925 : réunion de commission : compte rendu de l'entrevue avec M. Edouard HERRIOT (Président du Conseil).

14 février 1925 : examen des propositions du gouvernement sur la loi sur la reconstruction des régions libérées.

24 février 1925 : exposé du projet du Président du Conseil du point de vue financier sur la reconstruction des régions libérées.

26 mars 1925 : dommages de guerre communaux première catégorie ; crédits accordés aux régions dévastées ; remerciements au Président du Sénat ; difficultés des sinistrés pour obtenir des avances sur les obligations de la défense nationale ; impôts des sinistrés.

23 avril 1925 : réception d'un don de 5000 francs ; changement du ministère des régions libérées en sous-secrétariat rattaché au ministère des finances.

24 avril 1925 : intervention de M. Jammy SCHMIDT (sous-secrétaire d'état aux régions libérées).

28 mai 1925 : échanges de vues sur les déclarations à faire par le président du groupe au congrès des coopératives d'achat en commun des commerçant ; tableau du sous-secrétariat d'état des régions libérées

18 juin 1925 : exposé des revendications de la Fédération du groupement des fonctionnaires des régions libérées et dévastées ; compte-rendu du discours au congrès des coopératives d'achat en commun des commerçant ; imputation des impôts sur les indemnités de dommages de guerre.

2 décembre 1925 : échanges de vues sur les démarches à entreprendre auprès du gouvernement ; application de la loi du 2 mai 1924 ; assises des régions dévastées.

22 janvier 1926 : renouvellement du bureau du groupe ; P.J.L. destiné à modifier la loi de révision de certaines indemnités de dommages de guerre ; prestations en nature destinées aux régions libérées ; démarche à entreprendre auprès du ministère des régions libérées.

28 janvier 1926 : remerciements du président du groupe ; monument élevé à la mémoire de Léon BOURGEOIS ; démarches auprès du Président du Conseil ; incorporation dans le douzième d'un programme de reconstitution des régions libérées ; examen des questions à discuter avec le sous-secrétaire d'état des régions libérées.

4 février 1926 : réponses du sous-secrétaire d'état aux régions libérées aux questions posées.

11 mars 1926 : paiement des petits sinistrés et établissement de la situation des indemnités restants à payer ; paiement des indemnités alloués aux dommages de guerre.

21 avril 1926 : P.J.L. modifiant la loi du 2 mai 1924 ; groupes d'habitations provisoires dans les régions dévastées ; contrats de prestation en nature.

6 mai 1926 : réception d'un don de 5000 francs ; impôt sur les bénéficiaires industriels et commerciaux ; modification du cours du mark pour des contrats de prestation en nature.

10 juin 1926 : impôt sur les bénéficiaires industriels et commerciaux ; terres cultivées passées aux mains des étrangers.

16 juin 1926 : atteintes portées à la loi des dommages de guerre ; répercussions des prétentions nouvelles du fisc au sujet des frais supplémentaires ; modification de la loi du 2 mai 1924.

8 juillet 1926 : compte rendu de l'entrevue de la délégation du groupe avec le sous-secrétaire d'Etat des régions libérées.

20 janvier 1927 : renouvellement du bureau ; compte rendu de l'entretien entre M. HAYEZ (président du groupe) et du ministre des régions libérées au sujet du projet de loi tendant à modifier la loi du 2 mai 1924 ; question des conséquences qui pourraient résulter pour l'industrie des régions libérées des remboursements de sommes importantes ; question de la connexité de l'industrie de la brasserie et de la culture.

16 février 1927 : instructions sur les avances d'impôt réellement effectuées en 1926 ; application abusive de la loi du 2 mai 1924 ; exposé des motifs du dépôt d'une proposition de loi ayant pour objet la modification de la loi du 31 mars 1922 ; affectation des fonds de chômage pour préférence aux chantiers inachevés et pour remise en culture de la terre ; voyage d'étude des régions dévastées du Comité républicain de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; connexité de l'industrie de la brasserie et de la culture.

24 mars 1927 : audition de M. André TARDIEU (ministre des travaux publics et des régions libérées) sur la modification de la loi du 2 mai 1924 et économie du projet ; application de loi sur les dommages de guerre ; nomination de la commission chargée de centraliser les amendements sur ce dernier projet de loi ; révision des indemnités déjà incorporée dans le sol.

16 juin 1927 : retard du P.J.L. tendant à modifier la loi du 2 mai 1924 puis échange de vues sur les amendements de ce P.J.L.

23 juin 1927 : audition d'une délégation de l'Union de défense des sinistrés ; échange de vues sur le projet de loi de révision des dommages de guerre.

30 juin 1927 : échange de vues sur l'achèvement du projet de loi de révision des dommages de guerre.

17 novembre 1927 : éloges funèbres de Célestin JONNART et de Maurice PAIN ; échange de vues sur le budget des régions libérées ; état des travaux relatifs au projet de loi de révision des dommages de guerre.

15 décembre 1927 : échanges de vues sur le budget des régions libérées ; retard du projet de loi tendant à modifier la loi du 2 mai 1924 ; question des allocations militaires payées pour le compte de l'état par les communes envahies ; remerciement pour la participation de M. BRELET pour la souscription ouverte en souvenir de Maurice PAIN.

12 janvier 1928 : renouvellement du bureau ; proposition de réduction de la cotisation des membres du groupe ; échange de vues sur le projet de loi de révision des dommages de guerre.

28 novembre 1929 : question de la liquidation des coopératives de reconstruction ; conservation du personnel d'élite nécessaire au règlement définitif des dommages de guerre ; indemnités accordées aux commerçants évincés des immeubles qu'ils occupent.

30 janvier 1930 : renouvellement du bureau ; nomination d'une commission et démarche auprès du sous-secrétaire d'état des régions libérées ;

27 février 1930 : audition d'une délégation de la Fédération des unions des sinistrés ; échange de vues sur la liquidation des dommages de guerre.

11 mars 1930 : déclaration du groupe sur sa solidarité envers les populations sinistrés du midi suite aux inondations.

11 mars 1930 (réunion des sénateurs représentant les régions dévastées du midi et du sud-ouest) : résolution et sollicitation auprès du gouvernement.

10 juillet 1930 : délai de déchéance de droit à l'indemnité de dommage de guerre ; fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie ; respect des engagements pris en ce qui concerne les reclassements d'agent des régions libérées dans les services des assurances sociales ; sinistrés membres de coopératives de reconstruction.

6 novembre 1930 : éloges funèbres de M. DRON et M. BACHELET ; compte-rendu d'un entretien avec le sous-secrétaire d'état aux régions libérées.

10 décembre 1930 : examen de la situation relative au sous-secrétariat d'état des régions libérées ; communication du texte proposé par la Fédération des sinistrés concernant le reversement des frais supplémentaires.

18 décembre 1930 : communication de la lettre adressée au Président du Conseil au sujet des services des régions libérées.

15 janvier 1931 : répartition des coûts restant disponibles pour les immeubles communaux ; paiement de travaux à la charge de l'Etat et dont l'avance a été faite par les sinistrés ; financement de produits finis ; examen d'un projet de loi relatif aux prestations en nature ; projet de loi concernant la liquidation des coopératives ; projet de loi ACCAMBRAY ; régimes des avances ; renouvellement du bureau.

29 janvier 1931 : démarche auprès de M. Maurice DELIGNE (ministre des travaux publics) sur ses attributions relatives aux régions libérées ; impôt sur le revenu des sommes correspondant aux intérêts des annuités d'amortissement des titres trentenaires ; contrat de prestations en nature passé par la confédération générale des coopératives ; protestation contre la prétention du ministère des finances qui entend encaisser la totalité de la conversion de l'emprunt 7%, 1927 ;

retard des remboursements consentis aux communes.

26 février 1931 : inscriptions de prestations en nature au titre de crédits budgétaires 1931 destinés aux sinistrés ; dommages provoqués par les incendies de cantonnement ; délai de prétention aux indemnités de guerre ; reliquat des indemnités ; crédits correspondants aux travaux de déblaiement ; traitement des dossiers d'agriculteurs pour la remise en état physique et chimique de leur sol ; PPL sur certaines catégories de sinistrés étrangers ; budget des régions libérées.

20 mars 1931 : vœux à l'égard du président HAYEZ ; crédit sur les prestations en nature ; caisse de compensation des produits finis ; reclassement des fonctionnaires.

23 mars 1931 : crédit sur les prestations en nature ; tribunal départemental de Lille ; urgence du vote de la loi GONNET.

8 mai 1931 : obtention de frais supplémentaires pour produits finis ; agents temporaires des services des régions libérées ; rectification d'un titre de dommage de guerre dont la cause est erronée ; démarches relatives aux sinistrés étrangers ; PPL pour l'immunité fiscale pour un emprunt des industriels ; sinistrés victimes d'incendies de cantonnement insuffisamment indemnisés ; difficulté pour les sinistrés pour obtenir l'émission du titre par le Crédit national.

11 juin 1931 : sinistrés étrangers ; fonctionnement de la caisse de compensation des produits finis.

19 juin 1931, compte-rendu de la commission chargée d'examiner la liquidation des coopératives de reconstruction et spécialement les moyens de résoudre les difficultés suscitées par un contrat de prestations en nature ; affaire de la Westgruppe ; responsabilité des administrateurs de sociétés coopératives de reconstruction.

2 juillet 1931 : remerciements à M. MERLIN pour son intervention au Sénat ; canal du nord-est ; reclassement des agents des régions libérées ; les étrangers et les dommages de guerre ; impôts.

8 octobre 1931 : examen de la question relative aux paiements dus par les anciens aux nouveaux tributaires.

14 octobre 1931 : mesures relatives aux paiements dus par les anciens aux nouveaux tributaires.

30 octobre 1931 : question du paiement des produits finis.

25 novembre 1931 : éloge funèbre de M. LOUCHEUR (ancien ministre des régions libérées).

1926 – 1931

80S 20

Groupe interparlementaire des régions dévastées, réunions : procès-verbaux.

10 décembre 1931 : étude de la question des produits finis de l'industrie.

21 janvier 1932 : poursuite de l'étude de la question des produits finis de l'industrie.

11 février 1932 : démarches sur la question des produits finis de l'industrie ;

examen de la question du déblaiement ; renouvellement du bureau ; reclassement des agents des régions libérées.

10 mars 1932 : loterie ayant pour but de constituer un fonds provisionnels ; reclassement des agents des régions libérées ; question du déblaiement.

9 juin 1932 : éloge funèbre de M. de LUBERSAC ; rattachement des services des régions libérées ; réclamations des anciens attributaires d'indemnités pour produits finis ; suppression de la commission des régions libérées en tant que grande commission de la Chambre des députés ; souscription pour un monument en l'honneur de BRIQUET et TAILLANDIER ; stabilisation des agents temporaires de l'Etat ; titularisation du personnel auxiliaire temporaire des services des régions libérées ; réclamations des agriculteurs à propos du montant de travaux effectués ; blocage de comptes d'anciens attributaires au crédit national.

23 juin 1932 : élections complémentaires au bureau du groupe par suite de la démission de plusieurs députés ; audition d'une délégation des anciens attributaires de produits finis ; compte-rendu de l'audience intervenue avec M. Louis GERMAIN-MARTIN (ministre des finances) ; déblaiement.

15 juillet 1932 : lettre de M. BAILLET (président de la Confédération générale des associations agricoles des régions dévastées) ; communication de M. Louis GERMAIN-MARTIN (ministre des finances) et des régions libérées.

17 septembre 1932 : examen de la question des produits finis ; conversion des rentes et ses répercussions.

27 octobre 1932 : nouveau versement aux nouveaux attributaires ; réclamations des agriculteurs à propos du montant de travaux effectués ; délai de forclusion.

10 novembre 1932 : question des produits finis ; frais supplémentaires des produits finis.

8 décembre 1932 : prolongation du délai de emploi ; question des produits finis.

15 décembre 1932 : question relative à la liquidation des dommages de guerre ; audition de M. BRAIBANT (président d'une délégation de maires des régions dévastées).

19 janvier 1933 : renouvellement du bureau ; suppression du tribunal des dommages de guerre de Lille ; question relative à la liquidation des dommages de guerre.

9, 16 et 23 février 1933 : examen de la question du reclassement des fonctionnaires ; audition d'une délégation des anciens et nouveaux attributaires.

21 mars 1933 : examen des propositions des anciens et nouveaux attributaires au sujet des produits finis.

30 mars 1933 : question urgente au sujet des produits finis.

7 juillet 1933 : compte rendu de l'entretien au ministère des finances.

19 octobre 1933 : examen de la question des produits finis.

3 novembre 1933 : nouvel examen de la question des anciens et nouveaux attributaires ; démarche auprès du ministre du budget ; question des produits finis.

9 janvier 1934 : question des anciens et nouveaux attributaires ; démarches auprès du ministre des finances et du ministre du budget sur la question des produits finis.

6 juillet 1934 : évacuation des titres en dépôt dans les banques des régions frontalières à prévoir dans les plans de mobilisation ; lenteur vis-à-vis des demandes formulées par les sinistrés afin d'être relevés de la forclusion ; question des produits finis.

6 décembre 1934 : projet de dissolution du groupe.

20 décembre 1934 : délai de forclusion relatif au emploi d'indemnités de dommages de guerre par les communes ; reconduction de la loterie des régions libérées.

25 juin 1935 : allocution et dissolution du groupe.

Liste des membres du groupe. 1933

1931 – 1935

047B197 ²⁵ Réunion du 25 juin 1935 : convocations, discours de dissolution de MM. Paul HAYEZ et Lucien HUBERT.

Juin 1935

²⁵ Ce document provient du fonds de la bibliothèque du Sénat.

V. COMMISSIONS AD HOC

- 124S 1702** Commission chargée de l'examen de la proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés : procès-verbaux. **1915-1916**
- 124S 1706** Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage : procès-verbaux. **1915-1916**
- 124S 1723** Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. JENOUVRIER et un grand nombre de ses collègues ayant pour objet la confiscation des biens des Français qui, pour se soustraire à leurs obligations militaires pendant la présente guerre, se sont enfuis à l'étranger ou y ont volontairement séjourné : procès-verbaux. **1916**
- 124S 1735** Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre : procès-verbaux. **1916**
- 124S 1742** Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Louis MARTIN et un grand nombre de ses collègues tendant à la création dans chaque localité d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un Livre d'or des municipalités françaises : procès-verbaux. **1916-1919**
- 124S 1779** Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service : procès-verbaux. **1918-1921**
- 124S 1802** Commission pour l'examen de la proposition de loi de M. OURNAC et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires : procès-verbaux. **1919**
- 124S 1734, 1920-1922** Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre : procès-verbaux. **1916-1921**

124S 1734 : 25 mai 1916 : constitution du bureau.

5 juin 1916 : exposé de M. CHERON ; étude du texte voté par la Chambre des députés.

9 juin 1916 : examen des articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5.

13 juin 1916 : vote de l'article 3, examen des articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

14 juin 1916 : vote de l'article 8, examen des articles 10 à 15.

15 juin 1916 : suite de l'article 15.
17 juin 1916 : examen des articles 16 à 20.
19 juin 1916 : examen des articles 21 à 28.

124S 1920 : 22 mars 1917 : nomination.

3 avril 1917 : présentation du texte par M. CHERON (rapporteur).

23 mai 1917 : examen des articles 1^{er} à 22.

3 juillet 1917 : modification des articles 1^{er} et 20.

16 juillet 1917 : examen du texte de la Chambre des députés et des articles 1^{er} à 61, à l'exception des articles du titre II.

18 juillet 1917 : examen du titre II.

20 juillet 1917 : amendements sur les articles 28, 29, 55.

21 juillet 1917 : réunion des commissions des deux chambres.

1^{er} août 1917 : modification de l'article 29 ; rapport de M. CHERON.

5 décembre 1917 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux).

22 février 1917 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux).

27 février 1918 : adoption du texte voté par la Chambre des députés.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à proroger par décret les baux venant à échéance avant le 15 octobre 1918, et complétant les articles 44, 49 et 64 de la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers : procès-verbaux.

23 juillet 1918 : exposé de M. CHERON.

29 juillet 1918 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux), puis de M. BAILRY (président de la chambre des huissiers de Paris).

2 août 1918 : interrogation sur l'opportunité de légiférer à nouveau sur la question des loyers.

15 novembre 1918 : PPL modifiant la loi du 9 avril 1918 sur les loyers.

124S 1921 : 17 décembre 1918 : PPL de M. LHOPITEAU relative à la création d'une Caisse mutuelle des loyers.

27 décembre 1918 : PPL de M. LHOPITEAU relative à la création d'une Caisse mutuelle des loyers.

6 février 1919 : PPL complétant l'article 64 de la loi du 9 mars 1918 (application de la loi à l'Algérie) ; PPL relative au congé dans les baux à ferme sans durée limitée ; décret du 3 février 1919 relatif aux baux ruraux.

18 mars 1919 : PPL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.

26 mars 1919 : PPL assurant au locataire commerçant le droit de se maintenir dans le local occupé par lui contre le gré de son propriétaire

4 avril 1919 : PPL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.

11 avril 1919 : PPL relative au congé dans les baux à ferme sans durée limitée ; PPL sur la situation des acquéreurs d'habitation à bon marché par termes échelonnés ; application de la loi du 19 mars 1919.

14 avril 1919 : PPL relatif à la situation des habitations à bon marché ; rapport de M. DELONCLE sur le PPL sur la situation des acquéreurs d'habitation à bon marché par termes échelonnés.

22 mai 1919 : nomination ; PPL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.

25 juin 1919 : PPL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.

9 juillet 1919 : PPL prorogeant les baux et les locations verbales conclus entre le 1^{er} août 1914 et le 9 mars 1918.

18 juillet 1919 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux).

22 juillet 1919 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.

124S 1922 : 6 août 1919 : PPL prorogeant les baux et les locations verbales conclus entre le 1^{er} août 1914 et le 9 mars 1918 ; PPL à la spéculation illicite sur les loyers.

11 septembre 1919 : PPL relative au congé dans les baux à ferme sans durée limitée ; PPL relative à la propriété commerciale.

15 octobre 1919 : PPL prorogeant les baux et les locations verbales conclus entre le 1^{er}

août 1914 et le 9 mars 1918 ; PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914 ; PPL sur les baux à usage de sociétés sportives ; PPL sur la propriété commerciale.
 16 février 1920 : nomination ; PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 27 février 1920 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 11 mars 1920 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 15 mars 1920 : PPL sur la propriété commerciale.
 19 mars 1920 : PPL relatif à la création d'une commission supérieure de cassation.
 23 mars 1920 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 16 avril 1920 : PPL sur la création de services municipaux de logements vacants.
 20 avril 1920 : PPL sur la création de services municipaux de logements vacants.
 2 juin 1920 : nomination ; PPL sur les baux à usage de sociétés sportives ; PPL sur la propriété commerciale.
 10 juin 1920 : discussion sur les déclarations du Garde des Sceaux relatives à des prorogations nouvelles ; PPL modifiant l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919.
 22 juin 1920 : rapport de M. MORAND sur la propriété commerciale.
 26 juillet 1920 : PPL relatif à la prorogation des baux ; PPL relatif à la création d'une commission supérieure de cassation.
 29 juillet 1920 : PPL relatives aux baux des horticulteurs.
 26 novembre 1920 : PPL relative à la propriété commerciale.
 20 novembre 1920 : PPL modifiant l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919 ; PPL sur les baux à usage de sociétés sportives ; PPL modifiant l'article 57 de la loi du 9 mars 1918 ; PPL relative à la taxation des loyers.
 2 décembre 1920 : audition de M. ISAAC (ministre du commerce) sur les diverses PPL en cours.
 17 décembre 1920 : PPL relatif aux cessionnaires et sous-locataires ;
 23 décembre 1920 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.
 31 décembre 1920 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.
 12 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.
 14 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.
 20 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.
 27 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi ; PPL modifiant l'article 57 de la loi du 9 mars 1918.
 17 février 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.

124S 1464-1465

Commission chargée de l'examen du projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes, séances : procès-verbaux.

1916-1920

124S 1464 : 1^{er} décembre 1916 : audition de M. VIVIANI (Garde des Sceaux) sur le PPL relatif aux insoumissions et aux désertions ; exposé de M. FLANDIN sur son amendement.

8 décembre 1916 : examen du PPL sur les insoumissions et les désertions ; audition de MM. VIVIANI (Garde des Sceaux), CHERON, BEPMALE et PERES sur le PPL et le mécanisme de la confiscation des biens.

12 décembre 1916 : exposé de M. RICHARD sur ses rapports relatifs au PPL.

19 décembre 1916 : examen des amendements déposés sur le PPL.

124S 1465 : 19 décembre 1916 : suite de l'examen des amendements déposés sur le PPL relatif aux déserteurs et insoumis.

11 janvier 1917 : audition de MM. BESNARD (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) et MATTER (directeur de la justice militaire) sur la PPL de M. Paul MEUNIER tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire.

28 mars 1917 : désignation.

28 juin 1917 : communication de M. FLANDIN sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire ; examen de cette PPL.

1^{er} juillet 1917 : examen du PJJ modifiant la composition des conseils de guerre maritimes

4 octobre 1917 : lecture du rapport de M. FLANDIN sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire et audition de M. MATTER sur cette même PPL.

10 octobre 1917 : audition de MM. CHAUMET (ministre de la marine), MASSE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) et MATTER sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire ainsi que sur le PJJ relatif aux déserteurs et insoumis.

26 octobre 1917 : rapport de M. FLANDIN sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire.

13 mars 1918 : examen des amendements déposés sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire ; exposé de M. RICHARD sur la PPL tendant à renforcer la législation en matière d'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de guerre.

17 mai 1918 : rectification d'une erreur matérielle ; examen du PJJ sur la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

23 mai 1918 : audition de M. IGNACE sur le PJJ relatif à la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

31 mai 1918 : rapport de M. FLANDIN sur le PJJ relatif la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat ; rapport de M. RICHARD sur le PJJ relatif aux déserteurs et insoumis.

11 juin 1918, examen de la PPL de M. BOKANOWSKI sur l'amnistie pour action d'éclat.

12 juin 1918 : audition de M. NAIL (Garde des Sceaux) sur la PPL relative à l'amnistie pour action d'éclat.

27 juin 1918 : discussion et audition de M. IGNACE (sous-secrétaire d'Etat de la justice militaire) sur le PJJ relatif aux déserteurs et insoumis ainsi que sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire.

9 juillet 1918 : audition de M. IGNACE sur le PJJ relatif aux déserteurs et insoumis.

9 novembre, PJJ sur les crimes et délits des militaires et marins en état de désertion ; examen du PJJ sur la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis, puis audition de M. IGNACE sur ce même PJJ.

17 décembre 1918 : suite de l'examen du PJJ relatif aux déserteurs et insoumis.

28 mars 1919 : PPL complétant la loi sur la réhabilitation des militaires.

16 juillet 1919 : communication de M. MEUNIER (député) sur le PJJ portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes ; examen de la PPL tendant à modifier certains articles du code de justice militaire pour l'armée de terre.

27 mai 1920 : examen du PJJ relatif à l'extension aux colonies des dispositions de la loi du 14 novembre 1918 sur la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

23 juin 1920 : exposé de M. POULLE sur le PJJ modifiant divers articles du code de justice militaire pour l'armée de mer.

124S 1762-1964 Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, séances : procès-verbaux.

1917-1919

124S 1762 : 9 février 1917, constitution du bureau.

13 février 1917, examen du PJJ sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

15 février 1917, audition de M. VIVIANI (Garde des Sceaux) sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

20 février 1917, audition d'une délégation du comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

22 février 1917, audition de la fédération des associations départementales de sinistrés sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

23 février 1917, suite de l'examen du PJJ relatif à la réparation des dommages causés

par les faits de guerre.

1^{er}, 8 et 9 mars 1917, suite de l'examen du PJJ.

15 et 16 mars 1917, suite de l'examen du PJJ.

23 mars 1917, nomination d'un nouveau président ; constitution d'une délégation chargée d'aller constater les dévastations et les actes de cruauté ; suite de l'examen du PJJ.

28 mars 1917, compte rendu de la délégation.

29 mars 1917, communications diverses ; suite de l'examen du PJJ.

30 et 31 mars 1917, suite de l'examen du PJJ.

5 avril 1917, audition d'une délégation du Conseil municipal de Paris sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

10 et 11 mai 1917, suite de l'examen du PJJ.

124 1763 : 20 juin 1917, audition de M. THIERRY (ministre des finances) sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

21 juin 1917, suite de l'examen du PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

22 et 26 juin 1917, suite de l'examen du PJJ.

6 juillet, 11 et 17 octobre 1917, suite de l'examen du PJJ.

6 décembre 1917, audition de M. KLOTZ (ministre des finances) sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

14 et 22 décembre 1917, suite de l'examen du PJJ.

28 novembre 1918, examen du PJJ modifiant la loi du 2 avril 1918, en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par la loi la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre.

28 janvier 1919, suite de l'examen du PJJ modifiant la loi du 2 avril 1918, en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par la loi la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre.

13 février 1919, suite de l'examen du PJJ.

124S 1764 : 13 février 1919, suite de l'examen du PJJ relatif aux dommages de guerre.

22 février, 25 mars, 12 et 14 avril 1919, suite de l'examen du PJJ.

18 octobre 1919, nomination.

VI. COMMISSION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE

69S 277 Commission de l'administration générale, départementale et communale, séances : procès-verbaux.

15 février 1921 : constitution du bureau.

24 février 1921 : constitution du bureau (suite) ; création de sous-commissions ; nominations ; réorganisation des conseils de préfecture.

10 mars 1921 : audition de M. MARRAUD (ministre de l'intérieur) sur les articles 43 à 49 de la loi de finances concernant les conseils de préfecture ; nomination.

15 mars 1921 : rapport de M. MERLIN sur la PPL relative à la limitation du nombre des débits de boissons ; nomination ; réforme des conseils de préfecture.

22 mars 1921 : avis de M. CATALOGNE sur la réforme des conseils de préfecture.

25 mars 1921 : nominations.

19 avril 1921 : nominations.

29 avril 1921 : rapport de M. MERLIN sur le PJJ relatif aux opérations d'exhumations, transports de corps et réinhumations ; réforme des conseils de préfecture ; nomination.

3 juin 1921 : emprunt de la Ville de Paris ; nominations ; transfert de projets à la commission.

28 juin 1921 : nominations ; PJJ supprimant les conseils de préfecture et créant les conseils administratifs ; rapport de M. MERLIN sur le PJJ relatif aux lieux de sépulture des militaires des armées allemandes ; rapport de M. MERLIN sur le PJJ relatif à la limitation du nombre des débits de boissons.

5 juillet 1921 : nominations ; audition de M. MARRAUD sur le PJJ supprimant les conseils de préfecture.

25 octobre 1921 : démission de M. STEEG (président) ; communication de M. CATALOGNE ; tableau des préfectures.

27 octobre 1921 : élection de M. MAGNY à la présidence de la commission ; PJJ supprimant les conseils de préfecture.

8 novembre 1921 : PJJ relatif à la célébration de l'anniversaire du 11 novembre ; nominations.

24 novembre 1921 : nomination ; audition de M. MICHEL sur la PPL relative à l'abrogation de la loi sur l'avance de l'heure en été.

2 décembre 1921 : nomination ; communication de MM. BOIVIN-CHAMPEAUX et SCHRAMECK ; rapport de M. CATALOGNE sur le PJJ supprimant les conseils de préfecture.

8 décembre 1921 : audition de M. MARRAUD sur le PJJ supprimant les conseils de préfecture ; PJJ d'intérêt local sur les modifications de canton en Seine-et-Oise et en Côte d'Or ; nomination.

13 décembre 1921 : nomination ; P.J.L. supprimant les conseils de préfecture.

13 janvier 1922 : nominations ; P.P.L. réduisant par voie d'extinction le nombre des députés ; P.P.L. supprimant les conseils de préfecture.

26 janvier 1922 : constitution du bureau ; communications.

31 janvier 1922 : rapport de M. MAGNY sur la P.P.L. modifiant l'article 145 de la loi municipale du 5 avril 1884 sur le budget des villes ; nomination.

8 février 1922 : audition de M. MAUNOURY (ministre de l'intérieur) sur la P.P.L. tendant à réduire le nombre de députés et sur la P.P.L. fixant au premier lundi de mai l'ouverture de la première session des conseils généraux ; nomination ; réforme des conseils de préfecture.

16 février 1922 : rapport de M. LABOULBENE sur le P.J.L. portant subvention à la Seine-et-Oise pour la création et le fonctionnement d'une brigade spéciale de police ; P.P.L. modifiant la loi du 5 avril 1884 ; rapport de M. MERLIN sur le P.J.L. relatif à la commune de Monnières ; examen du contre-projet sur la suppression des conseils de préfecture.

21 février 1922 : examen du contre-projet (suite).

14 mars 1922 : P.P.L. relative à l'abrogation de l'avance de l'heure en été ; nomination.

16 mars 1922 : rapport de M. CATALOGNE sur les P.P.L. relatives aux conseils de préfecture.

23 mars 1922 : rapport de M. SARI sur le P.J.L. relatif à la commune de Beauchamp ; P.P.R. sur le renouvellement des conseils généraux et des conseils d'arrondissement ; rapport de M. LABOULBENE sur la P.P.L. relative à l'organisation municipale.

28 mars 1922 : rapport de M. MAGNY sur le P.J.L. relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine ; rapport de M. POL-CHEVALIER sur la faculté de groupement des sinistrés par l'administration municipale et l'autorisation d'emprunt ; P.P.L. relative à la réforme des conseils de préfecture.

30 mai 1922 : nominations ; P.J.L. relatif aux lieux de sépulture à établir pour les militaires des armées allemandes décédés en France pendant la durée de la guerre.

14 juin 1922 : audition de M. MAUNOURY sur la P.P.L. modifiant la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ; nomination ; communication.

27 juin 1922 : nomination ; communication.

30 juin 1922 : rapport de M. MERLIN sur la P.P.L. relative à la conservation d'une sépulture individuelle aux soldats morts pendant la guerre 1914-1918 et non identifiés.

6 juillet 1922 : communication ; nominations ; P.P.L. relative à l'attribution de la Légion d'honneur aux administrateurs des communes ayant exercé leurs fonctions pendant au moins vingt ans.

19 octobre 1922 : P.P.L. fixant au 11 novembre la commémoration de la victoire et de la paix ; rapport de M. MERLIN sur la P.P.L. relative à l'attribution de la Légion d'honneur ; nomination ; communication d'une lettre de

M. MAUNOURY.

10 novembre 1922 : P.J.L. accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière.

14 novembre 1922 : communication de M. CATALOGNE ; rapport de M. DAUDE sur le P.J.L. relatif à l'attribution d'indemnités exceptionnelles et temporaires aux fonctionnaires des cadres supérieurs des administrations centrales et de divers services extérieurs ; nomination.

23 novembre 1922 : P.J.L. accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière ; nominations ; rapport de M. LABOULBENE sur la commune d'Arcueil-Cachan.

7 décembre 1922 : communication de M. MERLIN ; nomination ; rapport de M. SARI sur le P.J.L. accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière.

8 décembre 1922 : rapport de M. CATALOGNE sur un emprunt de la Ville de Paris ; nominations ; rapport de M. SARI (suite).

14 décembre 1922 : rapport de M. SARI (suite) ; rapport de M. POL-CHEVALIER sur l'expropriation d'utilité publique en Alsace-Moselle ; nominations.

19 décembre 1922 : rapport de M. MERLIN sur la P.P.L. relative à l'ouverture de débits de boissons ; rapport de M. SARI (suite).

21 décembre 1922 : rapport de M. SARI (suite).

27 décembre 1922 : nomination ; communication ; rapport de M. LABOULBENE sur le P.J.L. relatif à la commune de Groix.

28 décembre 1922 : communication de M. MERLIN ; P.J.L. sur Groix.

16 janvier 1923 : rapport de M. CATALOGNE sur la modification de la loi du 5 avril 1884 ; nominations ; audition de M. LE TROCQUER (ministre des travaux publics) sur le P.J.L. accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière et P.J.L.

25 janvier 1923 : élection du bureau ; recul de la limite d'âge des fonctionnaires pères de famille nombreuse.

6 février 1923 : rapport de M. JOSSOT sur le P.J.L. simplifiant la procédure des permissions de voirie et des alignements individuels ; rapport de M. MERLIN sur la P.P.L. relative à l'attribution de la Légion d'honneur.

8 février 1923 : rapport de M. MERLIN (suite).

27 février 1923 : nomination ; rapport de M. POL-CHEVALIER sur le P.J.L. appliquant en Alsace-Moselle les modifications de la loi municipale du 5 avril 1884 ; rapport de M. CATALOGNE sur la P.P.L. unifiant la durée du scrutin dans les élections locales ; rapport de M. LABOULBENE modifiant le nombre d'adjoints aux maires des arrondissements de Paris ; P.J.L. supprimant les conseils de préfecture ; P.P.L. relative à l'attribution de la Légion d'honneur.

7 mars 1923 : rapport de M. JOSSOT sur le P.J.L. simplifiant la procédure des permissions de voirie et des alignements individuels ; P.P.L. de M. PASQUET sur

la réorganisation des ministères et administrations centrales ; nomination.

20 mars 1923 : PJJ accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière ; PJJ relatif à l'ouverture de session des conseils généraux.

22 mars 1923 : audition de MM. SARRAUT (ministre des colonies) et MAUNOURY (ministre de l'intérieur) sur la départementalisation des colonies de Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion et sur le PJJ relatif à l'ouverture de session des conseils généraux.

18 mai 1923 : rapport de M. MARSOT sur le PJJ relatif aux portions de cours d'eau ou canaux aménagés en enclos ; nominations ; rapport de M. ECCARD sur le PJJ relatif à l'application en Alsace-Moselle de la loi sur les conseillers généraux, d'arrondissement et municipaux qui se refusent à remplir certaines de leurs fonctions.

22 mai 1923 : audition de M. POINCARE sur le PJJ relatif à la modification de l'heure légale et PJJ.

31 mai 1923 : rapport de M. MERLIN sur l'attribution de la Légion d'honneur ; nomination.

7 juin 1923 : rapport de M. PEYTRAL sur la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales ; nominations.

13 juin 1923 : avis de M. LABOULBENE sur le PJJ relatif aux pouvoirs des préfets en matière de taxation de denrées alimentaires ; rapport de M. CATALOGNE sur le PJJ relatif à l'application en Alsace-Moselle de la réglementation française sur l'émigration.

26 juin 1923 : audition des auteurs d'amendements sur le PJJ accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière.

30 juin 1923 : rapport de M. LABOULBENE sur la PPL relative aux traités de gré à gré et les achats sans marchés ; nominations ; audition de M. LE TROCQUER sur le PJJ accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière et PJJ.

3 juillet 1923 : PPL relative à l'attribution de la Légion d'honneur.

6 juillet 1923 : rapport de M. COYRARD sur la commune de Mégevette ; nomination ; rapport de M. MERLIN sur l'attribution de la Légion d'honneur.

15 novembre 1923 : nominations ; PJJ accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière.

29 novembre 1923 : nomination ; PJJ portant création de routes à grand trafic ; PPL relative aux traités de gré à gré et les achats sans marchés.

17 décembre 1923 : nomination ; PJJ accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière.

19 décembre 1923 : PJJ (suite) ; observation sur les PJJ renvoyés à la commission.

1923

- 69S 278** Commission de l'administration générale, départementale et communale, séances : procès-verbaux.
- 15 janvier 1924 : audition de MM. LE TROCQUER (ministre des travaux publics) et MAGINOT (ministre de la guerre) sur le PJJ accordant aux fonctionnaires mobilisés certains avantages de carrière ; PJJ relatif à la suppression des conseils de préfecture.
- 5 février 1924 : constitution du bureau ; nominations.
- 14 février 1924 : PJJ relatif aux conseils de préfecture ; nominations.
- 27 février 1924 : PJJ (suite) ; nomination.
- 5 mars 1924 : rapport de M. MARRAUD sur la PPL complétant le régime des sociétés de production et de distribution d'électricité.
- 12 mars 1924 : audition de M. LE TROCQUER sur la PPL relative aux sociétés de production et de distribution d'électricité.
- 1^{er} avril 1924 : rapport de M. MARRAUD (suite).
- 8 avril 1924 : PJJ relatif à l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux ; PJJ relatif aux fonctionnaires mobilisés.
- 10 avril 1924 : rapport de M. MARRAUD sur le PJJ créant un canton à Maisons-Laffitte.
- 11 avril 1924 : rapport de M. SARI sur les fonctionnaires mobilisés.
- 12 avril 1924, PJJ relatif aux fonctionnaires mobilisés.
- 26 juin 1924 : PJJ modifiant la loi du 5 avril 1884 sur les commissions intercommunales ; PJJ relatif aux plans d'extension et d'aménagement des villes ; PJJ relatif aux conseils de préfecture.
- 3 juillet 1924 : rapport de M. LABOULBENE sur le PJJ relatif aux plans d'extension et d'aménagement des villes.
- 25 novembre 1924 : nomination ; rapport de M. COYRARD sur la division de la commune d'Avignon.
- 4 décembre 1924 : avis de M. JOSSOT sur la PPL réglementant le marché à bestiaux de La Villette ; PJJ relatif aux conseils de préfecture.
- 12 décembre 1924 : audition de M. QUENTIN (Président du Conseil municipal de Paris) sur la PPL relative au marché à bestiaux de La Villette.
- 17 décembre 1924 : audition de MM. MINIER et BOUFFANDEAU (ministère de l'intérieur) sur le PJJ relatif aux conseils de préfecture.
- 23 décembre 1924 : audition de M. CHAUTEMPS (ministre de l'intérieur) sur le PJJ relatif aux conseils de préfecture.
- 5 février 1925 : constitution du bureau.
- 20 février 1925 : éloge funèbre de M. MAGNY ; nominations ; PJJ autorisant une taxe à Nice.
- 3 mars 1925 : PJJ relatif aux conseils de préfecture.

13 mars 1925 : élection de M. MERLIN à la présidence de la commission.

20 mars 1925 : rapport de M. GAUDAIRE sur la PPL relative aux syndicats de communes ; nominations.

1^{er} avril 1925 : PJJ relatif au nombre de conseillers municipaux.

3 avril 1925 : audition de M. CHAUTEMPS sur les PJJ relatifs aux conseillers municipaux, à la suppression des conseils d'arrondissement de Saint-Denis et de Sceaux, au nombre et au mode d'élection des conseillers généraux de la Seine, aux conditions d'élection des conseillers municipaux de Paris ; nominations.

15 avril 1925 : rapport de M. SARI et audition de M. CHAUTEMPS sur le PJJ relatif à l'ouverture de session des conseils généraux ; rapport de M. SARI sur le PJJ relatif aux conseillers municipaux de Paris ; PJJ relatif aux conseillers généraux de la Seine.

21 avril 1925 : rapports de M. LABOULBENE sur le PJJ supprimant les conseils d'arrondissement de Saint-Denis et de Sceaux et sur le PJJ relatif aux conseillers généraux de la Seine.

25 mai 1925 : PJJ relatif aux conseillers généraux de la Seine.

5 juin 1925 : PJJ relatif aux cantons de Serra-di-Scopamene et de Levie (Corse) ; nominations ; communication de M. MERLIN sur la non distribution de bulletins de vote et des circulaires électorales le jour des élections.

18 juin 1925 : rapport de M. MONSSERVIN sur la PPL relative au secret et à la liberté du vote ; nominations ; PJJ modifiant la loi du 5 avril 1884 sur les commissions intercommunales ; rapport de M. GOURJU sur le PJJ relatif à la commune de Peille ; rapport de M. POL-CHEVALIER sur le PJJ relatif aux cantons de Serra-di-Scopamene et de Levie.

23 juin 1925 : avis de M. CORNUDET sur le PJJ autorisant un emprunt à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye ; communication de M. SCHRAMECK sur le changement de titre des agents voyers.

29 juin 1925 : PJJ relatif aux cantons de Bordeaux ; nominations ; PPL relative aux bulletins de vote ; PJJ relatif au canton de Saint-Galmier.

6 juillet 1925 : audition de MM. SCHRAMECK (ministre de l'intérieur) et CHAUMET (ministre du commerce) sur la PPL relative aux bulletins de vote ; rapport de M. VIDAL sur le PJJ relatif à la commune de Saint-Just-en-Chevalet ; nominations.

7 juillet 1925 : communication de M. VIDAL sur la PPL relative au secret et à la liberté du vote ; rapport de M. JOSSOT sur le PJJ appliquant en Alsace-Lorraine de la contravention de voirie ; rapport de M. VIDAL sur la commune de Montoir-de-Bretagne ; PJJ réorganisant le régime administratif de l'Alsace-Lorraine.

3 novembre 1925 : communication de M. MERLIN sur les conseils de préfecture et sur le Comité consultatif du haut commissariat du logement ; PJJ relatif aux marchés des communes et des établissements publics de bienfaisance et d'assistance ; PJJ relatif à la commune de Saint-Just-en-Chevalet.

17 novembre 1925 : PJJ relatif à la commune de Saint-Just-en-Chevalet ; PPL modifiant la loi de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes

et aux incurables privés de ressources ; renvoi de P.J.L. à la commission des finances.

9 décembre 1925 : communications de M. MERLIN ; P.J.L. relatif aux marchés des communes ; P.P.L. réformant les finances des départements et des communes ; nominations ; P.J.L. pour créer des chemins départementaux et vicinaux.

2 février 1926 : constitution du bureau ; nominations.

10 février 1926 : audition de M. CHAITEMPS sur la P.P.L. réformant les finances des départements et des communes, sur la réforme des conseils de préfecture, sur le P.J.L. relatif à l'attribution de la Légion d'honneur aux maires de France et d'Algérie ; rapports de M. GOURJU sur la commune de Soisy et sur l'application à Paris de la loi sur les concessions centenaires.

17 mars 1926 : rapport de M. MERLIN sur le P.J.L. relatif à l'attribution de la Légion d'honneur aux maires de France et d'Algérie ; rapport de M. COYRARD sur le P.J.L. pour créer des chemins départementaux et vicinaux ; rapport de M. MARSOT sur le canton de Mont-Saint-Vincent ; communication sur le P.J.L. relatif aux concessions centenaires, nominations.

19 mars 1926 : P.P.L. relative à la réforme des finances des départements et des communes.

30 mars 1926 : nominations ; rapport de M. COYRARD sur le P.J.L. créant une taxe pour le dépôt de corps à l'Institut médico-légal ; communication sur le P.J.L. portant création de taxes par les conseils municipaux ; rapport de M. SARI sur l'établissement de taxes par les départements.

1^{er} avril 1926 : communications ; P.J.L. relatif à l'établissement de taxes par les départements ; P.J.L. relatif à l'imposition dans le département de la Seine.

3 avril 1926 : nomination.

14 avril 1926 : P.J.L. relatif à la commune de Gagny ; P.J.L. autorisant la ville d'Héricourt à établir des taxes ; nomination.

21 avril 1926 : P.J.L. créant des groupements d'achats des établissements publics d'assistance ; rapports de M. ROUSSEL sur le P.J.L. relatif à la commune de Bélesta et sur le P.J.L. relatif à la commune de Poivres ; nomination.

28 avril 1926 : rapport de M. CORNUDET sur les projets communaux d'aménagement, d'embellissement et d'extension ; communications de M. MERLIN sur les tribunaux civils et sur les conseils de préfecture.

4 juin 1926 : rapport de M. MARSOT sur le P.J.L. relatif à l'attribution de la Légion d'honneur ; rapport de M. JOSSOT sur le P.J.L. relatif à l'assainissement de Paris et de la Seine ; nomination.

11 juin 1926 : rapport de M. MARSOT sur le P.J.L. relatif à la commune de Gagnières ; rapport de M. GAUDAIRE sur la P.P.L. modifiant la législation des syndicats de communes ; rapport de M. JOSSOT (suite) ; rapport de M. LABOULBENE sur le P.J.L. créant des groupements d'achats des établissements publics d'assistance ; nominations.

24 juin 1926 : rapport de M. FLAYELLE sur le P.J.L. relatif à la commune de Flin ; rapport de M. JOSSOT (suite) ; rapport de M. SOULIE sur le P.J.L. relatif

aux hôpitaux et hospices.

13 juillet 1926 : rapport de M. SARI sur le PJJ relatif aux taxes municipales.

15 juillet 1926 : PJJ relatif aux taxes municipales ; nomination.

30 juillet 1926 : rapport de M. JOSSOT (suite) ; nominations ; PJJ relatif aux taxes municipales (suite).

5 août 1926 : communication de M. SARI sur le PJJ relatif aux taxes municipales ; nomination.

6 août 1926 : communication de M. MERLIN sur le renvoi des PJJ à la commission ; rapport de M. SARI sur le PJJ relatif aux hameaux de Serpaize ; nomination ; audition de M. DOUMERE (directeur de l'extension de Paris) ; rapport de M. SARI sur les PJJ concernant les taxes municipales et départementales.

17 novembre 1926 : nominations.

23 novembre 1926 : avis de M. VIDAL sur la PPL relative à l'assurance municipale contre la grêle ; rapport de M. POL-CHEVALIER sur la PPL relative à l'emploi obligatoire des mutilés ; rapport de M. SARI sur le PJJ relatif à la ville de La Fère ; rapport de M. LABOULBENE sur la PPL relative aux traités de gré à gré et aux achats sans marchés des communes et des établissements de bienfaisance ; rapport de M. LABOULBENE sur la PPL pour rétablir le délai de deux ans entre les élections municipales et les élections législatives ; rapports de M. MERLIN sur trois PJJ relatifs au canton de Reims ; nominations.

30 novembre 1926 : rapports de M. FEUGA sur les PJJ relatif aux villes de Saint-Amand et de Bourges ; rapport de M. FLAYELLE sur le PJJ relatif à la commune de Flin ; rapport de M. COYRARD sur la commune de Jugeals ; nomination.

10 décembre 1926 : rapport de M. MONSSERVIN sur les PJJ concernant les départements recouverts (Alsace-Moselle).

17 décembre 1926 : rapport de M. LABOULBENE sur la PPL (suite), PJJ relatif aux hôpitaux et hospices.

28 janvier 1927 : élection du bureau ; nominations.

22 février 1927 : rapport de M. REBOUL sur le PJJ modifiant l'organisation municipale, nominations.

3 mars 1927 : rapport de M. COYRARD sur le PJJ relatif aux taxes municipales.

16 mars 1927 : rapport de M. COYRARD sur l'application en Alsace-Moselle de la loi simplifiant la procédure des permissions de voirie et des alignements individuels ; PJJ relatif à la majoration des taxes à Lyon.

24 mars 1927 : examen de la PPR sur le groupement des administrations centrales autour de l'Ecole militaire ; nominations.

5 avril 1927 : nominations ; avis de M. MEJAN sur les taxes à Armentières ; PJJ relatif à la section de Crepieux-la-Pape.

6 avril 1927 : rapport de M. LEFEVRE sur Crepieux-la-Pape ; PPL relative à la date d'ouverture de la session ordinaire des conseils généraux.

20 mai 1927 : nomination ; rapport de M. LEFEVRE sur les subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers ; rapport de M. MORIZET sur le PPL concernant les rues de Paris ; communication de M. MERLIN.

24 mai 1927 : rapport de M. SARI sur le PPL relatif aux assurances sociales.

27 mai 1927 : nominations ; avis de M. SARI sur le PPL relatif aux assurances sociales.

8 juin 1927 : rapports de M. COYRARD sur le PPL autorisant un impôt pour subvenir aux frais de surveillance, de protection et d'assistance des indigènes nord-africains du département de la Seine et sur le PPL relatif au tout-à-l'égout du Havre ; PPL relatif aux subventions pour les sapeurs-pompiers ; nominations ; PPL relative à la date d'ouverture de la session ordinaire des conseils généraux ; rapport de M. JOSSOT sur la PPL relative à l'élection au conseil municipal des enseignants des écoles primaires supérieures.

16 juin 1927 : PPL relatif aux assurances sociales ; rapport de M. HAYAUX sur la PPL modifiant la taxe de séjour dans les stations hydrominérales, climatiques et de tourisme ; rapport de M. JOSSOT (suite).

22 juin 1927 : rapports de M. COYRARD sur les PPL relatif aux subventions pour les sapeurs-pompiers et au titre d'ingénieur du service vicinal ; nominations.

28 juin 1927 : PPL relative à la date d'ouverture de la session ordinaire des conseils généraux ; PPL relatif aux taxes à Armentières.

7 juillet 1927 : rapport de M. MEJAN sur les ententes et institutions interdépartementales ; nominations (convocation jointe).

1924 - 1927

VII. COMMISSION D'ALSACE-LORRAINE

- 69S 287** Commission d'Alsace-Lorraine, séances : procès-verbaux.
7 décembre 1921 : audition des représentants des fonctionnaires du cadre local (*sténographie manquante*).
13 décembre 1921 : exposé de M. RENARD (président de la Fédération des fonctionnaires du cadre général du Haut-Rhin) sur le PJJ relatif aux fonctionnaires alsaciens et lorrains.
16 décembre 1921 : lecture de lettres ; nomination ; audition de M. TISSIER (sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux affaires étrangères, *sténographie manquante*).
1er février 1922 : prorogation des pouvoirs de la commission.
3 février 1922 : avis de M. ORDINAIRE sur PJJ sur le statut des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine (suite) ; nomination.
10 février 1922 : nominations ; école normale de Schlestadt (Sélestat) ; PJJ sur les fonctionnaires d'Alsace-Lorraine (suite) ; rapport de M. de MARGUERIE sur le PJJ sur les encaissements des valeurs étrangères déposées à la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace-Lorraine.
16 février 1922 : motion d'ordre sur le PJJ relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine ; rapports de M. HELMER sur les PJJ relatifs à l'assurance sociale et sur les caisses minières ; PJJ sur l'organisation judiciaire des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ; avis de M. HERVEY sur les PJJ relatifs aux contributions indirectes, au régime des alcools, distillerie et alambics et à la loi du 31 juillet 1920 ; avis de M. WEILER sur le PJJ relatif à l'utilisation des forces hydrauliques ; avis du Gal STUHL sur le PJJ relatif aux pensions d'invalidité ; avis de M. HELMER sur le PJJ relatif aux honoraires des huissiers ; PJJ sur la réforme monétaire.
17 février 1922 : état des travaux en cours ; PJJ relatif à l'organisation judiciaire ; PJJ relatif au statut des fonctionnaires.

1921-1922

- 69S 288** Commission d'Alsace-Lorraine, séances : procès-verbaux.
17 mars 1922 : état des travaux en cours ; exposé de M. HERVEY sur le PJJ relatif à la réforme monétaire.
22 mars 1922 (réunion commune avec la commission de législation civile et criminelle) : audition de M. BARTHOU (Garde des sceaux) sur le PJJ relatif à l'organisation judiciaire en Alsace et en Lorraine ; nominations ; rapport de M. SCHEURER sur les PJJ relatif aux contributions indirectes ; avis de M. DEBIERRE sur le PJJ relatif au diplôme de sage-femme et sur le PJJ relatif aux pharmaciens ; avis du Général HIRSCHAUER sur la création de la médaille de la fidélité française.
31 mars 1922 : PJJ relatif à l'organisation judiciaire (suite).
? avril 1922 : PJJ relatif aux fonctionnaires d'Alsace-Lorraine ; nomination.
30 mai 1922 : rapport de M. HELMER sur le PJJ relatif à l'organisation judiciaire.
15 juin 1922 : nominations ; rapports de M. HELMER sur le PJJ portant ratification du décret du 22 septembre 1921 relatif aux listes de jurés d'expropriation, sur le PJJ portant ratification du décret du 3 septembre 1920 relatif à l'encaissement par la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace-Lorraine des arrérages des valeurs étrangères déposées ; avis du Général

BOURGEOIS sur le P.J.L. relatif au déclassement d'une partie de l'enceinte fortifiée de Strasbourg et sur le P.J.L. portant ratification du décret du 6 août 1921 rendant applicables aux départements d'Alsace-Lorraine les lois du 22 décembre 1888, 13 décembre 1902 et du 5 août 1911 relatives aux associations syndicales.

22 juin 1922 : rapport de M. DEBIERRE sur le P.J.L. relatif aux pharmaciens, dentistes et sages-femmes ; rapport de M. ECCARD sur le P.J.L. portant ratification du décret du 10 février 1920 sur la propriété commerciale, littéraire et artistique ; nominations.

6 juillet 1922 : audition de M. ALAPETITE (commissaire général d'Alsace-Lorraine, sténographie manquante) ; nominations.

24 novembre 1922 : avis de M. de MARGUERIE sur les P.J.L. relatif à l'aliénation de diverses parcelles du domaine de l'Etat en Alsace et en Lorraine et sur le P.J.L. portant ratification du décret du 27 mai 1920 relatif à la production, la circulation et la détention du tabac en feuille ; P.J.L. relatif à l'organisation judiciaire ; situation générale en Alsace-Lorraine.

30 novembre 1922 : exposé de M. HELMER sur les assimilations administratives et législatives et sur la situation politique en Alsace-Lorraine.

12 décembre 1922 : suite de l'exposé de M. HELMER.

18 décembre 1922 : préparation d'un questionnaire à envoyer à M. COLRAT (Garde des sceaux).

7 février 1923 : audition de M. COLRAT (Garde des sceaux, sténographie manquante).

21 mars 1923 : adoption de rapports.

15 mai 1923 : rapport de M. ORDINAIRE sur le statut des fonctionnaires.

25 mai 1923 : rapport de M. ORDINAIRE (suite).

22 juin 1923 : adoptions de rapports ; P.J.L. relatif aux conditions d'éligibilité des "anciens" des Caisses minières de secours ; P.J.L. relatif à l'amodiation des mines de potasse d'Alsace.

10 juillet 1923 : adoption de rapport.

30 novembre 1923 : P.J.L. relatif à l'aliénation de parcelles du domaine de l'Etat en Moselle ; situation administratives de différents cadres de fonctionnaires en poste en Alsace et Lorraine ; apprentissage de la langue française dans les écoles ; suppression du Commissariat général.

6 décembre 1923 : rapport de M. SCHEURER sur le P.J.L. relatif à l'amodiation des mines de potasse d'Alsace sans séquestre.

13 décembre 1923 : audition de M. COLRAT (Garde des sceaux) sur la suppression du Commissariat général (sténographie manquante).

14 février 1924 : lettre d'une association de porteurs Alsaciens et Lorrains de valeurs mobilières allemandes.

20 mars 1924 : rapport de M. DEBIERRE sur le P.J.L. relatif aux dentistes Alsaciens et Lorrains ; suppression du Commissariat général ; aménagement du port de Strasbourg ; exposé de M. ECCARD sur les P.J.L. introduisant les législations commerciale et civile.

1er avril 1924 : rapports de M. ECCARD sur les P.J.L. introduisant les législations civile et commerciale.

9 décembre 1924 : avis de M. DEBIERRE sur le P.J.L. relatif au droit des Alsaciennes d'exercer la profession de sage-femme sur tout le territoire français.

3 mars 1925 : rapport de M. ECCARD sur le P.J.L. relatif à l'organisation du

notariat.

1922-1925

69S 289

Commission d'Alsace-Lorraine, séances : procès-verbaux.

28 mars 1925 : P.J.L. relatif aux mines de potasse d'Alsace sous séquestre (dont exposé de M. SCHEURER).

9 juin 1925 : nomination ; avis de M. GEGAUFF relatif au règlement des indemnités pour les dommages causés aux récoltes par les sangliers ; P.J.L. relatif aux mines de potasse en Alsace (suite).

16 juin 1925 : P.J.L. relatif aux mines de potasse en Alsace (suite) ; rapport de M. ORDINAIRE sur le P.J.L. portant réorganisation du régime administratif des trois départements d'Alsace-Lorraine.

28 juin 1925 : P.J.L. portant réorganisation du régime administratif des trois départements d'Alsace-Lorraine (suite).

23 juin 1925 : audition de MM. BONNET (sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil) et CACAULT (commissaire général à Strasbourg).

25 mai 1925 : P.J.L. relatif aux mines de potasse en Alsace (suite) ; fêtes des gymnastiques à Strasbourg ; P.J.L. portant réorganisation du régime administratif des trois départements d'Alsace-Lorraine (suite).

22 juin 1925 : mouvement autonomiste en Alsace-Lorraine ; utilisation de la langue française ; tribunaux ; programme de la prochaine réunion.

1925

VIII. COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUDIER LES QUESTIONS INTERESSANT SPÉCIALEMENT LES DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS DE L'INVASION

Dite « commission des départements libérés ».

69S 290

Commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion, séances : procès-verbaux.

4 avril 1921 : P.J.L. portant ouverture sur l'exercice 1921 de crédits provisoires.

14 avril 1921 : P.J.L. portant ouverture sur l'exercice 1921 (suite), questions relatives aux emprunts futurs du Crédit National.

22 avril 1921 : P.J.L. relatif à la prorogation du délai imparti par la loi du 25 août 1920 pour le dépôt des indemnités de dommages de guerre et avis de M. GOUGE.

28 avril 1921 : P.J.L. relatif à la prorogation du délai imparti par la loi du 25 août 1920 pour le dépôt des indemnités de dommages de guerre (suite).

24 mai 1921 : audition de MM. DOUMER (ministre des finances) et de LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur les résultats des accords de Londres.

1^{er} juin 1921 : rapport de M. REYNALD sur le P.J.L. relatifs aux cessions des droits à indemnité pour dommage de guerre et aux conditions de emploi de celles-ci (exercice 1921, suite).

2 juin 1921 : rapport de M. REYNALD (suite) ; amendements au P.J.L. sur les coopératives de reconstruction.

8 juin 1921 : rapport de M. REYNALD (suite).

7 juillet 1921 : P.P.L. tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre en cas de dommages matériels et directs causés aux biens mobiliers ou immobiliers par l'incendie ; P.J.L. tendant à faciliter l'acquisition par les communes dévastées des immeubles endommagés compris dans les plans d'alignement.

9 juillet 1921 : rapport de M. GOUGE relatif au P.J.L. tendant à faciliter l'acquisition par les communes dévastées des immeubles endommagés compris dans les plans d'alignement (suite).

18 novembre 1921 : P.P.L. tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre en cas de dommages matériels et directs causés aux biens mobiliers ou immobilier par l'incendie (suite).

14 décembre 1921 (séance commune avec la commission des régions libérées de la Chambre des députés) : rapport du député René LEFEBVRE sur le P.J.L. relatif aux cessions de droits à indemnités pour dommages de guerre et aux conditions de emploi de ces indemnités.

20 janvier 1922 : rapport de M. GOUGE sur les dommages incendie ; avis sur les dispositions de la loi des loyers concernant les sinistres ; cessions

des dommages (suite).

14 février 1922 : élection du Bureau.

17 février 1922 : audition de M. REIBEL (ministre des régions libérées) sur la question des cessions des dommages de guerre.

23 mars 1922 : rapport de M. REYNALD sur le P.J.L. concernant les dommages de guerre ; P.J.L. de finances des dépenses recouvrables concernant les régions libérées.

24 mars 1922 : audition de M. REIBEL sur le P.J.L. de finances des dépenses recouvrables concernant les régions libérées et sur le P.J.L. concernant les cessions des dommages de guerre.

3 avril 1922 : P.J.L. tendant à simplifier les formalités d'expropriation en ce qui concerne les immeubles endommagés par faits de guerre à racheter par l'Etat en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919.

6 avril 1922 : rapport de M. de LUBERSAC sur le P.J.L. tendant à simplifier les formalités d'expropriation (suite).

1^{er} juin 1922 : échanges sur les observations des ministres des régions libérées, des finances et de la justice sur la P.P.L. relative aux dommages incendies.

4 juillet 1922 : P.J.L. complétant la loi du 16 juillet 1921 relative à l'établissement d'un régime transitoire pour la perception des impôts dans les régions libérées.

8 juillet 1922 : P.J.L. relatif aux cessions des droits à indemnités pour dommages de guerre.

8 novembre 1922 : exposé de M. HUBERT sur la question des paiements en nature des réparations allemandes.

21 novembre 1922 : rapport de M. GOUGE sur la P.P.L. tendant à modifier la loi du 27 décembre 1920 relative au règlement des sommes demeurées impayées par les débiteurs domiciliés dans les régions envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités.

26 janvier 1923 : éloge funèbre de M. RIBOT ; élection du Bureau.

1^{er} février 1923 : échanges sur l'avenir de la commission des régions libérées et sur le remplacement de certains de ses membres.

15 février 1923 : élection du Bureau ; programme de travail.

23 février 1923 : audition de M. REIBEL (ministre des régions libérées, sténographie manquante).

6 mars 1923 : rapport de M. GOUGE sur la P.P.L. relative à la réutilisation des terrains endommagés par fait de guerre et sur la P.P.L. relative à certains sinistrés particulièrement intéressants.

20 mars 1923 : P.J.L. relatif à la reconstitution des actes et archives détruits suite aux événements de guerre.

25 mai 1923 : audition de MM. de LASTEYRIE (ministre des finances) et REIBEL (ministre des régions libérées) sur les articles de la loi du budget

de 1923 concernant les dommages de guerre (sténographie manquante).

5 juillet 1923 : programme de travail.

10 juillet 1923 : protestation contre le vote du budget des dépenses recouvrables.

23 novembre 1923 : audition de MM. de LASTEYRIE et REIBEL sur le budget des régions libérées (*sténographie manquante*).

1921-1923

69S 291

Commission chargée en 1923 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion, réunions : procès-verbaux.

25 janvier 1924 : élection du Bureau.

12 février 1924 : nomination.

19 février 1924 : élection du Bureau.

22 février 1924 : demande d'audition de la part du ministre des régions libérées ; rapport de M. POULLE sur la révision des dommages de guerre.

26 février 1924 : P.J.L. relatif à une modification de la loi de 1919 sur certains condamnés ; révision des dommages de guerre (suite).

29 février 1924 : audition de M. REIBEL (ministre des régions libérées) sur le P.J.L. relatif à la révision des dommages de guerre (*sténographie manquante*).

4 mars 1924 : audition de la Fédération des Associations départementales des sinistrés (*sténographie manquante*).

10 mars 1924 : rapport de M. POULLE sur la contre-proposition de M. BOIVIN-CHAMPEAUX relative aux dommages de guerre.

4 avril 1924 : échanges de vues et audition de M. MARIN (ministre des régions libérées, *sténographie manquante*) sur la révision des dommages de guerre.

30 décembre 1924 : éloge funèbre de M. TOURON ; nominations ; programme de travail.

17 février 1925 : élection du Bureau ; nomination.

26 février 1925 : examen du budget des régions libérées dans le P.J.L. de douzième provisoire ; rapports de M. MERLIN sur des projets relatifs à l'application de la loi sur les dommages de guerre en Alsace-Lorraine.

24 avril 1925 : éloge funèbre de M. GOUGE ; élection partielle du Bureau ; lecture d'une lettre de M. SCHMIDT (ministre des régions libérées) relative à une commission chargée d'examiner les bases de répartition entre les départements libérés des crédits ouverts par la loi du 28 février 1925 ; rapport de M. MERLIN sur la réparation des dommages de guerre causés par incendie en Alsace-Lorraine.

29 juin 1925 : examen du P.J.L. du douzième provisoire de juillet 1925

(articles portant sur les dommages de guerre et sur les prestations en nature versées par l'Allemagne).

22 décembre 1925 : rapport de M. POULLE relatif à l'extension du délai accordé aux sinistrés pour se pourvoir devant un tribunal de dommages.

24 décembre 1925 : audition de M. CHAUVIN (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) sur le P.J.L. prorogeant les délais fixés pour l'examen des dossiers de dommages de guerre en exécution de la loi du 2 mai 1924 (*sténographie manquante*).

2 février 1926 : élection du Bureau.

20 février 1926 : audition de M. CHAUVIN (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) sur le P.J.L. modifiant la loi de révision de certains dommages de guerre (*sténographie manquante*).

22 juin 1926 : échanges sur l'application de la loi du 2 mai 1924 relative à la révision des dommages de guerre.

12 juillet 1926 : audition de M. DUTREIL (sous-secrétaire d'Etat des régions libérées) (*sténographie manquante*) suivi d'un communiqué de presse sur la loi du 2 mai 1924 sur la révision des dommages de guerre.

9 août 1926 : lecture d'une déclaration de M. TARDIEU (ministre des travaux publics) sur la loi du 2 mai 1924.

16 novembre 1926 : compte-rendu de M. POULLE sur les travaux du comité restreint du ministère de travaux publics sur les modifications à apporter à la loi du 2 mai 1924 sur la révision des dommages de guerre ; audition de M. TARDIEU et d'une délégation de l'Union des sinistrés (*sténographie manquante*).

3 mars 1927 : élection du Bureau.

15 mars 1927 : crédits des régions libérées ; loi de révision des dommages de guerre.

29 novembre 1927 : loi de révision des dommages de guerre.

24 décembre 1927 : P.J.L. prorogeant les délais fixés pour l'examen des dossiers de dommages de guerre.

16 février 1928 : élection du bureau ; nominations.

22 février 1928 : rapport de M. LUGOL sur le P.J.L. modifiant la loi de 1924 sur les dommages de guerre.

2 mars 1928 : nomination ; rapport de M. LUGOL (suite).

19 juin 1928 : P.J.L. modifiant la loi de 1924 sur les dommages de guerre (suite).

3 juillet 1928 : P.J.L. modifiant la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre par les faits de guerre.

Commission chargée en 1923 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion, séances : procès-verbaux.

12 décembre 1928 : audition de MM. LE TROQUER (ministre des travaux publics et des régions libérées), REGNIER (Directeur des services des régions libérées), MARTIN (directeur général du Crédit national) sur le PJJ de finances pour 1929.

5 mars 1929 : élection du bureau.

26 mars 1929 : PJJ de finances rectificative pour 1928.

20 novembre 1929 : démission de M. HUBERT ; nomination ; ratification de décrets relatifs aux départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle.

20 décembre 1929 : report de réunion.

5 février 1930 : élection du bureau ; échanges sur les avances consenties pendant la Guerre par l'Etat aux fonctionnaires municipaux ayant dû quitter les communes envahies.

29 mars 1930 : nomination.

24 avril 1930 : rapport de M. de LUBERSAC sur le PJJ dispensant aux sinistrés de reverser le montant de la réduction portant sur l'indemnité pour remise en état du sol ; PPL relative à l'acquisition de la nationalité française.

2 juillet 1930 : nominations.

6 février 1931 : élection du bureau.

13 février 1931 : PPL étendant le bénéfice de la loi du 17 avril 1919 relative à la nationalité française.

5 mars 1931 : nominations.

10 mars 1931 : nomination.

9 juin 1931 : nomination ; travaux de la commission supérieure des douanes.

2 juillet 1931 : rapport de M. LUGOL sur le PJJ étendant le bénéfice de la loi du 17 avril 1919 relative à la nationalité française.

25 novembre 1931 : nomination ; ordre du jour du Sénat ; PJJ tendant à abroger l'article 11 de la loi du 2 mars 1928 sur les prestations en nature et les douanes ; éloge funèbre de M. LOUCHEUR.

22 décembre 1931 : rapport de M. ROUSSEL sur le PJJ modifiant la loi du 2 mars 1928 sur les prestations en nature et les douanes ; rapport de M. de LA GRANGE sur la PPL complétant la loi du 17 avril 1919 sur les indemnités de guerre allouées aux communes ; message de l'Union des victimes de guerre et des anciens combattants sur les emplois réservés.

2 février 1932 : élection du Bureau.

2 mars 1932 : rapport de M. de LA GRANGE sur le PJJ sur la liquidation des sociétés coopératives en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre ; rapport de M. LUGOL modifiant la

loi du 27 août 1931 sur le fonctionnement du compte spécial des compensations des frais supplémentaires pour produits finis dans l'industrie ; ordre du jour du Sénat ; nomination.

9 juin 1932 : éloge funèbre de M. de LUBERSAC ; rapport de M. de LA GRANGE sur la PPL modifiant la loi du 23 mars 1928 sur les expertises des dommages de guerre ; nominations.

16 juillet 1932 : rapport de M. LAVERGNE complétant la loi du 23 mars 1928 ; nomination ; élection de membres du bureau.

28 décembre 1932 : échanges sur la suppression du sous-secrétariat d'Etat aux travaux publics ; nominations.

7 février 1933 : élection du bureau ; travaux en cours.

8 mars 1933 : démission de M. BABAUD-LACROZE ; nominations.

7 avril 1933 : élection d'un membre du bureau ; rapport de M. LUGOL sur le P JL abrogeant les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en paiement d'indemnités pour dommages de guerre ; nomination.

6 juillet 1933 : rapport de M. LUGOL sur le P JL relatif à la composition de la commission supérieure des dommages de guerre.

28 février 1934 : élection du bureau.

7 mars 1934 : nominations.

1924-1935

IX. COMMISSION DES RECOMPENSES NATIONALES

69S 292

Commission des récompenses nationales, séances : procès-verbaux.

25 mars 1926 : élection du bureau.

10 juin 1926 : audition de M. JOURDAIN (ministre des pensions) sur le contingentement annuel des croix de la Légion d'honneur ; PPL modifiant la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales.

17 juin 1926 : rapports de M. FRANCOIS-SAINT-MAUR sur le contingentement annuel des croix de Légion d'honneur et sur la modification de la loi du 23 juillet 1923.

2 août 1926 : PPL tendant à attribuer la croix de chevalier de la Légion d'honneur sans traitement aux grands invalides de guerre ; PPL tendant à la création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et médailles militaires.

18 décembre 1926 : PPL relatif à l'augmentation du contingent des décorations attribuées au ministère de pensions.

10 mars 1927 : nominations.

31 mars 1927 : nominations.

23 juin 1927 : nomination ; rapport de M. GALLET sur PPL relatif aux récompenses nationales.

16 décembre 1927 : PPL modifiant le contingentement des croix de la marine marchande.

17 février 1928 : nominations.

27 juin 1928 : nominations.

7 décembre 1928 : PPL relative aux croix de la marine.

10 janvier 1929 : nominations.

12 mars 1929 : PPL fixant le nombre de décorations attribuées aux réserves de la marine.

16 juillet 1929 : nominations.

28 juillet 1929 : nominations ; rapport de M. BERGEON sur le PPL relatif aux décorations de Légion d'honneur.

19 décembre 1929 : nomination ; rapport de M. JEANNENEY sur le PPL tendant à modifier la loi du 18 juillet 1906.

24 décembre 1929 : PPL tendant à relever les contingentements de croix de la Légion d'honneur attribués au ministère du travail et de l'hygiène.

6 février 1930 : PPL relative aux croix des fonctionnaires du Sénat et de la Chambre des députés ; nominations.

18 février 1930 : décorations attribuées par le ministère de l'instruction publique ; PPL relative aux croix des fonctionnaires du Sénat et de la Chambre des députés (suite) ; rapport de M. BERGEON sur le PPL relatif aux combattants volontaires de 1914 ; nomination.

15 avril 1930 : rapports de M. LANCIEN sur le PJJ autorisant une promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur (Centenaire de l'Algérie), et sur le PJJ autorisant une promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des sapeurs-pompiers communaux.

25 novembre 1930 : exposé de M. BERENGER sur le cyclone ayant touché la Guadeloupe en septembre 1928 et PPL relatif à la promotion de la Légion d'honneur à l'occasion du cyclone de la Guadeloupe ; inondations dans le sud-ouest de la France ; nominations.

30 janvier 1931 : cyclone de Guadeloupe (suite) ; nominations ; rapports de M. BERGEON sur le PJJ relatif à un contingent de Légion d'honneur en faveur des volontaires ayant servi dans l'aéronautique militaire, sur le PJJ relatif à un contingent de Légion d'honneur du ministère de l'air, et sur le PJJ créant un contingent avec traitement de l'aéronautique militaire et modifiant la loi du 21 juillet 1927.

12 mars 1931 : rapport de M. BERGEON sur le PJJ augmentant le nombre de médailles militaires sans traitement des réserves de l'armée de mer ; nomination ; PJJ relatif aux croix de Légion d'honneur pour les sauveteurs du midi ; PPL relative aux contingents des ministères des colonies et de l'instruction publique.

7 mai 1931 : rapport de M. BERGEON sur le PJJ relatif au nombre de décorations sans traitement des réserves de l'aéronautique ; nominations ; catastrophe de Fourvières à Lyon.

9 juin 1931 : rapports de M. BERGEON sur le PJJ relatif aux officiers de marine bénéficiaires de la loi du 21 mars 1928 et sur le PJJ relatif aux volontaires de la Guerre ayant servi dans la marine ; nominations.

24 novembre 1931 : nominations.

4 décembre 1931 : rapport de M. BERGEON sur le PJJ relatif aux contingent attribué au ministère des colonies ; rapport de M. LANCIEN sur la PPL relative au cinquantenaire de l'Ecole laïque ; PJJ relatif à l'attribution de la Légion d'honneur aux mutilés à 100% ; médaille d'honneur de la Police rurale et municipale ; PPL relatif aux actes de dévouement des membres de l'Enseignement ; nomination.

4 février 1932 : rapport de M. BERGEON sur le PPL relatif au contingent du ministère des colonies ; PPL relative à la Légion d'honneur en faveur des sauveteurs civils ; catastrophe de Fourvières à Lyon ; PPL relative au cinquantenaire de l'Ecole laïque ; nomination.

25 février 1932 : rapports de M. LANCIEN sur la PPL relative au cinquantenaire de l'Ecole laïque, et sur la PPR tendant à augmenter les contingents normaux des ministères du travail et de la santé publique ; rapport de M. BERGEON sur le PJJ relatif aux contingents de la Légion d'honneur pour l'armée de mer.

10 juin 1932 : Légion d'honneur accordée aux ouvriers ; médaille du Levant aux civils ayant obtenu la croix de guerre ; exposé de M. CHAPSAL sur l'économie du PJJ créant un contingent de croix de Légion d'honneur à l'occasion de l'Exposition coloniale.

23 juin 1932 : nominations.

7 juillet 1932 : rapport de M. BERGEON sur le PJJ modifiant la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales ; création de l'ordre civil du mérite.

10 novembre 1932 : audition de M. MARCOMBES (sous-secrétaire d'Etat à l'éducation physique) sur la PPL concernant la Légion d'honneur pour la préparation militaire ; nominations.

1er décembre 1932 : rapport de M. BERGEON sur le PJJ relatif à la médaille de Syrie-Cilicie ; médailles du mérite.

22 décembre 1932 : PJJ concernant la Légion d'honneur pour préparation militaire.

29 décembre 1932 : audition de M. MILLET (ministre des pensions) sur le contingent attribué au ministère de pensions.

9 février 1933 : élection du Bureau.

17 mai 1933 : rapport de M. LANCIEN sur le PJJ relatif au contingent de Légion d'honneur en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active ; création d'un ordre du mérite civil ; nominations.

13 juin 1933 : rapport de M. MOUNIE sur le PJJ relatif au cinquantenaire de l'Ecole laïque ; nominations.

16 novembre 1933 : nomination ; rapport de M. BERGEON relatif aux combattants volontaires ; cinquantenaire de la mort de M. GAMBETTA ; PJJ rejeté sur les ouvriers et employés des différentes industries ; PJJ relatif aux militaires des réserves.

12 juin 1934 : rapports de M. BERGEON sur le PJJ relatif aux décorations des réserves des forces aériennes et sur le PJJ relatif aux combattants volontaires ; PPL relative à l'attribution de décorations récompensant les actes de dévouement accomplis à la Réunion suite au cyclone de 1932 ; cinquantenaire de la mort de M. GAMBETTA (suite).

6 juin 1935 : exposé de M. CHAPSAL sur la PPL concernant la croix du combattant volontaire ; exposé de M. DESJARDINS sur la PPL concernant la médaille des évadés et sur la PPL sur les prisonniers civils de la Grande Guerre ; nomination ; PJJ relatif aux militaires de réserve.

26 juin 1935 : PPL relative à la croix de combattant volontaire ; nomination.

21 janvier 1936 : exposé de M. CHAPSAL concernant les contingents de décorations destinés au personnel de l'armée de l'air ; rapport de M. DESJARDINS sur les PPL relatives aux prisonniers civils de la Grande Guerre ; médaille des évadés ; audition de M. BONNET (ministre du commerce et de l'industrie) sur le PJJ concernant l'exposition internationale de Bruxelles et diverses foires internationales.

11 mars 1936 : rapports de M. BERGEON sur la Légion d'honneur aux combattants volontaires de l'armée de l'air, sur la croix de combattant volontaire pour les combattants volontaires de 1870 ; rapport de M. DESJARDINS sur la médaille des évadés.

10 juin 1936 : nomination ; rapport de M. BERGEON sur la PPL relative à un nouveau contingent en faveur des combattants volontaires.

17 juillet 1936 : rapport de M. LANCIEN sur la Légion d'honneur aux militaires des réserves ; rapport de M. BERGEON sur la Légion d'honneur aux combattants volontaires.

1926-1936

ANNEXE

LISTE DES PRESIDENTS DE COMMISSIONS ANNUELLES

COMMISSION DE L'ARMEE

Louis de FREYCINET	1914
Georges CLEMENCEAU	1915
Louis BOUDENOOT	Mai 1915
Georges CLEMENCEAU	1916 - Novembre 1917
Louis BOUDENOOT	Novembre 1917 - 1918
Paul STRAUSS	Février 1918
Louis BOUDENOOT	1919 - 1922
Albert LEBRUN	1923 - Juin 1931
Albert MESSIMY	Juin 1931 - Novembre 1935
Joseph BOURGEOIS	Novembre 1935
Charles DANIEL-VINCENT	Février 1936 - 1940

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

Louis de FREYCINET	Février - Novembre 1915
Georges CLEMENCEAU	Novembre 1915 - Novembre 1917
Justin de SELVES	Nov. 1917 - 1920
Raymond POINCARE	1921
Gaston DOUMERGUE	1922 - Février 1923
Justin de SELVES	Mars 1923 - Juin 1924
Lucien HUBERT	Juin 1924 - Novembre 1929
Victor BERARD	Novembre 1929 - Novembre 1931
Henry BERENGER	Novembre 1931 - 1940

COMMISSION DES FINANCES

PRESIDENTS

Paul PEYTRAL	1913-1919
Raphaël MILLIES-LACROIX	1920 - Juillet 1925
Paul DOUMER	Juillet - Décembre 1925
Raphaël MILLIES-LACROIX	1926
Etienne CLEMENTEL	1927-1930
Jules JEANNENAY	1931-1932
Joseph CAILLAUX	1932-1940

RAPPORTEURS GENERAUX

Émile AIMOND	1914 - 1916
Raphaël MILLIES-LACROIX	1917 - 1920
Paul DOUMER	1920
Henry CHERON	1921
Henry BERENGER	1922-1925
Henry CHERON	1926-1928
Charles DUMONT	1929-1930
Abel GARDEY	1931-1932
Henri ROY	1932-1933
Marcel REGNIER	1934
Abel GARDEY	1935-1940

GRUPE PARLEMENTAIRE DES DEPARTEMENTS ENVAHIS, puis DES REGIONS DEVASTEES

Léon BOURGEOIS	Octobre 1914 - Novembre 1915
Paul CUVINOT	Novembre 1915 - Août 1916
Louis BOUDENOOT	Août 1916 - Septembre 1916
Paul HAYEZ	Septembre 1916 - Juin 1935

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE

Théodore STEEG	Février - Octobre 1921
Paul MAGNY	Octobre 1921 - Mars 1925
Henry MERLIN	Mars 1925 - 1940

COMMISSION D'ALSACE-LORRAINE

Paul DOUMER	1920
Jean-Baptiste BIENVENU-MARTIN	1921 - Juin 1925
Maurice BOMPARD	Juin 1925

COMMISSION DES DEPARTEMENTS LIBERES

Alexandre RIBOT	Décembre 1918 - Janvier 1923
Lucien HUBERT	Janvier 1923 - Février 1930
Louis de LUBERSAC	Février 1930 - Février 1931
Georges LUGOL	Février 1931 -1934

COMMISSION DES RECOMPENSES NATIONALES

Emmanuel de LAS-CASES	Mars 1926 - Février 1933
Fernand CHAPSAL	Février 1933 - Février 1939
Ferdinand LANCIEN	1939 - 1940

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	p. 3
INTRODUCTION	p. 5
INVENTAIRE	
I. Commission de l'armée	p. 19
A. Procès-verbaux	p. 19
B. Auditions	p. 59
C. Rapports	p. 67
II. Commission des affaires étrangères	p. 83
III. Commission des finances	p. 89
IV. Groupe parlementaire des départements envahis, puis des régions dévastées	p. 153
V. Commissions ad hoc	p. 176
VI. Commission de l'administration générale, départementale et communale	p. 180
VII. Commission d'Alsace-Lorraine	p. 190
VII. Commission des départements libérés	p. 193
VIII. Commission des récompenses nationales	p. 199
ANNEXE	p. 205
TABLE DES MATIERES	p. 208